



ANALYSES 2022

NATURE & PROGRÈS BELGIQUE

520 rue de Dave - 5100 Jambes

tél . 081/30.36.90

mail : info@natpro.be

www.natpro.be



TABLE DES MATIERES

La biométhanisation est-elle compatible avec la ferme biologique ?.....	2
Avons-nous besoin de nos voisins ?	7
Banalisation des pesticides : une menace majeure pour la planète !.....	11
Exportations massives de pesticides vers le "poumon vert"	16
Le sulfoxaflor et ses alternatives.....	20
Quand luttes écologiques et sociales convergent.....	25
La bataille des crises : quand la pandémie l'emporte sur l'écologie.....	31
Des légumes bio et locaux dans les cantines scolaires.....	35
Qu'est-ce que bien "bêcher" ? Quels outils choisir ?.....	39
Les quatre planètes de Bruno Latour	44
Producteurs et transformateurs céréaliers chez <i>Nature & Progrès</i> à la lueur de la sociologie.....	48
De la farine et du pain : développer des filières alimentaires bio et solidaires.....	52
La bio et les profiteurs de guerre	57
Femmes d'agriculteur agricultrices.....	64
Fédérer les acteurs de la transition en sensibilisant à l'alimentation bio et locale	68
Une première expérience de démocratie participative chez <i>Nature & Progrès</i>	73
Je me souviens d'un fou.....	77
Procès néonicotinoïdes - Principe et dérogations d'urgence	82
Les alternatives aux néonicotinoïdes en betterave sucrière.....	88
Pratiquer l'auto-cueillette pour mettre des légumes de qualité à la portée de tous.....	93
Élever les veaux laitiers au pis de leur mère ?	97
Repenser l'agriculture avec les outils de l'écoféminisme	102
"Mieux saisir l'essence même de ce que nous faisons !"	106
La <i>Ford Explorer</i> d'Anthony Medeiros.....	109
Citoyens, nous devons choisir l'énergie citoyenne !.....	114
Une politique alimentaire, et vite !.....	123
Détenir un animal est une vraie responsabilité	127
Un <i>Terre-Neuve</i> au soleil	132
"Nourrir notre résilience".....	138
À la rencontre de l'entreprise citoyenne	142
Le bouturage d'arbres comme méthode <i>low tech</i> pour reboiser.....	152
La maison-entrepôt - S'affranchir du consumérisme.....	157
Le climatologue était aussi poète.....	162

La biométhanisation est-elle compatible avec la ferme biologique ?

La (bio)méthanisation est souvent présentée comme une source d'énergie durable, contribuant à la transition énergétique. Qu'en est-il vraiment ? Voici donc quelques pistes de réflexion qui doivent vous permettre de mieux connaître les enjeux liés à cette technique...

Par Sam Ligoit

À l'heure d'un dérèglement climatique plus prononcé que jamais, la transition énergétique est un enjeu central. Cela implique de décarboner nos sociétés - ne plus utiliser d'énergie fossile - afin de réduire nos émissions de gaz à effet de serre (GES) et ainsi préserver le fragile équilibre climatique. Qui dit transition énergétique dit énergies renouvelables dont les plus connues sont sans doute le photovoltaïque et l'éolien. Mais il en existe d'autres, dont celle qui nous intéresse ici : la biomasse.

La biomasse - c'est-à-dire, littéralement, la "masse vivante" - est toute matière organique pouvant servir de source d'énergie. Elle est utilisée depuis l'aube de l'humanité pour se chauffer - grâce au feu de bois - mais les défis actuels poussent à trouver de nouvelles méthodes de production énergétique dans ce domaine. C'est précisément ce qu'est la méthanisation ou biométhanisation : une "nouvelle" méthode de production d'énergie.

Biométhanisation : principes généraux

La (bio)méthanisation consiste à produire du biogaz, composé majoritairement de méthane (CH₄) et de dioxyde de carbone (CO₂), à partir de biomasse. Cette transformation du carbone organique, contenu dans la biomasse, en méthane est rendue possible grâce à des micro-organismes qui réalisent une digestion anaérobie. L'intérêt de ce biogaz réside précisément dans le méthane qui peut être brûlé afin de produire de la chaleur ou de l'électricité. Certains d'entre vous en utilisent peut-être même sans le savoir car le gaz naturel, lui aussi, est principalement composé de méthane. Mais la différence entre le méthane du gaz naturel et le méthane du biogaz réside dans leur origine : le biogaz est produit à partir de biomasse alors que le gaz naturel est issu de gisements fossiles. Le biogaz peut également être transformé en biométhane en éliminant le CO₂ afin d'obtenir un gaz quasi uniquement composé de méthane. Ce qui peut s'avérer plus pratique pour, par exemple, réinjecter ce gaz sur le réseau...

Bien que de nombreuses matières premières puissent être utilisées pour la (bio)méthanisation, le potentiel de rendement de chacune est différent. Ainsi les matières

premières contenant beaucoup de carbone accessible aux micro-organismes - c'est-à-dire le carbone labile - seront à même de produire beaucoup plus de biogaz que les matières premières en contenant peu. De fortes différences de rendement sont donc possibles. Les conditions de traitement appliquées aux matières premières dans le méthaniseur - tels que le temps de séjour ou la température - auront également une influence sur les rendements.

Le digestat, quant à lui, est un co-produit de la (bio)méthanisation ; il se compose de la matière première qui n'a pas été transformée en biogaz. Le digestat conserve ainsi l'ensemble des nutriments de la matière première - azote, phosphore, potassium, etc. -, ce qui en fait un fertilisant potentiellement intéressant pour l'agriculture. Son utilisation fait cependant débat, notamment au niveau de la vie du sol qui, en l'absence de carbone labile nécessaire à de nombreux organismes du sol, verrait son fonctionnement perturbé...

Quelques nuances...

La (bio)méthanisation est popularisée depuis une dizaine d'années, notamment au niveau européen. La méthode est mise en avant, en Belgique également, par les pouvoirs publics soucieux d'assurer une partie de la transition énergétique. La première station d'injection de biométhane dans le réseau de distribution wallon, inaugurée fin 2020 à Fleurus, démontre cet intérêt. La (bio)méthanisation est présentée comme une source d'énergie durable contribuant à la transition énergétique, dont voici quelques points fondamentaux. À première vue, la (bio)méthanisation ne présenterait que des avantages : valorisation des déchets en énergie, source d'énergie renouvelable, digestat utilisable comme fertilisant minéral... Bref, elle serait une recette miracle. Il est cependant important de nuancer quelques points essentiels.

Tout d'abord, en fonction des matières premières utilisées, l'impact environnemental peut être totalement différent d'un cas à l'autre. Une pratique, souvent pointée du doigt, est l'utilisation de cultures exclusivement dédiées à la production d'énergie. Ainsi, une concurrence pourrait-elle apparaître entre alimentation et énergie... De plus, la notion même de "déchet", utilisée par les défenseurs de la (bio)méthanisation, est subjective. Un fumier, par exemple, sera souvent considéré comme un déchet agricole, dans un cadre de (bio)méthanisation, alors que celui-ci joue un rôle fondamental dans le maintien de la fertilité des sols. D'un point de vue agronomique, il semble donc beaucoup plus judicieux d'utiliser du fumier composté plutôt que de l'envoyer au "biométhaniseur".

Ensuite, au niveau du digestat, certaines matières premières sont impropres à être utilisées en agriculture étant donné la présence de contaminants : par exemple, le digestat de boues d'épuration. La valeur agronomique du digestat est également discutée puisque son impact sur les sols est encore mal connu, d'autant plus que chaque sol peut réagir différemment au digestat et que les digestats, eux-mêmes, peuvent varier dans leur composition.

Enfin, la forme de l'énergie produite, à partir du biogaz ou du biométhane, influencera également la performance d'un tel système. La transformation de biogaz en chaleur est bien plus efficace que sa transformation en électricité. La production de chaleur à partir de biogaz a, en effet, un rendement environ deux fois plus important par rapport à sa transformation en électricité. Cependant, la chaleur ne peut être utilisée que localement et instantanément, à

l'inverse de l'électricité qui peut être exportée sur le réseau, voire stockée dans des batteries. Dans la pratique, beaucoup d'exploitations agricoles utilisant la biométhanisation ont recours à un système intermédiaire de cogénération qui produit, à la fois, chaleur et électricité. Pour se faire un avis précis sur la production d'énergie via la biométhanisation, il est donc important d'adopter une approche globale de la situation car rien n'est jamais simple et, en fonction des choix qui sont faits - matière première, gestion du digestat, forme d'énergie produite -, l'appréciation qui est faite peut radicalement changer.

Dimitri Burniaux, producteur labellisé *Nature & Progrès*, défend une biométhanisation raisonnée...

Pour mieux appréhender le sujet, dans le cadre du travail préliminaire, j'ai conversé avec Dimitri Burniaux qui gère une unité de biométhanisation à la Ferme Champignol, à Surice, près de Philippeville.

- Dimitri, qu'est ce qui t'as amené à la biométhanisation ?

Le projet a débuté en 2003, suite à un appel à projets du gouvernement wallon portant sur les énergies renouvelables. L'association du village, la "Surizée", a répondu à l'appel, proposant un projet de biométhanisation, et a été retenu. Le projet, initialement prévu sur un autre site, a failli ne pas voir le jour à cause de problèmes de voisinage. Nous avons donc décidé de l'accueillir sur notre exploitation après l'avoir remanié pour convenir à cette nouvelle organisation. L'unité de biométhanisation a finalement été construite, en 2006, et a été rénovée, pour doubler sa capacité de production, en 2015. Il s'agit d'un biométhaniseur infiniment mélangé - où les intrants sont solubilisés - qui est le type de méthaniseur le plus répandu en Wallonie.

- Quelles matières premières utilises-tu ?

J'en utilise plusieurs dont les principales sont les sous-produits de betteraves, les tontes de pelouses, les déchets de céréales, l'amidon de pommes de terre - qui est un déchet de l'industrie -, du fumier et du lisier. L'ensemble de ces intrants représente cinq mille tonnes par an. La plupart d'entre eux sont externes à la ferme. J'arrive à travailler avec de "bons déchets" qui permettent de se passer de cultures énergétiques. Je constate cependant qu'avec le temps et le développement de la filière biométhanisation, ces sous-produits sont de plus en plus chers et de moins en moins disponibles.

- Que penses-tu des cultures énergétiques ?

Je ne suis pas spécialement pour. Mais force est de constater qu'elles peuvent avoir leur intérêt. D'une part, la production d'énergie peut permettre de mieux valoriser une culture dont le prix de vente est faible. L'énergie - qui reste un besoin central de nos sociétés - peut donc être considérée comme un nouveau débouché pour les agriculteurs, sans pour autant remplacer l'alimentaire. C'est un équilibre à trouver : ce n'est pas parce qu'on utilise des cultures énergétiques qu'on va abandonner la production alimentaire. On pourrait même imaginer intégrer une culture énergétique dans une rotation, par exemple. D'autre part, il faut

bien se rendre compte que les cultures énergétiques existent déjà depuis plus de dix ans, en Belgique. Par exemple, *BioWanze*, producteur de bioéthanol utilisé comme carburant, est un gros consommateur de céréales - Ndlr : 750.000 tonnes par an ! - et de betteraves - Ndlr : 450.000 tonnes par an ! Il est curieux de constater que le sujet des cultures énergétiques fait débat pour la biométhanisation, pourtant peu répandue, alors que ce n'est pas le cas pour d'autres secteurs de valorisation énergétique. Selon moi, il faudrait baliser la pratique mais ne pas l'interdire, d'autant plus que la Belgique est en situation de dépendance énergétique.

- Quelle utilisation fais-tu du biogaz produit ?

Je le valorise en cogénération. Environ 90% de l'électricité produite - soit un million et demi de kW par an - est exportée sur le réseau et le reste est utilisé pour faire tourner le biométhaniseur et couvrir les besoins de la ferme. La chaleur - soit un million de kW par an - est valorisée à la ferme et dans seize maisons aux alentours. Ce qui est intéressant avec ce système, c'est que l'énergie produite sur place ouvre la porte à de nouvelles opportunités sur la ferme. Ainsi le chauffage de serres pour les plants de légumes, en début de printemps, et le séchage du foin ont-ils été rendu possibles grâce à la chaleur produite par le biométhaniseur.

- Comment gères-tu ton digestat ?

Je l'utilise comme source d'azote minéral rapide ; il est particulièrement utile pour le tallage des céréales, au mois de mars, et d'autant plus en bio où il peut être difficile de trouver des sources d'azote rapidement assimilé par les plantes. J'utilise 80% du digestat, à ce moment-là, et il me permet de fertiliser deux cent cinquante hectares de céréales et un peu de prairies. Le digestat n'a d'ailleurs aucune odeur, ce qui n'est pas pour déplaire au voisinage, en comparaison avec le lisier. L'important, c'est de bien équilibrer son utilisation. Un excès de digestat pourrait devenir problématique mais c'est loin d'être le cas dans ma ferme. J'en manquerai presque...

- Digestat et bio font bon ménage, alors ?

Etant donné que les matières premières que j'utilise ne sont pas bio, le digestat fait l'objet d'une dérogation pour son utilisation en agriculture biologique. C'est possible car toutes les matières premières utilisées sont des matières premières qui sont utilisables en bio. Une dérogation ne serait pas possible si les matières premières étaient des boues d'épuration ou des fientes de poules industrielles, par exemple. Tout ce qui rentre dans mon méthaniseur pourrait aussi bien passer par le rumen d'une vache. De plus, le digestat est légalement considéré comme un déchet, ce qui rend obligatoire de réaliser régulièrement des analyses complètes, afin de s'assurer du respect des normes en termes de pathogènes, de métaux lourds et autres pollutions...

- Que penses-tu des critiques qui sont parfois faites au digestat : déclin de la vie du sol, risques de pollution... ?

Il est vrai, en ce qui concerne la vie du sol, que le digestat est un produit "inutilisable" pour la faune du sol, de par sa faible teneur en carbone labile. Néanmoins, encore une fois, tout est une question d'équilibre et de réflexion : ce n'est pas parce qu'on utilise du digestat que la vie

du sol va dépérir. Il suffit d'assurer par d'autres moyens l'apport de matière organique afin de préserver cet équilibre ; ce n'est pas parce qu'on utilise du digestat qu'on arrête d'épandre du fumier pailleux. En bref : ce n'est pas le rôle du digestat de nourrir le sol ! Bien sûr qu'il nourrit la plante mais, s'il est bien utilisé et intégré dans une approche globale, je n'y vois pas de problème. Depuis quinze ans que j'utilise ce produit, j'ai conservé des teneurs stables en humus dans mes sols. Et, au niveau des pollutions, ce n'est pas vraiment un souci puisque les analyses réalisées garantissent un digestat qui en est exempt.

- En tant que membre de *Nature & Progrès*, que penses-tu de la biométhanisation, d'une manière générale ?

Trois choses doivent absolument être prises en compte : les matières premières, l'énergie et la gestion du digestat. Comme je l'ai dit, je ne suis un partisan à outrance des cultures énergétiques mais je pense qu'il ne faut pas les interdire, dans un souci d'autonomie. Il faut toutefois bien en encadrer la pratique. Il ne faut pas oublier non plus que la biométhanisation permet la production d'une énergie verte à partir de déchets, ce qui est plutôt intéressant. La pratique a donc tout son intérêt dans une démarche d'économie circulaire.

Enfin, les cycles de la matière sont fermés, de par le retour au sol du digestat, tout en permettant une fertilisation intéressante pour les cultures. Nous sommes très loin d'être en surproduction de digestat, que ce soit ici ou à plus large échelle. Le principal est de bien équilibrer les apports au sol, en lui amenant aussi de la matière organique.

Conclusion

La biométhanisation, sujet d'actualité, est un procédé plus complexe qu'il n'y paraît et qui demande de prendre en compte de nombreux aspects pour être évalué correctement. Loin d'en être arrivé à l'étape de la conclusion, *Nature & Progrès Belgique* ouvre le débat et commence - notamment grâce à ce travail d'investigation - à réfléchir à la question.

La biométhanisation est-elle compatible avec le fonctionnement d'une ferme biologique ? Favorise-t-elle l'autonomie des fermes en polyculture-élevage ? Peut-elle être pratiquée dans le cadre des valeurs de la charte de *Nature & Progrès* ? Comme c'est l'habitude de notre association, consommateurs et producteurs, ensemble, devront en discuter lors de commissions dédiées. Et c'est seulement après ce processus que nous pourrons entrevoir une position sur le sujet. Affaire à suivre donc...

Avons-nous besoin de nos voisins ?

Comment rendre vigueur à nos relations de voisinage...

Nature & Progrès organise, durant deux samedis du mois de mars 2022, son premier processus délibératif sur le thème "As-tu besoin de ton voisin ?". Trente citoyens vont discuter du (re)développement des tissus sociaux et des réseaux de consommation et de production locaux, en vue d'alimenter les positions de l'association sur cette thématique.

Par Dominique Parizel

Bien sûr, il appartiendra au groupe représentatif invité à discuter de préciser ses objectifs et de définir plus avant les méthodes de travail qu'il adopte. Il semble toutefois nécessaire d'imaginer, de préciser un cadre de départ, sans quoi il serait difficile de mobiliser qui ce soit. Ce cadre initial a trait - nous l'avons dit - aux relations de voisinage, au sein de nos villages et de nos quartiers. Leur qualité, nous le savons tous, améliore grandement le quotidien. Voici donc une première esquisse, la petite graine appelée à devenir un bel arbre plein de fruits vitaminés...

Nous retrouver, échanger, collaborer...

Les faits démontrent que les replis, individuels ou collectifs, sont souvent des attitudes bien illusoires. Les ressources de la planète sont limitées et nous les consomons aujourd'hui plus rapidement qu'elles ne peuvent se renouveler. Les mauvais traitements que nous infligeons aux écosystèmes dans lesquels nous vivons constituent une menace croissante pour l'espèce humaine elle-même. Et tout indique que le vivant - c'est-à-dire aussi nous-mêmes ! - souffrira terriblement des dérèglements dont nous sommes collectivement - mais certaines collectivités beaucoup plus que d'autres - les responsables.

Les logiques locales, collaboratives et participatives, sont sans doute désormais les seules qui soient à même d'amener plus de justice sociale, en ce compris la sauvegarde du patrimoine environnemental au sein duquel nous coulons nos existences. Comme les beaux jardins que nous cultivons avec amour et passion, sans doute avons-nous le devoir de restituer ces écosystèmes où nous vivons plus beaux que nous les avons trouvés ? Sans doute les *modus vivendi* qui nous permettront de le faire, peuvent-ils être à même de mieux nous auto-réguler, par l'adoption, au sein de nos communautés, de pratiques communes qui nous paraissent justes et soient admissibles pour chacun. La crise des "gilets jaunes" a montré que le monde politique est désormais incapable d'imaginer de telles règles équitables et de les mettre en place. Son seul horizon paraît être de préserver l'activité - quel qu'en soit l'objectif et les conséquences - et les flux monétaires - qui ne profitent qu'au dixième de pourcent les plus riches ! Très loin des besoins réels de la population et de l'amélioration possible de son sort :

qualité alimentaire, confort de l'habitat, facilités de mobilité, qualité des loisirs et amélioration des liens sociaux...

Sans doute appartient-il désormais aux citoyens de pallier ces manquements par leurs propres initiatives et d'utiliser le pouvoir qu'ils détiennent - collectivement et directement - pour imposer la mise en place de solutions adéquates dont le "mouvement social" aura démontré l'efficacité. L'émergence de circuits courts de distribution est, par exemple, une flagrante démonstration d'une telle volonté citoyenne. Le circuit court apparaît même aujourd'hui comme la meilleure planche de salut pour le monde agricole. Entendez le monde agricole à taille humaine, le seul qui soit à même de sauvegarder le caractère local et traditionnel de nos productions. Nous ne parlons pas ici de l'agro-industrie qui est, de plus en plus, une plaie, une réelle nuisance pour notre population. Mais les "gros capitaux", par l'entremise de la grande distribution notamment, déploient une énergie dantesque pour contrecarrer cette réappropriation populaire. Ils ont, en effet, gros à perdre. Et, avec eux, leurs affidés au sein du landerneau politicien...

Le développement du "capital social"

Qu'entendons-nous exactement par "capital social" ? C'est très simple. Tout se passe comme si nous étions chacun les neurones d'un même cerveau. Mais la capacité d'un cerveau repose moins sur le nombre de ses neurones - et sur ce qu'ils "savent" en leur for intérieur - que sur le nombre des connexions qui les relie et sur la capacité de ces connexions à échanger rapidement toutes sortes de données utilisables... Une grosse masse de neurones peut donc être en état de mort cérébrale si on l'arrose quotidiennement, par exemple, de publicités débiles qui la poussent à se comporter machinalement contre son propre intérêt. Un peu de matière grise dûment stimulée peut au contraire être très active si elle se décide à réfléchir. Ainsi en va-t-il de nos groupes humains : il y a les grosses villes socialement inertes qui glissent lentement dans la pauvreté et les hameaux minuscules au bouillonnement intense où l'on cultive proximité avec la nature et douceur de vivre...

L'"intelligence" d'un tel cerveau ne prend pas toujours la forme qu'on croit. Point ne trouverons donc ici d'élucubration savante "à la Elon Musk" : ni rutilantes berlines électriques, ni exploration martienne... On trouvera en revanche dans les villages et les quartiers aux voisins très connectés, la volonté de partager, par exemple, les récoltes avant qu'elles ne périssent, lorsque celles-ci sont importantes : donner aux voisins pour éviter que tout cela ne "tourne à rien" est un acte de civilité et de cohésion sociale, avant même qu'on ne songe au remplissage de l'un ou l'autre estomac... La capacité à autoproduire, une partie de l'alimentation notamment, reste une ressource importante, surtout pour la frange la moins favorisée de nos concitoyens. Pour autant bien sûr que la transmission des savoir-faire essentiels ait lieu, par le biais de potagers collectifs essentiellement qui ne peuvent se mettre en place que dans le cadre de relations de "bon voisinage". Tout cela n'est pas bien neuf, nous le savons pertinemment, et ne relève, pour ainsi dire, que d'une saine tradition qui gagnerait sans doute à s'étendre à beaucoup d'autres domaines de la vie publique. Des telles pratiques intelligentes en ont toutefois déjà inspiré - ou revigoré - beaucoup d'autres :

- celle du don, par exemple, car ce qui ne sert plus à l'un peut certainement être utile à d'autres, et ce qui redevient utile à l'autre évite bien sûr d'en faire trop rapidement un vulgaire "déchet". Cela tombe sous le sens mais il n'est jamais inutile de le rappeler...
- les services spontanés aux personnes - âgées ou handicapées, par exemple - peuvent être peu de choses pour ceux qui les rendent, mais s'avérer d'un réconfort insoupçonné pour ceux qui les reçoivent. Et sauver la vie, le cas échéant, d'une vieille personne isolée, par exemple, toujours susceptible d'avoir fait une simple chute, sans plus pouvoir se redresser...
- le partage d'équipements aussi car nous n'avons pas tous besoin, tout le temps, de notre défonceuse ou de notre perceuse à percussion, par exemple, à moins d'être des bricoleurs quotidiens, obsessionnels et patentés... Dans le même ordre d'idée, peut-être n'avons-nous pas besoin non plus, en permanence, de notre voiture, et peut-être est-il possible d'imaginer un moyen de mettre en partage - et en mouvement - ce gros tas de ferraille qui encombre le trottoir ? Aucune industrie n'imaginerait d'immobiliser une machine aussi chère pendant... 95% de son existence. Plus largement encore, la mise en commun d'un matériel de type professionnel - agricole, par exemple - peut être envisagée par le biais, par exemple, de coopératives créées à cet effet...
- les groupements d'achats en tous genres et de toute nature, enfin, pour l'alimentation ou pour l'énergie par exemple, ont suffisamment montré qu'elles ont un rôle à jouer dans la diffusion d'une information de qualité et dans la responsabilisation du consommateur par rapport à ses achats. Mais, certes, nous nous éloignons peut-être là un peu trop du voisinage...

Voisin, voisine, j'ai besoin de toi ! Mais comment nous organiser ?

Oui. Quels modes d'organisation adopter, une fois que nous avons compris combien nous avons besoins les uns des autres ? Et à l'initiative de qui ? Dons, services et partages ne font pas tourner l'économie ! Les actes gratuits n'ont aucune valeur dans notre univers capitaliste ; ils ne constituent pas non plus de potentiels "gisements d'emplois". Et qui va rouspéter si trop d'échanges citoyens venaient à faire chuter les ventes d'appareillages électriques ou de voitures ? Fabricants et détaillants en équipements en tous genres n'auraient-ils pas tôt fait de dénoncer un important "manque à gagner", peut-être crieraient-ils même aux possibles pertes d'emplois et au travail au noir ? Mais le marketing qui individualise la clientèle ne crée-t-il pas, par simple opportunité, l'achat inutile qui tôt ou tard fait les montagnes de déchets ? Et la pléthore de services publics en tous genres - peu efficaces et peu connus - ne tue-t-elle pas le don et le service spontanés entre voisins, qui créent le véritable lien social ? Comment mesurer l'inintérêt sociétal et la pollution induite par la masse de bibelots idiots qu'on nous vend à vils prix, comment évaluer la qualité très inégale de ce qui est mis en place avec l'argent public, comment stimuler la démarche positive, gratuite et généreuse vis-à-vis de ceux qu'un seul mur sépare parfois de l'endroit où s'écoulent paisiblement nos jours ? Comment faire entendre la voix des acteurs indépendants qui font - ou devraient faire ? - ce salutaire travail d'évaluation ?

Le renforcement des liens de voisinage et le développement du "capital social" peuvent-ils être envisagés comme un véritable objectif politique ? La mise en œuvre d'un tel projet dans le long terme n'entrera-t-il pas forcément en concurrence avec les infrastructures et les actions soutenues ou mises en place au bénéfice de tel ou tel mandataire local ? Comment envisager la conception et l'éclosion d'authentiques initiatives citoyennes, indemnes de toutes formes

de récupération ? Comment les rendre pérennes ? Comment en évaluer exactement les effets ? Qui solliciter pour les initier et les piloter ? Où trouver l'argent nécessaire pour qu'elles existent et se développent ? Et qu'est-ce qui contribue, en définitive, à la qualité de nos vies ? Avoir, autour de nous, des gens "sur qui compter" plutôt qu'un fatras d'appareillages intrusifs et froids ? Ou peut-être être nous-mêmes ces gens sur qui peuvent compter ceux qui vivent h-juste à côté de nous ? Être là, l'un pour l'autre, tous bienveillants et chacun selon ses compétences : certains jardinent, d'autres cuisinent, certains font la conversation, d'autres sont plus doués écouter sans rien dire... Restent aussi les moyens divers qu'une véritable entraide locale permet de mobiliser, et les dépenses inutiles qu'elle permet d'éviter : une véritable "économie locale" et collective, pour s'épauler dans la proximité, qui permet sans doute de faire face discrètement à de nombreuses situations de précarité, en évitant surtout l'humiliation d'exposer au grand jour les cruelles difficultés de l'existence ? Mais rien qui excite vraiment le politicien local à la générosité ostentatoire, rien qui excite beaucoup le média encenseur des belles et grandes solidarités. Rien qui concerne non plus le grand *Monopoly* libre-échangiste mondialisé dont on ne sait trop s'il est devenu un atout ou une menace pour la vie des villages et des quartiers ?

Dans le temps, les soirs d'été - quand ne bourdonnaient pas encore les TV -, les gens sortaient s'asseoir sur leur banc ou sous leur arbre et parlaient, de tout et de rien, en compagnie de leurs voisins. Jusqu'à ce qu'il fasse assez frais et assez sombre pour aller enfin se coucher...

L'objectif de *Nature & Progrès* ?

Réunir un panel citoyen et parler voisinage. D'accord mais pour quoi faire exactement ? Partager le constat que le voisin et la voisine sont des gens uniques dont avons absolument besoin et s'interroger sur les moyens de resserrer le tissu social de proximité. C'est sans doute, à présent, une affaire entendue. Mais encore ?

Nature & Progrès proposera au panel citoyen d'explorer, à l'échelle de nos villages et de nos quartiers, ses thématiques principales - accès à une alimentation bio et locale de qualité, jardinage et autoproduction, éco-bioconstruction - afin d'y déceler et d'imaginer les actions ou les mécanismes qui permettraient une réactualisation - peut-être une simple "mise à jour" - des liens de voisinage. Nous rêvons à de nouveaux outils, un nouvel état d'esprit, un nouveau regard que le simple fait de mieux manger et de mieux habiter - le fait de mieux savoir ce que l'on mange et ce que l'on habite - nous permettrait peut-être de poser enfin sur ces gens étranges que nous n'avons pas choisis et qui nous semblent, à la fois, si loin et si proches : nos voisins ! Ceux et celles de mon village, de mon quartier...

Banalisation des pesticides : une menace majeure pour la planète !

L'agriculture biologique se développe. Rien ne semble - et c'est heureux - pouvoir stopper sa marche en avant ni freiner l'adoption de ses produits par un nombre croissant de consommatrices et de consommateurs (1). Mais les méthodes chimiques continuent pourtant d'empoisonner nos vies et de tuer les pollinisateurs. Qui peut expliquer pareil paradoxe ? Voici quelques tentatives d'explication...

Par Marc Fichers

Plus d'un quart de siècle d'actions et de revendications, dans les milieux apicoles et environnementalistes, en vue de voir interdits ces dangereux tueurs d'abeilles n'auront pas suffi ! Tout avait été dit, semblait-il, lors d'un colloque organisé, par nos soins, il y a plus de quinze ans, décrivant l'effet terrible des insecticides néonicotinoïdes sur les pollinisateurs. Et pourtant...

Triste saga

Nous savons, depuis tout ce temps, que les néonicotinoïdes agissent à très faible dose et déstructurent les ruchers, qu'ils "travaillent" à dose "sublétales" et sont ainsi la menace majeure qui guette nos abeilles, et nos pollinisateurs d'une manière général. Pour les autres insectes, on ne sait pas exactement. Personne ne les a encore étudiés !

Un quart de siècle d'un combat désespéré dans le monde apicole pour arriver enfin à une interdiction, par l'Europe, des trois principales matières actives - imidaclopride, clothianidine et thiaméthoxame -, une interdiction liée aux risques graves qu'elles font courir aux abeilles. Qu'à cela ne tienne : la Belgique a courageusement "dérogé", par quatre fois déjà, à cette interdiction européenne. Cela sans raison précise, si ce n'est de sauvegarder un secteur agroindustriel, entre autres sucrier, qui continue de laisser croire aux agriculteurs que l'avenir est dans la lutte chimique et qui refuse obstinément, depuis plus de vingt ans, de développer les alternatives aux pesticides (2). Et elle persiste dans son erreur funeste : un nouveau dossier s'ajoute aujourd'hui à la pile, celui du sulfoxaflor, encore un néonicotinoïde tueur d'abeilles - comme s'il n'y en avait déjà pas assez ! - autorisé uniquement en milieu confiné. Le ministre fédéral belge de l'agriculture n'a pas hésité à "déroger" à nouveau, en autorisant ce pesticide pour la culture de la betterave, en 2021. La Belgique, apparemment, ne connaît rien d'autre, en la matière, que des "situations d'urgence" (3), le ministre fédéral belge de l'agriculture considérant, en l'occurrence, que "la production végétale menacée ne peut être protégée du danger par d'autres moyens raisonnables". Nous montrons pourtant, dans la suite de ce dossier, que des alternatives à ce pesticides existent et sont efficaces !

De telles dérogations salissent l'image de la Belgique ! Elles laissent également planer l'espoir que de tels poisons sont encore une voie d'avenir, en dépit des interdictions européennes. Plutôt que d'explorer et de proposer des alternatives au secteur agricole, ainsi que le propose *Nature & Progrès*, plutôt que de travailler à l'amélioration de ces alternatives en mettant des moyens pour une telle recherche, notre pays se complait à entretenir l'illusion que l'avenir se trouve encore dans le chimique. Il s'engage dans une impasse et il le sait ! Nous le lui répétons depuis de nombreuses années : le citoyen ne s'y retrouve plus ! D'un côté, on prétend vouloir développer la biodiversité et, de l'autre, on "déroge" à qui mieux mieux à l'interdiction de dangereux pesticides. De qui se moque-t-on ? Nos abeilles, chers élus, dépérissent ! Les populations d'insectes et d'oiseaux périclitent !

Le rapport sur l'état de l'environnement publié par la Région wallonne est particulièrement clair : "*Les effectifs des espèces associées aux milieux agricoles sont en déclin continu depuis 1990 et présentent la diminution la plus flagrante : ces espèces ont perdu plus de la moitié de leurs effectifs (- 60 %), au rythme moyen de 3,0 % par an. Ce déclin concerne tout autant les espèces liées aux grandes cultures que les espèces associées aux prairies (4).*"

Or, par la faute de "dérogations" ineptes, la Belgique tord toutes les réglementations acquises de haute lutte pour permettre aux pesticides chimiques - et non des moindres ! - d'être répandus sur nos champs... mais aussi dans nos habitations puisque ces funestes molécules sont également utilisées pour lutter contre les puces de nos chiens et de nos chats !

Un élève modèle

La Belgique est totalement imprégnée par l'idéologie "chimique", la plupart de nos scientifiques sont toujours formattés dans ce moule. Mais la Belgique est aussi littéralement imprégnée de chimie, chaque Belge individuellement contenant en lui un grand nombre de ces molécules... Tout notre environnement est pollué par ces poisons, ainsi que l'ont montré les études *Expoesten* et *PROPULLP*, menées par l'ISSeP (5). Les pesticides se retrouvent finalement dans nos lieux de vie ! La ministre wallonne de l'Environnement l'a encore récemment mis en évidence (6), grâce à l'analyse de la présence de pesticides dans le sang et dans l'urine de 828 de nos concitoyens wallons. 90% des échantillons contenaient des métabolites d'insecticides pyréthrinoïdes et organophosphorés. Un quart contenaient du glyphosate, et 20 % des pesticides interdits depuis des dizaines d'années... Preuve que nous n'avons certainement pas fini de déguster ! *Nature & Progrès* avait d'ailleurs interpellé la ministre, dès son arrivée au gouvernement wallon, sur la nécessité de revoir la législation concernant les modalités d'utilisation des pesticides. Nous sommes donc dans l'attente de règles claires qui empêchent la dispersion de pesticides dans l'environnement. Car qu'est-ce qui peut justifier, en fin de compte, le fait que des produits dont la dangerosité est avérée puissent être ainsi disséminés en dehors des lieux traités ? Or il ne suffit manifestement pas que les conditions d'épandage soient normalisées et les pulvérisateurs régulièrement contrôlés... Cela s'apparente à une contamination, pure et simple, qu'aucune forme de nécessité ne peut plus aujourd'hui justifier : un pesticide est autorisé pour un lieu donné et contre un ravageur donné, rien ne justifie sa dissémination, d'autant plus que - répétons-le ! - des alternatives non chimiques existent et ont démontré leur efficacité.

Et nous n'incriminons pas ici les seuls agriculteurs : ce sont les fabricants qui devraient être poursuivis pour pollution de l'environnement. Quand le scandale de l'amiante a éclaté, personne n'a imaginé poursuivre les couvreurs ! Ce sont bien les firmes qui fabriquaient les matériaux de recouvrement à base d'amiante qui ont été d'emblée montrées du doigt. Comment se fait-il qu'en matière de pesticides, les seuls incriminés soient les utilisateurs ? D'autant que le coût environnemental et de santé est à charge de la collectivité alors que les bénéfices sont pour les fabricants (7) !

A l'heure qu'il est, la Belgique fait toujours partie du trio de tête des pays européens gros utilisateurs de pesticides (8). La Wallonie, quant à elle, a récemment octroyé une dérogation - une de plus ! - à *Infrabel* pour l'utilisation de glyphosate, et les justifications avancées ne laissent en rien supposer qu'il n'y aura pas de reconduction l'an prochain, alors que cet herbicide est, de plus en plus souvent, mis sur la sellette et qu'aucun moyen n'a été mis en œuvre pour rechercher et développer des alternatives. Le rendement économique, comme le rappelle fort à propos la ministre, ne peut cependant prévaloir sur les dégâts occasionnés à l'environnement et à la santé (9)... Mais alors, pourquoi pareille dérogation ?

Non content d'être un "gros consommateur" de pesticides, de "déroger" à tour de bras, de polluer l'environnement et nos maisons - via les colliers antipuces, notamment -, la Belgique est maintenant connue comme le plus gros exportateur - une "plaque tournante" du trafic - de pesticides interdits vers les pays du Sud, ainsi que nous le verrons dans l'article qui suit. Bravo, la Belgique !

Travailler à une meilleure réglementation

Depuis cinquante ans, *Nature & Progrès* tourne le dos à l'utilisation des pesticides en développant l'agriculture biologique. Les précurseurs de la bio, on le sait maintenant, ont raison, non pas de suivre les élucubrations de nos élites scientifiques de l'époque, mais simplement de répondre aux attentes quotidiennes de nos concitoyens ! A chacun son domaine : le labo et la bibliothèque aux uns, la vie de tous les jours aux autres...

L'Europe vise à présent 25% de bio en 2030 et le gouvernement wallon actuel s'est engagé pour 30%, la même année. C'est parfait ! Quelle magnifique reconnaissance pour la vision qu'ont eue les précurseurs. Depuis une dizaine d'années pourtant, *Nature & Progrès Belgique* s'investit aussi pour diminuer la pression chimique dans l'agriculture conventionnelle. Nous avons ainsi développé le projet "*Wallonie sans pesticides*" qui vise à les remplacer par des alternatives, et à investir dans des moyens de recherche afin de développer les alternatives toujours cruellement manquantes. *Nature & Progrès* consacre même ses maigres moyens dans cette recherche, via entre autres le *Plan Bee*. La situation actuelle montre toutefois que c'est évidemment loin d'être suffisant et qu'il faut également s'investir dans le combat politique pour mieux réglementer :

- l'autorisation, tout d'abord : nous ne pouvons évidemment plus tolérer que des "dérogations" soient données arbitrairement pour des produits interdits en raison de leur dangerosité ;
- d'utilisation, ensuite, car des produits aussi problématiques ne devraient plus jamais atterrir dans nos lieux de vie, dans nos maisons et dans notre environnement. Un principe simple doit

être adopté : un pesticide ne peut être appliqué dans un endroit donné que si sa non-dispersion peut être garantie ! Si ce n'est pas le cas, eh bien qu'il soit interdit - et qu'il n'y ait évidemment aucune possibilité de "dérogation"...

Nature & Progrès portera, cette année, une attention accrue sur ces différents points. Et ce n'est pas de gaîté de cœur ! Nous préférierions sincèrement concentrer toute notre énergie au développement de l'agriculture biologique. Malheureusement, au terme de vingt-cinq années d'actions citoyennes positives pour le monde où nous vivons, nous devons encore supporter que nos responsables "dérogent" à l'interdiction formelle de produits pourtant clairement réputés dangereux. Nous devons encore supporter que des législations inadaptées ou obsolètes sur l'utilisation des pesticides ne garantissent pas leur non-dispersion et que d'authentiques poisons soient retrouvés dans les lieux de vie de nos concitoyens. Face à de tels scandales, non, nous ne parvenons pas à rester les bras croisés...

Mais à qui la faute ? Dans l'étrange concert mondial de l'agrochimie, il est aujourd'hui bien difficile de comprendre exactement qui peut quoi et qui veut quoi (10). Ainsi que le montre l'article qui suit... Une manière habile pour ceux qui nous gouvernent de laisser faire, en déclinant toute forme de responsabilité ? L'état de la planète et du climat ne peut cependant plus souffrir la moindre approximation en matière agricole...

En 2022, *Nature & Progrès* concentrera ses efforts sur :

- le développement de l'agriculture biologique pour atteindre au plus vite les 30% promis ;
- des actions, entre autres en justice, pour faire cesser les "dérogations" sur les produits interdits en raison de leur dangerosité avérée ;
- des actions afin de faire évoluer les réglementations en matière d'autorisation des pesticides et concernant leurs conditions d'utilisation ;
- la réorientation des moyens toujours dévolus à la recherche et au développement en matière de pesticides vers le développement des alternatives manquantes ;
- la recherche et l'information concernant les alternatives aux pesticides via notamment notre campagne "*Une Wallonie sans pesticides, nous y croyons !*".

Notes :

(1) Les dépenses ménages belges en produits bio ne cessent d'augmenter depuis plus de dix ans : **890 millions d'euros** en 2020, soit une **augmentation de 13%** par rapport à l'année précédente ! En 2020, **96% des Belges ont consommé au moins une fois un produit bio.**

Voir : <https://www.biowallonie/chiffres-du-bio/>

(2) Ce qui, pourtant, vient d'être fait par treize fermes qui ont expérimenté la culture de la betterave en agriculture biologique, pendant deux ans, et se sont réunies pour commercialiser un sirop bio. Voir : <http://organicsowers.bio>

(3) Voir : <https://fytoweb.be/fr/legislation/phytoprotection/autorisations-120-jours-pour-situations-durgence>

(4) Voir : <http://etat.environnement.wallonie.be/contents/indicatorsheets/FFH%208.html>

(5) Voir : <https://www.issep.be/expoesten-2/> et https://www.issep.be/wp-content/uploads/PROPULPPP_R%C3%A9sum%C3%A9.pdf

(6) Voir : <https://tellier.wallonie.be/home/presse--actualites/communiques-de-presse/presses/des-polluants-interdits-depuis-40-ans-se-retrouvent-dans-lurine-ou-le-sang-des-wallons.html>

(7) Pour en savoir plus, voir : https://lebasic.com/wp-content/uploads/2021/11/BASIC_Etude-Creation-de-Valeur-et-Couts-Societaux-Pesticides_20211125.pdf

(8) Voir : <https://fr.statista.com/infographie/15061/consommation-pesticides-en-europe-par-pays/>

(9) Voir : <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=98246>

(10) Lire : Cécile Boutelet et Nathalie Guibert, "*Pesticides : la nouvelle hégémonie chinoise*", dans *Le Monde*, du 1/12/2021

Exportations massives de pesticides vers le "poumon vert"

Trois cent dix tonnes de thiaméthoxame, telle est bien la quantité astronomique de ce pesticide néonicotinoïde qui a été exportée depuis la Belgique, vers le Brésil et le "poumon vert" de la planète, dans le dernier quadrimestre de 2020 ! En pleine deuxième vague de la crise sanitaire... Mais la Belgique n'a peut-être été qu'une "porte de sortie" de l'Union européenne pour un produit qu'elle-même s'interdit, même si ses Etats-membres, trop souvent, "dérogent" par habitude...

Par Dominique Parizel

Fin novembre 2021, l'ONG suisse *Public Eye* révèle que l'Union européenne a exporté, durant les quatre derniers mois de l'année 2020, des milliers de tonnes des pesticides "tueurs d'abeilles" - les fameux néonicotinoïdes - qu'elle-même interdit sur son propre sol (1). *Public Eye* rappelle que "trois cultures sur quatre dans le monde dépendent des abeilles et autres insectes pollinisateurs ainsi qu'un tiers de la production alimentaire mondiale". L'effondrement de ces populations, très vulnérables aux pesticides et à d'autres facteurs environnementaux, représente donc une "sérieuse menace pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde", ainsi que nous en avait averti la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Dès 2018 et sur cette base, l'Europe avait donc interdit les trois principaux néonicotinoïdes - imidaclopride, thiaméthoxame et clothianidine - pour toutes les cultures de plein air, en raison de risques "inacceptables" pour les abeilles et ce, en dépit de la guérilla juridique opposée par les fabricants, *Bayer* et *Syngenta* essentiellement, qui furent déboutés par la Cour de Justice de l'Union européenne.

Où l'on mesure que l'intérêt des multinationales "fait loi"...

Il nous en coûte de resasser pareil poncif, croyez-le, mais hélas les faits sont là... L'Union, tout d'abord, permet à ses Etats-membres de "déroger" pour des raisons - et selon une procédure - obscures à propos de laquelle nous attendons toujours les précisions que doit apporter la Cour de Justice de l'Union européenne, suite aux recours intentés par *Nature & Progrès Belgique*, *Pesticide Action Network Europe* et un apiculteur indépendant. Nous vous avons parlé, à maintes reprises, des "dérogations" - arbitraires selon nous -, accordées par la Belgique, auxquelles s'ajoute maintenant une autre "dérogation" pour le sulfoxaflor. Nous revenons, dans l'article qui suit, sur les alternatives possibles pour ce produit dangereux. Plus fondamentalement, nous nous demandons surtout à quoi sert de légiférer si les puissants de ce monde - rien de neuf sous le soleil - sont ensuite autorisés à s'asseoir aussi facilement sur

tout ce qui les embête. Et tout cela, dans le cadre de ce que l'Europe s'efforce encore de nous présenter comme un *Green Deal*...

A tous ceux qui laissaient encore quelques crédits à sa bonne foi, elle démontre à présent qu'elle-même se fiche éperdument de l'esprit même de ses propres lois, autorisant les géants de l'agrochimie à produire, sur le territoire européen, les pesticides qu'elle-même répute dangereux, puis à les exporter vers des pays où les réglementations sont - mais oserait-on encore en mettre sa main à couper - "plus faibles". Quoi qu'il en soit, le grand commerce toxique mondialisé a encore de beaux jours devant lui. Et les "parrains de la drogue" ne sont pas forcément ceux qu'on croit !

L'ONG *Public Eye* et la cellule d'enquête de *Greenpeace* en Grande-Bretagne, baptisée *Unearthed*, réussirent, en effet, à mettre la main sur des données d'exportation obtenues, en vertu du droit à l'information, auprès de l'*Agence européenne des produits chimiques* (ECHA). Car même les multinationales sont tenues d'informer les autorités européennes de leurs exportations de produits chimiques interdits... Pour un résultat anodin ? Vous ne rêvez pas : plus de trois cents exportations en à peine quatre mois ! Et *Bayer* et *Syngenta*, qui disposent d'un vaste réseau d'usines en Europe, sont responsables de près des neuf dixièmes de ces exportations. De plus, le quotidien *Le Monde* relève (2) qu'avec "310 tonnes de substances actives - le thiaméthoxame de *Syngenta* -, la Belgique est de loin le plus gros exportateur, devant la France." L'analyse des données publiées par *Public Eye* permet même de constater qu'un seul envoi massif fut réalisé par *Syngenta* depuis notre pays ! La chose qui le compose, une fois formulée, s'appelle *Engea Pleno S* et il y en avait très exactement deux millions deux cent mille litres ! Bien sûr, officiellement, la Belgique et la France soutiennent, à présent, une interdiction d'exportation car "il n'est pas acceptable d'exposer l'environnement et la santé dans d'autres pays" à ces substances, dit-on dans l'Hexagone où l'on ne manque décidément pas d'humour. Car tant la France que la Belgique "dérogent" toujours... Et nous aimerions vraiment bien savoir quelle partie du poison fut fabriquée dans notre rutilante usine de Seneffe, dans notre belle Wallonie, ce qu'indiquent clairement les documents mis en ligne par *Syngenta-Brésil*...

Engea Pleno S, oui mais pour quoi faire ?

Donc, trois cent dix tonnes de thiaméthoxame furent fabriquées puis exportées depuis la Belgique en direction du Brésil, envoyés par les bons soins de *Syngenta*. Soit deux millions deux cent mille litres d'un produit formulé nommé *Engea Pleno S*, un merveilleux produit autorisé pour un nombre impressionnant de cultures, de la canne à sucre au soja. Si l'acte d'autorisation "conseille" de ne pas traiter en période de floraison, il permet, notamment pour les cultures de soja et de blé, d'effectuer des traitements aériens... via des avions. ! Une honte sans nom par conséquent - disons-le tout net - de voir notre pays "déroger" - décidément, ce n'est plus une habitude mais un vrai tic nerveux - aux interdictions en vigueur et à l'esprit de nos propres lois, pour laisser des industries transnationales exporter de vrais poisons qui vont polluer - et partant anéantir - le "poumon vert" de notre planète. Jouer les bonnes âmes conscientisées quand vient la COP, c'est une chose, mais agir, c'est en décidément une autre... On sait bien sûr que, d'une manière générale, les écolos brésiliens ont la vie dure. Pourtant, des bonnes âmes, il y en a (4). Ne parlons donc pas des Brésiliens eux-mêmes mais de la

responsabilité écrasante de leur état dans la destruction de sa forêt, avec le dessein - stupide et coupable - de devenir la "ferme du monde". Une ferme agroindustrielle, cela va sans dire. Collaborer à un tel projet revient donc objectivement à agir contre la biodiversité et contre le climat ! Ainsi la quantité de terres consacrées aux palmiers à huile, par exemple, avait déjà doublé, au Brésil, entre 2004 et 2010, sous l'impulsion de président Lula. La volonté de concurrencer la Malaisie et l'Indonésie, dans cette production très controversée, n'a pas cessé depuis, les producteurs prévoyant de doubler encore le volume pour 2025 (5). Le Brésil est donc loin d'être un pays vertueux en matière écologique. Et Bolsonaro n'est pas seul en cause... L'impossibilité de signer un accord commercial entre l'Union européenne et le *Mercosur* est là pour nous le rappeler.

Du reste, c'est bien l'ensemble de l'agriculture brésilienne qui est une véritable tare pour la planète entière, et c'est bien cette agriculture, dans la plupart de ses spéculations principales - coton, riz, arachides, pommes de terre, cannes à sucre, oignons, citrons, fèves, tournesols, maïs, palmiers fourragers, pâturages, concombres, soja, sorgho, tomates, blé - qui est grande consommatrice de poisons tels que l'*Engea Pleno S*. Alors, pourquoi, décidément, lui en envoyer en si grandes quantités ? Et de quelle terrible infestation "contre laquelle il n'y a pas d'alternative", le Brésil a-t-il bien pu être la victime, en cette saison 2020 ?

Syngenta chinois

A moins que... A moins que le grand jeu géopolitique ne soit encore bien plus "subtil" que cela... Car oui, en mai 2017 - cela n'a pas fait les gros titres ! -, le géant *ChemChina* - une "propriété" de l'Etat chinois - a trouvé un soutien suffisant parmi les actionnaires de *Syngenta* pour boucler une offre mirobolante de quarante-trois milliards de dollars - trente-neuf milliards d'euros et des poussières... - sur le géant suisse des pesticides et des semences... Cette "fusion" - ah, l'amour fusionnel ! - revêtait un caractère stratégique pour la Chine, premier marché mondial en agriculture, qui cherchait alors à assurer la sécurité d'approvisionnement de sa gigantesque population.

L'Europe, toujours pleine de bienveillance et de bonnes intentions, veut-elle s'abstenir de contrarier la Chine dans ses relations avec le Brésil ? Pareille "diplomatie du pesticide" serait sans doute particulièrement risible s'il n'y avait d'autres enjeux de taille mondiale : le climat, la biodiversité... Quant à l'Europe, si elle veut montrer la voie en matière climatique, qu'elle le fasse peut-être avec un peu plus de fermeté... Qu'enfin nos pathétiques défenseurs locaux des intérêts industriels venus d'ailleurs daignent arrêter de se poser en arrogants libérateurs de l'agrochimie et qu'ils admettent, une fois pour toutes, ce que veut, chez lui, le consommateur lambda : du bio et du local en circuit court ! Tout profit pour nos agriculteurs. Nos agriculteurs à nous, ceux qui cultivent chez nous, c'est-à-dire en Wallonie... Pour ceux qui décidément mettent du temps à comprendre !

Notes :

(1) Voir : <https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/pesticides/lue-exporte-des-milliers-de-tonnes-de-tueurs-dabeilles-interdits-sur-son-sol/>

(2) Voir : Stéphane Mandard, "*L'UE exporte les néonicotinoïdes interdits sur son sol*", dans *Le Monde* du 19 novembre 2021, page 10

(3) Voir :

https://www.syngenta.com.br/sites/g/files/zhg256/f/engeo_pleno_2.pdf?token=1562182806

(4) Voir : <https://www.secours-catholique.org/actualites/au-bresil-des-fossoyeurs-de-lamazonie-deviennent-ses-defenseurs>

(5) Voir : www.greenpeace.fr/deforestation-huile-de-palme-compte-a-rebours-final/

(6) Voir : <https://unearthed.greenpeace.org/2020/02/20/brazil-pesticides-soya-corn-cotton-hazardous-croplife/>

Le sulfoxaflor et ses alternatives

Concernant les néonicotinoïdes, la Belgique "déroge"... Vive la rhétorique et mort aux abeilles ! Tel semble être désormais le message de ceux qui nous gouvernent ! Mais voici, à présent, le sulfoxaflor. Pas exactement un nouveau venu : *Nature & Progrès* en parlait déjà... il y a six ans exactement ! Et pas pour en dire beaucoup de bien...

Par Camille le Polain

Le sulfoxaflor est un insecticide systémique agissant en tant que neurotoxine et ciblant principalement les insectes piqueurs-suceurs, dont les pucerons. Neurotoxique de type néonicotinoïde, le sulfoxaflor agit à très faible dose et se diffuse dans tous les organes des plantes traitées. Cette molécule insecticide appartient à une nouvelle famille chimique - les sulfomixines, créée de toutes pièces pour ne pas faire un "néonic" de plus - et est utilisée pour exterminer tout type d'insectes susceptibles de s'attaquer à différentes cultures, dont certaines sont mellifères, comme les agrumes, les fruits à noyaux et à pépins, une grande variété de légumes etc. Loin d'être spécifique, il présente des impacts désastreux sur les insectes auxiliaires : abeilles mellifères, abeilles solitaires, bourdons, syrphes... sont autant d'insectes bénéfiques au bon fonctionnement des écosystèmes et, malheureusement, également la première cible de ce neurotoxique puissant.

Il est important de le répéter : l'heure est grave ! Depuis les années nonante, 75% de la biomasse des insectes a disparu ! En cause : l'utilisation massive des néonicotinoïdes dont le sulfoxaflor. Si l'argument naturaliste ne suffit pas pour vous convaincre, il est bon de rappeler également que plus des deux tiers de ce que nous mangeons est issu, directement ou indirectement, de plantes ayant besoin d'une pollinisation par un insecte. Dans le même ordre d'idées, on prête souvent à Einstein la phrase qui suit : "*si les abeilles disparaissaient de la surface du globe, l'homme n'aurait plus que quelques années à vivre. Plus de pollinisation, plus de plantes, plus d'animaux, plus d'hommes...*"

Depuis 2015, de nombreuses voix s'élèvent...

Nature & Progrès agit depuis longtemps contre l'application dévastatrice du sulfoxaflor pour les écosystèmes et l'humain. En 2015, année de sa première autorisation en Europe, *Nature & Progrès* avait déjà sollicité nos politiciens pour leur demander de prendre les mesures nécessaires afin que le sulfoxaflor ne soit pas autorisé en Belgique. En dépit de nombreuses voix opposées à son autorisation sur le sol belge, des produits pharmaceutiques à base de sulfoxaflor furent autorisés ces dernières années. Une première autorisation fut octroyée, en 2020, pour lutter contre les pucerons en betterave sucrière, pour une durée de cent vingt jours, suivie d'une nouvelle autorisation, fin 2020, étendue cette fois à un nombre important de cultures : pommes de terre, fèves, féveroles, choux. En mars 2021, *Nature & Progrès* et

PAN-Europe interpellèrent notre ministre fédéral de l'agriculture, au sujet de l'autorisation du sulfoxaflor dans ces cultures de plein champ. Il est grand temps, en effet, de libérer ces cultures légumières et légumineuses de ce puissant neurotoxique, sachant qu'elles représentent un nombre d'hectares conséquent, en Belgique, et qu'elles sont parmi les plus traitées. La Belgique, incapable de parler d'une seule voix, s'abstiendrait aux dernières nouvelles dans le débat européen sur son interdiction.

Il semble urgent, par conséquent, de rappeler que les alternatives à ce puissant neurotoxique existent ! Et que leur efficacité n'est plus à démontrer !

L'initiative citoyenne européenne "*Save Bees and Farmers*" est portée par un réseau de cent quarante ONG environnementales, d'organisations d'agriculteurs et d'apiculteurs, de fondations caritatives et d'institutions scientifiques distribuées à travers l'Union Européenne. Leur but est de réconcilier agriculture, santé et biodiversité. Et cela passe par un arrêt complet de l'utilisation des pesticides ! Plus de 1,2 millions de citoyens européens ont signé leur initiative...

Mettre en lumière les alternatives existantes

Chez *Nature & Progrès*, loin de chercher à dénoncer un système, nous mettons un point d'honneur à mettre en avant les alternatives aux pesticides chimiques de synthèse qui sont mises en pratique sur le terrain. C'est la méthodologie de notre campagne "*Vers une Wallonie sans pesticides, nous y croyons*" : rencontrer les agriculteurs au sein de leurs fermes et sur leurs parcelles de cultures, et se baser sur leurs témoignages de terrain pour apporter des solutions réalistes et réalisables.

1. Mieux vaut prévenir que guérir : tel est notre leitmotiv !

Nous prônons des pratiques agricoles préventives pour prévenir l'apparition d'insectes ravageurs. Ces méthodes sont variées et leur réussite tient en leur intégration combinée dans un même système de culture. En effet, l'objectif est d'atteindre des synergies entre les effets associés de différentes méthodes alternatives. Individuellement, ces alternatives pourraient être moins efficaces ou moins adaptées...

- une pratique préventive familière en agriculture bio : la rotation des cultures

La diversification spatiale et temporelle est la clef pour minimiser la pression des insectes ravageurs et pour prévenir efficacement leur installation. En agriculture bio, la rotation des cultures et l'alternance de cultures d'été et de cultures d'hiver est l'alternative agronomique la plus efficace aux pesticides synthétiques. La rotation permet de casser le cycle de vie des ravageurs.

A titre d'exemple, en cultures de légumes, réaliser une rotation entre cultures de légumes-feuilles et de légumes-racines prévient l'installation d'insectes ravageurs. Dans le même ordre

d'idées, il est essentiel d'éviter de cultiver, de manière trop fréquente, des cultures de la même famille botanique sur une même parcelle.

2. La prévention passe également par des pratiques agroécologiques qui tendent à améliorer l'efficacité d'ennemis naturels pour réduire la pression des ravageurs :

- la mise en place de "cultures mixtes" et de "cultures intercalaires"

Ce principe se base sur l'association spatiale de deux - ou plusieurs - espèces culturales. Alors que la première technique - "culture mixte" - consiste à planter simultanément deux ou plusieurs plantes sur un même terrain, la deuxième - "culture intercalaire" - consiste à semer deux ou plusieurs cultures, en même temps, sur une parcelle donnée, dans des rangées séparées. A côté de leur efficacité dans la lutte biologique, les cultures mixtes et les cultures intercalaires favorisent également le maintien de la fertilité du sol et des rendements culturaux plus élevés.

Ainsi, certaines espèces végétales peuvent agir comme "cultures-pièges" ou comme ressources pour les ennemis naturels des ravageurs. Par un contrôle "*top-down*", les prédateurs naturels régulent ainsi l'abondance d'une population de ravageurs. Les cultures pièges fournissent un habitat aux insectes bénéfiques ou auxiliaires, comme les coccinelles, les araignées et les syrphes.

Une autre approche de lutte biologique, via les cultures-pièges, est la stratégie d'"attraction-répulsion" qui consiste à "chasser" les insectes ravageurs d'une culture principale et à les "charmer" vers la lisière du champ. Un exemple - parmi de nombreux autres ! - est l'implantation de bandes de moutarde comme cultures-pièges pour contrôler la punaise arlequin, un insecte perceur-suceur qui se nourrit des feuilles de crucifères. L'introduction de cultures-pièges permet de limiter fortement les dommages liés aux attaques de ce ravageur sur le chou, le brocoli, les choux de Bruxelles et le chou-fleur.

- l'implantation de bandes fleuries et enherbées

Créer des habitats propices aux prédateurs et aux parasitoïdes (1) naturels des ravageurs peut également être réalisé par l'intermédiaire de bandes fleuries et de bandes enherbées. A grande échelle au sein de cultures plein champ, à plus petite échelle dans des cultures maraîchères ou simplement dans votre jardin, les bandes fleuries favorisent la lutte biologique contre les ravageurs en accueillant les insectes auxiliaires. Ces structures participent grandement à la biodiversité fonctionnelle, en apportant des fonctions de protection, des refuges d'hivernation, des ressources alimentaires pour les insectes auxiliaires et d'autres organismes bénéfiques. Entourer les parcelles de haies brise-vent, de bons refuges pour les insectes auxiliaires, permet également de diminuer la dispersion des ailés entre les différentes cultures.

Une réflexion en amont de l'implantation des bandes est conseillée : favorisez une diversité d'espèces à floraison précoce et étalée dans le temps, veillez à ce que les espèces choisies soient adaptées aux conditions pédoclimatiques de la parcelle, donnez la priorité à la

durabilité et à la facilité de gestion des espèces, et finalement à la capacité à accueillir des pucerons spécifiques.

Des bandes mixtes - enherbées et fleuries - peuvent également être établies. Ces structures sont composées de graminées - par exemple, de la fétuque des prés, de la houlque laineuse, du ray-grass, etc. - qui, par leur structuration en touffes, offrent un site d'hivernation aux carabes, aux staphylins et aux araignées - des prédateurs qui raffolent des pucerons ! Les légumineuses ajoutées au mélange, telles que des espèces de trèfles, représentent également des sites d'hivernation pour les insectes auxiliaires. Finalement, à ce mélange de graminées et de légumineuses, sera ajoutée une composition d'espèces végétales qui bénéficient aux insectes adultes floricoles, comme sources de nourriture et sites d'hivernation, telles que l'achillée millefeuille, la carotte sauvage, la consoude officinale, le lotier corniculé ou encore le bouton d'or...

3. "Mulcher", une méthode aux nombreux atouts

"Mulcher" consiste à placer au pied des plantes du paillage, des branches issues de la taille d'arbres, etc. En plus de freiner le développement des mauvaises herbes à proximité de la culture, le "mulch" enrichit le sol en humus, conserve son humidité, limite son érosion par le vent ainsi que sa compaction par la pluie. Sous cette couverture, le sol est également moins soumis aux températures extrêmes, ce qui préserve ses constituants. A côté de ces atouts bien connus des maraîchers et des potagistes, l'application de "mulch" de paille permettrait d'interférer avec le comportement de recherche d'hôte des pucerons, et représenterait une barrière protectrice pour la culture ainsi "mulchée" face aux attaques d'insectes piqueurs-suceurs.

- couvrir le sol dans les vergers

Les pucerons comptent parmi les ravageurs qui causent le plus de dégâts en horticulture, en agriculture, en sylviculture et dans les jardins. Couvrir le sol d'espèces végétales-refuges de la faune auxiliaire est une autre méthode de lutte préventive. A titre d'exemple, l'implantation d'une couverture de *Trifolium repens* - le trèfle rampant - à la base des vergers de pêchers a pour conséquence une diminution des populations de pucerons qui est due à l'augmentation de ses prédateurs - syrphes, larves de chrysope...

Des réflexions en amont, avant même le semis !

Les choix, avant plantation, des parcelles de cultures adjacentes doivent être bien réfléchis car des migrations de pucerons, d'une parcelle de culture à une autre, peuvent créer énormément de dommages aux cultures. Sélectionner soigneusement l'habitat d'une culture avant la plantation permet, par exemple, d'éviter les dispersions du puceron du pois, dans des cultures de légumineuses qui auraient été implantées à proximité.

Par ailleurs, la période de semis doit être également mûrement réfléchi au préalable : il faut privilégier un calendrier cultural dissociant les périodes de vol des périodes de sensibilité des plantes.

A titre d'exemple, une étude a montré qu'un semis précoce a permis à une variété de lentille d'étendre sa période de croissance et de donner plus de temps à la culture de se développer avant l'apparition des populations de pucerons, la rendant donc plus robuste face à l'attaque. En tant que "consomm'acteur", comment agir contre le sulfoxaflor ? Une chose est claire : les alternatives pour s'en passer sont nombreuses ! Privilégions avant tout, dans nos assiettes, une alimentation issue de l'agriculture biologique et locale. Mobilisons-nous ensuite pour ouvrir les yeux à nos politiciens afin qu'ils fassent le pari d'une agriculture exempte de poisons. Il en va de notre santé, de celle de nos enfants et de la nature qui nous entoure !

Note :

(1) Un parasitoïde est un organisme qui se développe au détriment d'un autre organisme - principalement un insecte appelé "hôte" - qu'il tue lors de ce développement.

Quand luttes écologiques et sociales convergent

"Nous étions d'accord et nous ne le savions pas"

Certains livres nous éblouissent, d'autres nous troublent, nous éveillent, nous surprennent. Celui dont il sera question dans cet article m'a plutôt encouragé à voir plus loin que le bout de mon nez. Au lendemain d'une COP26 si prévisible et si désespérante, il m'a rappelé que, partout dans le monde, des communautés, des collectifs, des organisations sont au cœur de combats bien réels. Voici, brièvement présentées, quelques réflexions à partir d'extraits de l'ouvrage de Michael Löwy et Daniel Tanuro, *Luttes écologiques et sociales dans le monde. Allier le rouge et le vert.*

Par Guillaume Lohest

L'écologie, un truc de citoyens occidentaux qui ont le luxe de se soucier des "générations futures" ? Ce cliché ne résiste pas à la lecture de l'ouvrage dirigé par Michael Löwy et Daniel Tanuro, compilation d'articles écrits par des témoins de luttes sociales et écologiques dans le monde entier : au Moyen-Orient, au Canada, au Japon, en Syrie, en Angleterre, aux Philippines, etc. Premier mérite d'une telle synthèse : nous ouvrons le regard et les questions écologiques prennent une autre dimension. Ce ne sont plus seulement les chiffres du GIEC, les négociations des COP, les panais bio de la coopérative et les pistes cyclables de la région. Ce sont aussi les expropriations, les assassinats politiques - comme celui de Chico Mendes, en 1988, ou de Berta Cáceres, en 2016 -, les communautés indigènes privées de leur espace vital, les maladies industrielles, le manque d'eau, les pollutions par les hydrocarbures...

Des catastrophes ici et maintenant

Une honte saine nous saisit. Car c'est vrai, en comparaison de ces combats vitaux, la préoccupation écologique des Occidentaux est encore en grande partie une inquiétude mentale, trop abstraite. Un "sujet" disent les journalistes, un "enjeu" comme on dit dans le monde associatif. On débat de scénarios et de mesures politiques à prendre. On se morfond d'angoisse "collapsologique" mais au chaud, le ventre plein, parfois en sirotant un petit pinard biodynamique. Autoflagellation, culpabilité ? Pas forcément. La honte est bien plus subtile que cela. Selon Frédéric Gros (1), citant Marx lui-même, la honte est "*un sentiment révolutionnaire*". Car loin de se réduire uniquement à "*un sentiment de tristesse et de souffrance morale, à ce poison de l'âme qui tue au petit feu de la dévalorisation de soi*", elle peut être aussi "*une forme de colère qui déploie l'horizon d'un programme politique*". Le livre de Löwy et Tanuro, deux militants écosocialistes et anticapitalistes, nous invite à suivre ce chemin-là. En nous mettant le nez dans les luttes concrètes de communautés locales et de

travailleurs sur tous les continents, ils nous éloignent de toute vision trop lisse, trop consensuelle de l'écologie. C'est de luttes dont il est question.

Un autre rappel inaugure la lecture : "*La catastrophe écologique ne se décline pas au futur, nous y sommes plongé.e.s et elle grandit de jour en jour (2)*"». Les personnes qui ont subi de plein fouet les inondations de l'été 2021 en savent quelque chose. Le réchauffement climatique, ce n'est pas une affaire de température dans quelques décennies, ce sont d'innombrables catastrophes, dès aujourd'hui. L'introduction du livre en recense quelques-unes, dramatiques, au Bangladesh, dans la Corne de l'Afrique, au Mozambique, en Amérique Centrale, en Sibérie... qui ont des conséquences sur tous les aspects de la vie : santé, logement, revenus, énergie, relations sociales... Michael Löwy et Daniel Tanuro sont à juste titre irrités par la façon dont on continue de nommer ces événements : "*Pourquoi persister alors, comme par habitude, à parler de catastrophes naturelles ?*", écrivent-ils, dès lors qu'on sait pertinemment que ce bouleversement du climat est lié aux émissions de gaz à effet de serre. Avec, en outre, une tendance très nette à l'injustice climatique, dans l'état actuel des inégalités. "*Cette autre réalité devrait crever les yeux également : la catastrophe est sociale autant qu'environnementale. Conformément aux avertissements des scientifiques, les pauvres - particulièrement dans les pays pauvres - sont frappés de plein fouet. Ils et elles émettent peu de gaz à effet de serre (parfois extrêmement peu) mais ont le tort d'habiter de mauvais logements, sur des terrains inondables, ou sur des pentes exposées aux glissements de terrain, ou dans les zones les plus sèches, ou dans les quartiers les plus chauds des villes (où ils et elles exercent, soit dit en passant, des métiers aussi essentiels que pénibles et mal payés)...*"

Un ouvrage de conviction assumée

Les auteurs de ce livre ne s'en cachent pas : ils plaident pour un écosocialisme qui se construit à partir de réalités militantes concrètes. "*Nous appelons "écosociales" les luttes dont les objectifs sont à la fois sociaux et écologiques.*" On ne peut pas les réduire à une simple défense d'intérêts locaux, car "*enracinées dans les territoires, ces luttes politisent parce qu'elles impliquent d'articuler les efforts, les savoirs et les demandes de divers mouvements (syndicalistes, féministes, écologistes) et de divers groupes sociaux (peuples indigènes, paysan.ne.s, ouvrier.e.s, intellectuel.le.s).* Ainsi commence à se construire un commun anticapitaliste, démocratique et pluraliste qui contient en germe la possibilité d'un autre pouvoir et d'une autre société : l'écosocialisme."

Le mot est aujourd'hui galvaudé. Paul Magnette ou Jean-Luc Mélenchon, par exemple, s'en revendiquent. On préférera s'en tenir à la définition, plus radicale, qu'en donnent les auteurs. Michael Löwy est d'ailleurs à l'origine de cette notion. "*Nous comprenons comme écosocialisme une nouvelle conception du socialisme qui met l'écologie au centre de la réflexion et de l'action. C'est un projet révolutionnaire, qui rompt avec les fondements de la civilisation industrielle capitaliste, en soumettant la production et la consommation à une gestion collective, écosociale et démocratique.*" Il ne s'agit donc pas uniquement d'un projet socio-économique, c'est aussi une nouvelle vision du monde, un "*nouveau projet de civilisation, fondé non sur les critères du profit et du marché, mais sur les besoins sociaux, démocratiquement définis, et le respect pour notre maison commune, la Nature, la planète Terre. Il est aussi une stratégie de transformation radicale, dont l'axe central est la convergence anticapitaliste entre luttes sociales et écologiques.*"

Ainsi défini, l'écosocialisme n'est pas une légère adaptation du socialisme. Il est incompatible avec les gouvernements actuels - même ceux qui comprennent des partis socialistes - qui sont prisonniers du cadre économique dominant. *"Il n'y a rien à attendre des gouvernements néolibéraux. Cela fait plus de trente ans qu'ils prétendent avoir compris la menace écologique, mais ils n'ont quasiment rien fait. Ou plutôt si, ils ont fait beaucoup : leur politique d'austérité, de privatisations, d'aide à la maximisation des profits des multinationales fossiles et de soutien à l'agrobusiness a détruit des milliers d'espèces vivantes et défiguré les écosystèmes tout en nous poussant au bord du gouffre climatique."*

Ce pétrole qui aurait pu rester sous terre

Qu'on partage ou pas les convictions militantes écosocialistes des directeurs de cet ouvrage, on sort bousculé de certains récits. En particulier celui qui concerne l'Équateur (3), emblématique des tensions entre les visions du monde des communautés indigènes et le modèle de développement importé par l'Occident dans toutes les Amériques et en partie intériorisé par les populations. Ces communautés, en effet, *"se retrouvent au cœur de la lutte pour la préservation du milieu. Et ce par des mobilisations locales de défense des rivières ou des forêts contre les multinationales pétrolières et minières, mais aussi en défendant un mode de vie alternatif à celui du capitalisme néolibéral mondialisé."*

À partir des années 2000, trois pays ont tenté de rompre avec les politiques néolibérales bien implantées sur le continent : le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur. *"Mais ils sont restés totalement dépendants des revenus de l'exploitation des énergies fossiles (gaz et pétrole) largement responsables du changement climatique."* En Équateur, pourtant, un projet gouvernemental aussi original que salutaire fut tenté. *"L'initiative Yasuní-ITT était un projet lancé par le gouvernement équatorien en 2007, sous la présidence de Rafael Correa. Il visait à laisser sous terre 20% des réserves de pétrole du pays dans une zone de mégabiodiversité - le parc national Yasuní (...) - en échange d'une contribution internationale de 3,6 milliards de dollars, soit la moitié des ressources financières que l'État aurait pu obtenir en vendant la ressource aux prix de 2007."*

Cette initiative n'a malheureusement pas abouti, notamment à cause d'un manque flagrant de réponses internationales à la proposition. Le gouvernement équatorien l'a abandonnée en 2013. Mais il s'agit néanmoins d'une tentative remarquable dont il faut tirer des leçons, selon Matthieu Le Quang. La première tient à la méconnaissance du contenu de l'initiative sur la scène intérieure, causée par un *"manque de diffusion populaire de sa politique par le gouvernement mais aussi de l'absence de campagne de soutien de la part de la société civile, notamment les ONG à l'origine du projet."* Il faut dire qu'à côté de ce projet, le gouvernement équatorien était divisé et menait, en même temps, des politiques contradictoires, centrées sur l'extraction de ressources fossiles ailleurs, au détriment des communautés indigènes.

De façon générale, Matthieu Le Quang explique l'enlisement de l'initiative par *"la présence d'un sens commun développementaliste au sein de la population équatorienne, qui voit dans le pétrole la ressource permettant à l'Équateur de sortir de la pauvreté et d'arriver à un certain niveau de développement."* Mais, plus encore, le facteur décisif est, selon lui, que les autorités

équatoriennes, portées au pouvoir dans l'enthousiasme d'une "révolution citoyenne", avaient une manière de gouverner qui ne s'appuyait pas sur la société civile ou sur les organisations sociales. Or, quand les tensions politiques apparaissent et que des arbitrages doivent se faire, *"la mobilisation sociale peut seule permettre d'éviter que ces arbitrages se fassent en faveur d'autres intérêts que ceux de la société et de l'environnement."* Une manière de dire, entre les lignes, cette banalité insupportable : les intérêts des grandes compagnies multinationales l'emportent toujours !

"Deux phénomènes clairement liés"

Dans les milieux environnementalistes et décroissants, on entend souvent cet amer refrain antisyndical : *"de toute façon, tant qu'ils défendent l'emploi, on ne sortira jamais de la croissance"*. Le livre de Löwy et Tanuro fait place à ce conflit important sans tenter de le minimiser. Il est remarquable que la parole y soit donnée à la *Fédération Internationale des Transports* (ITF) dont on aurait pu penser qu'elle allait simplement confirmer cette contradiction entre le maintien de l'emploi et l'abandon indispensable de la logique productiviste. Or non. Les réflexions menées au sein de cette fédération témoignent d'une conscience écologique et sociale aigüe et appellent à un renouveau du rôle des syndicats. *"Les syndicats devraient adopter une approche globale de l'économie face au changement climatique et à la réduction des émissions, et les différents secteurs devraient donc être considérés comme faisant partie d'un tout et non isolés les uns des autres. En particulier, les syndicats, quel que soit leur secteur, devraient se préoccuper de la manière dont l'énergie est produite et distribuée"*, selon Asbjørn Wahl, représentant syndical au sein de l'ITF (4).

La *Fédération Internationale des Transports* ne témoigne pas dans l'ouvrage d'une lutte massive mais livre plutôt une analyse percutante du lien entre les dégâts sociaux et les émissions de CO₂. L'évolution du secteur des transports dans le cadre de la mondialisation néolibérale a été marquée par deux conséquences directes : la dégradation des conditions de travail des routiers et une forte augmentation des émissions de gaz à effet de serre du secteur. *"Les deux phénomènes sont clairement liés"*, écrit Asbjørn Wahl.

Très critique sur la stratégie de dialogue social qui continue de prévaloir aujourd'hui au sein de la plupart des syndicats, l'ITF est consciente que seule une mobilisation populaire massive peut permettre de renverser le rapport de force actuel. Parmi les pistes de solution envisagées, une convergence écologique et sociale : *"Le secteur des transports entraîne des coûts sociaux et environnementaux considérables qui sont actuellement supportés par la société. Ces coûts dits externes doivent être internalisés, en commençant par des salaires et des conditions de travail décentes, afin que les prix reflètent davantage les coûts réels de transport."* La défense des intérêts des travailleurs, même quand ils conduisent des camions qui émettent du CO₂, peut donc aller dans la même direction que la lutte contre le dérèglement climatique !

La CGT à la ZAD

La critique globale du modèle de société, c'est précisément ce qui s'est développé au sein de la CGT *Vinci* (5) au fil des années, dans le cadre particulier du projet de transfert de l'aéroport de Nantes Atlantique sur le site de Notre-Dame-des-Landes. Francis Lemasson raconte, dans l'article de clôture du livre (6), comment les positions des uns et des autres, celles des divers groupes de syndicalistes et celles des militants de la ZAD, se sont progressivement rencontrées. Ainsi, au lendemain d'une réunion : "*nous partons arpenter le territoire avec les Naturalistes en lutte. La zone parcourue est décidément très humide : les échanges portent cette fois sur les enjeux écologiques, mais aussi sur les piètres qualités géologiques du terrain, au regard des nécessités d'un aéroport... Nous découvrons d'autres lieux (comme la Chat-Teigne, une des hauts lieux de l'opération César de 2012), avant d'être accueillis par Marcel et Sylvie Thébault, éleveurs au Liminbout. L'un et l'autre soulignent l'importance d'une parole syndicale sur la question des emplois liés à ce projet de transfert de l'aéroport Nantes-Atlantique à Notre-Dame-des-Landes.*"

Laissons-nous aller à une pensée paresseuse, à un cliché : avouons-le, nous pourrions penser que les travailleurs de chez *Vinci* allaient forcément défendre le projet de nouvel aéroport : plus grand, donc plus d'emplois ! Eh bien... non. L'accumulation de rencontres, de débats et de réunion font cheminer les différentes composantes de la CGT-*Vinci* vers une déclaration contre le projet d'aéroport, "*mettant en avant nos propres motifs de syndiqué.e.s et de salarié.e.s, ainsi que notre volonté de travailler sur des projets socialement utiles.*"

Quand les salariés de *Vinci* définissent eux-mêmes leur responsabilité sociale : "Telle est notre propre responsabilité sociale de salarié.e.s, face à la prétendue RSE de *Vinci* : donner du sens à notre travail en plaçant notre fierté dans son utilité sociale, avec le désir d'en finir avec le chantage à l'emploi qui nous humilie en nous faisant accepter l'inacceptable. Voici quelques années qu'en réponse à tous ces grands projets qui ne visent qu'à enrichir d'invisibles actionnaires, nous exprimons le souhait de satisfaire des besoins plus vitaux : réhabilitation de l'habitat et des routes secondaires ou équipement des zones rurales et périurbaines, ce ne sont pas les choses à faire qui manquent !"

Les syndicalistes, reconnaît Francis Lemasson, se sont surpris eux-mêmes en rejoignant les mobilisations contre le nouvel aéroport, en convergeant avec la lutte des zadistes. "*En 2016, nous sommes mûr.e.s pour nous opposer à un projet comme celui de Notre-Dame-des-Landes. Notre principal obstacle, c'était notre crainte de sortir du cadre syndical ou d'en compromettre l'indépendance. Nous étions d'accord et nous ne le savions pas.*" Une belle leçon contre les "prêts-à-penser" de toutes sortes, du côté syndical comme du côté des écolos. Jamais écrites d'avance, jamais automatiques, des convergences sont possibles même là où on ne les soupçonne pas...

Notes :

1. Frédéric Gros, *La honte est un sentiment révolutionnaire*, Albin Michel, 2021.
2. Sauf mention contraire, toutes les citations de cet article sont issues de l'ouvrage suivant : Michael Löwy et Daniel Tanuro (dir.), *Luttes écologiques et sociales dans le monde. Allier le rouge et le vert*, Textuel, 2021.

3. Matthieu Le Quang, "*Équateur. Lutte écosociale et institutionnalisation politique : quelques enseignements de l'initiative Yasuni-ITT*", pp. 63-76.
4. Asbjørn Wahl, "*Dix ans d'activisme climatique dans le syndicat des transports. Le grand défi : transformer une politique progressiste en action*", pp. 215-235.
5. La CGT (Confédération Générale du Travail) est un syndicat français. Le groupe *Vinci* est une multinationale - leader mondial dans les secteurs de la concession, de l'énergie et de la construction - capitalisée en bourse à environ cinquante milliards de dollars, qui emploie plus de deux cent mille personnes dans près de cent vingt pays.
6. Francis Lemasson, "*Notre-Dame-des-Landes : comment la CGT Vinci a choisi le camp de la lutte contre l'aéroport*", pp. 279-296.

La bataille des crises : quand la pandémie l'emporte sur l'écologie

Les forêts s'enflamment, les profondeurs marines déclinent, les poubelles débordent de nourritures encore comestibles, les poissons et les crustacés s'ébouillantent, la grêle et la neige tombent en juillet, des populations entières sont privées d'eau et de nourritures, des récoltes sont détruites, la biodiversité est remplacée par des zones de déchets nucléaires et des agriculteurs et des agricultrices tombent malades...

Par Maylis Arnould

Et partout, on ne parle quasiment que de vaccins et de virus. Dans la *to do list* des crises à résoudre, toutes ne sont pas logées à la même enseigne ! Le terme de "crise" est dans toutes les bouches, tous les papiers et tous les écrans depuis maintenant deux ans. Non pas qu'il ne soit pas utilisé par les scientifiques, les lanceurs d'alertes, les écologistes et les travailleurs de la terre depuis les années soixante - septante (1)... Concernant la question écologique - entre autres -, il est apparu sous sa forme sanitaire de manière beaucoup plus importante avec l'arrivée de la *Covid-19*. Pas la peine de rappeler à quel point cette "crise sanitaire" a généré des bouleversements importants dans le quotidien des citoyens du monde entier, nous en portons encore les traces aujourd'hui.

Une crise ? Quelle crise ?

Ce virus "dont on ne doit pas prononcer le nom" a permis de mettre en lumière l'importance accordée à l'immédiateté et au présent dans nos sociétés contemporaines, au détriment du lendemain. Sur le plan politique, en quelques mois voire quelques semaines, presque tous les pays - majoritairement occidentaux - prirent des décisions radicales, allant du confinement au couvre-feu, en passant par la fermeture de certains magasins. Sur le plan social, les règles imposées pour lutter contre le virus furent respectées et acceptées par une grande majorité des individus en un temps record. Par exemple, selon les chiffres des sondages du projet "*the big Corona study*", en Belgique 77 % des répondants souhaitaient, en 2020, l'obligation du port du masque dans les supermarchés et 83 % le souhaitaient pour le personnel.

La peur de la *Covid-19* a donc montré qu'il était possible, rapidement, d'imposer des habitudes quotidiennes - port du masque, utilisation du gel hydroalcoolique, possession du *pass sanitaire*, etc. - ainsi que de changer le fonctionnement d'une machine industrielle bien rodée - diminution de productions, fermetures temporaires ou limitations d'accès à certaines grandes enseignes, comme *Decathlon* ou *Primark* par exemple, etc.

Cette réaction face à la "crise" de la *Covid-19* a engendré la stupéfaction de nombreux citoyens qui demandent, depuis maintenant plusieurs dizaines d'années, des changements rapides et radicaux pour pallier les problématiques environnementales. Pour faire une petite comparaison, la crise écologique est gérée politiquement de manière relativement instable. La plupart des décisions concernant les pesticides, les déchets plastiques ou encore l'émission de CO₂ ont des délais de mise en place extrêmement longs après leurs votes, et sont même parfois annulées ou repoussées en cours de route - l'interdiction du glyphosate, par exemple. Les COP - *Conférences of Parties* - en sont désormais à leur 26^e édition et aucun gros changement n'a été observé jusqu'à présent. Si l'on prend l'exemple de la déforestation, nous pouvons même dire que les décisions prises lors de ces rassemblements tournent en rond : la mise en place d'une "interdiction de déforester" pour 2030 alors que cette même décision avait déjà été prise en 2014 et que, depuis, la déforestation a augmenté...

Sur le plan social, ici aussi, les changements sont compliqués et difficiles. Le contexte politique et économique tend à voir la transition écologique sous l'angle de la technologie et de la croissance : toujours plus de biens de consommations mais cette fois-ci colorés en vert. Les scientifiques et les mouvements citoyens - qu'ils soient associatifs ou non - peinent à se faire entendre et sont même parfois volontairement passés sous silence (2). Les décisions politiques qui visent à améliorer les comportements face aux problématiques environnementales sont généralement très peu éducatives et concernent des points qui sont de l'ordre du détail - par exemple, l'interdiction d'utiliser des pailles en plastique. De plus, dans ce type de société, les personnes qui se tournent vers des alternatives sont généralement stigmatisées et considérées comme déviantes.

L'action individuelle et la conscience collective

L'arrivée des vaccins contre la *Covid-19* n'a pas arrangé les divergences de réactions face à ces deux crises, particulièrement sur la manière dont sont perçues les personnes qui ne souhaitent pas se faire vacciner. Si l'on prend l'exemple de la France, les publicités gouvernementales, les affiches dans les rues, les gares ou les autoroutes, les discours politiques ou les discussions de comptoirs sont emplis d'un drôle de terme : la "conscience collective". Cette idée de conscience commune et d'action collective est généralement mise en opposition avec l'idée de "liberté individuelle" prônée par les personnes non-vaccinées, celle-ci étant largement critiquée dans la plupart des médias. Ces deux idées sont particulièrement intéressantes et font ressortir de nombreux questionnements dès lors que nous nous penchons sur les différences entre pandémie et écologie. Quand il est question d'écologie ou d'agriculture, "chacun fait ce qu'il veut", "on ne doit pas imposer un choix de vie à quelqu'un". Mais du moment où l'on parle d'un virus on oppose soudain l'égoïsme à l'altruisme. Pourquoi ? N'y aurait-il pas un peu de contradiction là-dedans ?

Dès qu'on exprime la crise écologique ou le désastre climatique, il faut faire attention, ne pas trop en dire, être bienveillant, prendre en compte le contexte et l'histoire de chacun. En effet, se tourner vers des alternatives de vie plus respectueuses du vivant - humain compris - n'est pas simple et il est important de laisser le temps à chacun de faire son chemin. Mais on se fait rapidement traiter d'extrémiste lorsqu'on aborde la question des comportements écologiques et il est tout à fait normal d'entendre un "*je souhaite à certains de mourir aux*

urgences" ou encore "*si des personnes décèdent, c'est de la faute de ceux qui font qui ne sont pas vaccinés*". Si de tels propos étaient tenus envers ceux qui ont des modes de vie destructeurs, qui consomment des poissons provenant de la surpêche destructrice et qui mangent des aliments qui abiment les sols, cela serait qualifié d'aberrant, voire d'inhumain. La question du choix personnel est pourtant régulièrement mise en avant face aux personnes qui consomment de la nourriture biologique ou qui utilisent des énergies renouvelables - pour ne citer que ces deux exemples - et il est très difficile de faire entendre que ces modes de vie sont généralement motivés par le bien commun, alors que pour la question sanitaire c'est l'inverse qui est observé. Comme énoncé précédemment, ces oppositions peuvent s'expliquer par l'importance du présent par rapport au futur, du maintenant plutôt que du demain. Les problèmes liés à la dégradation des ressources naturelles commencent doucement à être visibles mais ne sont pas palpables pour la plupart des individus - notamment dans une ville occidentale -, alors que l'impact sur la santé d'un virus se fait ressentir immédiatement, quotidiennement. Pourtant la mondialisation et le capitalisme sont également mortels, le nombre de décès de ce système a déjà été estimé, selon certaines sources, à environ vingt millions d'individus depuis le début de l'ère industrielle (3).

La crise écologique est mondiale et les alertes ne cessent d'augmenter, que ce soit via le dernier rapport du GIEC ou par des documentaires poignants : le climat, les océans, la terre, les forêts et quasiment l'intégralité de la biodiversité sont en train de décliner. Personne ne peut dire exactement ce qui va nous tomber dessus en premier mais beaucoup de scientifiques s'entendent pour dire que quelque chose va nous tomber dessus, c'est certain. Alors peut-être qu'essayer de se comprendre, se remettre en question avant de juger, de discuter, de respecter nos choix respectifs et de s'unir plutôt que de créer davantage de haine, ça apporterait des solutions, non ? Nous sommes capables de faire des choses incroyables et de développer le respect et la joie. Et de plus en plus d'individus le prouvent.

Quand les individus décident de dépasser leurs différences pour avancer ensemble...

À l'heure où beaucoup de citoyens et de citoyennes s'angoissent de la crise sanitaire, d'autres portent le stress de la dégradation de notre espace naturel, depuis bien plus longtemps. Mais la conscience des problèmes n'est pas forcément synonyme de déprime et les différences de points de vue n'empêchent pas nécessairement l'unité. Depuis plusieurs dizaines d'années, des espaces créant des modes de vie nouveaux et respectueux fleurissent partout dans le monde, avec la bienveillance comme actrice principale. Les exemples ne manquent pas : que ce soient des agriculteurs biologiques qui aident des agriculteurs "conventionnels" à faire leur conversion, des locaux qui nourrissent des zadistes, des étudiants toulousains qui cuisinent avec des personnes issues de quartiers défavorisés pendant un blocage, et j'en passe...

Sur la question sociale, les possibilités de passer outre nos différences sont également très nombreuses. En France par exemple, que ce soient les "gilets jaunes" ou certains rassemblements "anti-vax", le désaccord est remplacé par la compréhension. Pour reprendre l'exemple du vaccin, de nombreuses manifestations françaises ont mis un point d'honneur à afficher quelles étaient contre le *pass sanitaire* et non contre le vaccin, ce qui a créé un rassemblement hétérogène d'individus, vaccinés ou non. Plusieurs personnes vaccinées ont

même exprimé le fait que c'était leur choix et qu'elles trouvaient anormal de l'imposer aux autres...

Il est donc tout à fait possible de dépasser nos divergences, à partir du moment où l'on se rassemble, où l'on se parle et surtout... qu'on éteint notre télévision ! Car même si l'on entend partout parler du covid et du vaccin dans l'espace public, dans les espaces privés ça parle bien plus souvent de résilience et de retour à la terre qu'on veut bien nous le faire croire !

Notes :

(1) Pour des informations plus détaillées à ce sujet voir : Patrick Matagne, Aux origines de l'écologie. *Innovations*, 2003/2 (n°18), p. 27-42.

(2) Par exemple, l'affaire Love Canal aux États-Unis.

(3) Jean-Marc B, *Victimes du capitalisme : un devoir de mémoire*. Médiapart, 2018.

Des légumes bio et locaux dans les cantines scolaires

En participant activement au Réseau RADiS (Réseau Alimentaire Dinant Solidaire), *Nature & Progrès* a l'opportunité de tester ses idéaux, de concrétiser les nombreuses idées émises par ses membres et sympathisants sur ce que devrait être notre système alimentaire, avec une agriculture biologique autonome, au service d'une consommation locale et responsable.

Par Sylvie La Spina (Réseau RADiS) et Laurence Leduc (Influences-végétales)

Aujourd'hui, c'est avec beaucoup d'enthousiasme et de fierté que nous partageons avec vous la première victoire de notre Réseau RADiS. Depuis octobre 2021, les légumes bio locaux des producteurs du Réseau alimentent deux cantines scolaires de la région dinantaise !

Rappelons que le Réseau RADiS (Réseau Alimentaire Dinant Solidaire), mené par *Nature & Progrès* et la Fondation Cyrus FUP, a pour objectif de développer des filières alimentaires bio et solidaires dans la région dinantaise. A travers ce Réseau, nous souhaitons créer du lien entre consommateurs, producteurs, transformateurs et commerçants, et remettre sur pied les outils nécessaires à une relocalisation alimentaire bio. Les actions mises en place, définies de manière participative, sont également pensées en vue d'optimiser leur impact social.

Un manque de légumes bio en région dinantaise

Dès le lancement du Réseau RADiS, fin 2020, la faible part de cultures de légumes en région dinantaise a attiré notre attention. D'après nos calculs, tous modes de production confondus, les fruits et légumes cultivés sur les six communes du territoire couvraient à peine 4% des besoins des citoyens. On était donc bien loin de l'auto-provisionnement alimentaire, ce qui semblait très interpellant dans un milieu principalement rural. A l'époque, une seule maraichère bio, Florence, était active dans la région. Par ailleurs, au moment de définir les priorités du Réseau RADiS, deux écoles locales - accompagnées par Influences-végétales asbl - ont manifesté leur envie de se fournir en légumes bio locaux, dans le cadre de leur transition vers une cantine durable.

Bien ancré dans la philosophie de *Nature & Progrès*, le Réseau RADiS rassemble citoyens et producteurs bio dans une démarche participative. Lors des rencontres, on se rassemble, on s'informe, on réfléchit, on développe des idées... et on les met en place ! Une première réunion du groupe thématique "fruits et légumes", début 2021, eut pour objectif de définir nos priorités de développement et actions dans cette filière. La demande des cantines scolaires pour des légumes bio locaux a rencontré un enthousiasme généralisé : nourrir plus sainement et avec des produits locaux les enfants de tous horizons, et sensibiliser à travers

eux leurs parents, que peut-on rêver de mieux ? L'engouement a également touché deux autres producteurs du territoire, Jean et Alessandro, qui ont rejoint le Réseau en passant le cap de la conversion bio. Fournir les cantines scolaires devint ainsi notre premier objectif fédérateur.

Coopérer, s'organiser

Devant les volumes de légumes à fournir aux écoles, une collaboration entre les maraîchers est indispensable, et force est de constater que "la sauce a bien pris" entre les producteurs qui, au départ, ne se connaissaient pas. Les contacts ont été nombreux pour tester du matériel de semis et de plantation, pour échanger sur l'état des cultures et pour évaluer les futures récoltes. Avec l'été particulier que nous avons vécu, les productions de 2021 seront évidemment insuffisantes pour couvrir tous les besoins mais les légumes manquants seront achetés à des maraîchers bio des environs. En parallèle, plusieurs porteurs de projet en maraîchage ont trouvé une terre grâce à notre action "Des terres pour nos RADiS" - voir *Valériane* n°148 - et préparent leur installation dès 2022. Un renfort bienvenu !

Certaines écoles n'étant pas équipées de cuisines - comme les écoles primaires communales d'Onhaye -, elles souhaitent être approvisionnées en potages-collations. Grâce à la petite cuisine aux normes AFSCA de Jean, un de nos maraîchers, le Réseau peut répondre à cette demande et "tester" la transformation. Faire de la soupe pour une collectivité, ça ne s'improvise pas : il faut travailler à de bonnes pratiques, s'organiser, effectuer des démarches administratives, trouver de la main-d'œuvre rémunérée... A terme, lorsque les volumes à fournir seront plus importants, la transformation aura lieu dans des locaux propres au Réseau RADiS. Par ailleurs, les légumes nécessitent un stockage à l'abri des gelées hivernales ou des redoux printaniers : un outil de stockage mutualisé est donc également en réflexion.

Nos producteurs : Florence, Alessandro et Jean

Florence Hautot cultive des légumes à Mesnil-Saint-Blaise, dans la commune d'Houyet, à côté de son emploi d'aide-cuisinière dans une école de Beauraing. Elle écoule la plus grande partie de sa production en vente directe et via la nouvelle coopérative "*Comptoir paysan*", à Beauraing.

Alessandro Maury développe la culture de légumes dans la ferme familiale de Falmagne, dans la commune de Dinant, principalement tournée vers les grandes cultures et l'élevage de bovins Blonde d'Aquitaine bio. Son truc à lui, ce sont les légumes de conservation à cultiver en champ, comme les pommes de terre, les carottes, les oignons et les poireaux. Ces cultures ne demandent pas trop de temps, ce qui est compatible avec son emploi à temps plein.

Jean Baivy a développé une petite ferme dans le village d'Awagne, sur la commune de Dinant. D'abord destinés à l'approvisionnement de sa famille, son grand potager et ses élevages alimentent aussi une clientèle en vente directe. Motivé par le Réseau RADiS, Jean souhaite consacrer davantage de temps et d'espace au maraîchage pour répondre, entre autres, aux besoins des écoles. C'est Jean qui assure actuellement la transformation et les livraisons du Réseau pour les cantines.

Deux écoles locales dans le processus cantines durables

Grâce au soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, deux écoles de la région de Dinant se sont lancées dans l'aventure de la cantine durable, avec le soutien d'Influences-végétales asbl et du Collectif Développement Cantines durables (CDCD).

- les écoles communales d'Onhaye

Les quatre implantations communales d'Onhaye ont démarré le processus de cantine durable, à la fin de l'année 2020. Malgré la crise sanitaire et l'arrêt de la livraison des repas chauds, toutes les actions prévues dans le programme d'accompagnement ont pu être menées : ateliers de sensibilisation dans toutes les classes, visite de maraîchage, conférence à destination des parents, sensibilisation des enseignants... Le partenariat développé avec le Réseau RADIS a abouti à la mise en place d'une collaboration entre la commune et les maraîchers locaux, ainsi qu'au développement d'une première filière de transformation des légumes en potage. La première phase de l'accompagnement s'est clôturée par le lancement du potage-collation une fois par semaine pour les trois cent quarante élèves. Un beau *challenge* pour les maraîchers locaux qui doivent fournir environ seize kilos de légumes par semaine, pour la préparation des quarante litres de soupe ! L'école aimerait poursuivre sa réflexion au niveau des collations et proposer, entre autres, l'année prochaine des bâtonnets de légumes issus de la production d'un producteur local. Affaire à suivre...

- le collège de Godinne

Le petit collège de Godinne - maternel et primaire - et le collège de Godinne-Burnot - secondaire - sont regroupés sur un seul site, au sein d'un parc verdoyant. Initié par le côté fondamental, le projet de cantine durable a rapidement "contaminé" l'équipe éducative du secondaire. C'est donc ensemble, et puisqu'ils partagent la même cuisine, que les deux écoles se sont lancées dans ce projet ambitieux. L'accompagnement pas à pas prodigué par Influences-végétales a permis d'embarquer les différentes parties prenantes dans l'aventure. Les élèves du maternel et du primaire ont notamment pu bénéficier d'ateliers de découverte et de dégustation végétale, ainsi que d'une visite chez Jean Baivy, un des maraîchers qui fournit désormais les légumes de leur potage-collation. La synergie développée entre les deux directions a permis la mise en place d'une distribution collective de potage-collation, deux fois par semaine, depuis début octobre, pour les trois cent cinquante élèves des deux écoles. Cela représente environ quarante kilos de légumes frais à livrer, chaque semaine, par le Réseau RADiS. Mais bien sûr, l'aventure ne s'arrête pas là ! Cette deuxième année d'accompagnement permettra la mise en place progressive d'une nouvelle offre alimentaire pour la cantine et l'internat !

Comment se passe la transition vers une cantine durable ?

La méthodologie développée par Influences-végétales et le CDCD prévoit un accompagnement complet, sur deux années, visant à la mise en place d'un nouveau modèle

de cantine durable, au sein de l'école, et sa pérennisation. L'accompagnement, en première année, comprend toute une série d'actions mises en place pour et avec l'ensemble des acteurs de l'école : élèves, parents, équipe éducative, direction et pouvoir organisateur, cuisiniers et personnel de service, producteurs bio locaux...

L'approche est systémique et inclusive, et les actions travaillent sur le changement de culture alimentaire - informer, sensibiliser, faire tester - et préparent les changements de pratiques en cuisine - informer, mettre en place les premières alternatives.

Le Collectif Développement Cantines Durables (CDCD), actif en Régions wallonne et bruxelloise, a été créé pour accompagner les écoles qui veulent mettre en place un nouveau modèle d'offre alimentaire pour leurs élèves : une alimentation durable, biolocale, simple, savoureuse et accessible à tous. Il est composé de neuf associations réparties sur tout le territoire de la Wallonie, dont Influences-végétales sur la Province de Namur.

L'accompagnement proposé est structuré par une méthode et adapté à la réalité spécifique de chaque école. Le CDCD forme les cuisiniers et cuisinières à différents concepts de potages et de repas durables, et travaille sur deux axes de changements avec l'ensemble des personnes concernées par la cantine :

- une nouvelle culture alimentaire via des ateliers, des dégustations, des visites de maraîchages bio, etc.
- de nouvelles pratiques via un soutien plus technique, de la cuisine à la logistique en passant par les fournisseurs et la formation du personnel.

Le CDCD prend en charge une grosse partie du travail, ce qui le rend possible même dans un contexte scolaire fortement sollicité. La détermination de la direction soutenue par son équipe éducative est décisive. Les familles ont également l'occasion de jouer pleinement leur rôle de soutien au projet.

Pour plus d'infos :

- www.reseau-radis.be
- www.collectifcantinesdurables.be/
- www.influences-vegetales.eu

Qu'est-ce que bien "bêcher" ? Quels outils choisir ?

Les outils n'ont jamais cessé d'évoluer depuis les premiers pas de l'Homme en agriculture. De nouveaux outils, mieux adaptés pour ameublir et aérer la terre, apparaissent donc encore régulièrement de nos jours. Mais quel est le véritable plus qu'offrent ces "nouvelles bêches" dans le cadre du jardinage biologique ? Pourquoi voir là un véritable "progrès" ?

Par Philippe Delwiche

Voyageons dans le temps. Nous voilà à l'aube du Néolithique, quelques milliers d'années avant notre ère : là où nourriture est abondante, des groupes de chasseurs-cueilleurs se sédentarisent, pendant quelques semaines ou quelques mois, et accumulent des déchets organiques près de leurs habitats. L'année suivante, lorsqu'ils repassent au même endroit, ils constatent que certaines plantes sauvages qu'ils consomment régulièrement poussent là où ils ont jeté leurs déchets. Surprise ! Elles sont bien plus vigoureuses que celles qu'ils cueillent habituellement. Parmi les nombreux scénarios imaginés pour décrire les débuts de l'agriculture, celui-ci est sans doute plausible. Et ce phénomène s'est probablement produit indépendamment, simultanément ou presque, dans différentes parties du monde...

Ameublir pour semer

Au commencement, les premiers travaux d'ameublissement servirent sans doute uniquement à pouvoir déposer les graines dans un milieu travaillé superficiellement. Les premiers outils furent donc des houes et des bâtons fousseurs qui apparaissent dès le Néolithique. Le bâton fousseur est l'ancêtre de notre bêche : malgré son bout durci par le feu, il ne peut travailler le sol qu'en surface, parfois lesté d'une pierre trouée qui augmente sa force de travail, lui permettant de pénétrer plus profondément dans le sol, sans qu'il puisse toutefois le défoncer et l'émotter. Cet instrument est toujours utilisé en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud par les paysans les plus pauvres. De nos jours encore, des paysans péruviens utilisent la *taklla*, un outil en bois plus large à la base, parfaitement adapté à leur terroir, intermédiaire entre le bâton fousseur et la bêche. La base élargie permet de découper, de soulever et enfin d'émietter une portion de terre...

Les Romains connaissaient la bêche et possédaient une telle maîtrise de la métallurgie qu'ils pouvaient même façonner des outils à dents réservés aux terres rocailleuses de leurs vignobles. Les invasions barbares marquèrent cependant un brusque arrêt de l'expansion romaine avec « chute démographique, perte de trésors d'art, ruine des routes, des ateliers, des entrepôts, des systèmes d'irrigation, des cultures » (J. Le Goff, *La civilisation de l'Occident*

médiéval, Arthaud, 1967). La bêche, apportée par les Romains, se maintiendra pourtant comme outil, mais c'est la bêche monoxyle asymétrique qui sera d'abord utilisée pendant plusieurs siècles. Taillée d'un seul tenant dans un morceau de bois, épaisse pour être solide, elle est lourde et pénètre difficilement le sol malgré son extrémité amincie et durcie par le feu. Le pied du bêcheur se pose cependant dans l'axe de l'outil et renforce donc son efficacité. Cette bêche sera très longtemps le seul outil aratoire permettant de travailler en profondeur la terre du potager.

Le bord d'attaque sera ensuite progressivement renforcé à l'aide de fer lorsque le coût de celui-ci va diminuer. Enfin, l'entièreté de l'outil sera faite d'acier. Aujourd'hui, la bêche trouve encore son utilité dans le travail d'un sol très argileux et, particulièrement, pour le bêchage hivernal. La bêche à dents est idéale pour le labour de printemps des terres lourdes et pour les terres rocailleuses, sa pénétration dans le sol étant plus aisée. Ces deux outils, également valables pour les terres légères, présentent cependant l'immense désavantage de retourner la terre. Or inverser les couches du sol, pour un jardinier biologique, c'est une chose inacceptable !

Un sol vivant est le garant de belles récoltes

En agriculture conventionnelle, le sol est considéré comme un simple support pour les plantes, celles-ci absorbent dès lors, pour s'alimenter, des engrais chimiques directement assimilables. En agriculture biologique, le compostage des matières organiques, et éventuellement le fumier, fournissent au sol un humus de qualité. Ceci ne constitue cependant qu'une "prédigestion" qui diminue seulement le temps nécessaire à la libération des éléments nutritifs qui ne pourront être assimilables qu'après une lente transformation par les organismes vivants du sol. Cloportes, iules, vers de terre ou limaces, par exemple, vont les réduire en petites particules, alors que les microorganismes, comme les bactéries, les champignons ou les algues, les transformeront en éléments assimilables.

On comprend ainsi pourquoi le jardinier bio met autant de zèle à préserver l'écosystème de son sol grâce à des pratiques culturelles appropriées comme le "*mulch*". Le travail du sol doit donc s'effectuer sans inverser les couches de terre car chacune possède sa flore et sa faune spécifiques : en surface vivent les microorganismes aérobies qui ont besoin d'air alors qu'en profondeur vivent les anaérobies qui n'en ont pas besoin. Mélanger les couches d'un sol détruit donc une grande partie des organismes vivants qui l'habitent. Ils doivent ensuite se régénérer au départ des survivants. Pour les potagers, ce désastre intervient souvent au printemps, au démarrage de la végétation, alors que celle-ci a besoin d'énormément d'éléments nutritifs. Ameublir le sol sans en bouleverser les couches suppose donc l'utilisation d'outils adaptés.

Les bêches biologiques

- la grelinette

La première bêche biologique date de 1948 : en jardinant, André Grelin redresse un croc placé horizontalement et enfoncé dans le sol. Il constate alors que la terre s'émiette sans effort grâce au point d'appui constitué par l'arrondi des dents et au bras de levier du manche. Il crée alors un nouvel outil en redressant le manche de 90°, en le dédoublant et en ajoutant quelques dents. Le travail se fait alors debout en tirant et non plus en soulevant. Initialement conçue pour épargner le dos, la grelinette fait rapidement des adeptes parmi les amateurs de jardinage biologique car elle a également l'immense avantage d'ameublir la terre sans la retourner, et donc en respectant davantage la vie du sol.

Ses avantages sont :

- les manches en bois qui offrent un contact et une prise en main agréable,
- l'écartement entre les deux manches qui permet d'abaisser l'outil afin de travailler la terre sans pour autant devoir reculer,
- sa robustesse et sa légèreté,
- la possibilité de travailler le sol en restant toujours dans la position debout,
- les dents rondes et non tranchantes qui ne participent pas à la prolifération des adventices vivaces - liseron, chiendent... - par morcellement des racines.

Son seul inconvénient apparaît uniquement en terre lourde : la grelinette y peine ! Même en ne bêchant que de fines bandes de terre de sept à huit centimètres, elle manque alors de rigidité au niveau des manches et l'arrondi des dents a tendance à s'enfoncer dans la terre et à ne plus assurer un bon levier.

- la guérilu

L'adoption de la grelinette par les jardiniers biologiques fit des envieux et cet excellent outil fut bien vite copié. On trouva alors, sur le marché, de nombreux outils similaires : aérobêche, actibêche, bio-fourche... Tous ces outils reprennent l'idée originale de M. Grelin mais sans maintenir celle de l'écartement des manches. Résultat : chaque cycle demande un mouvement supplémentaire de recul du corps lorsqu'on abaisse l'outil pour émietter le sol.

La guérilu mérite cependant une place à part : réalisée en tubes d'acier galvanisé, elle propose des dents droites et c'est une lame métallique cintrée qui assure le levier lorsqu'on abaisse l'outil après l'avoir enfoncé.

Ses avantages sont :

- les mêmes que ceux offerts par la grelinette : écartement des manches, robustesse, dents arrondies, travail en position debout...

- une structure en tubes d'acier qui offre une rigidité que n'a pas la grelinette et qui permet de travailler en terrain plus lourd,

- un levier fait d'une lame cintrée qui facilite l'émiettement de la terre grâce à un pivotement plus aisé, caractéristique qui permet également un travail en sol plus lourd.

Le seul inconvénient de la guéridu réside dans le contact des mains avec le métal froid, lorsqu'on travail tôt ou tard dans la saison.

Grelinette et guéridu sont donc deux outils exceptionnels qui permettent un travail respectueux de la terre. Grâce à eux, les jardiniers qui souffrent du dos peuvent continuer sans problème le bêchage du potager. Ces outils permettent même un travail deux à trois fois plus rapide que la bêche ou à la bêche à dents. Il est possible, sur une bonne terre, de cultiver jusqu'à cinq à six ares sans envisager de motorisation, alors que la bêche ou la bêche à dents limitent la culture à deux à trois ares, avant qu'elle ne devienne une corvée...

- la griffe de jardin

Il s'agit d'un outil muni de trois dents hélicoïdales qui s'enfoncent dans la terre grâce à un mouvement de rotation. Il permet également de travailler la terre sans la retourner mais convient sans doute moins pour de grands jardins car la surface travaillée à chaque mouvement est beaucoup moins importante.

Ses avantages sont :

- la surface travaillée offre moins de résistance et permet donc son utilisation à une personne moins vigoureuse,

- sa conception permet d'ameublir profondément la terre entre les lignes de légumes, sans pour autant les déranger,

- il permet un bon travail d'ameublissement dans les parterres de vivaces ou d'arbustes sans trop blesser les racines, un travail est particulièrement bénéfique en été, avant un arrosage, afin de permettre à l'eau de pénétrer le sol et d'assurer ainsi des réserves d'eau en profondeur. L'inconvénient de cet outil est également de ne pas fonctionner efficacement en terre lourde.

Conclusion

Mélanger les couches du sol qui possèdent une faune spécifique détruit donc une grande partie de la vie qui l'habite et qui doit ensuite se régénérer au départ des survivants. Se borner à ameublir à l'aide d'outil adaptés permet de limiter le saccage. Mais, nous l'avons dit : les outils qui travaillent le sol sans le retourner ont une limite d'efficacité lorsque celui-ci est lourd et argileux. Toutefois, les pratiques culturales du jardinage et de l'agriculture biologique - apports de compost, de fumiers pailleux, pratique du "*mulch*"... - améliorent rapidement la structure d'un sol et il n'est donc pas possible de faire sans elles. Cinq à six années de soins attentifs suffisent souvent pour constater une évolution durablement positive...

Note :

(1) Le Goff, J., *La civilisation de l'Occident médiéval*, Paris : Arthaud, 1967.

Les quatre planètes de Bruno Latour

Les propos de Bruno Latour, philosophe et sociologue, semblent indispensables pour décrypter notre époque mais ils sont difficiles à partager, parfois abstraits, souvent polémiques, toujours détonants. Début janvier, j'ai donc sauté sur l'occasion de visiter une exposition issue de ses réflexions sur l'anthropocène et la situation écologique...

Par Guillaume Lohest

Si on ne veut pas louper le train, il faut partir tout de suite. Au démarrage, le moteur hoquète un peu, à peine. Il fait glacial. Durant les quinze minutes de voiture vers la gare de Ciney, j'écoute la dernière interview de Bruno Latour sur *France Inter*, qui remonte au 7 janvier. Le philosophe vient de publier, avec Nicolas Schultz, un petit *Mémo sur la nouvelle classe écologique*. Il en profite pour évoquer *Don't look up*, le film dont tout le monde parle...

"Je n'aime pas la comète parce que la menace dans laquelle nous sommes, ce n'est pas une comète justement, ce n'est pas si simple". Pour le reste, il estime que le film est efficace et montre très bien ce qui nous arrive. Il pointe un aspect que peu de critiques ont relevé : la critique ne cible pas uniquement le monde politique ! *"Ce qui est très intéressant, c'est la critique générale de tous les membres, les politiques, les journalistes et les scientifiques. La beauté du film, c'est que ce n'est pas simplement les bons contre les méchants."* Quand on lui demande pourquoi il pense que c'est un film utile, il répond *"parce qu'il ne fait pas rire"*. Tout le monde y est caricaturé, y compris les scientifiques et les écologistes qui parviennent juste à *"faire paniquer et à faire bâiller"*. Une situation d'impuissance qui justifie la publication du petit *Mémo*. *"C'est au fond une manière d'aimer les écologistes, précise Bruno Latour, mais qui leur dit, attention, il faut d'abord réfléchir."* Réfléchir à la manière de *"faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle-même"*, *"capable d'organiser la politique autour d'elle"*.

Visite de l'exposition *"Toi et moi, on ne vit pas sur la même planète"*

(Centre Pompidou, à Metz, du 6 novembre 2021 au 4 avril 2022)

Dans le train direction Luxembourg, puis Metz, je me donne pour consigne de parcourir le *Mémo* et d'y souligner quelques passages marquants à rapatrier dans cet article. Dans ce livre, Bruno Latour répond, d'une certaine manière, à ses détracteurs qui lui reprochent de ne pas être assez clair sur les luttes à mener parce qu'il ne parle pas assez du capitalisme qui constitue, à leurs yeux, la source des catastrophes écologiques et sociales. Il leur répond mais sans se renier. Il persiste et signe, voire contre-attaque. *"Même s'il est tentant de faire rentrer une situation nouvelle dans un cadre reconnu, il est prudent de ne pas se précipiter pour affirmer que la classe écologique prolonge simplement les luttes anticapitalistes. L'écologie a*

raison de ne pas se laisser dicter ses valeurs par ce qui est devenu, en grande partie, une sorte de réflexe conditionné. Il est donc important de vider cette querelle et de comprendre pourquoi sur ce point il n'y a pas forcément de continuité. (1)"

En résumé, pour Bruno Latour, il y a bien un conflit de classes, mais pas le même qu'autrefois quand il portait sur les rapports de production. Car aujourd'hui, *"le point de clivage qui dresse la nouvelle classe écologique contre toutes les autres, c'est qu'elle veut restreindre la place des rapports de production, et que les autres veulent l'étendre."* Cette nouvelle classe écologique, qui n'a donc pas encore conscience d'elle-même, qui se cherche sans se trouver, prend en charge la question du "maintien des conditions d'habitabilité de la planète" et non plus la question de la seule production. Je m'é gare. Si j'ai pris ce train, ce n'est pas pour arbitrer la querelle entre Bruno Latour et ses critiques marxistes. Toute passionnante soit-elle, cette dispute nous mènerait trop loin. Allez donc voir par vous-même si votre curiosité est piquée (2) ! Pour le moins, une pensée qui dérange les grilles de lecture installées et force ses adversaires à examiner leurs propres arguments, est une pensée féconde. L'exposition *"Toi et moi, on ne vit pas sur la même planète"*, dont Bruno Latour est l'un des commissaires, mérite donc le détour. Son passage par Metz est une occasion rêvée. Nous y voilà. Le *Centre Pompidou* dresse son imposante carcasse hexagonale recouverte de toitures incurvées. Voyons voir ce que l'art contemporain peut apporter à la réflexion sur l'écologie.

Planète Globalisation

On entre. On se retrouve face à des créatures mécaniques, sortes de chiens-robots dont le squelette est fait de matériaux de construction, de circuits électriques et de matières organiques. Une brève introduction nous avertit : *"Si nous vous demandions, à vous le visiteur, sur quelle planète vous vivez, vous trouveriez probablement la question bizarre et la réponse évidente : la Terre ! (3)"* Le projet de cette exposition est justement de briser cette évidence factuelle pour faire sentir que ce qui mobilise les humains se situe au niveau de leurs représentations. Ce n'est pas la même chose de vivre sur une planète aux ressources qu'on croit infinies que de vivre dans le rêve d'un retour au passé. On ne vit pas dans le même monde, selon qu'on se représente l'humanité comme capable de s'exporter dans l'espace ou comme une espèce fragile dépendant d'une fine couche organique menacée de déséquilibres catastrophiques.

Le premier des quatre espaces est donc appelé la planète Globalisation. Dans la pensée de Bruno Latour, cela correspond au grand projet de la modernité qui prend la forme du "Globe" et *"qui a enthousiasmé des générations parce qu'il était synonyme de richesse, d'émancipation, de connaissance et d'accès à une vie confortable"* et qui *"emportait avec lui une certaine définition universelle de l'humain"* (4). Les œuvres exposées nous renvoient des questionnements déstabilisants. Comme cette "Rivière des petits plaisirs" - cf. photo - qui montre une société d'abondance, d'indifférence, d'amusement mêlés de violence et d'aveuglement. Un peu plus loin, après avoir traversé une composition étrange qui expose les preuves juridiques d'un massacre en RDC, on se trouve face à des immeubles modernistes inspirés de bâtiments existants, imaginés *"comme un flux, traversés par des routes, connectés dans un tourbillon de constructions et d'infrastructures"*. Cette planète Globalisation est un projet périmé, hors-sol. Car *"l'idée ne semble plus si idéale. Ce rêve de modernisation est miné par le changement climatique et les inégalités. De plus, il offre un sens trop étroit de ce que peut signifier un monde commun."*

Planète Sécurité

Puisque l'horizon moderne de la globalisation est devenu impossible, certains imaginent un repli à l'intérieur des frontières nationales, un retour à l'ancien sol de la patrie, de la foi, de la famille, de la tradition. Bienvenue dans la planète Sécurité, occupée par un travail d'analyse de l'artiste néerlandais Jonas Staal, qui a décortiqué la vision du monde de Steve Bannon, l'inspirateur et stratège des populismes d'extrême-droite contemporains. Une dizaine de petits écrans présentent les différents aspects de cette propagande nationaliste, qui dépeint une situation de guerre civilisationnelle et exhorte "l'homme blanc occidental chrétien" à entrer en guerre culturelle contre la mondialisation, la finance, l'immigration et l'islam. En France, Eric Zemmour est un pur produit de ce fantasme d'une planète Sécurité.

Planète Gaïa

Le nom de Gaïa, en référence à la mythologie, peut déranger. Peut-être parce qu'il évoque, pour les uns une déesse, pour les autres une association de défense animale ? Dans la pensée de Bruno Latour, il ne s'agit pas du tout de cela. Le commentaire d'une œuvre dissipe cette confusion : *"Gaïa ne signifie pas que notre Terre est vivante, mais plutôt que la surface de la Terre a été façonnée par le vivant."* On peut lui préférer l'appellation voisine de "Zone critique". *"Si la terre était une orange, alors la Zone critique serait son écorce. Il s'agit d'une fine couche, où l'eau, le sol, les plantes, les roches, les conditions météorologiques ou la vie animale interagissent tous ensemble pour créer les conditions nécessaires à la vie telle que nous la connaissons."*

Cet espace de l'exposition est de loin le plus important. Et pour cause, les artistes tentent ici de faire ressentir cet équilibre du vivant créé par des bactéries, des végétaux, des animaux en interaction entre eux ainsi qu'avec l'atmosphère et les minéraux. C'est pour désigner notre dépendance à cette Terre-là que Bruno Latour nomme ses habitants les "Terrestres", marquant une différence avec les adjectifs "humains" ou "terriens" qui évoquent une espèce séparée des autres, une culture distincte d'une nature qui ne serait qu'une sorte de décor. Face à un film déroutant, projeté dans un format tellement large qu'il est impossible d'embrasser tout l'écran d'un seul regard, je me laisse emporter par une musique polyphonique qui accompagne des images saisissantes de technologies de communication, d'extraction de minerai, dialoguant avec des immensités désertes et une fresque animée où les animaux se transforment en morceaux de paysage : branches, buisson, rocher... Je suis certain de n'avoir rien compris à cette œuvre. Par contre, j'ai approché une perception de la fragilité de cette planète nommée Gaïa.

À l'occasion de la sortie de son livre précédent, *Où suis-je ?* Bruno Latour avait utilisé l'image de la métamorphose, celle du héros de Kafka, transformé du jour en lendemain en cancrelat. Il répétait à qui voulait l'entendre que le confinement et le "virus" étaient une occasion d'apprendre à vivre à l'intérieur de l'enveloppe terrestre. Légèrement provocant, il avançait que le confinement serait définitif, qu'à ce "petit" confinement succéderait le véritable apprentissage, celui de vivre à l'intérieur de notre carapace de cancrelat. Une "carapace de conséquences", au sens où l'activité humaine interagit et modifie la Zone critique, Gaïa, qui en retour nous renvoie des réponses - pandémies, inondations, pénuries. Le grand confinement, définitif, signifie que nous sommes confinés dans cette "carapace de conséquences". Pour Bruno Latour, ce changement de regard peut être positif car *"nous nous*

libérons enfin de l'infini" (5), de cette idée illusoire et typiquement moderne que nous n'aurions aucune limite.

Planète Exit

Et la quatrième planète ? Placée en sortie d'exposition, une sorte de chambre froide nous montre à quoi pourrait ressembler un bunker de survie, destiné à transférer l'humanité sur une autre planète. Un rêve insensé, évidemment, alimenté par les délires technologiques de quelques investisseurs comme Elon Musk et par notre imaginaire de science-fiction et de progrès sans fin.

Mais, hors de cette caricature, ne sommes-nous pas tous tentés par cette planète Exit chaque fois que nous nous réfugions dans l'impression reconfortante que ça finira par s'arranger, qu'il y a quelque part des gens qui savent et qui vont gérer tout ce bazar ? On sort de cette exposition avec un certain vertige, à la fois ému et perplexe, à la fois enthousiaste et désarçonné, convaincu mais sans savoir par où commencer. Demain, de retour de Metz, je rouvrirai le petit *Mémo*. Je reprendrai mes lectures, nous poursuivrons nos réflexions et nos engagements...

On nous promet la Lune et certains même la planète Mars. On nous promet beaucoup de choses pour nous flatter l'égo... Mais sans doute plutôt l'égo de ceux qui ont les moyens de payer. Chez *Nature & Progrès*, nous avons toujours défendu l'idée que pour vivre en harmonie, il fallait réhabiter - réhabiliter - notre bonne vieille Terre. Car le juste partage de ses ressources demeure le seul gage d'équité entre les hommes. C'est sur cette planète-là que nous voulons vivre...

Notes :

(1) Bruno Latour et Nikolaj Schultz, *Mémo sur la nouvelle classe écologique*, La Découverte, 2022, p. 31.

(2) Voir, entre autres : Frédéric Lordon, "Pleurnicher le Vivant" sur le blog du Monde diplomatique, *La pompe à phynance*, 29 septembre 2021 ; Daniel Tanuro, "Face au désastre. Pourquoi Bruno Latour a tort et pourquoi il faut le prendre au sérieux", *Revue Contretemps*, 18 mai 2021 ; Paul Guillibert, "C'est vrai qu'il est agaçant Bruno Latour, mais...", *L'Obs*, 25 octobre 2021.

(3) Sauf mention contraire, les extraits entre guillemets sont issus du livret de l'exposition.

(4) Bruno Latour, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, La Découverte, 2017, p. 39.

(5) Bruno Latour, *Où suis-je ? Leçons du confinement à l'usage des terrestres*, La Découverte, 2021, p. 58.

Producteurs et transformateurs céréaliers chez *Nature & Progrès* à la lueur de la sociologie

***Nature & Progrès Belgique* s'est lancé, en 2018, dans différents questionnements autour des productions, transformations et consommations céréalières bio afin de voir quelles seraient les solutions pour valoriser les céréales locales tout au long de la chaîne, du champ à l'assiette. Pour comprendre les manières de voir et de faire des producteurs et des transformateurs de cette filière bien spécifique, l'association s'est munie d'un outil peu courant, en ce qui la concerne : la sociologie.**

Par Maylis Arnould

C'est comme cela que, durant la première moitié de l'année 2019 avec l'aide de toute l'équipe de *Nature & Progrès*, j'ai réalisé mon mémoire de fin d'études en sociologie qui concernait la capacité d'initiation d'un rapprochement entre production, transformation et commercialisation en céréales en Wallonie au sein des producteurs du label *Nature & Progrès*. Ou, plus précisément, quelles étaient les perceptions et les actions des producteurs et des transformateurs, dans le label ainsi que dans la filière. Les résultats dans leur intégralité étant trop complexes pour être résumés en quelques lignes, je vous présente ici les deux chapitres que je considère comme les plus importants : "*Qu'est-ce que l'agriculture biologique pour les producteurs et transformateurs que j'ai rencontrés*", ainsi que "*Par quels moyens ils réussissent à s'autonomiser*"...

Ce la bio que signifie pour les producteurs et transformateurs de *Nature & Progrès*

Être reconnu comme producteur et/ou transformateur biologique par ses pairs et par la société apparaît, chez plusieurs d'entre eux, comme une dimension identitaire forte qui permet de se rattacher à un groupe d'appartenance. Ici, les agriculteurs bio. Plusieurs raisons peuvent amener une personne à choisir de produire de façon biologique : tout d'abord, la transmission des techniques déjà utilisées sur la ferme avant d'en être le propriétaire, c'est-à-dire la continuité d'une méthode d'agriculture et/ou de transformation héritée des parents, ou encore la rencontre d'une personne - un agronome, par exemple - qui arrive à transmettre de nouvelles techniques de culture.

Parmi les douze producteurs et transformateurs avec qui je me suis entretenue, cinq ont commencé directement en agriculture biologique et sept sont passés par le biais de la reconversion. Cette bifurcation, que l'on définira ici comme "*un changement important et brutal dans l'orientation de la trajectoire, dont à la fois le moment et l'issue étaient*

imprévisibles, pour l'acteur comme pour le sociologue" (1), peut prendre différentes formes. Elle peut découler du constat de l'inefficacité des produits phytosanitaires qui amène à essayer d'autres techniques agricoles, passer par la découverte d'une agriculture différente - par des lectures notamment - ou encore intervenir par un évènement marquant, tel que la venue d'un enfant, par exemple. Ce passage d'un système conventionnel à un système biologique provoque des changements qui peuvent être liés au fonctionnement intégral de la ferme - incluant également la transformation et la commercialisation, par exemple -, aux pratiques de production - la suppression de l'utilisation de produits phytosanitaires, l'utilisation du labour, la transformation de cultures en prairies temporaires, etc. -, voire parfois à la construction d'un nouveau regard sur sa propre activité. Ces nouvelles pratiques agricoles induisent un rapport au métier qui intègre le changement comme une norme d'identité professionnelle : le parcours est désormais marqué par la mobilité, des choix ont été faits pour tendre vers un modèle qui correspond davantage aux personnes et à leurs convictions.

Le bio n'est donc pas simplement une liste de pratiques agricoles, ni une transposition de méthodes conventionnelles sans l'utilisation de produits pesticides chimiques. Elle pourrait aller jusqu'à être un raisonnement ou une philosophie de vie, pour citer un des interrogés. Cette "pensée bio" pourrait donc trouver des définitions multiples et être liée, selon les individus, à d'autres sphères de leur vie personnelle. Nombreuses sont les définitions que les entretenus donnent de ce qu'ils pensent être le bio. Mais, pour plusieurs, il réside avant tout dans une connaissance particulière de la terre qui peut passer par une écoute, une observation ou un toucher. Pour eux, cette écoute particulière de la terre et du sol n'a pas pour but de les maîtriser. L'agriculture biologique est, depuis le début de son existence, l'objet d'une *"controverse qui oppose deux visions de la qualité bio avec d'un côté les tenants d'un "bio-label" strictement délimité par des contraintes réglementaires et les partisans d'un bio souvent décrit comme une "philosophie" ou un "état d'esprit" et qui échappe dès lors durablement à toute objectivation par des critères"* (2). La "qualité bio", définie par le dispositif de jugement du label biologique européen, est ainsi souvent réduite au respect des règles de son cahier des charges.

Parmi les producteurs et transformateurs, une constatation est souvent faite : cette "qualité bio" serait en diminution ! A leurs yeux, l'irruption de l'agro-industrie sur le marché de l'agriculture biologique amène non seulement une diminution de la dimension protectrice de la nature mais également une concurrence parfois jugée déloyale, tant les moyens économiques et matériels ne sont pas les mêmes. Tout ce qui engendre une baisse des prix des produits bio et une concurrence par rapport à des petits producteurs qui ne peuvent donner au consommateur des prix aussi faibles doit donc être combattu.

Se considérer comme "agriculteur bio" peut avoir, comme nous l'avons vu, une pluralité de définition et de pratiques, certaines étant parfois même en opposition. Tous les producteurs et transformateurs bio ne sont pas considérés comme des pairs et toutes les techniques ne sont pas perçues de la même façon. Cette différenciation est présente également dans l'utilisation du terme "biologique" : ainsi, les individus interrogés ont-ils davantage tendance à utiliser "la bio", plutôt que "le bio", afin de se démarquer d'un bio industriel, ainsi en nous l'avons expliqué précédemment.

L'autonomisation comme ligne directrice de la filière céréalière

"La bio" représente donc une diversité de techniques et de pratiques agricoles, ainsi que de valeurs, allant bien au-delà d'un simple respect de normes techniques, ce qui introduit une certaine liberté dans le fonctionnement des fermes et des ateliers de production dans lesquels je me suis rendue. Parmi ces valeurs, il en est une apparaît comme particulièrement forte : l'autonomie ! Certains la considèrent même comme une sorte de finalité. Cette autonomisation - bien que défendue et valorisée dans la charte de *Nature & Progrès* - amène quelques tensions entre recherche d'autonomie, collectivité et individualisation des pratiques. Elle nous permet également de voir dans quelles mesures les producteurs et transformateurs veulent se démarquer officiellement - ou pas - de ce qu'ils considèrent être "le bio" pour faire naître un "nouveau bio", et comment cette autonomie se traduit dans les prises de décision.

Chez les producteurs, c'est à travers la diversification et la gestion de leur filière qu'apparaît le plus fortement la recherche, ou l'acquisition, de l'autonomie, notamment en transformant ou en commercialisant à la ferme. Il y a même certaines fermes où strictement "*rien - les céréales - ne part ailleurs ! C'est semé, récolté, stocké, nettoyé, moulu, vendu. Et si c'est la pomme de terre, c'est planté, récolté, stocké, trié, emballé, vendu !*", ainsi que l'affirme franchement une des personnes rencontrées. Pour d'autres, cela peut passer par le seul fait de faire moudre ses céréales chez un tiers, aux alentours, pour les vendre ensuite à la ferme, ou encore d'acquérir un petit moulin, plutôt que de passer par une vente en gros - à des boulangers, par exemple. L'autonomisation peut être aussi une indépendance revendiquée à même champ, par la maîtrise et la liberté des techniques utilisées et des choix de production qui sont opérés, comme opter pour la polyculture-élevage ou l'utilisation de la charrue...

Parmi les formes d'autonomie qui apparaissent chez les producteurs et les transformateurs, il sera également parfois question de matériel mais, cette fois-ci, pas pour aller dans les champs. Ces achats leur éviteront de dépendre de tiers pour le stockage, le séchage ou la mouture, par exemple. Ils pourront être motivés par différentes raisons, la certitude de récupérer finalement son propre produit, notamment. En plus de la qualité, l'argument économique se retrouve également dans l'acquisition de matériel ; posséder son propre atelier ou son propre matériel de transformation peut être une manière de se garantir un revenu lorsqu'on ne pourra plus travailler, via une revente ou une location, par exemple.

Comme nous venons de le voir, producteurs et transformateurs se rejoignent sur des facteurs d'autonomisation. Si l'autonomisation est moins mise en avant dans les objectifs de l'atelier, elle reste visible sur certains aspects propres aux activités de transformation en amont, pendant la fabrication, et en aval. Elle se traduit, en amont, par la maîtrise de la provenance des ingrédients utilisés qui est, pour la plupart des transformateurs interrogés, une particularité importante dans leur métier. Certains vont acheter leurs propres céréales pour les emmener ensuite chez leur meunier afin de pouvoir choisir la qualité de la farine qu'ils vont utiliser, d'autres vont mettre beaucoup d'énergie à tendre vers une liste d'ingrédients la plus locale possible, même si cela coûte un peu plus cher. Là où "la bio" passe, chez les producteurs, par une connaissance particulière de la terre, elle passe ici par une connaissance particulière de son produit et de ses techniques de transformation. La liberté dans ses propres

recettes, l'utilisation d'un ingrédient particulier ou encore la fabrication d'un produit qui n'a que très peu de concurrence sur le marché permettent d'atteindre une marge d'action plus grande.

Passées les étapes de l'approvisionnement et de la transformation, vient alors la toute dernière étape : la vente ! Ici aussi, la liberté de choisir comment, où et à qui vendre - ou pas - prend une part importante dans le cheminement de fabrication. Pour certains, le choix a été fait de vendre directement dans leur atelier, de collaborer avec des *Groupements d'Achats* ou d'approvisionner des magasins biologiques et/ou locaux, dans une volonté d'avoir des acheteurs pluriels, alors que d'autres préfèrent passer par des grossistes, pour des raisons économiques notamment. Contrôler la finalité de sa production peut également passer par un regard sur les endroits où va se trouver sa marque, pour des raisons de valeur, d'indépendance vis-à-vis des prix ou encore de différenciation sur le marché.

Conclusion

Ces quelques fragments de mon analyse, plus vaste, montrent qu'il existe une multitude de façons de définir ce qu'est l'agriculture biologique, ainsi que d'appréhender l'autonomie au quotidien. De nouvelles démarches de relocalisation et de valorisation des céréales biologiques ont émergé, depuis la réalisation de cette étude, montrant que, chaque jour qui passe, de nouvelles personnes œuvrent à rendre nos céréales plus locales et de meilleure qualité. Il n'est d'ailleurs pas étonnant de voir que des producteurs de *Nature & Progrès* font partie, ou même sont à l'initiative, de ces dynamiques !

Notes :

(1) Claire Bidart, "Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques", *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 120, no. 1, 2006, pp. 29-57.

(2) Geneviève Teil, "Le bio s'use-t-il ? Analyse du débat autour de la conventionnalisation du label bio", *Économie rurale*, 332 | 2012, 102-118

De la farine et du pain : développer des filières alimentaires bio et solidaires

Moissons, mouture et panification furent au rendez-vous de cette année 2021 pour la filière des "céréales alimentaires" du Réseau RADiS (Réseau Alimentaire Dinant Solidaire), mené par *Nature & Progrès* et la Fondation Cyrys FUP, a pour objectif de développer des filières alimentaires bio et solidaires dans la région dinantaise. Chacune de ces étapes aura permis d'en apprendre davantage sur la mise en place de cette filière sur le territoire régional et sur ses défis propres...

Par Caroline Dehon

Sur le territoire agricole dinantais, plus d'un hectare sur trois est consacré à la culture de céréales. Cette production, si elle était consacrée à l'alimentation humaine dans les mêmes proportions que ce qui se fait en moyenne en Wallonie - soit à peu près 11% -, permettrait de couvrir, en théorie, 96% des besoins des habitants de ce territoire (1). Ce constat théorique n'est malheureusement pas le reflet de la réalité car la majorité des céréales consommées provient d'importations - concurrence du marché international -, et les céréales alimentaires produites localement sont malheureusement souvent déclassées en alimentation animale car elles ne répondent pas aux "critères standards" de panification ou parce que, par manque d'outils, elles sont exportées vers d'autres territoires pour être transformées en farine.

Dès février 2021, rassemblés au sein du Groupe Thématique "céréales alimentaires" du Réseau RADiS, plusieurs agriculteurs bio et citoyens dinantais ont eu l'opportunité de réfléchir ensemble à ce potentiel. Ces acteurs ont exprimé l'envie de développer prioritairement des farines 100% bio et locales, puis du pain et des pâtes en second lieu. Priorités assez sensées me direz-vous : on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs ou, en l'occurrence, du pain sans farine...

2021 : une année d'expérimentation pour la filière des céréales alimentaires

Voyant que plusieurs producteurs du territoire avaient l'envie de sortir du schéma classique de valorisation de leurs céréales - vente à des négociants en commerce de gros -, l'idée d'expérimenter une première mouture a germé. Les semis étant déjà réalisés - les emblavements ayant été faits à l'automne 2020 -, l'expérience avait surtout pour but d'éprouver les étapes de transformation des grains succédant aux moissons. Cinq producteurs bio du réseau - Alessandro, Frédéric, Olivier, Laurent et Hervé - ont alors marqué leur intérêt, dès le mois de juin, pour tenter l'aventure.

- des parcelles plutôt prometteuses

Avec les cultures de nos cinq producteurs, une belle diversité de céréales était déjà représentée : grand épeautre, froment - ou blé tendre -, petit-épeautre - ou engrain - et seigle. Nous avons eu l'occasion de visiter quelques-unes de ces parcelles, avant les moissons, en compagnie de producteurs, de citoyens mais également de techniciens agricoles.

Chez Frédéric, agriculteur à Thynes, nous avons découvert deux cultures : une de froment, l'autre d'épeautre. Le froment était cultivé en association avec du pois servant à alimenter une filière de petits pots pour nourrissons. Dès la moisson terminée, ces cultures doivent être dissociées et bien triées pour éviter que la verdure potentiellement restante induise une augmentation de l'humidité, ce qui peut alors entraîner un risque de développement de moisissures au sein du lot de céréales. Au moment de notre visite, alors que le vent et les intempéries n'avaient pas épargné la Wallonie, les céréales de Frédéric n'étaient que peu impactées par le phénomène de la verse. Ce dernier entraîne généralement une perte de rendement et de qualité du grain récolté.

Chez Olivier, à Houyet, nous en apprenions davantage sur les intérêts, notamment nutritionnels, du petit épeautre : pauvre en gluten et de nature plus facilement assimilable, il est, de ce fait, plus digeste pour l'homme. Même si les rendements à l'hectare sont nettement moindres que pour le froment - en moyenne, en bio, deux tonnes à l'hectare contre cinq -, l'avenir du petit épeautre semble prometteur avec une population qui devient malheureusement de plus en plus intolérante au gluten.

Alessandro quant à lui nous a présenté sa parcelle d'épeautre sur les hauteurs de Falmagne, tout à côté de Dinant. Son nom ne vous est peut-être pas inconnu puisqu'il est également l'un des producteurs impliqués dans la filière maraîchage du Réseau RADiS. Au cours de cette visite, nous en avons profité pour aborder les rotations réalisées sur ses parcelles. Pouvant aller jusque six années, il alterne prairies temporaires - fourrage -, céréales à plus forte demande en éléments nutritifs, succession de céréales moins exigeantes et légumineuses, sources d'azote.

- Des moissons compliquées impactant la qualité des céréales

Si les cultures semblaient encore prometteuses, au tout début de l'été, l'issue des moissons n'a pas été glorieuse. En cause, comme vous vous en doutez : le climat extrêmement humide et venteux des mois de juillet et août 2021.

Constats amers :

a- plusieurs parcelles de céréales ont été touchées par le phénomène de la verse, rendant techniquement plus compliqué le moment des moissons mais affectant également directement le rendement des parcelles céréalières ;

b- les moissons n'ont pas pu se réaliser de manière continue : interrompues régulièrement par de nouvelles intempéries, il n'était pas toujours possible, pour nos agriculteurs, de récolter l'ensemble de leurs céréales arrivées à maturité, ce retard ayant entraîné, pour certaines cultures, une germination sur pied des céréales ;

c- enfin, les averses quasi continues ont engendré un taux d'humidité également plus important des céréales, entraînant un risque de moisissures si elles n'étaient pas directement séchées et stockées dans des conditions optimales.

En conséquence, Alessandro et Hervé durent acheminer leurs lots de céréales - froment et épeautre - auprès de grosses unités de séchage, ces lots furent mélangés avec d'autres et n'ont plus pu plus être récupérés pour notre test de mouture. Néanmoins, cette action leur a permis de ne pas perdre l'ensemble de leurs récoltes puisque ces céréales purent au moins être valorisées dans l'alimentation animale.

Le seigle que Laurent espérait récolter a, quant à lui, germé sur pied de manière importante. La germination induit une activité enzymatique considérable au niveau des grains malheureusement préjudiciable à son utilisation en boulangerie.

Frédéric et Olivier purent, quant à eux, récolter et stocker leurs céréales à la ferme. Nous nous sommes donc rendus chez eux afin de prélever quelques échantillons.

- L'analyse de l'aptitude à la panification des céréales : une étape particulièrement importante cette année

Depuis l'ère de l'industrialisation - au cours de laquelle le secteur de la boulangerie n'a pas été épargné -, on évalue l'aptitude à la panification via le taux de protéines présent dans le grain. Il faut, avant tout, obtenir en quantité des céréales qui permettent de produire du pain en nombre et de supporter une activité de pétrissage importante, avec une fermentation courte. Les critères et les techniques de mesure appliqués aujourd'hui ont évolué, en bien, fort heureusement ! En effet, même si les déclassements de céréales panifiables en non-panifiables en industrie restent encore majoritairement axés sur quelques critères technologiques - comme le taux de protéines -, le redéveloppement de filières locales et artisanales poussent à reconsidérer ce qui était autrefois automatiquement déclassé.

Concernant notre Réseau RADiS, étant donné qu'il s'agissait d'une première expérience, nous avons tout d'abord souhaité soumettre les échantillons de grains prélevés à l'expertise du Centre wallon de Recherches agronomiques (CRA-W), à Gembloux. A partir des résultats chiffrés des analyses effectuées - ne se limitant donc pas à la mesure du taux de protéines -, le centre de recherche permet d'éclairer l'interprétation des résultats au regard du type de filière visée. En l'occurrence, nous concernant : une filière de type court - locale - et bio, ayant à cœur de travailler avec des meuniers et boulangers artisanaux pouvant valoriser des variétés céréalières diverses.

Les conditions météo désastreuses de cette année nous ont, par ailleurs, poussés à ne prendre aucun risque sanitaire et les échantillons ont été soumis à l'analyse de mycotoxines - des substances potentiellement présentes et toxiques produites par certaines moisissures. Ces analyses ont été réalisées au CER de Marloie. A l'issue des résultats, notre souhait était d'identifier un premier lot que nous pouvions alors faire passer entre les pierres du moulin. Du petit épeautre, de l'épeautre et du froment : c'est ce dernier qui semblait présenter les caractéristiques les plus favorables pour réaliser une première mouture.

- Un premier essai de mouture

C'est à Anhée, à la Ferme de Grange, qu'est donc arrivé le lot de froment d'Olivier. Sur place, le lot a d'abord subi un ultime triage afin de passer entre les mains de Guirec, le meunier des lieux. L'outil, fraîchement certifié bio, est un moulin sur pierres de type Astrié, un type de moulin qui a la particularité de dérouler le grain à travers ses pierres et de séparer ainsi entièrement le son de l'amande, du germe et de l'assise protéique entourant l'amande du grain. Cette technique permet d'enrichir naturellement la farine de tous les nutriments présents dans les enveloppes du grain. On obtient, en sortie, une farine brute intégrale riche en fibres, minéraux et vitamines. Pour notre test, nous avons choisi d'obtenir une farine de type "semi-complète". Pour ce faire, Guirec a ajusté le tamis de la bluterie et les premiers kilos de farine du Réseau RADiS ont ainsi été collectés.

En mettant notre nez à hauteur du premier sac de farine, il est apparu qu'elle présentait une odeur assez forte d'humidité. Cette odeur n'était en rien la conséquence du procédé de mouture, lui-même, mais plutôt celle des conditions humides apparues aux moments de la moisson et du stockage des grains chez notre producteur. Ce résultat a généré une certaine frustration, étant donné les précautions qui avaient été prises dans la sélection du lot à moudre. L'essai a néanmoins eu le mérite de nous faire prendre encore davantage conscience de l'importance d'un suivi strict, notamment des conditions de stockage, des lots de grains en amont de la mouture, et particulièrement dans une année extrêmement humide comme 2021. Après un constat relevé à l'échelle de la production wallonne, nous étions malheureusement loin d'être les seuls à déplorer une année aux conditions déplorables pour la qualité des récoltes.

- Une journée autour de la panification

Malgré un résultat mitigé, nous avons souhaité poursuivre la démarche initiée en la clôturant par une activité de panification. Organisée dans le courant du mois de novembre, quelques jours après la mouture, cette journée fut réalisée au sein de l'atelier de boulangerie du *Comptoir Paysan*, à Beauraing. Nous avons eu la chance de bénéficier de l'animation de deux boulangers artisanaux passionnés, Caroline Baltus, de la boulangerie Painprenelle, à Erezée, et Axel Colin, membre fondateur de l'asbl *Li Mestère*, qui milite pour la préservation et le redéploiement des semences paysannes.

Nous nous sommes ainsi retrouvés à une dizaine de personnes, des citoyens du territoire en majeure partie, autour d'une grande table, pour réaliser le pétrissage et le façonnage de la pâte. Le travail de panification fut réalisé au levain et, après cuisson des pâtons, nous avons pu passer enfin à la dégustation. L'odeur désagréable mise en évidence dans la farine s'est malheureusement retrouvée également en bouche avec le pain...

Qu'à cela ne tienne ! Cette expérience nous a permis d'aborder de nombreux sujets avec les participants, au cours de l'atelier : importance des conditions de stockage, enjeux liés à la mouture, intérêts des variétés anciennes de céréales, problématique actuelle du gluten, intérêts d'une panification au levain, etc. Autant de sujets qui mettent en évidence l'importance du soin à apporter à chacune des étapes qui compose la mise en place d'une filière, pour en obtenir et garantir une cohérence globale.

Et pour la suite ?

Avec un potentiel de production de céréales - et donc de farine - important, l'action prioritaire mise en place pour 2022 est de réaliser une étude de marché et de développer les débouchés commerciaux, tels que les - futurs - boulangers du territoire. Cette démarche est primordiale pour avancer sereinement dans la création de la filière locale et envisager progressivement les installations communes nécessaires à son bon fonctionnement. Nous poursuivrons également, en parallèle, les démarches de sensibilisation du consommateur : au recours à de la farine bio et locale, aux techniques de panification artisanales et ses intérêts nutritionnels notamment. Pour ce faire, nous souhaiterions notamment pouvoir remobiliser un four à pain mobile qui constituerait un merveilleux outil en la matière.

Note :

(1) Sylvie La Spina, *Contribution théorique de l'agriculture locale à l'alimentation locale*.

Disponible via : <https://www.reseau-radis.be/wp-content/uploads/2021/09/Autonomie-alimentaire-region-dinantaise-L.pdf>

La bio et les profiteurs de guerre

La surprise fut totale, ou presque. La guerre et son cortège de barbarie soudain nous écoeure. Nous le savions pourtant pertinemment, depuis l'offensive Von Rundstedt, l'ex-Yougoslavie, le Rwanda, la guerre en Syrie... Et pourtant nous sommes encore surpris, non seulement par les cadavres mutilés qui jonchent les rues de villes qui ressemblent étrangement aux nôtres, mais plus encore par les manœuvres insensées de ceux qui, "*n'écoulant que leur bon cœur*", instrumentalisent déjà la situation...

Par Marc Fichers et Dominique Parizel

On ne saura jamais quelle mouche l'a piqué. Mais elle l'a piqué. Poutine l'a fait. Mû par un complexe de raisons que lui seul connaît. En Ukraine, les hommes s'arc-boutent et résistent. Femmes et enfants ont quitté le pays, par millions, cherchant refuge à l'Ouest. Les médias déversent sur nous leurs flots d'horreurs, cherchant à discerner l'info de l'intox, à comprendre s'il y a vraiment quelque chose à comprendre...

Contexte historique

L'Ukraine, pour ceux qui l'auraient oublié, fit jadis partie de l'Empire des Tsars, puis de l'URSS. Staline y "favorisa" un de ses pires crimes : *Holodomor*, la grande famine de 1932-33 qui fit - selon les sources ! - deux millions et demi de morts, ou peut-être même le double... Car l'Ukraine est un pays essentiellement agricole, un pays énorme, plus vaste que la France. Indépendant depuis 1991, il resta dans le giron russe jusqu'à une première révolution, dite "*Révolution orange*", en 2004, conséquence d'un affrontement électoral entre le pro-russe Viktor Ianoukovytch et Viktor Iouchtchenko, finalement élu. Suivit une longue période d'instabilité, marquée par les déboires de la célèbre première ministre Ioulia Tymochenko, puis l'arrivée à la présidence du susnommé Ianoukovytch qui relança le "dialogue" avec Moscou. L'Ukraine, avide de démocratie et d'Occident, se cabra à nouveau, ce fut la "*Révolution du Maïdan*", de février 2014, qui renvoya le régime pro-Russe. La guerre éclata alors en avril, à l'est, dans les régions industrielles de Donetsk et de Louhansk - le *Donbass*, vaste bassin houiller sur le fleuve Don - où les pro-Russes, majoritaires, furent soutenus militairement par le régime de Vladimir Poutine. La Crimée - presque île du sud de l'Ukraine - proclama sa souveraineté et fut *de facto* annexée par la Russie. Un nouveau président ukrainien, l'homme d'affaires Petro Porochenko, joua alors les bons offices mais l'antagonisme entre l'Ukraine et son grand voisin ne fit que s'accroître. Volodymyr Zelensky lui succéda cinq ans plus tard, ne faisant que réaffirmer les volontés d'affranchissement du pays à l'égard du "grand frère" russe... dont les chars entrèrent en Ukraine le 24 février 2022. Ce fut aussi le début d'intenses bombardements qui rappelèrent étrangement le sort funeste d'Alep, en Syrie. Pour n'évoquer que cette seule ville martyre...

L'agriculture nourrit, le pétrole aussi...

L'Ukraine, nous l'avons dit, est une immense terre agricole. Dès le début de l'invasion russe, le lien parut limpide entre les denrées qui y sont produites - de même qu'en Russie qui seraient immanquablement soumises à embargo - et tous les malheureux qui n'en bénéficieraient plus. Vingt-cinq pays africains par exemple, expliqua-t-on alors, dépendent directement des importations russes et ukrainiennes pour leurs produits agricoles de base (1) et il faut les aider, de toute urgence, car la pénurie guette ! Ainsi le Sénégal importe-t-il les deux tiers de son blé des pays belligérants. Ses voisins, la Guinée et le Mali, rien du tout ! La famine, pour autant, guette-t-elle davantage au Sénégal qu'en Guinée ou au Mali ? C'est que là-bas, vous savez, on mange plutôt du mil, du sorgho ou du maïs produits localement (2), ce sont les nouvelles boulangeries industrielles qui importent le blé ! Mais de cela tout le monde apparemment s'est bien moqué, il fallait, le temps de la supercherie, que les Sénégalais eussent faim de blé !

La vérité est évidemment plus complexe. Mais hélas pas moins grave. La soudaine flambée des prix du gaz et du pétrole - par ailleurs éminemment prévisible vu l'attitude des membres de l'OPEP (3) - fait grimper ceux des engrais et, par conséquent, ceux des céréales produites par l'agro-industrie, en ce compris bien sûr celles qui sont destinées... aux animaux ! D'où le fait que la viande devient impayable mais aussi les fruits et les légumes produits sous serres, ainsi que les produits de la pêche industrielle ! Pour les pays en développement, c'est cette façon de produire des denrées de première nécessité qui, selon la FAO, mènera à la famine entre huit et treize millions de personnes supplémentaires. Seules solutions envisageables : sortir d'urgence l'agriculture des énergies fossiles et mettre en place une "exception agricole" en matière commerciale (4). Dans les pays les plus riches, c'est la spéculation sur les denrées qui ne fera qu'accroître encore l'inflation. D'où un bond soudain, de l'ordre de 3 à 4% de l'ensemble de nos denrées alimentaires... Car ce n'est pas avec une terre fertile que l'agro-industrie nourrit le monde. C'est avec du pétrole !

Pourtant, dès que le grincement des vieux chars russes se fit entendre, des positionnements politiques étranges surgirent visant à intensifier, en Europe, le modèle agricole productiviste dominant, sous le funeste prétexte qu'il fallait absolument nourrir d'urgence ceux que la guerre priverait des livraisons de céréales et d'huile de tournesol venues de Russie et d'Ukraine. Ceux qui portaient ce discours avaient alors des objectifs bien précis :

- réclamer la fin du *Green Deal* européen qui vise justement à rendre l'agriculture plus autonome, en l'affranchissant au maximum des pesticides chimiques grâce au développement de zones de biodiversité où se multiplient les prédateurs des insectes nuisibles,
- faire d'urgence marche arrière dans la stratégie "*De la fourche à la fourchette*" visant une diminution de 50% de l'utilisation et du risque des pesticides, une réduction de 20% des engrais chimiques et un objectif de 25% de terres en bio pour 2030...

Cherchez à qui le crime profite...

L'attitude insensée des Institutions européennes

Revoir les ambitions de la stratégie "*De la fourche à la fourchette*" pour garantir l'alimentation de tous ? Le contresens est total. Car le *Green Deal* est un projet qui donne un avenir à l'agriculture mais la guerre ne fait que de confirmer sa fragilité. Il faudrait donc augmenter d'urgence les pourcentages qu'impose plutôt que les réduire. Or il faudrait cultiver les jachères et laisser les pesticides "protéger" les plantes pour assurer les rendements, alors que l'augmentation du coût de l'énergie - et, corollairement, celui des engrais - provoquera inéluctablement celle du coût des productions agricoles intensives ! Voilà la fable gobée par le Commissaire européen à l'agriculture, le Polonais Janusz Wojciechowski, qui appela... au report des réformes environnementales prévues, tout en demandant que les agriculteurs européens ne soient pas "accablés" par de nouvelles obligations !

En plus de cela, en Europe, les associations professionnelles conventionnelles exploitent la situation politique (5) pour demander une dérogation aux limites maximales de résidus (LMR) imposées par l'Union européenne, en ce qui concerne les pesticides dans les produits alimentaires et les aliments pour animaux importés ! Cette dérogation permettrait aux produits de base, non conformes aux normes de sécurité européennes, d'accéder au marché intérieur européen pendant six mois ! Ces organisations omettent évidemment de préciser que, si des pesticides sont interdits d'usage en Europe, c'est justement en raison de leur dangerosité pour l'environnement et la santé. On tire allègrement profit de la situation, et sans scrupule aucun. Et, pendant ce temps, sur le sol ukrainien, les exactions commencent... Les lobbys industriels liées à l'agriculture intensive en profitent pour faire progresser leurs "idéaux", leur unique ambition de laisser prospérer les exploitants agricoles comme premiers fournisseurs d'ingrédients pour l'industrie agro-alimentaire. Et comme premier client des industries d'intrants chimiques, qu'ils soient de Russie ou d'ailleurs...

La réalité - mais l'avons-nous déjà rappelé ? - est qu'un quart des engrais azotés utilisés dans l'Union européenne viennent... de Russie ! La vérité est que l'Union européenne achète énormément de céréales ukrainiennes et russes - principalement du maïs - pour nourrir ses animaux de boucherie ! Les organisations agricoles productivistes, quant à elles, ne savent penser que le court terme : elles voient ce que les nouvelles normes environnementales pourraient les empêcher de produire. Elles ne voient jamais à ce que leurs propres méthodes vont engendrer comme dégâts qui, de toutes façons, les empêcheront bientôt de produire ! Elles ne voient pas que la réduction des intrants chimiques donne de l'autonomie à notre production alimentaire. Quelle dose de mauvaise foi leur faut-il, par exemple, pour ne pas admettre ce que coûte déjà la baisse d'activité des pollinisateurs dont les néonicotinoïdes sont indiscutablement la cause ?

Où sont passés les Européens de bonne foi ?

"Ne laissons pas la place au lobby vert, au lobby de la faim dans le monde", a déclaré - sans rire ! - Christiane Lambert, présidente du COPA-Cogeca, l'union des syndicats agricoles européens et des coopératives, lors du Congrès de la FNSEA, le syndicat majoritaire français, les 29 et 30 mars à Besançon !

L'Europe pourtant, avec sa stratégie "*De la fourche à la fourchette*", entendit sortir l'agriculture de l'impasse et lui donner la chance d'une transition. Où sont soudain passés ses défenseurs ? Sont-ils partis en vacances au pôle Nord ? Ou au fond d'une mine de charbon ? Pareille transition fut initiée, il y a cinquante ans, par les agriculteurs et les consommateurs biologiques. Les bio furent des visionnaires, eux qui développèrent un mode de production alimentaire basé sur le respect de l'homme et des écosystèmes. Le seul qui fonctionne ! Leur travail fut récompensé par l'engouement et le soutien sans faille des consommateurs envers les produits bio. Cette production agricole a développé des techniques de production très performantes qui font sans cesse augmenter la rentabilité des fermes mais en préservant notre idéal agricole : en développement leur autonomie, et sans engrais ni pesticides chimiques de synthèse ! Ce plébiscite public ébranle aujourd'hui les industries chimiques et agricoles prêtes à faire flèche de tout bois pour maintenir la production intensive ; elles veulent que l'agriculture demeure un client de l'industrie des engrais et des pesticides chimiques et un fournisseur d'ingrédients bon marchés pour les usines agroalimentaires qui vendront la nourriture aux quatre coins du monde. Elles oublient un peu vite que la stratégie "*De la fourche à la fourchette*" n'a finalement abouti qu'avec le constat flagrant que l'agriculture européenne est dans l'impasse ! Elle est dans l'impasse parce que son addiction absurde aux pesticides et aux engrais chimiques en a fait la première arme de destruction massive de la nature et de la biodiversité (7). Elle est dans l'impasse parce que sa dépendance aux énergies fossiles - à travers les engrais azotés, liés à l'utilisation du gaz naturel (8) et la mécanisation à outrance - compromettent gravement sa rentabilité. Il ne s'agit plus d'agriculture mais de la vulgaire fonction de fourniture d'ingrédients à l'agro-industrie, il ne s'agit plus de nourrir les humains mais d'alimenter un marché de produits toujours plus douteux. Une guerre commerciale où la seule loi est celle du profit ! Revendiquer le droit de cultiver les malheureux 4%, initialement prévus pour maintenir un peu de biodiversité dans les campagnes, ne traduit plus qu'un aveuglement qui empêche toute remise en question. Et pourtant, les experts parlent plutôt de 10%, si l'on veut espérer stopper l'augmentation effrénée des quantités de pesticides épandus sur nos champs (9).

Même constat là-bas : les agriculteurs ukrainiens - qui ont produit une récolte céréalière record l'année dernière - disent qu'ils manquent aujourd'hui d'engrais, ainsi que de pesticides et d'herbicides. Et même s'ils disposaient d'une quantité suffisante de ces matériaux, ils ne pourraient pas obtenir assez de carburant pour alimenter leurs équipements, ajoutent-ils... En Ukraine où la plus grande exploitation céréalière - 654.000 hectares ! - est détenue par l'oligarque Oleg Bakhmatiouk et le géant américain *Cargill*, et la seconde - 450.000 hectares ! - par le fonds de pension américain *NCH Capital*... Les mêmes qui font pression sur nos décideurs européens ? Ou juste leurs concurrents sur le marché inépuisable de la faim dans le monde ?

L'agriculture belge joue aussi à être exportatrice

Laisser croire que nos champs - et nos jachères ? (10) - belges sont indispensables pour nourrir l'humanité est une autre ineptie. En Belgique, les champs de céréales ne servent pas à faire notre pain ! Ils servent principalement à produire des agrocarburants et de la nourriture pour les animaux. Principalement pour les porcs et les volailles. En Wallonie, 9% des céréales seulement sont produites pour l'alimentation humaine. 32% pour l'énergie, 46% pour

l'alimentation animale et 13% partent à l'exportation (11). Par conséquent, plutôt que de prétendre cultiver intensivement le moindre mètre carré disponible, il conviendrait peut-être de réorienter la destination des cultures. Quelle peut bien être l'utilité de consacrer un tiers de nos céréales à nourrir des animaux - principalement de la volaille et des porcs ? Le volume de nos exportations belges de viande de volaille dépasse de loin les cinq cent mille tonnes, principalement vers la France et les Pays-Bas. En troisième position, on trouve... le Ghana ! Soit 10% des exportations belges de volaille. On trouve encore la RDC, le Congo et le Gabon, autant de pays où l'exportation de notre viande de volaille déstabilise gravement l'agriculture locale (12).

D'autres de nos cultures sont principalement orientées vers l'exportation. C'est le cas des pommes de terre, par exemple, où seulement 10% des quarante mille hectares cultivés en Wallonie, à grands renforts de pesticides divers, servent à nourrir la population locale. Le reste part jusqu'aux confins du vaste monde, sous la forme de *chips* et de frites - ne parlons même pas ici du carburant nécessaire pour transporter tout cela ! Quelle serait donc la logique de vouloir stopper la volonté qu'affiche l'Europe de développer une agriculture moins dépendante des pesticides ? Pourquoi réclamer ces malheureux hectares dédiés à la biodiversité en prétendant nourrir le monde, alors qu'il est justement préférable de produire moins, mais mieux, en privilégiant les cultures vivrières ? Les céréales panifiables, par exemple, destinées à la population locale... Depuis un demi-siècle, la bio démontre l'utilité de maintenir des fermes en polyculture-élevage, où le bétail broute l'herbe et fournit les engrais qui amendent les cultures. Ces cultures sont diversifiées avec le recours à des rotations longues, incluant des légumineuses qui chargent le sol en azote. Or, justement, ces cultures de légumineuses favorisées par la stratégie "*De la fourche à la fourchette*". Ce n'est donc pas un recul par des politiques agricoles visant une intensification qui permettra de nourrir le monde. Mais bien le développement d'une agriculture nourricière, respectueuse des écosystèmes, ainsi que le démontrent les producteurs bio depuis plus de cinquante ans... Osons le dire tout net : l'avenir agricole est dans une recherche de la sobriété. La sobriété énergétique, en tout cas.

Ras-le-bol de la "loi du plus fort"

Oui, vraiment, ras-le-bol de cette "loi du plus fort" des gros lobbies des industries agricoles mondiales qui prétendent détenir la vérité et dont la seule raison d'être est de faire du pognon. Pas de nourrir les humains. Marre de tous ces "hommes d'affaires" qui prétendent produire en sachant très bien qu'ils ruinent durablement l'agriculture. Marre de ces mégalos dont le système absurde appauvrit notre capital commun ! Il faut que nos politiques aient - une fois pour toutes ! - le courage de le reconnaître l'erreur historique de l'agriculture industrielle intensive et qu'ils y mettent le holà. Qu'ils les stoppent dans leurs prétentions absurdes ! C'est ce que tenta de faire le *Green Deal*...

Mais ceci ne doit pas opposer, entre eux, les agriculteurs - les vrais ! Ni les agricultrices - les vraies ! Tous-tes veulent une Wallonie agricole prospère et un métier passionnant et rémunérateur. Les plans de relance de Wallonie prévoient d'ailleurs de développer et de soutenir les structures - coopératives et autres - qui transforment la production agricole.

Plutôt que de subventionner les engrais chimiques, consacrons ces montants pour doter notre Région wallonne de coopératives de transformation. Leur but : nourrir localement ! L'heure est à l'harmonisation des pratiques. Et, dans l'intérêt de tous, contre celles du lobby industriel qui, tel un bombardier russe, détruit tout sur son passage ! Evidemment que ce n'est pas de moins de biodiversité - ni de moins de bio - dont nous avons besoin. C'est juste le contraire. Contester cela, aujourd'hui, serait une forme vicieuse de révisionnisme agricole. Evidemment que nous n'avons aucun besoin réel de produits manufacturés à base d'huile de tournesol, même si c'est d'Ukraine qu'elle vient. Bien entendu qu'il sera nécessaire de changer nos habitudes de consommation et de tourner le dos aux biscuits dont les ingrédients ont fait le tour du monde avant d'aboutir dans notre estomac ulcéré... Bien sûr que l'Europe doit conserver ses objectifs généreux : 4% de biodiversité et 25% de bio en 2030 sont vraiment un minimum pour restaurer un environnement agricole fertile et sain ! Bien sûr que la terre est miséricordieuse et qu'elle oublie vite. En quelques années seulement, une terre polluée par les pesticides et les engrais chimiques redevient une source de vie pour des aliments bio.

Nous lançons donc ce défi : entendant la volonté de nourrir le monde les agriculteurs peuvent, dès cette saison, diminuer les doses d'engrais azotés sur les céréales en place afin de produire un blé plus panifiable. Et, dès cet automne, semez et semez encore des légumineuses pour nourrir le sol et le bétail, et des variétés panifiables pour les céréales. Libérez les sols des pesticides et des engrais chimiques ! Oubliez les rendements à l'hectare pour remplir les réservoirs des autobus - car c'est corrompre le métier d'agriculteur dans ce qu'il a de plus noble - mais comptez plutôt les sacs de farines pour les boulangers, les vrais. Nourrissez ceux qui vous sont chers, c'est la meilleure preuve de qualité de vos produits ! Ressemez des prairies pour élever du bétail, pour garnir nos tables - avec modération - de bonne viande faite localement et dont les effluents nourriront la terre.

Oui ! La transition est possible ! C'est chaque année que l'on sème !

Notes :

(1) <https://fr.statista.com/infographie/27093/les-pays-africains-qui-dependent-le-plus-du-ble-russe-et-ukrainien/>

(2) <https://www.iedafrique.org/Fabrication-de-pain-au-Senegal-substituer-les-cereales-locales-seches-au-ble.html>

(3) Tant que la demande en pétrole reste forte, l'*Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole* (OPEP+) n'a aucun intérêt à augmenter substantiellement sa production, ce qui ferait automatiquement baisser le prix du baril de pétrole. Précisons que l'organisation entretient toujours des liens étroits avec la Russie.

(4) <https://www.rtbf.be/article/guerre-en-ukraine-une-menace-pour-la-securite-alimentaire-une-de-plus-10957883>

(5) [https://www.pan-europe.info/sites/pan-europe.info/files/css/Press%20Release/Letter_shameless%20instrumentalisation%20by%20industry%20de%20the%20Ukrainian%20conflict%20to%20maintain%20double%20standards_M\[60932\].pdf](https://www.pan-europe.info/sites/pan-europe.info/files/css/Press%20Release/Letter_shameless%20instrumentalisation%20by%20industry%20de%20the%20Ukrainian%20conflict%20to%20maintain%20double%20standards_M[60932].pdf)

(6) <https://www.zonebourse.com/amp/cours/action/YARA-INTERNATIONAL-ASA-1413319/actualite/Les-agriculteurs-ukrainiens-sont-au-point-mort-alimentant-les-craintes-de-penuries-alimentaires-mon-39732074/>

(7) Engrais et pesticides chimiques ont favorisés le développement de parcelles sans limites, ce qui apparaît comme la cause de perte d'habitats pour notre faune. Voir : <https://spw.wallonie.be/sites/default/files/faune-des-plaines-2019-3.pdf>

(8) L'engrais azoté représente 80% du coût d'une production céréalière basée sur son utilisation ; celle-ci est donc quasiment devenue impraticable d'un point de vue économique. Voir : <https://fertilisation-edu.fr/production-ressources/engrais-azotes.html>

(9) Rappelons ici la campagne "*Vers une Wallonie sans pesticides*" menée par *Nature & Progrès*. Lire : https://www.natpro.be/archives/pdf/brochure_wasap.pdf

(10) Car il n'y a pas de jachères en Belgique ! Et pas davantage de jachères obligatoires en Europe mais bien une subvention PAC pour les agriculteurs qui accueillent 5% de "surfaces d'intérêt écologique" (SIE) sur leur ferme. En général, les agriculteurs lui préfèrent des solutions plus productives, comme les intercultures d'automne et certaines cultures de printemps. Ces jachères, sujettes à la PAC, représentent 1% de la surface agricole de l'Union européenne et non 4% à 6% comme on le lit ici ou là...

(11) <https://sytra.be/wp-content/uploads/2020/05/UCL-brochure-cereales-web.pdf>

(12) [https://www.belgianmeat.com/fr/news/l%E2%80%99agroalimentaire-belge-est-prêt-pour-anuga-2019](https://www.belgianmeat.com/fr/news/l%E2%80%99agroalimentaire-belge-est-pr%C3%AAt-pour-anuga-2019)

Femmes d'agriculteur agricultrices

Longtemps invisibilisé bien qu'essentiel, le travail des femmes (1) dans l'agriculture commence petit à petit à être mis en avant et revalorisé. Mais, même si les savoirs assignés aux femmes sont mieux reconnus et que certaines tâches associées au masculin leur sont plus accessibles dans l'agriculture comme dans toutes les sphères de nos sociétés occidentales, les inégalités de genre sont encore nombreuses, quotidiennes, tenaces...

Par Maylis Arnould

Elles représentent 14% des chefs d'exploitations en Belgique - pour 25% en France - et 30% de la main-d'œuvre agricole - en France comme en Belgique. Pourtant, elles ne commencent à avoir de vrais droits qu'à partir de 2005, les branches féminines des anciens syndicats agricoles (AAB et UPA) s'étant regroupées, en 2001, en une Union des Agricultrices Wallonnes (UAW). Il est encore aujourd'hui plus compliqué pour une femme seule d'acheter des terres que pour un homme ; trouver sa place dans le monde agricole, quand on est une femme, n'est pas une chose simple.

Invisibilité du travail domestique, l'exemple du conjoint-aidant

"Au niveau valorisation, moi, qu'est-ce que j'ai été pendant des années ? Rien ! J'ai été l'épouse. Je n'avais pas de statut d'agricultrice, d'aide au côté de mon mari. [...] Le statut d'épouse agricultrice n'a pas de place." Ces mots ce sont ceux d'une agricultrice rencontrée lors d'entretiens réalisés pour mon mémoire, en 2019. Le sentiment d'injustice et la colère liés à l'absence de prise en considération des savoirs et du travail des "femmes de" commencent, petit à petit, à passer du cercle privé à la sphère publique. La parole s'ouvre et les injustices commencent à envahir la partie visible de l'iceberg.

Si l'on revient un peu en arrière et que l'on remonte avant l'arrivée de la mécanisation dans l'agriculture, *"les femmes participaient aux tâches agricoles, notamment lors de pics d'activités comme les labours et semis, les moissons ou l'entretien des parcelles cultivées par le désherbage, ou encore, dans le contexte du vignoble beaujolais, le liage ou encore l'agrafage des vignes. Suite à la moto-mécanisation des techniques de production dans le but d'augmenter la productivité de leur travail, et en lien avec la politique de vulgarisation d'une agriculture rentable fondée sur une logique familiale de production, les exploitations familiales agricoles ont peu à peu transféré aux engins agricoles les tâches traditionnellement destinées aux enfants et aux femmes. Les épouses se sont alors souvent retrouvées reléguées exclusivement à l'environnement domestique. (2)"* Avec la "révolution verte" et l'utilisation de la mécanisation et de produits pétrochimiques, on arrive à une "masculinisation des professions agricoles", les femmes qui ne quittent pas la ruralité mais ont plutôt tendance à se tourner vers des professions en dehors des fermes, et celles qui restent travailler sur les

fermes ont très peu, voire pas du tout, de reconnaissance. Elles sont bien souvent assignées aux tâches invisibles comme l'entretien de la maison et la garde des enfants, la gestion administrative ou encore l'organisation sociale.

Le meilleur exemple du manque de reconnaissance des "femmes d'agriculteurs", c'est l'histoire du statut de "conjoint-aidant". En Belgique, en 2014, 96,6% des personnes enregistré.e.s comme "conjoint aidant", sous la thématique "agriculture" sont des femmes ! Ce statut, mis en place en 1990, devra attendre 2005 pour comporter de réels droits pour les personnes qu'il représente. Avant l'arrivée de ce statut au niveau "maxi statut", en 2005 (3), les agricultrices étaient sans rien : pas de droit social, pas de reconnaissance professionnelle. Or ce statut permet une reconnaissance partielle du travail des femmes sur les exploitations agricoles de leurs maris, comme l'accès à la retraite ou à la sécurité sociale. Pourtant l'intitulé même de ce statut est représentatif d'une partie du problème. Les tâches généralement assignées aux femmes sont considérées comme une "aide" aux travaux réalisés par les hommes, et non à valeur égale. A la même échelle que ce qui a été appelé "le travail domestique", tout ce qui est éphémère ou tout ce qui n'est pas réalisé par un homme dans les fermes à tendance à être invisible. C'est cette situation que les autrices de la BD "*Il est où le patron ?*" (4) réussissent à montrer avec humour : alors que l'exploitation est commune, la femme n'est jamais le patron ! Ce n'est jamais à elle qu'on s'adresse pour les matériaux ou les conversations mécaniques. Dans l'imagerie collective, elle travaille pour son conjoint...

S'installer comme agricultrice : la réalité à laquelle sont confrontées les femmes...

En parallèle, depuis plusieurs années, des femmes investissent le milieu agricole sans forcément être "la conjointe de" ou être nées à la ferme. Mais elles subissent, elles aussi, les effets néfastes du patriarcat au quotidien : difficulté à s'installer en tant que femme seule, ambiance machiste, faible présence de femmes dans l'espace public ou les réunions, sexisme ordinaire en milieu rural/agricole ou encore difficultés à faire entendre et accepter certaines notions féministes...

Pourtant leur présence est primordiale car, comme nous pouvons le voir dans diverses études et articles, elles ont davantage tendance à tendre vers une agriculture biologique et à se tourner vers des pratiques moins destructrices. "*Ces travaux montrent qu'aujourd'hui les femmes sont plus souvent impliquées dans des démarches alternatives et innovantes (Jarosz 2011) ou apportent une nouvelle vision de l'agriculture et de nouvelles pratiques (Giraud, Rémy 2013). Recensements agricoles américains et français montrent d'ailleurs bien que les agricultrices sont plus souvent impliquées dans les circuits courts de distribution, l'agriculture biologique, les activités de loisirs à la ferme ou d'hébergements touristiques. Elles sont également plus à même d'être à l'initiative de marchés de proximité (Agreste 2012 ; USDA 2014). Globalement, elles sont plus souvent impliquées dans des activités de diversification agricole. (5)*" La tendance à "prendre soin" (6), dans laquelle les femmes ont été poussées, les amène à une plus grande prise en compte de la chaîne du vivant et ainsi à vouloir davantage protéger leur environnement et les ses habitant.e.s, que ce soit la faune ou la flore. Aussi peuvent-elles valoriser ces liens, avec la diversification, et donc conserver une dynamique sociale qui leur permet de sortir de l'isolement et de valoriser des compétences comme la cuisine, l'accueil ou la vente...

Mais, même si elles peuvent être positives, ces tendances pourraient perpétuer l'enfermement des femmes dans des tâches "traditionnelles" et encourager, comme nous l'indique l'article "*Agricultrices et diversification agricole*" cité ci-avant, "*la persistance d'une division traditionnelle du travail où les hommes exercent des activités d'extérieur et mécaniques, les femmes des tâches plus à même d'être réalisées à l'intérieur ou proche du foyer. Nos résultats montrent également que les femmes qui pratiquent l'agriculture seules (ou avec leur conjointe ou leur fille), ont tendance à être moins impliquées dans les travaux des champs ou mécaniques.*"

Vers un nouveau modèle agricole ?

Tout cela nous amène à la conclusion qu'il n'y aura pas de nouveau modèle agricole sans une remise en question des rapports de genre. C'est-à-dire, entre autres, sans valorisation du travail dit "domestique", sans réappropriation des espaces de soin et d'éducation par les hommes, sans penser les dominations de manière globale.

Donner des outils d'action et de pensée pour transformer, en profondeur, nos rapports agricoles et humains, voilà la mission que se sont donnée des femmes, partout dans le monde, qui sont parfois qualifiées d'écoféministes. L'écoféminisme est un mouvement pluriel et mouvant qu'il est difficile de définir mais qui comporte une base commune : la mise en évidence du lien entre patriarcat, crise écologique et capitalisme. Il s'agit ici de regrouper toutes les formes de dominations et de montrer qu'une société nouvelle se fera sans domination ou ne se fera pas. Les idées et les pensées écoféministes sont multiples, là réside toute sa richesse. Cela passe par la réappropriation de ce qui a été considéré comme "inférieur" ou faible - soin, nature, corps -, au sein de la vision de l'agriculture dans sa globalité en y incluant l'espèce humaine, la bienveillance et la prise de soin au cœur des relations et des actions, le respect des émotions et non leur dévalorisation au profit de la rationalité, la revalorisation des savoirs assignés aux femmes comme des savoirs de pouvoir - cuisiner, cultiver et utiliser les plantes médicinales, soigner son environnement et ses proches, etc. - ou encore la réappropriation du domaine de l'intime - auto-gynécologie, sage-femme féministe, accouchement plus naturel, etc. (7)

Conclusion (temporaire)

Chez *Nature & Progrès*, la biodiversité est partout au cœur de nos réflexions. Nous savons que cloisonner la pensée agricole dans des cénacles de patriarches rassis nous mène à la catastrophe. Un *Metoo* paysan est-il cependant pour demain ? Faut-il l'appeler de nos vœux ? Cette question doit être sur la table en permanence afin que chacun et chacune trouve paisiblement sa meilleure place au sein du système alimentaire. Un souci de chaque instant, indispensable certainement pour évoluer vers de nouveaux modèles agricoles...

Notes :

(1) Nous choisirons d'utiliser ici le terme "femme" dans le sens de "toute personne qui se définit comme du genre féminin, que ce soit en accord avec son sexe attribué à la naissance ou non".

(2) Mickaël Ramseyer et Hélène Guétat-Bernard. "*Égalité de genre en agriculture et logiques familiales*", *Pour*, vol. 222, no 2, 2014, pp. 101-106

(3) Son équivalent en France arrive en 2006, et porte l'appellation de "conjoint collaborateur".

(4) Les Paysannes en polaire et Maud Bénézit, "*Il est ou le patron ? Chronique de paysannes*", Marabout, 2021

(5) Alexis Annes et Wynne Wright. "*Agricultrices et diversification agricole : l'empowerment pour comprendre l'évolution des rapports de pouvoir sur les exploitations en France et aux États-Unis*", *Cahiers du Genre*, vol. 63, no. 2, 2017, pp. 99-120.

(6) Tendence aussi appelée "*éthique du care*", c'est-à-dire du soin, et donc un souci, une attitude vis-à-vis d'autrui - se soucier de - et tout un ensemble d'activités du quotidien comme s'occuper des personnes vulnérables - petites et grandes -, se nourrir, faire le ménage, prendre soin de ses aîné.e.s...

(7) Sidonie Sigrist, "*La révolution écoféministe*", Marabout, 2021 et Jeanne Burgart-Goutal, "*Être écoféministe : théorie et pratique*", L'échappée, 2020.

Fédérer les acteurs de la transition en sensibilisant à l'alimentation bio et locale

En décembre 2021, grâce à un atelier participatif, le Réseau RADiS (Réseau Alimentaire Dinant Solidaire), mené par *Nature & Progrès* et la Fondation Cyrus FUP, a défini sa vision et ses missions. Avec le concours de citoyens, nous souhaitons soutenir et développer la transition de la région dinantaise vers une alimentation bio et locale, respectueuse des Hommes et de la Terre, en favorisant la solidarité et l'implication de tous...

Par Sylvie La Spina

Au cœur de nos missions, la sensibilisation des citoyens à l'alimentation bio et locale doit permettre de fédérer une communauté d'acteurs solidaires de la transition écologique et sociétale. Un petit groupe de citoyens, les *Radicelles*, s'est ainsi constitué pour se pencher sur ces questions. En amont de notre première réunion, nous avons tenté de rassembler un maximum d'idées : comment sensibiliser les citoyens au bio local ? Via quels arguments, quels outils, quelles activités ? Un sondage a été lancé auprès des membres du Réseau RADiS et de *Nature & Progrès*, et via les réseaux sociaux. Grâce aux trente-neuf participants et aux échanges qui ont eu lieu lors de notre réunion du 20 février, nous avons collecté une foule d'idées, source d'inspiration ! Nous vous en partageons les fruits dans cet article.

Le bio, meilleur pour la santé

Premier argument de nos participants : l'alimentation bio et locale est meilleure pour notre santé. Vu les effets délétères des OGM et des pesticides chimiques de synthèse, dont la plupart sont classés cancérigènes ou perturbateurs endocriniens, on ne peut aujourd'hui plus le nier ! Si l'on manque d'éléments scientifiques pour démontrer un effet du mode de culture sur la qualité nutritionnelle, il est évident qu'une alimentation locale permet d'assurer la fraîcheur de nos fruits et légumes, avec une meilleure préservation des vitamines et des éléments essentiels. Les éleveurs témoignent souvent que, depuis qu'ils sont passés en bio, leurs vaches voient bien moins souvent le vétérinaire... Pourquoi n'en serait-il pas de même avec notre médecin ?

« Il faudrait donner davantage d'informations concernant la santé et la dangerosité des produits non bio » - Philippe P.

« Il serait intéressant de partager de données "scientifiques" illustrées sur la différence de valeur nutritive » - Diane O.

Protéger la planète

Les produits chimiques de synthèse sont des poisons pour notre environnement et pour la biodiversité, ce que ne manquent pas de rappeler les participants à notre sondage. Ils mettent aussi en avant l'intérêt écologique du circuit court local via la réduction des pollutions associées aux transports et, de manière générale, la moindre empreinte écologique et carbone de l'alimentation bio locale. Ces arguments liés à l'environnement sont aujourd'hui incontournables et puissants, quand on constate les conséquences des changements climatiques sur notre quotidien. Et si nous apportions aux citoyens des démonstrations, par l'information et... l'observation !

« La terre produit mieux si elle est respectée » - Ariane D.

« Nous pourrions montrer concrètement sur le terrain ce que ça change de produire bio » - Mathilde R.

« Il faudrait informer par la diffusion de films très courts montrant les effets des épandages sur les cultures de produits toxiques, tel que le glyphosate » - Naïma.

Soutenir nos producteurs bio locaux

La relocalisation de notre alimentation bio permet la création d'emplois non délocalisables et renforce l'autonomie alimentaire, l'économie locale et circulaire. De nombreux participants aux réflexions ont partagé leur fierté de contribuer à faire vivre des familles de producteurs, à valoriser leur travail et leur démarche. Le lien direct avec le producteur permet davantage de solidarité et des prix plus équitables. Il est donc important de (re)créer le lien entre les mangeurs et leurs voisins producteurs et artisans.

« Manger local, c'est aider des personnes que l'on connaît à vivre de leur passion/travail. Allons visiter des maraichers, des artisans, des transformateurs de produits » - Marie-Christine H.

Et si nous sortions un peu de l'idéologie ?

Santé, environnement et société, nous venons de faire un tour des arguments idéologiques, des convictions qui poussent les personnes les plus sensibilisées à passer à l'action. Mais ces idéaux ne sont-ils pas perçus comme une contrainte par de nombreuses personnes ? *"Il faudrait que je mange mieux pour ma santé, il faudrait que je participe à préserver la nature, il faudrait que j'arrête de fumer... Allez, demain, j'arrête"*. Ce peut être culpabilisant, s'apparenter à une corvée pour des personnes déjà submergées par les tracas du quotidien et qui aspirent à plus de... plaisir. Parlons-en aussi !

« J'exprime l'importance de mon choix, la cohérence que cela m'apporte et qui m'est nécessaire, la joie que cela me procure. Essayer de convaincre ne marche pas : personne n'aime que quelqu'un d'autre lui dicte ce qu'il doit faire » - Philippe G.

Le plaisir du goût

Goûter, c'est adopter ! Parmi les activités recensées, les ateliers de dégustation sont une manière de mettre en avant le goût et la qualité, mais aussi de stimuler l'envie de cuisiner. La

marche gourmande associe le plaisir de la bouche, la convivialité et la découverte du milieu environnant les fermes.

« Des dégustations pour goûter la différence, y compris par des actions de soutien et de promotion des restaurateurs locaux engagés dans le bio local » - Diane O.

Le plaisir de cuisiner

Choisir une alimentation bio et locale nous encourage à respecter les saisons et nous invite à davantage de créativité en cuisine. La qualité des produits donne envie de cuisiner et de partager les bons repas avec son entourage ! Le manque de savoir-faire est souvent un obstacle : de nombreuses personnes n'ont pas appris à cuisiner et sont assez démunies devant les légumes et les pièces de viande des producteurs locaux. Des ateliers culinaires sont une solution alliant partage et convivialité ; on peut même y donner des astuces pour économiser le temps en cuisine, lui aussi précieux.

« Il est essentiel d'amener les gens à retrouver du plaisir derrière les fourneaux ! » - Sandrine D.

« Manger bio local met des limites qui nous rendent le plaisir de varier davantage notre alimentation au fil des saisons et d'inventer de nouvelles recettes » - Benoit V.

« Des recettes simples à réaliser et à bas coût » - Joëlle R.

Le plaisir de retrouver le lien

L'alimentation bio locale est créatrice de liens entre les personnes, elle reconnecte les citoyens au milieu rural et naturel. Les maraîchers proposant de l'autocueillette permettent une activité conviviale en famille au milieu des légumes et des fleurs. Un petit tour à la boucherie de la ferme, c'est le rendez-vous avec les animaux qui paissent aux alentours. Les chantiers participatifs sont l'occasion de mettre la main à la pâte dans une ambiance conviviale. D'ailleurs, l'accueil social à la ferme et la zoothérapie prouvent combien la reconnexion avec le milieu rural fait du bien au moral !

« Ça reconnecte les gens à la nature, ça reconnecte les gens aux autres » - Céline B.

Et pourquoi ne pas manger bio local ?

Si beaucoup d'arguments nous poussent à choisir une alimentation bio locale, certains freins existent également. Nous les avons inventoriés dans le cadre de nos réflexions sur l'accessibilité de l'alimentation bio locale pour tous : le prix, le temps, la capacité physique, la mobilité, l'estime de soi, le savoir-faire, les infrastructures et l'information. Et si nous imaginions des actions permettant de démonter ces freins ?

Le bio, trop cher ?

C'est la principale pierre d'achoppement de l'alimentation bio locale : son prix ! Sans refaire ici tout le débat sur la question, on peut imaginer des actions sur ce thème. En premier lieu,

pour informer sur les écarts de prix souvent exagérés dans l'imaginaire collectif. En second lieu, pour relativiser cette hausse du prix par rapport aux coûts cachés de l'alimentation industrielle, liés à l'environnement et à la santé. Et enfin, parce que le budget de certains reste malheureusement limité et limitant, pour donner des pistes afin de parvenir malgré tout à opter pour le bio local.

« Le prix rebute encore car les gens n'ont pas conscience que de l'argent investi localement leur revient indirectement au travers du développement local. Conscientiser au fait que les choix de consommation sont le meilleur moyen de créer le monde qu'ils veulent » - Audrey D.

« Donner des pistes pour que le coût reste raisonnable tout en sensibilisant au fait que c'est normal de dédier une bonne partie de son budget à l'alimentation qui est un besoin primaire ! » - Mathilde R.

« Le bio local permet de se nourrir sainement sans se ruiner pour autant que les familles acceptent de revenir à des recettes et en-cas simples, composés de produits de base qui ont toujours existé dans nos régions » - Philippe G.

Informer !

Manger bio local ? D'accord. Mais où se procurer ces bons produits, comment rencontrer les artisans de ma région ? Comment connaître les fruits et légumes de saison ? Une information peut être un petit coup de pouce pour passer à l'action !

« Un livret recueil des producteurs et revendeurs bio locaux » - Caroline P.

« Nous pourrions mettre en place une formation sur le rythme des saisons. Il n'y a pas de fraises à Noël ni de tomates » - Jacqueline G.

Faire tache d'huile

Faites ce que je fais, pas ce que je dis ! Montrons à nos voisins, à nos amis, à notre famille, notre engagement dans le bio local. Non, non, ce n'est pas un mouvement marginal "de niche", nous sommes nombreux à nous inscrire dans cette démarche, faisons-le savoir ! Invitons notre entourage dans la bienveillance, en veillant à ne pas mettre de pression, ni à culpabiliser.

« Comme avec les enfants, ils copient ce qu'on fait, pas ce qu'on dit. Donc, je montre à mes voisins, à mes collègues, à mes amis, à mes enfants » - Laurence.

« Vente ou distribution d'autocollants « Je mange bio et local » à mettre sur ses fenêtres (maisons, voitures) pour montrer l'adhésion de certains et faire petit à petit tache d'huile » - Ariane D.

Diversifier pour toucher

A chacun ses affinités, ses préoccupations, ses envies, ses freins ! La diversité des actions et des activités mises en place pour sensibiliser les citoyens permet de toucher des personnes aux horizons très différents. N'oublions pas les activités ludiques sous forme de jeux : la convivialité est la pièce maîtresse pour attirer et fidéliser les personnes, leur donner goût à une autre manière de s'alimenter et de se relier aux autres.

« Vouloir sensibiliser tout le monde revient souvent à ne toucher personne (ou quasi !). Chaque groupe de personnes peut être sensibilisé par un aspect différent : par exemple, "nourriture saine" pour les parents ayant de jeunes enfants (il me semble que c'est une raison souvent avancée) » - Patricia G.

Et la suite ?

Les *Radicales* se lancent maintenant dans l'action ! Nous élaborons ensemble un programme de visites de fermes, pendant toute la belle saison 2022, qui se clôturera par un événement convivial au mois de septembre. N'hésitez pas à nous rejoindre, en région dinantaise - www.reseau-radis.be -

Une première expérience de démocratie participative chez *Nature & Progrès*

"As-tu besoin de ton voisin ?"

Notre inscription dans le champ de l'éducation permanente nous amène à penser, en permanence, une participation optimale de nos concitoyens et de nos membres dans la définition des actions mises en œuvre par notre association. Un nouveau processus délibératif mis en œuvre pour la toute première fois, au sein de notre association, entendit donc clairement remédier, dans la mesure de ses moyens, aux critiques de ceux qui comprennent toujours plus mal les façons de procéder et d'agir de ceux qui nous représentent...

Par Dominique Parizel

A l'initiative de sa locale de Marche-en-Famenne, rappelons-le, *Nature & Progrès* a donc décidé d'expérimenter une première démarche de démocratie participative, sur le thème "As-tu besoin de ton voisin ?" Un panel citoyen, limité à trente personnes mais néanmoins le plus représentatif possible de notre population, fut donc sélectionné afin de débattre autour de ce thème, les samedis 12 et 19 mars 2022, à Naninne. Dans un souci maximal d'ouverture, il se composait de membres mais également de non-membres de notre association. Vingt-six de ces trente invités étaient finalement présents au moment d'entamer les débats... Tous sans doute pressentaient l'urgence de remettre au centre de nos préoccupations les relations de voisinage, au sein de nos villages et de nos quartiers. De leur qualité, nous le savons tous, dépend grandement celle de nos vies quotidiennes, à tous. Mais comment faire, comment s'y prendre ?

Deux groupes de travail pour déblayer le terrain

Après une séance plénière où furent exposées les principales motivations de *Nature & Progrès*, deux animateurs chevronnés - Daniel Cauchy et Delphes Dubray - se virent confier la tâche essentielle de proposer aux participants répartis en deux groupes la méthode de travail qui leur permettrait d'explorer fructueusement cette vaste et difficile question. Des problématiques très larges furent donc mises sur la table et discutées, durant la matinée du premier jour, qui permirent de faire surgir des points de tensions et de les dépasser. Dans le premier groupe, par exemple, on se posa notamment cette question évidente : mais qu'est-ce qu'un voisin ? Celui qui vit juste à côté de chez moi, qu'on ne choisit pas et qui ne partage sans doute pas toutes mes valeurs ? Ou, au contraire, celui ou celle avec qui j'ai quelque chose de fort en commun, même s'il ou elle habite à quinze kilomètres de chez moi ? Et, au fond, la petite mésange qui passe chaque jour dans mon jardin n'est-elle pas, elle aussi ma voisine ? Le second groupe se donna pour objectif de voir comment nous pouvons recréer du lien social

entre gens qui se sentent proches. La discussion matinale porta ainsi sur les grands principes que nous souhaitons mettre en avant, les valeurs que nous désirons avoir en commun...

Après ce travail exploratoire, quelques grandes lignes de préoccupations se dégagèrent, dès le début de l'après-midi, sur lesquelles chaque groupe pu marquer un consensus. Mais que pouvons-nous faire, à présent, de manière concrète par rapport aux situations qui furent décrites le matin ? Voici la question nouvelle que chaque groupe se posa. En consultant longuement ses voisins de table, chacun des participants fut alors invité à formuler une série de propositions, en s'assurant par la discussion qu'elles soient suffisamment explicites et intelligibles pour être comprises par tous. Toutes ces propositions furent enfin exprimées et discutées au sein de chacun des groupes...

Une seconde journée pour affiner la matière brute

La nouvelle journée s'ouvrit par une séance plénière dont l'objectif fut de regrouper et de répartir l'ensemble des idées émises, lors de la première journée - la matière brute -, au sein des quatre "domaines" qui manifestement s'en dégagent. Une meilleure articulation des idées dans ces différents domaines devrait ensuite permettre à des propositions concrètes d'émerger. Ces quatre domaines furent :

- 1- le réseautage
- 2- la formation
- 3- l'accompagnement
- 4- l'organisation des échanges

Chaque participant fut alors invité à se placer devant son thème, son domaine de prédilection, celui où il avait clairement le plus envie de s'investir encore. Deux nouveaux groupes de travail furent ainsi composés. Après une phase de remise en mémoire des idées exprimées la veille, un reclassement s'opéra en quatre nouveaux paquets devant correspondre à autant de propositions concrètes. Après affinage et clarification, chaque paquet, chaque thème fit l'objet d'une nouvelle discussion, par groupes de deux ou trois personnes, avec la mission très explicite de formuler un projet concret. En début d'après-midi, les groupes, dans leur totalité, discutèrent ensemble, une fois encore, de chacun des projets qui seraient ensuite proposés en séance plénière, dans un esprit de bonification et afin de parvenir à rendre les propositions toujours plus applicables dans la réalité.

Dix propositions furent ainsi mises en commun, en séance plénière, deux d'entre elles ayant finalement dû être *splittées*. Après une nouvelle phase d'explications par leurs concepteurs, elles furent proposées à la notation de l'ensemble des participants du panel citoyen, chaque votant disposant de cinq voix qu'il fut entièrement libre de répartir comme il le souhaitait...

Verdict final : les propositions citoyennes, telles qu'elles furent formulées !

Hors des dix propositions que nous vous livrons, ci-après, telles qu'elles ont été formulées par leurs concepteurs, les quatre propositions en lettres grasses sont celles qui émergèrent du

scrutin et furent finalement retenues. On trouvera, entre parenthèses, le nombre de voix récoltées par chaque projet.

- 1- **Créer un réseau interne des membres de *Nature & Progrès* où les acteurs peuvent se retrouver en fonction de leur localisation et de leurs compétences. Se connaître entre soi. Bottin, site Internet, carte interactive, les locales prennent le relais.** (15)
- 2- Réseautage externe avec d'autres associations et échange de formations entre associations. (2)
- 3- Identifier les acteurs en lien avec les publics précarisés et créer des partenariats de diffusion de l'information avec les différentes instances. Ajouter un onglet : "retour d'expérience et suivi des événements" sur le site de *Nature & Progrès* et créer un groupe alimenté par les participants. (3)
- 4- Proposer de répondre davantage aux demandes de formation concrètes sur les thématiques de *Nature & Progrès* et sur les dynamiques de groupes. (0)
- 5- **Créer un mallette pédagogique contenant un projet à long terme à destination du public jeune 12-18 ans (avec suivi par les jeunes).** (17)
- 6- Créer un système de parrainage entre les agriculteurs signataires de la Charte de *Nature & Progrès* et les conventionnels en transition. (2)
- 7- Fournir un outil méthodologique pour identifier les besoins des particuliers / voisins dans une optique d'un projet commun. (6)
- 8- créer une carte interactive des jardins de particuliers dans un esprit d'échange de savoirs. (9)
- 9- **Comment susciter l'intérêt des habitants sur la problématique du "vivre ensemble" ? Méthodologie d'approche d'une population (prise de contact). Création d'une mallette pédagogique permettant de débattre sur le "vivre ensemble".** (15)
- 10- **Démarrage, soutien et suivi d'initiatives locales. *Nature & Progrès* propose des bonnes pratiques, son expertise et son label afin d'être une courroie de transmission entre les porteurs d'initiatives locales et les autorités.**
Trois piliers : Méthodologie, soutien et ressources, communication.
Trois étapes : aide au démarrage, concrétisation, suivi et pérennisation.
Exemples d'initiatives locales : compost communautaire, réalisation de plans de plantation, boîtes à livres et à semences, jardins potagers (partagés), vergers collectifs, fours à pains, achats groupés, glanage, balades gourmandes, etc. (18)

Que faire à présent ?

Deux nouveaux champs de travail s'ouvrent maintenant chez *Nature & Progrès*.

Comme promis, d'une part, le Conseil d'administration de notre association va se pencher sur les propositions retenues et les analyser. Il lui appartiendra ainsi d'examiner dans quelle mesure la créativité citoyenne sera en mesure de dynamiser et d'apporter un supplément de légitimité à son action, mais surtout de déterminer quels moyens il pourra mobiliser afin de les mener à bien. Nous vous tiendrons évidemment informé des décisions qu'il prendra, dans les prochains numéros de votre revue.

D'autre part, le "comité de pilotage" chargé de suivre le projet sera évidemment appelé à évaluer la cohérence de l'action menée afin de mettre en évidence ses atouts et ses lacunes.

Pareille tentative d'amélioration, de transformation du processus délibératif ne peut, en effet, se comprendre que dans la durée. D'autres projets semblables suivront donc celui-ci. Les intentions et les moyens mis en œuvre seront donc inmanquablement appelés, eux aussi, à s'affiner mais une association comme la nôtre ne peut évidemment pas espérer améliorer ses pratiques démocratiques sans la participation active de ses membres. Le comité chargé du suivi de ces actions va donc prochainement se renouveler. Car critiquer la démocratie est une chose mais la faire vivre en est une autre...

Je me souviens d'un fou

Nouvelle

La honte est un sentiment redoutable. Elle vous donne rendez-vous avec vous-même, se glisse parmi vos souvenirs et y répercute des échos de ce que vous êtes devenu. Suivez-la, elle vous mènera ailleurs en disparaissant, comme un vêtement dont vous détricotez les mailles. La honte vous couvrait ? Il n'en reste qu'un fil, qui vous servira de guide.

Par Guillaume Lohest

Au printemps de mes quatorze ans, j'ai commis un vol. J'étais un adolescent plutôt timide, suiveur, passe-partout. Je gagnais l'estime de mes amis par des coups d'éclat occasionnels, des audaces verbales passagères dont je ne me montrais capable que dans certains moments d'euphorie. Je n'étais pas un imbécile, c'est donc sur ce terrain que je menais mes batailles en défiant les adultes dont l'autorité était dépourvue d'intelligence. C'était lâche, j'en conviens à présent, mais il me fallait bien quelque chose pour mériter le respect. C'était tout ce que j'avais à disposition, et à quatorze ans la jeunesse est un purgatoire cruel pour les garçons à la mue tardive et au visage quelconque. J'utilisais des mots compliqués à défaut de pouvoir sortir une voix d'homme. Mais cette fois-là, c'était différent, je n'ai pas à me chercher d'excuses.

Le village était situé dans une cuvette cernée d'innombrables vergers haute-tige et de vastes étendues boisées. C'était une région pauvre, désertée par l'industrie, le taux de chômage battait des records nationaux. L'alcoolisme n'y était pas en reste mais on ne le voyait pas comme tel, car il se fondait dans une consommation d'alcool sociale et joyeuse, intégrée à un folklore vigoureux. Quelques citadins, qui y avaient leurs maisons de campagne, affirmaient pourtant sans sourciller que c'était la plus belle région du pays. Des touristes flamands et hollandais s'y pressaient tous les week-ends de mars à octobre. Mon village était le centre du monde.

Au-delà du cimetière montait un chemin de pierre à peine carrossable qui conduisait à des parcelles de forêt et de vergers abandonnés. Un homme y vivait. On l'appelait « le Bourguignon » parce qu'il était originaire de France et qu'une grande gueule, à son arrivée, avait estimé dans sa géographie approximative que Lyon se situait en Bourgogne. On l'appelait aussi le « moutonneux » parce qu'il avait un petit troupeau de brebis. On l'appelait surtout le fou, parce qu'il vivait seul, reclus, portait une énorme barbe et de vieux lainages troués, et vivait en autarcie dans une caravane et quelques cabanons de bois. Il fabriquait son fromage, pressait son jus de pommes, conservait ses légumes. Les gens racontaient qu'il avait tout quitté d'une vie précédente dont on ne savait rien. Et puisqu'on ne savait rien, justement, on racontait toutes sortes de choses, qu'il avait été maire, qu'il était l'ancien patron d'une grande usine textile, qu'il avait eu une femme célèbre qui s'était tuée en voiture, qu'il avait revendu un domaine viticole au prix fort. Mon père lui avait parlé une ou deux fois et le trouvait plutôt sympathique. Il m'avait donné sa version des faits : selon lui, si le Bourguignon avait tout

quitté, c'était à cause d'un livre. Il m'en avait dit quelques mots auxquels je n'avais pas prêté attention. « *Mais cesse de l'appeler le moutonneux* » avait-il ajouté, « *il s'appelle Jérémie et Lyon n'est pas en Bourgogne.* » Mon père ne supportait pas l'esprit de meute, ni qu'on se moquât des personnes fragiles ou marginales. Ma honte d'avoir volé cet homme n'en est que plus tenace.

J'avais donc quatorze ans ce printemps-là. C'était un après-midi de grand soleil à la mi-mai. Nous étions cinq ou six, en bande, à errer sans but précis dans les vergers en fleurs. Les autres fumaient, je les imitais. De quoi parlions-nous ? De football peut-être, de scooters, de filles, je ne sais plus. Nous sommes arrivés près de la caravane du Bourguignon et il était là, dehors, occupé à préparer des semis, accroupi dans la terre. Son tee-shirt était sale et mal ajusté. Sa barbe grisonnante semblait envahie de nœuds et couverte de poussière. L'un de nous a dû dire quelque chose, nous nous sommes mis à rire. Il a relevé la tête et, nous apercevant, nous a fait signe d'approcher.

— Une limonade maison ?

C'est sans doute moi qui me suis avancé le premier. Nous sommes entrés dans la parcelle. Il m'a invité à le suivre dans une cabane où étaient alignés des centaines de bocaux. « Ceci devrait faire l'affaire » a-t-il dit en me tendant une bouteille en verre qui contenait une boisson d'un brun poisseux. Nous nous sommes assis sur des rondins qui traînaient ici et là, ou à même le sol.

Tout ce que nous avons dit, je l'ai oublié. Ses paroles à lui, je m'en souviens un peu. J'avais à l'esprit ce que m'avait dit mon père et j'étais curieux d'en apprendre davantage. Il a été question ce jour-là de pétrole, de centrales nucléaires, de famines et de guerres. Le Bourguignon faisait passer toutes sortes de semences entre nos mains et répétait que ça valait de l'or. Il s'est aussi emporté contre les voitures, les routes, le plastique, la télévision, les supermarchés. Il voulait nous faire goûter des fleurs. Je ne comprenais pas ce que mon père lui trouvait de sympathique, il me semblait tout de même bien dérangé. Nous n'étions pas à notre aise. Aucun de nous n'osait répondre. Nous avons poliment terminé nos verres de limonade puis nous sommes repartis fumer et flâner ailleurs.

Le soir de ce même jour, mon père avait invité des vieux amis à dîner, un couple de Bruxellois qu'il avait rencontrés durant ses études et n'avait plus revu depuis vingt ans. Leur fille les accompagnait.

Leur fille. J'étais encore insensible aux décharges amoureuses, pas au trouble causé par un face-à-face avec quelqu'un comme elle. Déborah devait avoir un ou deux ans de plus que moi mais son corps, contrairement au mien qui s'accrochait à l'enfance, avait déjà atteint l'autre rive et il m'était impossible de ne pas le remarquer.

Très vite, nous nous sommes retrouvés dans le salon, à deux, isolés des souvenirs de jeunesse de ses parents et de mon père. Ils riaient fort et buvaient bien. Déborah parlait beaucoup, avait un avis sur tout, jugeait abondamment. Ses amies étaient si matérialistes ! Les garçons, tellement prévisibles, idiots, maladroits ! Et les gens, préoccupés par leur petit confort, lassants ! Ses yeux subtils glissaient sur tout ce qui bouge. Elle donnait l'impression que le monde n'était pas à sa hauteur. J'écoutais, intimidé mais pas désarçonné. J'en avais des choses à raconter, moi aussi, des choses imprévisibles, pas idiotes, alors quand Déborah s'est soudain arrêtée en disant « mais et toi, tu en penses quoi des gens autour de toi ? », je ne me

suis pas démonté, je l'ai suivie dans ses jugements sévères et j'en ai même rajouté, si ma mémoire ne me trahit pas :

— Les gens, il n'y en a pas beaucoup qui sortent du lot, la plupart vivent comme tout le monde. C'est pas dingue cette histoire d'avoir une jolie maison, un bon travail, une voiture, des enfants qui réussissent et puis rebelote la génération d'après.

Je n'ai peut-être pas dit exactement cela. Mais c'est plausible, si les grandes idées qui allaient me pousser dans le dos quelques années plus tard étaient déjà là, prêtes à germer dans un petit recoin encore insoupçonné de moi-même.

— Petit anticonformiste, tu m'intrigues, a-t-elle dit.

Ensuite, je ne me souviens plus précisément, Déborah m'a peut-être demandé un autre verre de vin, j'ai sans doute hésité à outrepasser la limite fixée par mon père. Un projet s'est dessiné dans mon esprit qui faisait d'une pierre deux coups.

— J'ai mieux que ça. Je vais te montrer quelque chose. Tes parents seraient d'accord qu'on aille faire un tour ?

Quelques minutes plus tard nous étions dehors, sur le chemin de terre au-delà du cimetière. Nous marchions côte à côte, Déborah me pressait de questions, mais on va où, tu ne me dis rien, c'est pas trop loin au moins ? Je souriais probablement, heureux de cette éclaircie de hardiesse qui m'avait pris par surprise, comme chaque fois.

En approchant des vergers du Bourguignon, j'ai posé un doigt en travers de ma bouche.

— Restons ici un instant, ai-je murmuré, asseyons-nous derrière ce tas de rondins.

— Mais enfin explique-moi, on est chez qui là ? a demandé Déborah.

— Un type habite dans cette caravane, les gens disent qu'il est un peu cinglé mais j'ai parlé avec lui cet après-midi. Regarde.

Je lui ai montré, dans l'obscurité, le potager, les cabanons, les brebis endormies.

— Il est comme coupé de la société.

J'avais dû penser que ça lui plairait, quelqu'un d'imprévisible. Elle se taisait. J'ai poursuivi :

— Il mange même des fleurs et n'achète presque rien. Dans ce cabanon, là, tu vois, il garde des centaines de bocaux. Il fait son fromage aussi.

Déborah a fini par lâcher :

— Mais c'est génial.

Nous sommes restés plusieurs minutes en silence. On entendait le bruitage éternel d'une lisière de forêt la nuit, un hullement de chouette, des aboiements montant des habitations, les branchages agités par un vent calme. Je dirais aujourd'hui que le petit gars de la campagne en mettait plein la vue de la jolie citadine. Mais alors ce ne devait être qu'un sentiment confus et exaltant.

— Il n'a pas toujours vécu comme ça, mon père dit que c'est un livre qui l'a changé.

Avant que Déborah ait pu répondre, j'étais debout.

— Attends-moi ici.

Avec précaution, je me suis approché de la cabane où j'étais entré l'après-midi même. Je guettais le moindre bruit en provenance de la caravane qui n'était qu'à une dizaine de mètres. La porte de l'abri à conserves était maintenue fermée par un simple crochet. Après l'avoir délicatement soulevé, je me suis introduit dans le cabanon. La pénombre n'y était pas complète, une petite fenêtre rudimentaire laissait entrer la faible clarté de la lune. Assez pour

que je repère le flacon que j'avais aperçu quelques heures plus tôt sur une étagère à hauteur d'épaule.

Déborah n'avait pas attendu. Je l'ai retrouvée juste derrière la porte du cabanon et l'effet de surprise a précipité mon geste, le bois a grincé puis heurté un bocal à l'intérieur. Nous avons entendu bouger dans la caravane, mais Déborah avait saisi ma main et nous étions bien plus haut, déjà à l'abri des buissons du chemin quand, peut-être, nous ne le saurons jamais, le Bourguignon a jeté un œil au-dehors pour constater que les alentours étaient calmes. La même chouette continuait de hululer de temps en temps. Les brebis dormaient.

J'avais quatorze ans. C'était une liqueur de mirabelle dont j'ai avalé quelques gorgées. Déborah en a bu bien davantage, elle qui riait en prenant des airs de procureur : tu as volé, tu es coupable, je te condamne. Nous ne sommes restés que quelques minutes sur un petit carré d'herbe que les ronces n'avaient pas encore envahi. Son genou, parfois, heurtait le mien. Puis elle s'est levée, a dissimulé le flacon dans sa veste en jean et nous sommes rentrés chez mon père.

En repartant, ses parents avaient promis de revenir en été. Ils n'en ont pas eu l'occasion. Mon père a reçu une promotion quelques semaines plus tard, nous avons déménagé dans un autre pays, un autre village, un autre centre du monde. Déborah est devenu un souvenir que je ne suis pas certain d'avoir gardé intact. Peut-être son visage était-il moins équilibré, son air moins hautain, sa voix plus rauque et son sourire plus fade. Avec les grands souvenirs, on n'est jamais sûr de ce qui se joue.

Par contre, le verger du Bourguignon est toujours bien en place. Je l'ai acquis pour une somme très avantageuse que jamais je n'aurais imaginé pouvoir posséder en intégralité sur mon compte en banque, du temps où je faisais le procès de la vie normale de monsieur tout-le-monde. J'ai signé l'acte de propriété chez un notaire de la région ce matin même, un petit homme efficace et poli qui flottait dans son costume à carreaux.

En arrivant sur les lieux, mon premier réflexe a été de pousser la porte du petit cabanon où le moutonneux entreposait ses bocaux. Ils sont toujours là. Certains ont pourri. J'en ai ouvert un qui a empesté l'air d'un parfum nauséabond de céleri vinaigré. D'autres, contenant des liqueurs, semblent récupérables.

C'est sur une étagère du fond que je l'ai trouvé. Sa couverture blanc cassé, où l'on distingue une planète enchaînée, a jauni avec le temps. Des pages en étaient décousues. À la vue des innombrables annotations dans les marges, des soulignements, de l'usure du papier, j'ai deviné qu'il devait s'agir du livre dont avait parlé mon père, celui qui avait changé la vie du Bourguignon. Certains mots étaient traduits dans l'interligne car il s'agissait d'une édition originale en anglais. Ce livre de 1972, tout le monde aujourd'hui en parle comme d'une évidence : *The limits to growth* (*). Qui le lit encore ? Personne. Est-il nécessaire de lire une prophétie quand sa réalisation est presque achevée ? Je ne sais pas si les lieux ont connu un propriétaire intermédiaire entre le Bourguignon et moi, après sa mort, avant que j'achète. C'est possible. Un investisseur lointain qui n'en aurait finalement rien fait, ou un parent éloigné. Tout semble avoir été abandonné en l'état, le livre comme le reste. Je ne sais pas ce que je vais en faire, maintenant que c'est mon tour de changer de vie.

(*) Ce titre a été initialement traduit en français par « *Halte à la croissance !* ». On l'appelle aussi communément le « rapport Meadows », du nom de l'un de ses auteurs, ou le rapport du Club de Rome. On a - discrètement - fêté, cette année, son cinquantième anniversaire...

N.B. : Cette histoire est une pure fiction.

Procès néonicotinoïdes - Principe et dérogations d'urgence

Cela fait vingt ans que *Nature & Progrès* agit pour protéger les abeilles des dégâts occasionnés par l'utilisation des insecticides néonicotinoïdes, malgré l'entêtement du secteur betteravier et des autorités. Au terme de nombreuses actions, ces insecticides tueurs d'abeilles ont finalement été interdits par l'Europe. Mais la Belgique a honteusement dérogé à cette interdiction pendant trois années consécutives...

Par Isabelle Klopstein

Convaincus de l'importance de l'enjeu, avec le *Pesticide Action Network Europe* (PAN Europe) - réseau européen de promotion des alternatives durables aux pesticides - et un apiculteur liégeois, nous avons intenté trois actions en justice pour nous opposer à ces dérogations. Sur le fond, les affaires sont toujours en cours. Lors des plaidoiries, notre avocat a relevé des incohérences dans l'interprétation des dispositions encadrant les dérogations. C'est sur cette base que l'affaire a été portée devant la *Cour de justice de l'Union européenne* (CJEU). Et si nous pouvons actuellement mener cette bataille judiciaire, c'est grâce aux soutiens de nos membres et donateurs.

Recours devant le Conseil d'Etat et audience à Luxembourg

Nos requêtes devant le Conseil d'Etat visent à obtenir l'annulation d'une dizaine d'autorisations d'urgence octroyées par la Belgique, en 2018, 2019 et 2020, permettant l'utilisation d'insecticides à base de substances actives néonicotinoïdes – thiaméthoxame, clothianidine et imidaclopride - pour le traitement et l'enrobage des semences, notamment de betteraves sucrières en agriculture conventionnelle. Pour *Nature & Progrès*, l'Etat belge use et abuse de la possibilité de dérogation ouverte par l'article 53 du règlement européen n°1107/2009 encadrant la mise sur le marché des pesticides - ci-après "Règlement Pesticides" ou "Règlement" - au point d'autoriser des insecticides expressément interdits en plein champ depuis 2018. Destinés à éradiquer les insectes dommageables pour les cultures, en l'occurrence les pucerons vecteurs de la jaunisse de la betterave sucrière, ces insecticides neurotoxiques ne font hélas pas la distinction entre les pucerons ciblés et les autres insectes - abeilles et autres butineurs - pour lesquels ils posent un risque avéré en mettant en péril leur survie. D'où leur interdiction européenne... Diverses études ont également prouvé la contamination de l'air, de l'eau, de la terre et des cultures non traitées, ainsi que la vulnérabilité de plusieurs espèces animales à cette catégorie de pesticides, dont la rémanence peut aller de quelques jours... à plusieurs années.

Devant la nécessité de clarifier certaines dispositions clés du Règlement Pesticides, le Conseil d'Etat s'est tourné, à notre demande, vers la *Cour de Justice de l'Union européenne* (CJUE). Lors de l'audience de plaidoirie du 17 mars dernier, à Luxembourg, les juges européens se sont notamment penchés sur les arguments des deux camps - Belgique, Commission européenne, autres Etats membres et secteur betteravier vs *Nature & Progrès* et *PAN Europe* - concernant la possibilité d'autoriser des pesticides contenant des substances actives pour le traitement des semences, dont la mise en vente ou l'usage sont interdits sur le territoire de l'Union européenne et sur les conditions de dérogation liées aux notions de "circonstances particulières", "danger" et "autres moyens raisonnables" telles que prescrites par l'article 53.

Autorisations de pesticides en Europe : principe et dérogations

Le Règlement Pesticides régit l'octroi des autorisations des produits pesticides - insecticides, herbicides, fongicides - et de leurs composants dans l'Union européenne. Il vise à garantir un niveau élevé de protection environnementale et s'impose aux Etats membres, au même titre qu'une législation d'origine nationale. Le principe veut que le fabricant démontre que "les substances ou produits fabriqués ou mis sur le marché n'ont aucun effet nocif sur la santé humaine ou animale ni aucun effet inacceptable sur l'environnement". Pour écarter tout effet inacceptable sur l'environnement, la législation européenne prévoit donc que chaque pesticide soit testé avant de pouvoir éventuellement être autorisé, puis utilisé en agriculture. A la suite de leur évaluation, la législation européenne prévoit que ces substances peuvent être interdites purement et simplement, s'il n'existe aucune utilisation sûre de ces substances, ou bien autorisées mais sous certaines conditions - zone tampon, rotation des cultures, etc. - afin de gérer les risques environnementaux. C'est ainsi qu'avant d'être interdites à toutes les cultures en plein champ, le thiaméthoxame, la clothianidine et l'imidaclopride ont fait l'objet de mesures très restrictives. En 2003, l'imidaclopride fut le premier insecticide néonicotinoïde identifié comme toxique pour les abeilles...

Dès 2013, l'utilisation et la vente de semences traitées avec ces produits ont été interdites au niveau européen pour les cultures les plus attractives pour les abeilles. Les restrictions européennes liées à la commercialisation ou à l'utilisation d'une substance active contraignent les Etats membres à modifier ou à retirer les autorisations existantes pour les produits contenant ces substances actives. Mais bon, ça, c'est le principe...

Car, en effet, certains mécanismes juridiques du Règlement Pesticides permettent aux Etats membres de déroger à ces conditions d'évaluation et d'autorisation strictes. Ils peuvent, par exemple, fournir des dérogations pour accélérer la disponibilité de nouveaux pesticides, notamment ceux considérés comme moins toxiques, ou encore permettre la délivrance de dérogations pour d'autres substances et produits pesticides qu'ils jugent nécessaires à la "protection" des cultures.

Une interprétation incohérente et laxiste des conditions de dérogations

Nous avons donc estimé qu'il était nécessaire d'agir contre une interprétation abusive des conditions de dérogations d'urgence afin de protéger la biodiversité et les abeilles ! Le recours

de plus en plus fréquent aux dérogations, grâce notamment à une interprétation très souple de l'article 53 du Règlement par les autorités nationales compétentes, se fait au détriment de la biodiversité, des pollinisateurs et des services écosystémiques qu'ils fournissent - gratuitement ! - à la production agricole bio ET conventionnelle, et donc *in fine* à notre sécurité alimentaire. Et c'est justement sur la légalité de ces dérogations, dites d'urgence phytosanitaire, que les juges européens devraient se prononcer à l'automne 2022. Et, comme nous l'espérons, en donner une interprétation stricte, cohérente et uniforme, laquelle s'imposera alors à la Belgique ainsi qu'aux autres Etats membres.

Les dérogations pour urgence phytosanitaire permettraient-elles aux Etats membres de contourner les normes environnementales, en autorisant des pesticides dont la substance active a été expressément interdites ou restreinte ? Concernant les substances interdites pour des raisons sanitaires ou environnementales, la réponse de notre avocat, Me Bailleux, est sans équivoque : il serait contraire à la philosophie du Règlement de permettre aux Etats membres de prolonger unilatéralement l'utilisation de substances, parfois pour de nombreuses années, sans considération des risques qu'ils font peser sur la santé humaine ou la biodiversité. A quoi bon décider d'interdire la vente et l'utilisation de certaines substances particulièrement à risque si les Etats membres peuvent aussi facilement les réautoriser sous forme de dérogation ?

Selon la position défendue par *Nature & Progrès* et PAN Europe, les dérogations d'urgence n'ont donc vocation à s'appliquer qu'aux produits pesticides dont la substance active n'a jamais été approuvée par l'Union européenne, soit parce que personne n'en a fait la demande soit parce que la procédure d'évaluation des risques est toujours en cours. Notons au passage que l'immense majorité - 90 % - des dérogations fondées sur l'article 53 concerne des substances actives approuvées au niveau européen, par exemple lorsque les Etats souhaitent déroger aux conditions ou restrictions de l'approbation initiale. Et dans la majorité des cas, les produits eux-mêmes sont déjà autorisés au niveau national, mais pour d'autres utilisations.

Conditions des dérogations pour "protéger" les cultures : le grand flou !

En pratique, ce type de dérogations est loin d'être limité aux cas réellement urgents comme le prévoit expressément l'article 53 dans son intitulé et les notions, trop vagues, de "circonstances particulières" et de "danger". Ce sont ces deux hypothèses factuelles qu'il faut examiner en priorité. De plus, s'il est parfois effectivement justifié de pouvoir agir en urgence - en contournant exceptionnellement et temporairement la procédure d'autorisation ordinaire -, ce type d'autorisation doit être uniquement valable pour un usage limité et contrôlé, et si la production végétale menacée ne peut être protégée du danger par d'"autres moyens raisonnables", c'est-à-dire d'autres méthodes ou produits alternatifs.

Le fait que les dérogations concernant les néonicotinoïdes soient fournies anticipativement en hiver - pour permettre le traitement des semences -, de manière systématique et en l'absence de preuve d'une réelle nécessité - attaque importante de pucerons, par exemple -, interroge. Le danger justifiant le recours à l'article 53 doit-il correspondre à une menace cyclique et répétitive ? Ou à un évènement irrégulier mais répétitif ? Doit-il forcément être imprévisible ?

La seule présence de ravageurs ne constitue qu'un danger hypothétique pour les cultures. Pour être réel, le danger doit être d'une certaine gravité puisqu'il doit "compromettre" la production végétale ou les écosystèmes. Et pas simplement l'affecter ou la gêner. C'est donc bien l'ampleur des dommages que les ravageurs sont susceptibles de causer sur les cultures qui devrait permettre d'évaluer un réel danger.

A ce titre, la Belgique pourrait s'inspirer de bonnes pratiques déjà mises en place chez certains de ses voisins. En Angleterre, par exemple, où la nécessité de recourir à des insecticides pour protéger les plants de betteraves sucrières est régulièrement réévaluée en fonction des dernières prévisions basées sur les observations météorologiques. Ainsi, une dérogation d'utilisation peut être préventivement accordée en automne et subordonnée à la probabilité qu'un certain pourcentage des parcelles de betteraves soit contaminé par le virus de la jaunisse. A l'approche de la saison, si les pronostics se situent en dessous de ce seuil, le produit n'est tout simplement pas autorisé.

Ainsi, les "circonstances particulières" exigées par l'article 53 devraient-elles couvrir les dangers prouvés scientifiquement, de manière indépendante - et donc pas uniquement sur les hypothèses alarmistes relayées par l'industrie - et avec un degré suffisant de certitude.

Les alternatives aux néonicotinoïdes existent !

C'est là que la notion de "moyens raisonnables" prescrite par l'article 53 prend tout son sens. Pour *Nature & Progrès*, l'existence de méthodes non chimiques de prévention ou de lutte est l'une des preuves flagrantes du caractère indûment favorable du régime dérogatoire tel qu'interprété par la Commission européenne et les Etats membres. D'autres méthodes existent et sont disponibles pour éviter une perte de rendement majeure de nature à compromettre la viabilité de la filière sucrière ! Les alternatives aux semences de betteraves sucrières traitées aux néonicotinoïdes sont diverses et leur efficacité sur les cultures repose sur la combinaison de plusieurs méthodes préventives. En 2018, 2019 et 2020, nos voisins français, anglais, néerlandais et allemands ont réussi à cultiver leurs betteraves sans déroger à l'interdiction européenne sur le thiaméthoxame, la clothianidine et l'imidaclopride. Le sucre bio de Tirmont est d'ailleurs produit en Allemagne. La naissance d'une filière bio locale et belge en 2021 avec la coopérative Organic Sowers (ORSO) est également un indice qu'il est bel et bien possible de cultiver la betterave sucrière et de produire du sucre sans devoir traiter anticipativement les semences aux néonicotinoïdes.

La répétition des dérogations nationales à l'interdiction de néonicotinoïdes, et donc répondant a priori à un danger prévisible, devraient être conditionnées au développement d'alternatives aux pesticides chimiques de synthèse, au niveau des Etats membres. La justification d'un renouvellement ou d'une prolongation d'utilisation devrait être plus exigeante, et surtout conditionné à la mise en place de projets de recherches sur les alternatives. C'est du moins l'approche qu'a semblé défendre la Commission européenne devant les juges européens le 17 mars à Luxembourg. D'autant plus que la multiplication des recours aux dérogations sur base de l'article 53 s'inscrit dans un contexte de réduction du nombre de produits pesticides efficaces disponibles et de l'apparition accélérée de résistances

aux produits existants. Pourtant, l'Etat belge se borne à nier l'existence d'alternatives efficaces pour le traitement des semences de betteraves sucrières aux néonicotinoïdes pour justifier l'octroi de dérogations en urgence à répétition. Selon le ministre belge de l'agriculture, il n'existe tout simplement aucun autre "moyen raisonnable" que le traitement des semences aux néonicotinoïdes pour lutter contre la jaunisse de la betterave. Mais les a-t-on vraiment bien cherchés ?

L'article 53 : un chèque en blanc donné aux Etats membres ?

Le recours des Etats membres à l'article 53 s'exerce actuellement sans réel contrôle des instances européennes. La CJUE pourrait donc également questionner l'effectivité de ce contrôle. La Commission européenne est restée bien passive face à la multiplication de ces dérogations d'urgence en Belgique et dans d'autres Etats membres. Le Règlement Pesticides l'autorise pourtant à interdire la prolongation ou le renouvellement d'une dérogation d'urgence ou ses conditions de prolongation ou de répétition ou encore à obliger un Etat membre de la retirer ou de la modifier.

Dans la pratique, si elle a quelques trop rares fois - et suite à un intense lobbying de la société civile -, interdit le renouvellement de certaines dérogations, la Commission européenne n'a jamais ordonné à aucun Etat, de retirer ou de modifier une dérogation d'urgence. Cette passivité de la part du principal gestionnaire de risque en charge des décisions d'approbation des substances actives est intrinsèquement liée à la procédure d'approbation impliquant les Etats membres. Celle-ci est finalement réduite à un simple compromis politique entre la Commission européenne et les Etats membres, permettant à la Commission de remplir son rôle en interdisant les substances les plus dangereuses, tout en fermant les yeux sur les dérogations nationales permettant la vente et l'utilisation de ces produits aux substances nocives qu'elle a elle-même interdites.

En conséquence, la procédure de dérogation d'urgence phytosanitaire, telle qu'interprétée par la Belgique et la Commission européenne, s'apparente *de facto* à une espèce de chèque en blanc donné aux Etats membres. Pour *Nature & Progrès*, les conditions d'application se doivent d'être plus strictes pour assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de la santé humaine, comme le prévoit d'ailleurs le Règlement Pesticides.

Une graine enrobée de néonicotinoïdes : semence ou pesticide ?

Une semence enrobée de pesticides peut-elle être considérée comme un produit pesticide ? C'est en quelque sorte l'une des questions débattues devant la *Cour de Justice de l'Union européenne*. L'enjeu ici étant notamment de déterminer si la procédure d'autorisation d'urgence des produits pesticides s'étend ou non à la vente et à l'utilisation des semences enrobées avec ces mêmes pesticides. L'article 53 du Règlement Pesticides fait référence à la commercialisation de produits pesticides, et non aux semences traitées aux pesticides, sauf à considérer qu'une fois traitée, une semence deviendrait un produit pesticide. Cette disposition, qui encadre les dérogations d'urgence, n'a a priori pas été rédigée pour réglementer l'utilisation de semences traitées en agriculture. Bien que la législation

européenne prévoit la libre circulation des semences traitées avec un pesticide autorisé, au même titre que les semences non traitées, la commercialisation des semences, d'une part, et l'autorisation de produits pesticides, d'autre part, relèvent de deux régimes juridiques distincts au niveau européen.

Si la procédure d'approbation ordinaire des pesticides peut aboutir à autoriser un produit destiné au traitement des semences, c'est bien ce produit qui est mis sur le marché et vendu à des entreprises qui vont, ensuite, traiter les semences pour, enfin, les commercialiser et les rendre accessibles aux agriculteurs. La procédure d'urgence - dérogeant à cette procédure ordinaire - ne devrait pas permettre, quant à elle, la vente et l'utilisation de semences traitées. La Belgique a d'ailleurs délivré des dérogations distinctes pour le traitement et l'enrobage des semences d'un côté, et le semis de ces semences traitées de l'autre.

Il est par ailleurs opportun de se demander si les dérogations d'urgence concernant les semences traitées, dont l'enrobage aux pesticides doit être anticipé plusieurs mois en amont, permet "un usage limité et contrôlé" de produits pesticides. Car contrairement à la pulvérisation - qui peut toujours être appliquée en dernier recours après observation directe des cultures et des premiers signes de maladie -, les semences traitées aux néonicotinoïdes ne peuvent être utilisées qu'en préventif. Les semenciers décident, plusieurs mois à l'avance, d'enrober les semences alors qu'il n'y a aucune information quant à la probabilité d'une invasion de pucerons : la fin de l'hiver peut être gélif, la présence d'insectes auxiliaires s'avérer suffisante, ou tout simplement les populations de pucerons être inexistantes. De même, l'utilisation de semences traitées empêche d'adapter le seuil de traitement à la présence d'auxiliaires prédateurs de pucerons : coccinelles, larves de syrphes, chrysopes, etc.

De nouveaux néonicotinoïdes...

Nature & Progrès continue et continuera de s'opposer ardemment à l'utilisation des nouveaux insecticides néonicotinoïdes. Le sulfoxaflor, homologué en 2015, présente, comme ses prédécesseurs, un grave danger pour les abeilles mellifères. Or il vient d'être autorisé, en urgence, par la Belgique pour une pulvérisation sur les cultures de betteraves sucrières au printemps et à l'été 2022. Le 28 mars, nous avons envoyé un courrier au ministre de l'Agriculture pour que la Belgique se positionne en faveur de l'interdiction du sulfoxaflor au niveau européen. Depuis, la Commission européenne a annoncé, en avril, qu'elle adopterait avant l'été une législation limitant l'utilisation de cette substance aux serres permanentes, comme ce fut le cas à l'époque pour le thiaméthoxame, la clothianidine et l'imidaclopride.

Les alternatives aux néonicotinoïdes en betterave sucrière

En Belgique, l'enrobage des semences de betteraves sucrières par des néonicotinoïdes est chose courante, en agriculture conventionnelle. Elle permet - à coup de dérogations que nous pensions abusives - l'utilisation de ces poisons prohibés par l'Europe ! Quatre couches sont généralement enrobées autour de la semence, dont une couche de néonicotinoïdes - imidaclopride, clothianidine, thiamethoxam - et une couche d'un mélange de fongicide et d'autres insecticides, le tout enjolivé d'une magnifique pellicule de pigments colorés... Comment de telles pratiques sont-elles encore autorisées, alors même que - nous allons le montrer - des alternatives efficaces existent ?

Par Camille le Polain

Ce cocktail explosif se diffuse dans les parties aériennes et racinaires de la plante : on parle ainsi de protection systémique. La présence du néonicotinoïde dans le pollen et le nectar de la betterave et des plantes voisines intoxique alors les pollinisateurs, ne laissant aucune chance aux pauvres insectes butineurs attirés naturellement par les trop rares ressources alimentaires de leur environnement. Sans parler de la contamination des sols, des cours d'eau et des prochaines cultures, lorsque la substance mortelle se disperse...

Et le massacre ne s'arrête pas là : trois insecticides à appliquer en traitement aérien sont également homologués et utilisés en combinaison avec un herbicide ! Vous le sentez également, ce léger goût amer ? Pour faire passer ce désagréable ressenti, il me paraît capital de mettre en lumière les alternatives à ces substances. Et de vous présenter également une coopérative belge porteuse d'espoir qui produit, transforme et commercialise ses betteraves sucrières bio : *Organic Sowers*.

La jaunisse de la betterave : un complexe de quatre virus

Avant toute chose, il est important de clarifier ce qu'est la jaunisse, principale menace et principale raison de l'utilisation des néonicotinoïdes et insecticides en culture de betterave sucrière, et comment celle-ci se transmet. La jaunisse est, en réalité, un complexe de quatre virus qui sont transmis par des pucerons vecteurs - pucerons piqueurs-suceurs -, au moment où ils se nourrissent sur les feuilles de betterave. A partir du moment où la plante a été "contaminée" par le virus, il faudra entre deux et quatre semaines pour voir apparaître les premiers symptômes au champ. Parmi les quatre virus responsables de la jaunisse, deux sont nommés "virus de la jaunisse modérée", à côté du virus de la jaunisse grave et du virus de la mosaïque. Une même plante peut potentiellement être coïnfectée par plusieurs virus.

Les pucerons sont donc les vecteurs de la jaunisse. Les principaux sont le puceron vert du pêcher (*Myzus persicae*) et le puceron noir de la fève (*Aphis fabae*). Le premier est une espèce dont les œufs d'hiver sont pondus sur les bourgeons de pêchers ou de cerisiers. En hiver, les adultes et les larves peuvent survivre sur une diversité d'espèces végétales-hôtes, aussi appelées leurs hôtes secondaires. Le puceron vert du pêcher est le vecteur le plus efficace des virus de la jaunisse, avec des niveaux de transmission importants. De plus, étant beaucoup plus mobiles que les pucerons ailés noirs, il serait le principal responsable de la dissémination virale au champ.

Le puceron noir, quant à lui, pond ses œufs sur les bourgeons d'arbustes buissonneux, comme le Fusain d'Europe et la Viorne obier. En termes de nuisibilité directe, alors que le puceron vert n'occasionne que très rarement des dégâts directs, les colonies de pucerons noirs s'alimentent des feuilles de betterave, entraînant une perte de vigueur des plantes. Il existe d'autres espèces de pucerons vecteurs mais elles sont minoritaires et leur potentiel de transmission est négligeable par rapport à celles de *Myzus persicae* et *Aphis Fabae*.

Symptômes et impact sur la culture

A l'échelle de la parcelle, les manifestations de jaunisse apparaissent dès fin juin, avec des foyers jaune orangé qui se dessinent de manière irrégulière au sein des parcelles. A l'échelle de la plante, les symptômes diffèrent en fonction des virus contaminants, allant d'une coloration jaune diffuse de la feuille à un blanchiment et des taches marbrées vert clair pour un autre virus.

Les plantes contaminées par un de ces virus ne sont alors plus capables de réaliser la photosynthèse et, de ce fait, meurent progressivement. La vulnérabilité de la betterave sucrière est la plus forte entre le stade deux feuilles et le stade douze feuilles, avec une réduction progressive de la sensibilité à l'infection virale avec le temps. L'apparition des premiers pucerons dans les parcelles marque le début de la période à risque, soit entre fin avril et fin juin.

[Les moyens de lutte alternatifs](#)

Les alternatives sont diverses et le succès de la culture repose sur la combinaison de plusieurs méthodes préventives. Associé à des mesures bien connues en bio, telles que des rotations longues - sept ans entre deux cultures similaires - et une fertilisation raisonnée, le choix de variétés résistantes ou tolérantes à la jaunisse, développées par sélection variétale classique basée sur la reproduction naturelle - et donc adaptée au terroir -, semble être la solution la plus intéressante dans l'immédiat. Un autre levier de maîtrise efficace est la lutte biologique, stimulée par la création de structures végétales à proximité immédiate des cultures. Bandes fleuries, jachères florales, haies, bosquets, mares, prairies extensives sont autant de milieux qui accueillent les insectes auxiliaires prédateurs de pucerons, tels que les larves de coccinelle, syrphes, cantharides, certaines guêpes parasitoïdes, etc.

Par ailleurs, l'installation de cultures de bordures - méthode qui consiste à entourer la culture d'une large bordure d'une plante ou d'un mélange de plantes non sensibles à la jaunisse - peut servir de barrière à l'entrée des pucerons vecteurs. Les espèces, telles que la vesce et l'avoine, semblent particulièrement efficaces à cette fin. Ces plantes non-hôtes servent aussi de pièges à virus ; grâce à eux, les pucerons perdent progressivement leur charge virale après de multiples piqûres sur ces plantes.

Le principe des cultures associées semble également être particulièrement efficace en culture de betterave sucrière : des recherches ont montré que, là où la betterave est associée à la féverole, une réduction significative des populations de pucerons - jusqu'à 30% - sur les plants de betteraves a été relevée, grâce à une présence accrue d'insectes auxiliaires et avec un impact faible sur le rendement de la betterave sucrière.

Un autre moyen de lutte est l'utilisation d'extraits fermentés d'autres plantes - ou purins - qui éloignent les insectes ravageurs. Des huiles essentielles et des décoctions d'ail peuvent aussi être utilisés.

Enfin, des méthodes de biocontrôle sont en cours de développement par l'ITB (Institut Technique de la Betterave), en France, avec l'utilisation des plantes de service. Ainsi des plantes endophytes - en d'autres termes qui abritent sous forme de symbiose des micro-organismes - pourraient-elles être plantées durant l'interculture précédant le semis de la culture de betterave. Ces plantes endophytes, en l'occurrence des graminées, auront été préalablement inoculées avec des souches de champignons qui libèrent des toxines à effet insecticide ou insectifuge. Une fois la culture de graminées détruite, les composés sont libérés dans le sol et absorbés par le système racinaire des betteraves, leur confèrent une protection contre les pucerons et autres insectes ravageurs.

Coopérative Orso : pionnière d'une filière sucrière de betterave bio en Belgique

Orso est une coopérative de quatorze producteurs qui se sont lancés, en 2021, dans la production, la transformation et la commercialisation de betteraves sucrières bio. Ils ont débuté avec un hectare-test, en 2019, pour atteindre trois hectares, en 2022. C'est aussi la deuxième année de production pour le groupement *Organic Sowers* qui commercialise le sirop de betteraves bio *Orso*.

Leur ambition est claire : atteindre cent cinquante à deux cents hectares et lancer leur propre sucrerie ! Actuellement, leur sirop de betteraves est vendu aux particuliers via une centaine des petits magasins et des grandes surfaces - sous forme d'un récipient de 500 ml - ou aux ateliers - brasseries, biscuiteries, granolas... sous forme de seaux de dix litres ou de cubis de mille litres. Et cela, aux quatre coins de la Belgique. Les nouveaux revendeurs ont accueilli, à bras ouvert, ce produit délicieux qui sublime vos desserts, yaourts, granolas, crêpes... *Orso* a relevé le pari de proposer un sucre 100% naturel, avec pour unique ingrédient la betterave sucrière. A bas les conservateurs, colorants et allergènes ! Et pour couronner le tout, il est rempli de vitamines, d'oligoéléments et de minéraux.

- Pourquoi se lancer dans la production de betteraves sucrières bio ?

Avec le lancement d'Orso, plusieurs objectifs sont déjà atteints : créer un sucre "non industriel", meilleur pour l'environnement et pour la santé, encourager les transformateurs et les consommateurs à utiliser un sucre bio local, avec l'espoir de créer, un jour, une sucrerie artisanale.

"Nous souhaitons introduire une nouvelle culture bio dans nos rotations, ajoute Gilles de Moffarts. La betterave est une culture historique de nos régions que nous maîtrisons techniquement. Nous voulions aussi maîtriser la commercialisation et ne plus être de simples fournisseurs de matière première."

"A ce stade, le principal défi d'Orso, rappelle Cédric Dumont de Chassart, est de faire connaître ce nouveau produit aux consommateurs, comme alternative bio et locale au sucre de cannes ou autres sirops de type agave ou érable."

- Comment s'y prendre concrètement pour cultiver de la betterave sucrière en bio ?

En culture biologique, la difficulté principale est liée à la gestion des adventices qui font concurrence à la production agricole et attirent des ravageurs, dont les pucerons qui peuvent transmettre le virus de la jaunisse. Les accidents climatiques représentent également une menace non négligeable. Pour préparer la culture à affronter ces menaces, les principales méthodes préventives utilisées par les producteurs d'*Organic Sowers* sont la technique du faux semis, l'allongement des rotations - de cinq à sept ans - et l'intégration de cultures de printemps et d'automne au sein de celles-ci. Autres astuces efficaces des producteurs, à mettre en place en amont : semer dans une terre bien réchauffée pour une levée rapide et retarder le semis pour essayer d'éviter les vols précoces de pucerons. Le choix d'une variété plus résistante aux maladies est fortement préconisé - même s'il n'y a pas encore de véritables variétés résistantes, comme on peut les trouver en pommes de terre avec les variétés robustes, par exemple. C'est donc un ensemble de méthodes préventives qui doivent être combinées afin d'éviter, autant que possible, les problèmes.

Concernant le virus de la jaunisse, le risque est diminué grâce aux méthodes décrites ci-haut. Heureusement, les producteurs d'*Organic Sowers* n'ont pas eu à déplorer d'attaque grave de jaunisse, lors des premières années de culture. Mais la vigilance reste de mise, connaissant les potentiels impacts d'une attaque sur la culture : les rendements peuvent diminuer de moitié, en cas d'attaque sévère ! Pour anticiper les attaques de pucerons, un système d'avertissement-pucerons est coordonné par l'IRBAB (Institut Royal Belge pour l'Amélioration de la Betterave) mais les producteurs sont unanimes pour dire que l'observation régulière au champ est le meilleur système d'avertissement.

"Comme pour toute culture bio, précise Gilles de Moffarts, l'absence de traitement chimique entraîne une grande variabilité dans les rendements." Ce message important nous rappelle l'importance de soutenir de telles initiatives !

Conclusion

Les politiciens, sont la coupe des lobbies sucriers conventionnels, ne sont pas seuls en cause. Nous savons depuis bien longtemps, chez *Nature & Progrès*, que les consommateurs ont également une part énorme de responsabilité, à travers leurs achats, afin de voir se développer des cultures de betteraves locales et respectueuses de l'environnement.

Tous, nous devons encourager les producteurs qui relèvent le défi de ne pas utiliser de néonicotinoïdes, ou d'autres pesticides chimiques de synthèse, dans leurs cultures. Une raison largement suffisante pour faire toujours le choix de produits locaux et bio. La modernisation de nos pratiques agricoles - tant d'un point de vue économique qu'écologique - est à ce prix !

Sources :

- ITB (Institut technique de la betterave) (septembre 2020), *Gestion intégrée des ravageurs - Les jaunisses virales et leurs pucerons vecteurs*, consultable en ligne : https://www.itbfr.org/fileadmin/user_upload/PDF/Fiches_Bioagresseurs/Gestion_integree_-_jaunisse_2020_web_01.pdf
- Léa Dumont, *Des champignons endophytes pour contrôler les pucerons*, consultable en ligne : <https://www.itbfr.org/tous-les-articles/article/news/pnri-des-champignons-endophytes-pour-controler-les-pucerons/>
- Plus d'infos sur la coopérative *Organic Sowers* et son sirop de betterave bio et local : <https://organicsowers.bio/>

Pratiquer l'auto-cueillette pour mettre des légumes de qualité à la portée de tous

L'auto-cueillette est une solution concrète et réaliste pour nourrir qualitativement ceux qui manquent d'argent, une question essentielle dans la quête de l'équité alimentaire que poursuit *Nature & Progrès*. Elle démontre *a contrario* du modèle dominant qu'il est possible de faire une agriculture de grande qualité sans exploiter ni l'agriculteur, ni le mangeur. Dans la banlieue liégeoise, sur les hauteurs de Jupille, François Sonnet nous accueille sur le *Champ des possibles*...

Par Dominique Parizel

François est un maraîcher qui vous parle d'abord musique et de BD ! Car le *Champ des possibles*, sous-titré *Comment je suis devenu paysan*, est d'abord un bouquin qui parle d'un virage radical qu'on peut négocier sans valser dans le décor. "Cette BD, dit François Sonnet, raconte mon parcours depuis mon licenciement, en tant que commercial chez *AIB-Vinçotte*, jusqu'à mon installation comme maraîcher. Beaucoup de gens se questionnent actuellement sur le sens de leur travail et je crois utile de montrer que des transitions inattendues font partie du possible. Je ne m'attendais sûrement pas à devenir paysan. M'y voilà, pour ma septième année déjà..."

Cent membres qui cotisent un euro par jour...

"J'apprends tout le temps, reconnaît humblement François, et je dois encore apprendre beaucoup. Je n'ai fait qu'un an d'études mais j'ai opté pour un système qui me permet d'apprendre encore et qui m'épargne la pression commerciale que subissent la plupart de mes collègues. Il s'inspire de la *Community-supported agriculture* (CSA), c'est-à-dire d'un système de production agricole soutenu par la communauté, et s'appuie sur l'auto-cueillette : chaque membre vient cueillir lui-même ce qu'il consomme ! Moi, je ne cueille pas pour les autres, sauf les racines pour faire des chicons, en fin de saison. Et rien ne doit rester sur le champ... Il y a également quelques récoltes qui se font en groupe, comme les courges et les pommes de terre.

Les gens paient un abonnement en début d'année ; je peux donc compter sur une bonne centaine de personnes qui constituent le capital sur base duquel je peux travailler. Mon propre revenu est fixe et je démarre donc tranquille... Mes amis de *Het Open Veld* à Louvain - www.boerencompagnie.be -, qui m'ont inspiré, arrivent à tourner avec un hectare et trois cents membres. Personnellement, je travaille sur six mille cinq cents mètres carrés et mon

terrain n'est pas extensible ; plus de cent cinquante personnes, dans mon cas, seraient donc probablement difficiles à gérer... Mais si la demande se développe, cela fera de la place pour d'autres. J'ai participé au mouvement des objecteurs de croissance et ma réflexion s'est immédiatement orientée vers les limites que je voulais mettre à mon propre projet, pour éviter d'en faire de trop... Au *Champ des Possibles*, l'abonnement tourne donc, bon an mal an, autour des trois cent vingt euros... Le système prévoit un abonnement de base mais chacun est libre de mettre un peu plus afin de mieux soutenir mon travail. Cela permet aussi de contribuer au projet en fonction de ses moyens. Tout est transparent et ma comptabilité peut toujours être expliquée. Nous faisons le point, en fin de saison, sur ce qui a bien fonctionné et sur ce qui doit être amélioré. En fonction de la demande, je diminue ou j'augmente certaines productions dont le sort dépend également de ce que je constate, moi-même, sur le terrain. Le reste est extrêmement simple : quand une production est bonne à récolter, tous les membres sont aussitôt avertis par mail. Sur le terrain, ces productions sont marquées d'un drapeau jaune..."

Le système fonctionne sur la confiance, et fonctionne très bien

"Il n'est pas admissible, s'insurge François Sonnet, que la nourriture de qualité ne soit pas accessible à ceux qui n'ont pas les moyens de payer ou d'être correctement informés. Lors de la journée d'accueil au *Champ des possibles*, je prends le temps nécessaire pour m'adresser à chacun, pour leur expliquer ma démarche, pour leur dire comment je travaille et en quoi c'est important. Je montre comment bien récolter les légumes, je donne quelques conseils pour bien cuisiner ceux qui ne sont pas forcément familiers. Je sensibilise aussi à la disparition des agriculteurs, au fait que, sans eux, il ne resterait que de l'industriel à se mettre sous la dent... Dans les villages où il y a peut-être davantage de potagers, ce genre de système ne sera peut-être pas utile mais, en bordure de ville, l'auto-cueillette marche très bien. Dès que les membres sont avertis qu'une production est disponible, ils sont entièrement libres de venir, même quand je ne suis pas là évidemment. Tout fonctionne sur la confiance et tout fonctionne très bien, ce n'est pas une folie de l'affirmer ! L'auto-cueilleur fait parfois une erreur mais jamais de vrai dégât, c'est surtout le producteur qui doit s'efforcer de lâcher prise... Le fait de venir sur le terrain avec les enfants, par exemple, est une forme rare de sensibilisation et de responsabilisation. Les gens prennent ce qu'ils choisissent et s'en contentent évidemment, à l'inverse de la grande surface qui les habitue au légume parfait en apparence, pour d'absurdes raisons de marketing. Ici, l'aspect n'effraie jamais personne : une bestiole dans la salade, c'est la nature, un chou-rave éclaté, ça ne se goûtera pas dans l'assiette... Et celui qui n'aime pas un légume, eh bien, il le laisse simplement sur le champ pour celui qui passera après lui. Au *Champ des possibles*, nous ne gaspillons quasiment rien. Quand je hisse le drapeau rouge, cela veut dire que les cueilleurs peuvent y aller : il y aura trop, prenez-en ! Notre projet, c'est de nourrir tous nos membres le mieux possible. Il n'y a pas de solution miracle, juste beaucoup de boulot à faire : nous ne sommes pas là pour sortir les plus belles salades ni les plus grosses carottes. C'est le *Champ des possibles* pour montrer qu'on peut faire différemment, que personne n'est obligé de rester dans un système agricole qui exploite les hommes et la terre. Nous connaissons tous les conditions inhumaines imposées aux ouvriers agricoles, en Espagne ou en Italie, sous des chaleurs intenable et dans des baraquements de fortune. Personnellement, je suis du genre à tout remettre en cause. Je ne comprends toujours pas pourquoi, en dépit de la qualité de leur travail, les avocats et les médecins sont payés dix fois

plus que les agriculteurs. L'agriculture est pourtant essentielle. Et si je n'étais pas dans ce système-ci, basé sur l'auto-cueillette, je ne crains pas de dire que je ne serais pas maraîcher !"

Beaucoup d'autres choses à faire...

"Je suis quelqu'un de très actif, avoue François, j'ai ma famille, je fais de la musique, de la BD et j'ai même tâté un peu de politique... Je veux surtout garder du temps pour recevoir correctement les gens qui viennent sur le terrain. Je veux les sensibiliser aux contraintes du métier que je fais, à la qualité des produits que je cultive pour eux, ainsi qu'aux enjeux climatiques, etc. Le maraîchage est très intensif en main-d'œuvre et le simple fait de venir cueillir soi-même les légumes qu'on va consommer soulage énormément le boulot du maraîcher. Le système permet donc de revenir à des rythmes de travail moins contraignants et de trouver un équilibre soutenable entre un approvisionnement régulier en légumes frais et de qualité, d'une part, et la sauvegarde de la vie familiale et sociale du producteur, d'autre part. Physiquement, le travail de maraîcher est très exigeant et il faut pouvoir considérer ces limites-là aussi. Or les agriculteurs, aujourd'hui, sont pressés comme des citrons et n'ont pas le droit de sortir de leur champ, ni de leur ferme. Moi, je veux garder mes week-ends pour les miens et éviter de travailler douze heures par jour, sauf quand c'est absolument indispensable. Je ne suis "certifié" par personne, je n'en vois pas l'utilité puisque j'écoule ma production en direct. Je me suis souvent pris la tête avec des collègues qui me reprochent de ne pas renforcer le poids de la bio mais j'estime que mes produits n'ont rien de comparable avec d'autres, cultivés en grandes cultures ou venant de très loin... Je comprends les impératifs du bio mais, à mes yeux, il est totalement dévoyé et récupéré par la grande distribution. Il n'est pas admissible que mes collègues qui travaillent sur de petites surfaces, avec une haute valeur ajoutée, soient mis dans le même sac que des productions qui tendent vers l'industriel. Je pense donc, pour cette raison, que le bio est en train de s'essouffler. Bien sûr, l'intention reste bonne mais la valeur sociale, essentiellement, fait grandement défaut : si on ne respecte pas les travailleurs, il ne faut pas s'attendre à ce que ces travailleurs respectent la terre ! La certification sociale devrait donc passer avant la certification de technique agricole. L'environnement est une chose importante mais les conditions de travail des humains qui réalisent le travail agricole le sont bien plus encore... Bien sûr, je sais que *Nature & Progrès* va beaucoup plus loin et fait du bon boulot. Mais pour être chez *Nature & Progrès*, en Belgique, encore faut-il être certifié bio à la base..."

Entrer dans le *Champ des possibles* ?

"Les membres du *Champ des possibles* sont recrutés très localement bien sûr, explique encore François, via le bouche-à-oreille et via un "toutes-boîtes" du quartier, ainsi que par l'intermédiaire de mon réseau liégeois. J'ai travaillé, pendant quatre ans, pour la *Ceinture Aliment-Terre Liégeoise* où j'ai pu défendre l'idée que la qualité alimentaire doit passer prioritairement par les collectivités qui touchent la grande majorité des gens : crèches, écoles, hôpitaux, maison de repos, etc. Tout ce qui s'y mange doit être fourni par des producteurs engagés par elles, plutôt que par des privés qui font dans l'immangeable. C'est simple : on sort des marchés publics et on fait soi-même ce que les autres sont incapables de faire !

La nourriture de qualité ne peut pas être l'apanage d'une élite en mesure de se la payer. Ce serait absolument immoral. La responsabilité publique est donc écrasante en la matière. Les pouvoirs publics doivent rapidement reprendre la main en matière de qualité de l'alimentation. La main-d'œuvre est disponible ; il faut juste former les gens pour l'encadrer. Cela peut avoir un réel impact économique pour la Région - on n'est qu'à 17% d'autoconsommation de légumes en Wallonie ! -, à condition évidemment que nous ne bradions pas les dernières terres agricoles qui nous restent, que nous ne préférions pas les surgelés flamands subventionnés par la PAC...

Pourquoi faudrait-il subir les prix fixés sur un marché mondialisé ? Calcule-t-on assez les frais environnementaux générés par l'intensif, la dépollution des eaux et toutes les autres externalités qui permettent à l'intensif d'exister ? Sont-ils compris dans les "produits blancs" de la grande surface ? Le *Champ des possibles* a toujours ambitionné de nourrir les gens sans utiliser de produits phytosanitaires, et pas même les produits naturels qui sont autorisés en bio. Du point de vue de la mécanisation, j'ai bien un motoculteur mais si j'utilise cent litres d'essence par an, c'est beaucoup... Il est donc parfaitement possible de cultiver des légumes sans bousiller l'environnement. En choisissant plutôt de travailler avec la nature..."

"Allons bon, s'écrie soudain François ! J'ai des pucerons dans mes salades. Ce n'est pas grave, les coccinelles vont arriver. Mais, dans la logique d'une grande surface, ce serait totalement impossible à vendre..."

Tout auréolés de la démarche de qualité que nous revendiquons, nous repartons ébranlés par le pragmatisme de François. Car il ne suffit pas de se borner à prodiguer un bienfait, il faut encore rendre ce bienfait accessible à tous ceux qui doivent en profiter. Les privilégiés qui produisent et consomment bio, ou encore tous ceux qui s'épuisent à se vouloir vertueux, seraient bien inspirés de méditer cette question. Qu'est-ce qui peut œuvrer concrètement à rendre plus démocratique la qualité de l'alimentation ? N'est-ce pas dans cette voie que nous devons aujourd'hui prioritairement raisonner ?

Le *Champ des possibles* : www.champdespossibles.be

Élever les veaux laitiers au pis de leur mère ?

Produire du lait sans assumer le devenir des veaux, voilà qui tracassait Marc-André et Jean-Philippe Henin. Afin d'accroître l'autonomie de leur élevage, en pleine convergence avec ce que souhaite *Nature & Progrès*, ils ont cherché à estimer la viabilité de l'élevage des veaux laitiers sous leur mère, évaluant ainsi la possibilité de glisser progressivement vers ce qui est - aussi étrange que cela puisse paraître aux yeux du profane - un authentique système alternatif, en regard de ce que fait aujourd'hui l'agro-industrie. Ils remettent, en effet, en question l'approche classique de la production laitière, ils osent poser la question du bien-être de l'animal... Et même celle du bien-être de l'éleveur !

Par Mathilde Roda

Nos préoccupations sociétales nous poussent à nous intéresser à la provenance de notre alimentation et même à la manière dont elle est produite. Heureusement, le label bio apporte déjà des éléments de réponse. L'enjeu reste de taille pour les producteurs et productrices, les transformateurs et transformatrices qui souhaitent participer à la sauvegarde de l'environnement et du tissu social. Sans oublier d'autres facteurs d'importance, comme la qualité de vie de l'éleveur, la rentabilité de l'activité et la résilience de la ferme. Et c'est bien sur tous ces points d'attention que l'étude entamée par la famille Henin ambitionne de travailler ! Pour inspirer l'élevage de demain...

La Ferme d'Esclaye et la famille Henin

La famille Henin est installée à la Ferme d'Esclaye, depuis 1929, et y pratique l'élevage laitier. Après la reprise de la ferme, en 2007, Marc-André la convertit à l'agriculture biologique. Sa sœur Anne-Laure et son frère Jean-Philippe le rejoignent, en 2015. Alors que Jean-Philippe et Marc-André gèrent l'élevage avec leur père, Anne-Laure s'est spécialisée dans la production de fromage et de beurre au lait cru. La ferme comprend soixante vaches laitières de race Holstein, un atelier de fromagerie et cent dix hectares de prairies et de céréales pour assurer l'autonomie fourragère. La famille Henin cultive également des céréales panifiables. Marc-André et sa famille ont rejoint le label *Nature & Progrès* en 2018.

Mieux comprendre les enjeux

Si, lors de sa domestication, la vache était utilisée à différentes fins - viande, lait, cuir... -, l'industrialisation de l'élevage a mené à la spécialisation des animaux. La vache laitière, à force de sélection sur plusieurs générations, est devenue un animal optimisé pour la production de lait. De ce fait, le veau laitier est maigre et donc considéré comme difficile à valoriser en viande. Or, pour produire du lait, la vache doit mettre au monde un veau chaque année. La question se pose donc : quelle place pour les mâles en élevage laitier ? Et quel devenir pour les veaux en surplus, mâles et femelles ?

Le système laitier ne prend pas en charge les veaux laitiers, sauf pour quelques femelles afin de renouveler le troupeau. Si certains pratiquent l'élevage sous nourrice - une vache qui n'est pas traite et qui allaite plusieurs veaux -, classiquement les veaux sont séparés de leur mère au bout de vingt-quatre heures et sont nourris en étable avec du lait en poudre distribué dans des seaux, avant d'être vendus à un marchand de bétail. La suite de leur vie est peu enviable... Ils sont engraisés dans des centres spécialisés, sans voir un brin d'herbe. Ils sont nourris au lait en poudre appauvri en fer pour conserver la blancheur de la viande et sont abattus aux alentours de cinq à sept mois. C'est typiquement cette viande que l'on retrouve dans les hachés des *fast-foods* ou en grande surface.

Marc-André témoigne : *"Pour nous, c'était un cas de conscience. Tous ces veaux qui ne sont pas élevés sur la ferme, qu'on oublie dans l'analyse de la durabilité du système. Ce n'était plus possible. Il y a certes la question du bien-être animal, qui compte beaucoup pour nous, mais aussi la volonté de faire évoluer notre système vers plus d'autonomie."*

De plus, la filière laitière traditionnelle pousse à des vèlages tout au long de l'année, afin de produire du lait de manière continue. En hiver, les vaches sont nourries en étable avec une alimentation qui contient généralement des co-produits de l'industrie agroalimentaire, par exemple de la pulpe de betterave, ou encore des aliments importés, comme le soja. Dans les fermes en autonomie fourragère, cela implique tout de même une gestion intensive des pâturages pour arriver à la qualité de fourrage nécessaire.

Dans sa réflexion agroécologique globale, la famille Henin souhaitait donc introduire un autre élément innovant : le groupement des vèlages au printemps. Le principe est de synchroniser les phases de lactation avec les périodes de production optimales des prairies. C'est ce qui se passe dans la nature : les herbivores sauvages mettent bas au printemps et profitent ainsi d'une herbe riche pendant l'allaitement. Comme l'explique Marc-André : *"Dans ce système, les veaux sont sevrés à la fin de l'automne et le troupeau passe l'hiver avec un fourrage grossier, issu d'une gestion extensive des pâturages et d'un fauchage tardif. On a donc des prairies plus diversifiées, qui ont le temps de fleurir pour donner abri et nourriture à de nombreux insectes, oiseaux, petits rongeurs et leurs prédateurs respectifs. De plus, de telles pâtures présentent un meilleur bilan carbone que les prairies gérées intensivement."* Si les veaux mâles sont engraisés sur la ferme, cela implique alors une production de viande saisonnière, groupée à l'automne.

Un projet innovant de recherche en ferme

N'est-il pas temps d'assumer au mieux notre relation à l'animal que nous exploitons pour notre nourriture ? Au vu des enjeux abordés précédemment, il paraît incontournable de se

pencher sur la question. A l'échelle européenne, peu de projets ont approfondi l'idée d'élever les veaux laitiers sous la mère. Si certains sortent du lot, la plupart se limitent souvent à l'élevage des femelles. Las d'attendre que la recherche agronomique s'empare du sujet, Marc-André et Jean-Philippe ont décidé de franchir le pas. Convaincus du bien-fondé de leur démarche, ils ont cherché du soutien auprès des citoyens, au travers d'un financement participatif, ce qui leur permit d'entrevoir l'intérêt du public et d'oser se lancer. *"Ces personnes ont choisi de soutenir notre projet pour son principe même, sans contrepartie. On trouve ça incroyable ! On craignait que l'absence de retour nous démotive. Là, on est plus que boostés par cette confiance !"*, confie Marc-André. Ils ont également été appuyés par la Fondation QiGreen. Grâce à ce soutien, en 2021, cinq veaux sont restés sur la ferme, au-delà des deux ou trois semaines habituelles, pour les engraisser au pis de leur mère tout en trayant ces dernières.

Objectiver et évaluer la viabilité du modèle

Jean-Philippe et Marc-André ont voulu tester un mode alternatif de conduite de leur troupeau sur un petit échantillon. La grande majorité du troupeau a suivi le schéma habituel de la ferme, soit des veaux sous nourrices pendant trois semaines, avant la vente à un marchand, et des vaches traites deux fois par jour, toute l'année. Les cinq veaux voués à être conservés jusqu'à maturité sont nés entre le 13 février et le 10 mars 2021 ; ils sont restés constamment avec leurs mères jusqu'au 13 mars avant d'être séparés en loge commune, pendant la nuit, afin de conserver le lait pour la traite du matin. Les mères ont continué à suivre le troupeau principal pour les traites du matin et du soir. Les veaux les rejoignaient, en prairie, après la traite du matin, puis étaient rentrés en loge commune au moment de la traite du soir et nourris au petit foin. Après le sevrage, aux alentours de huit mois, les trois veaux mâles furent abattus pour produire de la viande et les deux femelles intégrées au troupeau de génisses de renouvellement.

Durant les huit mois de l'expérience, les cinq couples veaux-mères ont ainsi côtoyé le reste du troupeau. Ils ont cependant demandé une gestion particulière pour produire des données permettant aux éleveurs d'évaluer la pertinence d'étendre le modèle au reste du troupeau. Avec l'objectif de diffuser les informations afin de stimuler la recherche et inspirer d'autres éleveurs, plusieurs paramètres ont donc été observés : production laitière des mères allaitantes, comportement à la traite, fertilité, croissance et santé des veaux, modification de l'organisation des éleveurs et bien-être animal.

Pour connaître les détails de ces résultats, nous vous invitons à lire la brochure disponible en ligne sur notre site Internet - www.natpro.be -, dans l'onglet "s'informer > brochures". Si se baser sur cinq individus pour faire des statistiques n'est pas suffisant, nous pouvons tout de même observer des tendances. Et ce, grâce au suivi méthodique fait par les éleveurs de la Ferme d'Esclaye !

La viande comme co-produit du lait

Les performances des cinq vaches de l'étude montrent une perte de 35% de la production laitière et de 10% de taux de matière grasse en moyenne. Ce qui signifie moins de matière à

transformer et donc moins de beurre et de fromage. On a donc une valeur marchande moins élevée pour moins de lait. Si l'on se concentre seulement sur ces résultats, les chiffres peuvent effrayer un éleveur qui compte sur le volume de lait produit pour rentabiliser son activité agricole. Mais le modèle développe une nouvelle source de revenus sur la ferme avec la production de viande comme co-produit de l'élevage laitier, tout en étant plus autonome sur l'alimentation des veaux, qui sont exclusivement nourris au lait de leur mère et à l'herbe.

Le circuit court permet de valoriser cette viande auprès d'un consommateur sensibilisé, qui acceptera une viande de veau plus rosée, plus "goûtue". Cela requiert du temps pour informer, développer sa filière de vente, expliquer ce qui se cache derrière le prix au kilo. Le modèle conclut à une diminution du temps de traite et ce temps peut servir à travailler au contact avec le client. Mais il est également possible de travailler en filière longue, via le marchand, ce qui correspond à une plus grande frange d'éleveur. Pour cela, il faut peut-être améliorer le rendement carcasse, par exemple en travaillant avec un croisement viandeux-laitier. Au vu des résultats obtenus ici - où l'on obtient des rendements proches de ceux des veaux laitiers de centre d'engraissement -, cette dernière voie est prometteuse !

Une amélioration du comportement des animaux

S'il est difficile d'estimer le bien-être animal sur base d'indicateurs objectifs, il est indéniable que la vie d'un veau en prairie avec le troupeau est proche des conditions idéales. Jean-Philippe l'affirme : *"Nous souhaitons aller vers un "laisser-vivre" de nos animaux qui nous permette de gagner notre vie en tant qu'éleveurs."* Et Marc-André de rajouter : *"Oui, nous produisons de la viande et du lait, mais nous leur permettons au moins une vie au plus proche de la nature. Nous observons de nombreuses réactions qui montrent que, quand on en offre la possibilité à nos animaux, leur comportement naturel s'exprime."* Parmi les points relevés on peut citer la constante interaction entre la mère et son veau, les comportements de jeux et l'apprentissage plus rapide des veaux sur la vie en pâture, comme le fait de brouter et ruminer. Du point de vue de la santé des animaux, l'expérience a été positive puisque les vaches n'ont pas requis plus de soin qu'habituellement, et les veaux n'ont eu besoin d'aucune intervention vétérinaire.

Sortir de la routine de la traite

La viabilité d'une activité réside aussi dans la capacité du travailleur à supporter la charge de travail sur le long terme. Et c'est un point fort, mis en avant par la famille Henin : une moindre charge et une meilleure répartition de l'horaire de travail. Le temps libéré permet d'approcher plus sereinement la multitude d'aspects de la fonction d'éleveur, notamment la gestion des fauches en fonction de la météo, ou encore l'observation de ses animaux pour permettre de repérer rapidement les maladies. Et pourquoi ne pas envisager plus de diversification ?

Mais la transition vers un élevage des veaux sous la mère requiert de mobiliser sa capacité d'adaptation. Pour conserver - ou aller vers - son autonomie fourragère, il faut accepter de revoir son modèle de production, en diminuant le troupeau de traite afin d'alléger la pression sur les pâturages. Il faut modifier son approche du travail d'éleveur, en revoyant aussi bien la

répartition du temps de travail que la manière de travailler. C'est pourquoi il semble nécessaire de coupler l'élevage des veaux sous la mère à un groupement des vêlages qui permet de concentrer les périodes de traites séparées - le colostrum, produit par les vaches après mise bas, est impropre à la consommation humaine - et de ne pas du tout avoir de traite entre fin décembre et février - période de tarissement des vaches avant mise bas.

Innover et évoluer, producteur et consommateur

Il est indispensable aujourd'hui que la recherche s'empare du projet et que des éleveurs se lancent. Les paramètres évalués ici sur cinq veaux et cinq vaches doivent être testés sur de plus grands cheptels afin d'analyser plus scientifiquement les résultats. "*Nous sommes persuadés du bien-fondé et de la rentabilité de notre démarche !*", affirme Marc-André. "*Il ne reste plus qu'à approfondir quelques points techniques pour rassurer les éleveurs sur la prise de risque. J'attends beaucoup de la recherche. Ce n'est que le début...*"

Cette expérience démontre la compatibilité de l'amélioration du bien-être animal avec la rentabilité de la ferme et le bien-être au travail de l'éleveur. En mobilisant sa capacité d'adaptation, le secteur de l'élevage pourrait montrer qu'il est possible d'évoluer vers des techniques plus en adéquation avec les attentes sociétales. Permettant ainsi au consommateur - s'il peut avoir la certitude que la qualité de vie des animaux est prise en compte tout au long de la filière - de faire le choix de consommer de façon responsable.

Mais il reste un enjeu de taille : la conscientisation à une autre consommation de viande de veau rosé et saisonnière. Jean-Philippe aimerait même aller plus loin : "*Si les animaux étaient abattus directement sur la ferme, ils seraient assumés par l'éleveur du premier au dernier jour de leur vie. Le temps dégagé permettrait de les valoriser en circuit court. Ne serait-ce pas le cercle le plus vertueux imaginable dans une ferme laitière ?*"

Une vie qui le satisfasse du premier au dernier jour, voilà ce que nous devons aujourd'hui exiger pour tout animal. Une tâche capitale à laquelle s'attèle *Nature & Progrès* dans son effort quotidien de sensibilisation et de conscientisation du consommateur...

Quelques références pour creuser le sujet :

- Hellec F., Coquil X., Brunet L., Paillet I., 2017. *Conception d'une conduite de génisses laitières sous vaches nourrices : pour une intensification écologique des systèmes d'élevage herbager ?* Fourrages, Association Française pour la Production Fourragère, 2017, pp.213-222.

- Hellec F., Belluz M., 2018. *Grazy-Daizy - Confier des veaux à des nourrices : expériences des éleveurs laitiers biologiques*, Core-Organic. Disponible en ligne.

- Weidmann G. et al., 2020. *Elevage des veaux sous la mère ou avec une nourrice en production laitière*, Fiche Technique n°20, FiBL édition Suisse. 28p. ISBN 978-3-03736-144-3.

- Jourdain G., 2021. *Cow Calf Dairies, une initiative britannique pour mettre en avant l'élevage des veaux avec leur mère en élevage laitier*, La Voix Biolactée n°102, pp.38-39.

- INRAe, 2021. *CO-Concevoir avec les Citoyens un Nouvel ELévation Laitier Ecologique de montagne (COCCINELLE)*. Disponible en ligne.

Repenser l'agriculture avec les outils de l'écoféminisme

L'idée qu'il n'y aurait pas de nouveau modèle agricole possible sans une profonde remise en question des rapports de genre mérite assurément d'être développée. Plus globalement, la libération de la nature peut-elle être pleinement atteinte sans la libération de la femme, des femmes ? Poser la question, c'est certainement y répondre...

Par Maylis Arnould

Tendre vers des techniques agricoles et des modèles de production nourricière plus respectueux de toutes formes de vivant va au-delà d'un simple suivi de la charte de l'agriculture biologique. S'ancrer dans une écologie plus globale, en modifiant également son énergie - provenance et quantité -, sa manière de vendre ou encore les outils utilisés est une première étape déjà largement approuvée et valorisée.

Mais les "*relations de pouvoir patriarcales ne disparaissent pas simplement parce-que les gens pratiquent l'agriculture en utilisant des méthodes agroécologiques, et c'est dangereux de l'insinuer* (1)." Alors si on allait plus loin ? Si on rajoutait la dimension humaine et sociale à l'écologie ? C'est le défi que se sont lancées de nombreuses personnes, dans le monde entier, qui s'auto-revendiquent ou que l'on peut inclure dans ce grand mouvement encore peu connu qu'est l'écoféminisme.

Un nouveau rapport au monde dont la terre a grandement besoin

On en perçoit l'ombre mais il n'a pas réellement de représentations toutes faites. Imaginatif, pluriel, diversifié, complémentaire, inventif... Perçue comme une force, dès le début, "*cette pluralité, cette fragmentation, ces contradictions même, étaient tout le temps décrite comme un atout et revendiqué comme un gage d'inclusivité, de tolérance, de résistance à la tentation totalitaire* (2)." Nous en entendons de plus en plus parler, depuis quelques années, dans les espaces féministes et écologiques. Ce terme, déjà utilisé par Françoise d'Eaubonne en 1974, était davantage exprimé à travers des actions qu'à travers des mots, particulièrement lors des manifestations et des occupations qui débutèrent probablement autour des années cinquante. Nous pouvons citer, comme exemples, le mouvement *Chipko* (3) en Inde, en 1986, ainsi que de nombreuses manifestations, aux États-Unis : *Mothers for Peace*, en 1973, *The Abalone Alliance*, entre 1976 et 1981, *Women Pentagon Action*, en 1980, le *Seneca Women's*

Peace Camp, entre 1983 et 1994, etc. Ou encore, en Angleterre, le camp de femmes de Greenham Commons, en 1981 (4).

Ce mouvement s'incarne autant dans la fabrication de masques, lors d'une manifestation antinucléaire, que dans un rituel non mixte, en pleine forêt, ou encore dans un bouquet de menthe qui sèche au-dessus d'un poêle à bois... L'écoféministe est, pour moi, une boîte à outils dans laquelle chacun et chacune peut mettre ses idées et piocher des ressources... Ces ressources pourront permettre d'appréhender les problématiques modernes d'une manière moins fataliste et de construire ce nouveau rapport au monde dont la terre aurait grandement besoin. Sa critique du capitalisme, de l'agriculture intensive, du colonialisme, du sexisme, du spécisme ou de toutes autres formes de domination, fait la force et la richesse de ce mouvement dans lequel chaque personne peut se retrouver, participer, aider. Comme nous l'explique si bien Jeanne Burgart-Goutal, *"le point de départ du mouvement écoféministe fut la prise de conscience que la libération des femmes - but de tous les courants féministes - ne peut être pleinement atteinte sans libération de la nature ; et réciproquement que la libération de la nature, si ardemment désirée par les écologistes, ne peut être pleinement atteinte sans la libération des femmes."*

L'écologie, l'agriculture et le féminisme n'auraient pas de liens, vraiment ?

Certes, il faudrait bien davantage que trois pages pour poser la problématique du pourquoi et du comment nous en sommes arrivés à empoisonner le sol pour nous nourrir, à faire traverser le globe à nos aliments, ou encore à consacrer environ 70% des terres agricoles mondiales aux animaux des élevages intensifs... Pour certaines, le patriarcat n'est pas étranger à l'émergence de l'agriculture conventionnelle, basée sur le "*pouvoir sur*" (5) et accompagnée d'une volonté de dominer - grosses machines, produits chimiques, rendements excessifs -, dompter, rendre plus docile, s'assurer d'une surveillance permanente. De la même manière que le corps des femmes a été contrôlé - via la gestion de la reproduction notamment -, l'agriculture l'a été via la gestion de ses ressources. Comme l'a montré Carolyn Merchant, en 1980, dans son livre intitulé *The Death of Nature*, le monde est passé, dans le milieu des années 1900, d'un organisme vivant à une machine morte. Et c'est la fonction nourricière de cette machine qui a amené, dans nos paniers et dans nos champs, les produits phytosanitaires et les graines non reproductibles. Selon elle, nombreuses étaient les croyances en une terre-mère nourricière dont il fallait prendre soin, jusqu'à l'arrivée de la technologie et des outils basés sur l'extraction de minéraux et de métaux (6).

Les changements de pratiques agricoles ont été accompagnés d'une dévalorisation des savoirs assignés aux femmes. Ainsi, s'occuper de l'éducation des enfants, cueillir des plantes, gérer les repas - récoltes, stockage, cuisine - ou organiser les espaces intérieurs - rangements, ménages, etc. - sont des activités qui, de par leur confinement dans l'espace privé et leur caractère éphémère, ont été sous-considérées, voire pas considérées du tout. Comme nous l'avons écrit dans la revue précédente, les femmes se sont alors éloignées de ces fonctions pour aller vers des métiers plus urbains. Ces activités du quotidien sont devenues des professions - babysitter, femmes de ménages... - bien souvent exercées par des femmes issues de l'immigration. Le pouvoir réel de ces activités a été effacé et la transmission de certains savoirs, qui passaient d'une génération à une autre, a presque complètement disparu.

Parmi ces activités, discrètes mais essentielles, nous pouvons donner en exemple la gestion des semences. Vandana Shiva, physicienne et philosophe indienne très connue de l'écoféminisme, explique, dans un ouvrage intitulé "*Ecoféminisme*" et coécrit avec Maria Mies, que pour les paysan.ne.s du tiers monde - composé.e.s à environ 70% de femmes -, la question des semences est l'une des plus importantes ! Les droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'interdiction de conserver et d'utiliser les semences reproductibles, ont eu des effets très négatifs sur ces populations : appauvrissement des sols et des ressources, dépendance des individus vis-à-vis de l'agro-industrie et perte de contrôle des ressources génétiques...

Manger "plus proche" et retrouver le pouvoir de produire

Retrouver un équilibre et une autonomie vis-à-vis de la production et de la consommation pourrait donc être une des solutions à ces problèmes qui impactent, non seulement la nature, mais également les femmes. Geneviève Pruvost, sociologue spécialisée dans des sujets comme le féminisme ou l'écologie, ou encore Maria Mies, évoquent la notion de "subsistance", c'est-à-dire le fait de produire soi-même - ou localement -, en réintégrant l'idée que le quotidien est politique. Au-delà de l'écologie, ou de l'autonomie vis-à-vis de l'agro-industrie, se réapproprier la production de la nourriture peut également être considéré comme un acte féministe. Le fait qu'il n'y ait pas de séparation entre l'espace privé - le lieu d'habitation - et l'espace de travail - le lieu de production - peut permettre de ne pas enfermer les femmes entre les murs du travail domestique et de tendre vers un partage des tâches de subsistances plus égalitaire. L'espace étant partagé, toutes formes d'activités sont valorisées à la même échelle et travailler la terre devient donc tout aussi important que transformer les aliments, par exemple. La terre et l'agriculture deviennent donc partie prenante de la vie quotidienne et de l'habitat, et vice-versa. Comme nous l'explique Maria Mies, "*la vision nouvelle d'une société qui ne serait ni exploiteuse, ni coloniale, ni patriarcale n'émane pas d'Instituts de recherche, d'Organismes de l'ONU ou de gouvernements, mais de mouvements de la base, à la fois dans le Sud et dans le Nord, qui ont lutté et continuent à lutter pour leur survie. Et, dans ces mouvements, les femmes davantage que les hommes comprennent qu'une perspective de subsistance est la seule garantie d'une survie pour tous, même des plus pauvres, et non pas une intégration dans le système de croissance industrielle et sa poursuite.*"

Cette société, c'est celle qu'essaient de créer beaucoup de personnes, à travers des espaces de vie collectifs, créatifs et écoféministes, particulièrement au-delà des frontières de l'Occident. Nous pouvons citer ici les nombreuses femmes rurales brésiliennes qui se sont appropriées les techniques agroécologiques pour lutter contre des projets d'agro-industrie, en affirmant leur autonomie et en produisant des aliments sains et locaux (7). Citons aussi le "*Collectif des femmes du Tamil Nadu*" qui a permis, aux femmes marginalisées de zones rurales, de créer de nouvelles exploitations et banques de semences collectives, et de remédier ainsi au problème du manque d'accès des femmes aux ressources productives, ou encore la *Rural Women's Upliftment Society* de Manipur, qui a démontré le potentiel de l'agroécologie pour l'autonomisation des femmes, même dans les sociétés sous occupation militaire...

Pas d'agroécologie sans féminisme ?

Au Rwanda, la coopérative des petites agricultrices d'Abishyizehamwe a mis en place une alternative agroécologique pour aider les femmes à mieux s'intégrer dans la production agricole et la vie communautaire. Grâce à un large éventail d'actions, allant de la création de banques de semences communautaires, et d'un centre de développement de la petite enfance, à la collecte de l'eau de pluie, elles ont réussi à faire gagner du temps aux femmes, à prévenir l'érosion des sols, à assurer la résilience climatique, à améliorer leur productivité et à développer leurs capacités économiques et décisionnelles... Au Mali, les paysannes, qui travaillent en agroécologie et sont membres de la coopérative COFERSA (Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire), ont mené à bien des actions de sensibilisation aux bienfaits nutritionnels des aliments locaux - par exemple, le fonio, le mil et le sorgho - et encouragé la population à remplacer leur consommation d'aliments importés, à valeur nutritionnelle faible comme le pain blanc, par leurs produits locaux ! Les femmes ont ainsi amélioré leur accès au marché (8).

Partout dans le monde des personnes se mettent en mouvement pour déconstruire, non seulement la vision dominante de l'agriculture mais également la vision conventionnelle des rapports entre les genres qui demeure trop souvent la nôtre... *Nature & Progrès* - à l'instar de tout ceux qui veulent à présent renouveler leur rapport avec la terre mère - doit jouer dans ce mouvement un rôle moteur. Sans quoi l'espoir d'une agriculture citoyenne s'éloignerait...

Notes :

(1) Jessica Merino, "*Women speak : Ruth Nyambura insists on a feminist political ecology*", Ms 15 novembre 2017

(2) Jeanne Burgart-Goutal, "*Être écoféministe : théories et pratiques*", L'échappée, 2020.

(3) *Chipko* signifie "embrasser les arbres" : les villageoises luttent contre un projet d'exploitation commerciale des forêts en enlaçant les arbres pour éviter qu'ils soient abattus (Sidonie Sigrist).

(4) Pour davantage d'informations historiques sur ce mouvement, voir la chronologie figurant en annexe de "*Rêver l'obscur*", de Starhawk, paru aux éditions Cambourakis et traduit en 2015, ou encore l'article "*Cartographie de l'écoféminisme*", de Marie-Anne Casselot, dans "*Faire partie du monde*", paru aux éditions Remue-ménage, en 2018.

(5) Le "*pouvoir sur*" est une notion théorisée par Starhawk, qu'elle définit comme "*le pouvoir du fusil et de la bombe, le pouvoir d'anéantissement qui soutient toutes les institutions de domination*".

(6) Carolyn Merchant, "*Exploiter le ventre de la terre*", article paru dans "*Reclaim, recueil de textes écoféministes*", Emilie Hache, 2016.

(7) Pour plus de détails, voir Héloïse Prévost, Gema Galgani Silveira Leite Esmeraldo et Hélène Guétat-Bernard. "*Il n'y aura pas d'agroécologie sans féminisme : l'expérience brésilienne*", *Pour*, vol. 222, no. 2, 2014.

(8) Iridiani Graciele Seibert, Azra Talat Sayeed, Zdravka Georgieva et Alberta Guerra, "*L'agroécologie n'existe pas sans le féminisme*", sur <https://viacampesina.org/fr/lagroecologie-nexiste-pas-sans-le-feminisme/>

"Mieux saisir l'essence même de ce que nous faisons !"

Sans aucun doute, notre groupe local de Marche compta-t-il toujours parmi les plus dynamiques et les plus imaginatifs... La pandémie semble pourtant avoir fait surgir un gros point de côté chez ce vaillant coureur de fond. Arrêté net en plein effort, le voilà qui récupère lentement son souffle et rassemble sereinement ses idées. Écoutons le bilan que nous fait pour nous Christian Thiry, son coordinateur...

Par Dominique Parizel

"La dame chez qui nous nous rassemblions à l'origine, se souvient Christian Thiry, est aujourd'hui décédée. C'était il y a une vingtaine d'années et c'est chez elle que j'ai notamment fait la connaissance de Jacques Gérard qui était, à l'époque, notre coordinateur. Il organisait surtout des conférences. J'étais arrivé là après l'interpellation d'une de mes collègues qui savait que je pratiquais le jardinage. Claude, mon épouse, et moi-même avons participé, pendant plusieurs années, aux réunions de la locale, sans connaître grand-chose, il est vrai, au fonctionnement global de *Nature & Progrès*..."

Une concurrence croissante sur les activités traditionnelles

"A cette époque, dit Christian, il s'agissait notamment de conférences sur le jardinage... Avant la pandémie de *Covid-19*, nous avons aussi accueilli Pablo Servigne, le fameux "collapsologue", puis le climatologue Jean-Pascal Van Ypersele... Mais, à présent, plusieurs autres groupes organisent des conférences, à Marche, et nous devons faire face à une forte concurrence. Pendant une dizaine d'années, nous avons relancé la saison, au mois de février, en organisant des petits déjeuners qui rassemblaient entre cent et cent vingt personnes, des membres de la locale, pour l'essentiel, mais qui pouvaient aussi convier des amis. Nous avons également accueilli les autorités locales à cette occasion ; c'était un peu notre réunion annuelle de relations publiques. Elle a été soudainement arrêtée, il y a deux ans... Nous en prévoyons une nouvelle pour l'automne mais je crains qu'elle ne suscite plus autant d'enthousiasme qu'avant. Nous ne le saurons évidemment qu'en le faisant..."

Nous avons également organisé des "bourses aux plantes" et, de manière assez importante, pendant toute une époque, des journées "Portes ouvertes" chez nos membres. Mais, là aussi, une forte concurrence s'est développée depuis, tant au niveau des fermes que des jardins de particuliers... Plusieurs autres organisations sont apparues, même au niveau communal, qui font que nous rencontrons nettement moins de succès. On peut, certes, déceler là un signe que notre travail a été fructueux mais cela n'arrange pas nos affaires aujourd'hui... Même si nous avons toujours su évoluer et nous adapter en fonction des demandes et des époques..."

Un groupe de réflexion très prometteur

"La locale a également organisé des cours de jardinage, pendant cinq ou six ans, précise Christian Thiry. Et ce fut un succès important pour nous : ces cours rassemblaient environ vingt-cinq participants. Les dernières années, nous proposons même un cours, une fois par mois, pendant toute l'année, dans l'idée de tenir un discours de permanence au sujet du jardin. Une tout autre manière de concevoir les choses que "*on fait quelques salades en été, puis on remise la bêche et la brouette dès qu'il fait un peu plus froid*"... Cela allait à contre-courant de ce qui est encore à la mode pour le moment. Nous incitions aussi ce groupe à prolonger ses réunions, mais de manière autonome : il se réunissait une fois par mois, le dimanche matin, afin d'échanger au sujet de ses pratiques. Philippe Delwiche y fut même invité pour parler de la vie du sol et nous sommes allés visiter son jardin, avec ce groupe-là... Ce groupe aurait très bien pu constituer un groupe permanent de réflexion plus générale, sur le pain par exemple, même s'il n'a jamais évolué en tant que tel, ce qui est peut-être dommage. Chaque année, les "anciens" accueillent ceux qui venaient d'achever une année de formation, créant ainsi une forme de pérennisation de son effort de réflexion sur le jardinage et l'alimentation. Nos champs d'intérêt s'élargissant même au-delà, nous avons, par exemple, construit des murs de pierres sèches dans le jardin d'un des membres, touchant ainsi davantage à la sauvegarde de la biodiversité et alliant une démarche pratique aux quatre grandes thématiques de réflexion chères à *Nature & Progrès*. Je regrette qu'en termes d'éducation permanente, cette dynamique n'ait probablement pas été suffisamment exploitée. Notons aussi que ce sont des membres de notre locale qui rédigèrent l'édition de *Nature & Progrès* relative à la serre en bio... Notre philosophie était alors axée autour de l'autoproduction et du jardinage, mais nous fûmes aussi à l'origine d'un GAC qui a une vingtaine d'années et qui existe toujours. Il fut initié par Jacques Gérard, mon épouse Claude, ainsi que Chantal Van Pevénage. Ce groupement d'achats, qui s'appelle *La Capucine*, contribua d'ailleurs à la création d'autres structures, comme le premier groupe local de *Terre en Vue*, et d'un marché fermier à Rochefort. Nous avons aussi participé au festival *A travers champs*, au groupe semences de *Rochefort en Transition*, etc. Ce n'est, au fond, qu'un cheminement associatif normal, dira-t-on ; on ne peut certainement pas déplorer que de bonnes idées se développent..."

Tant de questions encore trop rarement abordées...

"Sans doute, chez *Nature & Progrès*, n'arrivons-nous pas assez à saisir suffisamment l'essence même de ce que nous faisons, risque alors Christian. Avec notre groupe de réflexion, à Marche, nous dépassions de très loin la simple transmission de savoirs et nous efforcions davantage de faire (re)naître et de développer tout ce qui pouvait être mis au service de volontés nouvelles d'autonomie émergeant dans la société dans le domaine de la production et de la transformation des aliments. Ce n'est vraiment pas rien..."

Les questions de dynamiques sociales ne sont-elles pas, avant tout, une question d'échelle ? Nous souhaiterions, Claude et moi, relancer au départ de la jolie salle de notre village de cent vingt habitants - Grimbiémont, près de Marche - une réflexion très générale sur l'alimentation.

Ce serait bien sûr une démarche touchant au concret, sans quoi les gens ne se déplaceraient pas, de la manière dont *Nature & Progrès* l'a déjà fait maintes fois au sujet du pain. Seraient évidemment convié un cercle de personnes proches mais surtout les gens du village qui sont sensibles à ces questions-là. Il est important de faire le lien avec ses voisins immédiats, plutôt que de rester dans un "entre-soi" de gens déjà convaincus. Ceci rejoint l'interpellation qui émana de notre groupe au sujet de la participation de nouveaux publics et qui donna lieu à la constitution d'un panel citoyen, puis aux journées de réflexion des 12 et 19 mars. Lorsque plus de groupes locaux, pensons-nous, adhéreront à cette démarche, les questions qu'aujourd'hui tout le monde se pose trouveront alors inmanquablement un écho différent. Par exemple, pourquoi ne pas favoriser le petit artisan boulanger ? Faire le pain, est-ce, au fond, un travail individuel ou un travail pour la collectivité ? Les "machines à pain" sont-elles finalement intéressantes ? Faut-il plutôt relancer des fours communautaires dans les villages ? Il y a là de vraies questions de société qui concernent tout un chacun et qui sont bien loin d'être tranchées. Et qui sont même encore trop rarement abordées..."

L'importance de l'échelon communal

"Au niveau de l'alimentation - avec le coût croissant des matières premières -, nous vivons un contexte très difficile, conclut Christian, mais sans doute extrêmement favorable pour *Nature & Progrès* car l'ensemble des démarches que nous prônons, depuis bien longtemps, ne peuvent plus être ignorées par qui que ce soit. Par rapport à ce qui fut déjà exprimé par deux autres groupes locaux, dans *Valériane* n°155, nous partageons bien sûr les difficultés liées à l'étendue même des locales, ainsi qu'à la volonté qui est aussi la nôtre de toucher des publics plus divers et moins acquis au niveau des convictions. Avec, bien sûr, l'envie de rajeunir le "noyau porteur" de la locale. Nous sommes un groupe vieillissant, en effet, et les jeunes - avec lesquels nous entretenons d'excellentes relations dans l'environnement direct de Marche - s'engagent avec des démarches très différentes. Il est cependant frappant que les communes trouvent une place très importante dans ces actions. Au risque de me répéter, je crois que l'échelon communal reste une référence importante qui doit être centrale dans notre réflexion sur la géographie du travail des locales. Toutes les communes veulent aujourd'hui un éco-conseiller, et toutes ces personnes lancent des programmes sur lesquels *Nature & Progrès* a développé, depuis bien longtemps, une expertise et un savoir-faire. Nous devons donc nous efforcer de répondre positivement à toute forme de sollicitation, à condition toutefois que prime l'expression citoyenne sur le "compte-à-rendre" à l' élu local et ses propres intérêts politiques. C'est là une vraie question.

Nous pensons aussi à relancer l'idée de "formations", dans le sens de journées de réflexion sur un sujet précis. Mais, pour l'heure, je ne vois pas qui, au sein du groupe local marchois, va se "mettre au fourneau". Espérons qu'il s'agit là seulement d'un problème conjoncturel "post-covid" et pas d'une panne définitive d'envie et d'énergie. Cela, seul l'avenir nous le dira..."

Nature & Progrès
Locale de Marche
Christian Thiry
marchenatpro@gmail.com

La Ford Explorer d'Anthony Medeiros

Nouvelle

Si *La désobéissance civile*, petit essai du philosophe Henry David Thoreau, se trouvait sur la table basse de votre salon, vous pourriez y lire cet encouragement : “On ne peut attendre d'un homme qu'il fasse tout ; on peut seulement attendre de lui qu'il fasse quelque chose.” Puisque vous n'avez pas ce livre à portée de main, voici une autre histoire. L'un de ses protagonistes, Joshua Gorman, a pris Thoreau au sérieux. Trop ? Jugez-en par vous-même.

Par Guillaume Lohest

Vous avez chaud, vous étouffez presque au milieu de ces boiseries d'un autre temps. Vous regardez les lambris de la salle d'audience et votre regard croise le pygargue à tête blanche qui orne l'emblème de la justice des États-Unis. Vous n'êtes sans doute pas juge de profession, ni américaine de nationalité, ce n'est pas grave car au fond nous sommes tous un peu juges, et tous un peu américains. Votre rôle est plus exactement celui d'une jurée. Vous remplissez votre mandat populaire depuis quelques mois. Une fois par semaine environ, vous empruntez la Cambridge Turnpike vers le Sud-Est et vous avalez les vingt miles qui vous séparent de Boston pour rejoindre la Cour de District du Massachusetts. Sans la climatisation de votre bonne vieille Chevrolet, vous n'auriez pas survécu aux trajets pour les audiences de juin. Il fait mourant en ce début d'été. La petite brise apportée par l'océan Atlantique vous a rafraîchie pendant les quelques pas qui vous ont menée du parking à la Cour. Ce vent tiède hélas ne franchit pas les murs de l'austère bâtiment en briques rouges logé à l'angle de la Courthouse Way et de la Northern Avenue.

Hormis la chaleur, vous vous accommodez plutôt bien de cette mission qu'un tirage au sort a mis en travers de vos habitudes. Au moins, votre voix compte pour quelque chose. Avec les autres jurés, vous partagez une activité exigeante très éloignée de la plupart de vos occupations de tous les jours. On ne vous demande pas d'avoir raison, seulement de vous mettre au service d'une vérité raisonnable. Vous vous découvrez des capacités d'écoute, de compréhension, d'analyse et de délibération. La justice est inaccessible, cela vous aide à mieux la rechercher. Ce devoir démocratique vous apaise en réalité, il vous repose de l'incessante nécessité de vaincre et de convaincre qui anime votre vie. Pour l'obtention d'un marché, d'un poste ou d'un peu d'attention, il faut toujours lutter. Ici non, pensez-vous en vous installant aux côtés des autres jurés. Vous transpirez, votre chemise vous colle à la peau mais votre esprit est tranquille. Ces longues journées d'audience vous plongent dans un état de contemplation active qui ressemble à ces heures d'enfance où vous réalisiez des puzzles interminables. Vous aimiez être égarée, mais libre, dans un univers un peu à part, seule avec des morceaux à assembler.

L'affaire du pneu explosé, comme on l'appelle, occupera la journée entière au moins. Le drame a fait la une des journaux et divise la population en trois sur les réseaux sociaux : les acharnés des deux camps et les incertains dont vous faites partie. Vous n'avez pas eu besoin de vous forcer à entrer dans votre rôle, vous non plus ne savez pas quoi penser de cette histoire. Accident malheureux ? Attitude irresponsable mettant en danger la vie d'autrui ? Concours de circonstance ?

S'il fallait résumer l'affaire en quelques mots, vous pourriez dire ceci. Le 20 septembre 2021 à 7h20, dans la petite ville de Dedham en banlieue sud de Boston, un jeune homme de trente-deux ans appelé Anthony Medeiros a quitté son domicile de la River Street pour se rendre à son travail. Après avoir roulé quelques miles, son pneu avant droit a explosé alors qu'il se trouvait sur une voie rapide à un peu plus de soixante miles à l'heure. Il a perdu le contrôle de son véhicule, une *Ford Explorer*, et a fini sa course en percutant un arbre. Il a été tué sur le coup.

Cette histoire ressemble à un banal et tragique accident, si on n'y ajoute pas cela : vers 5h du matin, un autre jeune homme répondant au nom de Joshua Gorman avait dégonflé le pneu avant droit de cette même *Ford Explorer* tandis qu'elle était stationnée dans la River Street.

L'avocate des parties civiles est une femme d'environ soixante ans, aux cheveux gris et courts. Elle s'exprime dans un langage châtié avec un fort accent de Pittsburgh, un mélange plutôt inhabituel.

“Les faits, et eux seuls, doivent conduire notre jugement. Or nous tous ici, nous avons été parasités par l'extraordinaire fourmillement de rumeurs et de considérations autour de cette affaire. Je vous demande de faire l'exercice d'une table rase. Nous avons le devoir de laisser de côté tous les aboiements idéologiques qui ont entouré cette affaire. Oubliez l'activisme climatique, bien qu'il y ait matière à nous aventurer sur ce terrain-là. Oubliez l'alibi du geste militant. La vérité toute nue est la suivante : Joshua Gorman a fait courir un danger mortel à Anthony Medeiros en dégonflant délibérément son pneu ce matin-là. Bien sûr qu'il n'avait pas l'intention de provoquer cet accident. Mais encore une fois, tenons-nous en aux faits : il l'a provoqué, lui et personne d'autre. Vous avez pris connaissance des conclusions du rapport scientifique, la pression des pneus était presque à zéro, tout juste suffisante pour ne pas donner l'impression d'un pneu à plat. Si Joshua Gorman avait voulu alerter sa victime sur l'urgence climatique sans mettre sa vie en danger, il aurait dégonflé le pneu jusqu'au bout ! En laissant un peu d'air, il a provoqué la mort d'Anthony.”

Vous vous jouez la scène intérieurement sans difficulté. Conduire une voiture est le geste le plus partagé d'Amérique, aussi n'avez-vous aucun mal à imaginer la perte de contrôle d'un gros véhicule lancé à pleine vitesse. Il paraît que, dans ces circonstances, on peut voir défiler sa vie en quelques secondes. C'est la vôtre qui vous apparaît. Mourrez-vous d'un accident, vous aussi ? Combien de victimes de la route avez-vous connues ? À quoi ressemble un corps

broyé par de la ferraille, déchiqueté, inerte, coupé en deux ? On croit toujours que cela n'arrive qu'aux autres. Pourquoi Joshua Gorman n'avait-il pas dégonflé entièrement le pneu ?

L'avocat de la défense ne ressemble pas du tout à un avocat de la défense. Vous le verriez mieux en surfeur sur les côtes de l'ouest, avec sa grande taille et ses airs de Brad Pitt. Il n'a pourtant pas l'accent californien. Vous n'avez aucune idée du lieu où il a grandi, mais vous misez sur une grande ville. Chicago ? Atlanta ? Impossible à dire.

“Vous voulez des faits ? En voici. Joshua Gorman est membre d'un mouvement d'activistes climatiques depuis un an et demi. Il a participé à sept actions, toutes semblables à celle du 20 septembre. Lors de toutes ces actions, je dis bien TOUTES, les militants ont déposé un tract sur le pare-brise des véhicules, avertissant les conducteurs du dégonflage d'un ou plusieurs pneus et expliquant les raisons de leur action. Vous avez pu voir plusieurs exemplaires de ces tracts, dont celui utilisé le jour de l'accident. Vous entendrez tout à l'heure d'autres activistes qui confirmeront ce modus operandi. Mon client lui-même a répété à plusieurs reprises qu'il n'avait jamais dérogé à ce principe. La communication est même l'élément central de ce genre de militantisme. Alors je vous le demande : pourquoi M. Medeiros a-t-il démarré ce jour-là ? N'a-t-il pas vu le tract sur son pare-brise ? L'a-t-il pris pour une publicité ? Ce tract s'est-il envolé ? Les données météo du 20 septembre indiquent un vent modéré. Ce fait-là, nous ne pourrions pas le connaître. Nous n'avons plus accès à cette vérité. Est-ce bien l'essentiel ? M. Gorman n'avait aucune intention malveillante envers la victime. La pose de ce tract en est la preuve. Quant au pneu insuffisamment dégonflé, soyons de bon compte. Mon client l'a dit et redit : il a inséré un gravillon dans la valve du pneu puis a poursuivi son chemin. Cette technique a été utilisée sur plusieurs autres véhicules ensuite. Il n'est pas repassé devant la Ford Explorer pour vérifier, soit. Cela ne fait pas de lui un criminel. Il y a chaque année en Amérique des accidents mortels liés à l'explosion d'un pneu. Mon client regrette celui-ci, de toute son âme. Son unique intention était d'alerter l'opinion au sujet du dérèglement climatique qui, dès aujourd'hui et bien plus encore demain, tue et tuera des millions de personnes. Nous demandons au jury de considérer cela. Nous devons parler du climat, car c'est la pièce centrale de cette affaire.”

On appelle à la barre une dame aux cheveux très noirs. Elle ouvre une première fois la bouche, rien n'en sort, elle hésite. Dix, quinze secondes passent. Enfin, elle se met à parler, d'une voix lente et ferme. *“J'ai perdu mon fils unique. Quel que soit le temps qu'il fera dans dix ans, rien ne me le ramènera. C'est tout ce que j'ai à dire.”*

Son avocate semble un peu ennuyée. Elle lui demande si elle peut lui poser quelques questions. La mère accepte d'un hochement de tête.

- Mme Medeiros-Lopez, racontez-nous comment votre fils Anthony s'était procuré cette Ford Explorer.

- Eh bien, c'est-à-dire qu'il a économisé plusieurs années. Jusqu'au printemps de l'année dernière, il se débrouillait sans, ses collègues de la scierie passaient parfois le chercher, ou bien il empruntait ma vieille Toyota. Il a toujours rêvé d'avoir une voiture à lui. Moi je lui ai dit, c'est un trop gros modèle, tu n'as pas de famille, garde ton argent pour autre chose, mais il était résolu mon Anthony, quand il avait une idée en tête... Alors voilà, c'est comme ça qu'il a eu l'Explorer.
- Saviez-vous combien de miles elle avait au compteur ?
- La dernière fois qu'il m'en a parlé, il a dit 6000.
- Une dernière chose, Mme Medeiros-Lopez. Votre fils a-t-il déjà pris l'avion ?
- Ça non, jamais. Moi non plus d'ailleurs.

Alors l'avocate s'avance et vous regarde droit dans les yeux, vous et les autres jurés. Son accent de Pittsburgh sonne comme jamais.

“Vous voulez parler de climat, parlons-en. La victime de cette action militante, comme vous dites, et que j'appelle moi une action de vandalisme, a roulé 6000 miles en tout et pour tout, dans toute son existence. Anthony Medeiros n'avait jamais pris l'avion. C'était un simple citoyen américain qui se rendait à son travail en voiture parce qu'il n'avait pas d'autre solution. En quoi avait-il besoin d'être sensibilisé au dérèglement climatique, alors qu'il y contribue sans doute trois fois moins que ces jeunes anarchistes des beaux quartiers qui dégonflent les pneus des grosses voitures sans se soucier de leur propre empreinte carbone ? Je ne nie pas qu'il s'agit d'une cause essentielle. Je veux juste vous dire qu'il existe de mauvaises manières de défendre une cause juste. Sur les cinq dernières années, M. Gorman, lui, a pris trois vols transatlantiques. Je suppose qu'il n'a pas scié les ailes du Boeing avant de prendre place à l'intérieur. Veuillez m'excuser, je n'ai rien contre M. Gorman, mais vous avez parfaitement compris où je voulais en venir.”

Vous avez une pensée pour votre vieille Chevrolet qui vous attend au parking. Peut-être aussi pour votre fils ou votre fille, qui ne sont pas climatosceptiques, qui ont une voiture, des envies de vacances, un barbecue rangé dans l'abri de jardin. L'avocat de l'accusé, le type à l'air californien, reprend la parole.

“Que ferait chacun d'entre vous, s'il avait la certitude absolue que la seule manière d'espérer encore éviter des catastrophes était de désobéir, d'empêcher coûte que coûte ce système économique destructeur de se perpétuer ? Auriez-vous le pouvoir d'annuler votre passé, ce que vous avez fait et vécu, la pollution à laquelle vous avez déjà contribué ? Renoncerez-vous à agir sous prétexte que, jusqu'ici, vous n'agissiez pas ? L'accusation d'incohérence qui pèse sur mon client est injuste. À l'échelle mondiale, les émissions de CO₂ n'ont jamais reculé, vous m'entendez, jamais, alors que la prise de conscience est chaque année plus massive. Aucune solution politique, aucune solution économique, aucune solution diplomatique. Que faut-il faire ? Rien, sous prétexte qu'on a déjà pris l'avion ? Ce raisonnement est absurde. La vérité, messieurs les jurés, c'est que le réchauffement climatique tue, les inondations tuent, les tornades, les sécheresses, les famines, les guerres tuent. Pardonnez-moi, mais la voiture aussi

tue, directement, violemment. Joshua Gorman n'est pas coupable de vouloir arrêter cela en posant des tracts. Rappelez-vous que l'un des plus éminents Américains de notre histoire, le philosophe Henry David Thoreau, est le père de la désobéissance civile. Si vous envoyez Joshua Gorman en prison, c'est Thoreau lui-même que vous condamneriez une seconde fois. Nous serions de retour au dix-neuvième siècle."

À présent, les heures passent et les témoins défilent, comme autant de morceaux de puzzle à assembler. Vous n'êtes pas au bout de vos peines. On annonce une nouvelle journée d'audience pour demain. Vous regardez vos voisins et voisines, ces onze autres jurés entre les mains desquels repose un verdict très attendu. Vos mains à vous sont moites. La chaleur s'est épaissie. En quittant la salle, vous songez au repas qui vous attend à la maison, le bruit de vos pas se mêle à celui de dizaines d'autres pas, silencieuse et incertaine procession qui devra pourtant rendre justice. Il vous vient peut-être à l'esprit que l'idée de justice est bien fragile, sur cette planète où tant de choses peuvent causer la mort, un pneu qui explose, une artère bouchée, ou encore une mauvaise récolte, un fusil d'assaut, une rivière en furie. Vous n'êtes sans doute pas juge de profession, ni américaine de nationalité. Ce n'est pas grave car, au fond, nous sommes tous un peu juges, et tous un peu américains.

Des collectifs militants, notamment certaines sections d'*Extinction Rébellion*, en France et au Royaume-Uni, ont réalisé des actions de dégonflage de pneus de véhicules SUV, accompagnées de tracts explicatifs. Toutefois, à ma connaissance, aucune de ces actions n'a entraîné d'accident grave. Les collectifs militants ont par contre été menacés de représailles et de nombreuses plaintes ont été déposées.

NB : Cette histoire est une pure fiction !

Citoyens, nous devons choisir l'énergie citoyenne !

Le principe est le même qu'il s'agisse de notre habitat, de notre mobilité, de notre alimentation, ou de notre énergie ! Ne nous laissons pas désapproprier de ce que nous sommes toujours capables de faire nous-mêmes. Ne laissons pas les tiers, les intermédiaires de tous poils nous vendre des "services" dont nous n'avons aucun besoin. Exerçons sans hésiter le contrôle que nous sommes en mesure d'exercer. Exigeons les régulations que nous estimons devoir exiger. Pesons du poids que nous pesons vraiment ! Ce sera déjà pas mal pour vivre mieux les crises qui s'installent...

Par Dominique Parizel

Nous saurons surtout, ce faisant, ce que coûte vraiment ce dont nous avons prioritairement besoin - ni peu de choses, ni les yeux de la tête... - et nous verrons aussi beaucoup mieux les choix que sommes réellement en mesure de faire, en tant que citoyens actifs. Nous comprendrons mieux où et comment nous investir, nous discernons mieux en qui nous pouvons réellement placer notre confiance. Des choix nouveaux s'imposent au seuil d'un hiver où sobriété rimera plus que probablement avec solidarité. Ils nous diront ce que vaut vraiment l'énergie dont nous avons besoin, et comment y avoir accès... A l'impérieuse condition qu'elle soit citoyenne. Car la proximité et le circuit-court, cela concerne tout autant votre énergie que votre alimentation, votre habitat ou votre mobilité... En doutez-vous encore ?

Acheter son électricité en circuit court, c'est possible ?

Aller chercher ses œufs à la ferme ou ses légumes à la coopérative maraichère voisine, voilà l'image qu'on a généralement du circuit court. Mais le circuit court, ce n'est pas que des salades ! Le principe s'applique aussi, notamment, à l'énergie. Produire ensemble son électricité sur le modèle coopératif, vendre et consommer soi-même cette électricité, voilà la boucle du circuit court de l'électricité. C'est ce que font quinze coopératives citoyennes wallonnes productrices d'électricité verte, qui se sont associées pour créer le fournisseur citoyen baptisé COCITER, auquel elles vendent leur production.

Les coopérateurs de ces coopératives sont non seulement copropriétaires des outils de production de leur coopérative - éoliennes, centrales hydro ou photovoltaïque, unité de biométhanisation - mais, en plus, ils sont copropriétaires de leur fournisseur d'électricité. C'est un modèle économique unique dans le secteur de l'énergie en Wallonie. Le client de COCITER consomme l'électricité qu'il a contribué à produire grâce à son investissement dans sa coopérative.

Avec sa coopérative, le consommateur a ainsi le contrôle sur son électricité. Il sait d'où elle provient, comment elle a été produite, dans quelles conditions, à quel prix. Bref, voilà une électricité d'origine contrôlée. Il peut aussi, au travers de sa coopérative, participer aux décisions, influencer les choix et les orientations de son fournisseur. C'est la démocratie en action.

Le circuit court permet aussi de mieux maîtriser les prix, et dans le contexte actuel, c'est un atout indéniable. Quand les coopératives associées décident de vendre leur électricité à COCITER, en dessous des prix du marché, COCITER peut répercuter cette baisse dans ses tarifs et faire bénéficier le consommateur d'un prix plus raisonnable. C'est la magie du circuit court : puisque le consommateur final est aussi le coopérateur qui produit, leurs intérêts se rejoignent. Bien sûr, le marché de l'énergie est très régulé ; on ne peut pas faire ce qu'on veut. Et COCITER, comme toute autre entreprise, doit s'assurer une solidité financière suffisante pour pouvoir affronter les tempêtes présentes et futures. Mais comment ne pas être en colère quand on voit certaines grandes entreprises énergétiques se réjouir de l'envolée actuelle des prix et engranger de plantureux surprofits, sans que ce mécanisme pervers soit remis en question ?

Au-delà de la question du prix, c'est le modèle novateur des coopératives d'énergie qu'il faut retenir. Un modèle qui place le citoyen au centre des attentions, qui lui donne de la responsabilité et du pouvoir. Un modèle qui privilégie l'autonomie et la solidarité. Ce modèle vertueux pourrait se développer et se renforcer. Encore faudrait-il que le politique en prenne conscience et prenne les bonnes décisions. Toute crise offre des opportunités de progrès. Il faut s'en saisir.

Construire l'Europe des citoyens autour des énergies renouvelables !

Electrotechnicien et économiste, Gérard Magnin avait rejoint l'ADEME - Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie - en 1985, comme délégué régional de Franche-Comté. Il anima ensuite, pendant plus de vingt ans, l'association de villes européennes, *Energy Cities*. Nommé au Conseil d'Administration d'EDF (Electricité de France) en 2014, il en démissionna, dès juillet 2016, afin de manifester son désaccord avec l'investissement dans deux réacteurs nucléaires, à Hinkley Point en Angleterre, et plus généralement à propos d'une stratégie qui déplace toujours plus le curseur de l'entreprise dans la direction unique du nucléaire...

Depuis septembre 2016, Gérard Magnin préside *Jurascic*, une coopérative de financement citoyen d'énergies renouvelables, en Bourgogne Franche-Comté. Invité du Colloque interrégional sur le renouvelable, qui s'est tenu à Eupen, le 17 janvier 2017, les éclairages qu'il y prodigua demeurent particulièrement précieux dans le contexte actuel. En voici un bref aperçu...

La dimension culturelle de l'énergie

Question universelle, l'énergie nous concerne tous, dans toutes les fonctions de nos vies, personnelles, familiales, professionnelles ou associatives. Son organisation révèle des modèles civilisationnels très différents, voire opposés, tiraillés entre les pôles de l'appropriation et du partage. La question du renouvelable est souvent traitée sous un angle exclusivement technologique, opposant des technologies à d'autres technologies. Ses promoteurs surestiment généralement la portée réductionniste d'un tel argumentaire qui privilégie le technique, l'économique ou le financier. Les décideurs locaux sont ainsi les spectateurs passifs d'échanges dont les règles ne seraient connues que des spécialistes...

Les fausses cartes qui tentèrent de faire croire, à Noël 2016, que la pollution à Paris était le fait des centrales à charbon allemandes - et l'effet de l'abandon du nucléaire dans ce pays - nous font entrer dans l'ère des *fake news*. Aucun vent ne venait, en effet, de l'est...

Pour mieux s'y retrouver entre rationalité pure et subjectivité totale, le promoteur d'énergies renouvelables ne peut se dispenser d'analyser les aspects techniques, économiques et financiers de la question énergétique. Mais ce n'est pas suffisant car le monde de la rationalité pure n'existe pas. Sous-estimer la dimension culturelle - c'est à dire la représentation qu'on peut se faire de ces énergies - le handicape lorsqu'il est confronté à l'incrédulité de la population et des décideurs. Il se prive ainsi d'arguments percutants qui transcendent le sujet technique, en s'adressant à la pensée, voire à l'intimité du citoyen.

La question du sens est fondamentale ! Elle permet de s'interroger sur les raisons de faire ceci plutôt que cela, de savoir pourquoi il ne nous est pas indifférent de faire ceci plutôt que cela. Voici donc quelques exemples, à différents niveaux de notre société, de ce que les énergies renouvelables peuvent apporter de plus.

Nos choix énergétiques à l'épreuve de valeurs universelles

Nous sommes attachés à des valeurs, souvent universelles, qui motivent nos engagements. Il est généralement admis, par exemple, que ce qui provient de la nature fait partie des biens communs de l'Humanité et ne devrait donc pas pouvoir être approprié de façon privée. De plus, nous aspirons tous à la paix plutôt qu'à la guerre, nous attachons de l'importance à notre souveraineté afin de pouvoir maîtriser ce qui concerne notre quotidien et notre avenir. La demande de démocratie, d'équité et de justice, ou encore l'accessibilité pour tous aux commodités essentielles à la vie, nous semblent primordiales, tout comme l'avenir de nos enfants et la solidarité intergénérationnelle. Nous sommes attentifs à la responsabilisation dans nos prises de décisions ; sûreté et sécurité font partie de nos préoccupations de façon croissante, prévisibilité et stabilité nous semblent des nécessités dans un monde aussi incertain. Nous sommes très soucieux du développement économique, en tant que facteur de cohésion sociale, ainsi qu'à notre capacité à inventer le monde qui vient... Voyons dès lors, à la lumière de ces différents critères, ce que promettent les différentes formes d'énergie.

1. Vie sur terre

La combustion des énergies fossiles est largement responsable du dérèglement climatique qui remet en cause la vie telle que l'Humanité l'a organisée sur notre planète. Des centaines de millions de personnes seront ainsi contraintes de quitter leurs lieux de vie et d'abandonner une partie de leur histoire.

En ne ponctionnant pas de ressources carbonées au-delà de ce qui est nécessaire à la production des équipements, les énergies renouvelables sont quasi neutres en carbone. C'est une de leurs vertus les plus connues. Elles ne portent pas atteinte à la vie sur terre.

2. Biens communs

Les réserves en énergies fossiles et fissiles sont très concentrées dans le monde : 50% des ressources en pétrole viennent de quatre pays - et 80% de huit. Il en va de même pour le gaz. Les trois quarts de la production d'uranium proviennent de cinq pays, dont un seul - le Kazakhstan - en produit plus de 40% ! En théorie, ces ressources sont des biens communs de l'Humanité mais, dans les faits, elles sont la propriété des pays en-dessous desquels se situent les gisements ou confisquées par les compagnies qui les exploitent.

Le vent et le soleil sont disponibles librement partout. L'eau souvent. La chaleur du sol toujours. Ce sont, pour l'essentiel, des biens communs qui ne sont pas appropriables de façon privée, en tant que ressources.

3. Paix

Le contrôle de ces ressources est l'objet de tensions géopolitiques intenses souvent causes de guerres, de conflits larvés ou de rapports de domination. La prolifération des matières radioactives et leur utilisation militaire menace gravement la paix.

La dispersion des ressources renouvelables est un facteur de paix. Utiliser localement du vent ou du soleil ne se fait pas au détriment de leur utilisation en un autre endroit du globe. Elles sont disponibles. La prolifération des technologies renouvelables ne porte pas atteinte à la sécurité du monde.

4. Souveraineté

Les énergies fossiles et fissiles ont concentré le pouvoir dans un très petit nombre de compagnies multinationales dont les chiffres d'affaires dépassent, de loin, le PIB de nombreux pays. Leurs stratégies asservissent à leurs intérêts une grande partie de l'Humanité, et même des pays. Elles remettent en cause leur souveraineté, comme c'est le cas en Ukraine !

Contrôler ses sources d'approvisionnement énergétique est une des bases fondamentales de la souveraineté d'un pays ou d'un groupe de pays ; les énergies renouvelables - productibles, transformables et utilisables sur place - sont un facteur important de souveraineté énergétique, surtout pour un pays non-détenteur de ressources fossiles.

5. Démocratie

L'approvisionnement en énergie est une question stratégique pour un pays ou un groupe de pays consommateurs - l'Union européenne, par exemple -, au point que ceux-ci peuvent devenir moins exigeants quant au respect de valeurs universelles dans les pays producteurs. Il en va de même pour les compagnies multinationales dont la compromission avec des dictatures est consubstantielle de leur modèle ; elles sont une source de corruption à tous niveaux. La production nucléaire, centralisée par nature, requiert un sévère contrôle social et politique pour limiter les risques qu'elle génère.

Les énergies renouvelables ne permettent pas à fournisseur incontournable - russe par exemple - de "confisquer" un modèle démocratique. Sécurité énergétique et sécurité démocratique sont ainsi étroitement liées.

6. Equité, justice, accessibilité

La consommation - et surtout la surconsommation - d'énergies fossiles par ceux qui sont capables de payer, induit des augmentations de prix qui s'imposent à tous. Chaque choc pétrolier est d'abord un choc pour les pays émergents, non-producteurs. Pour la première fois dans l'Histoire, une activité industrielle - le nucléaire - se développe à coûts croissants : cent vingt euros le MWh nucléaire, à Hinkley Point à partir de 2025-2027 et jusqu'en 2060, soit plus du double du nucléaire existant. Les énergies fossiles et fissiles nécessitent des réseaux de transport inadaptés, trop coûteux pour desservir des pays à faible densité. Plus de deux milliards d'êtres humains ne disposent pas d'électricité, sans que des solutions alternatives viables soient proposées.

Plus on construit d'installations en énergies renouvelables, plus les progrès techniques et les effets d'échelle réduisent les coûts de production : vingt-six euros le MWh solaire au Chili, soixante euros le MWh pour l'éolien *off-shore* en Mer du Nord. Et cela va continuer... L'accessibilité à l'électricité renouvelable en fait la solution la plus économique ; l'électricité pour tous est à portée de main, ce qui lui confère une portée universelle. L'électricité renouvelable décentralisée ne nécessitera que de petits réseaux de distribution permettant optimisations et mutualisations locales.

7. Solidarité intergénérationnelle et responsabilité

Les activités industrielles pétrolières, charbonnières et surtout nucléaires laissent aux générations futures des factures énormes pour réparer leurs nuisances ou se prémunir contre leur dangerosité. Les énergies fossiles ne provisionnent pas pour leur renouvellement, comme si on exploitait une forêt sans la régénérer, comme si une entreprise ne provisionnait pas pour maintenir à niveau ses équipements et les renouveler. Se présentant souvent comme une économie de marché, les énergies fossiles sont une économie de prédation sur un stock produit par la nature. C'est pourquoi on les nomme "énergies de stock".

Les énergies renouvelables ont un impact sur l'environnement, comme toute activité industrielle, mais il est connu, prévisible et limité. Elles ne produisent pas de déchets dangereux et les installations sont réversibles, à un coût modéré ; elles paient pour capter le

vent et le soleil, les transformer en électricité, pour renouveler leurs équipements et financer la gestion de leurs déchets ; elles paient pour l'ensemble du cycle. "Énergies de flux", elles se nourrissent de ressources qui se renouvellent sans épuiser le stock, à l'exception de quelques métaux rares.

8. Sûreté et sécurité

Les technologies de grandes tailles ont souvent montré leurs avantages dans un monde révolu. Aujourd'hui, c'est le contraire qui est vrai : ce qui est gros et concentré est vulnérable et peut devenir une cible, y compris terroriste. La dangerosité intrinsèque des grosses installations énergétiques centralisées - et notamment nucléaires - renchérit leurs coûts de production afin de prévenir les accidents ou de réparer les dégâts d'accidents.

La dispersion des installations, leur taille ou leur concept rend les énergies renouvelables plus sûres, exemptes de risques majeurs. La mutualisation des petits risques est plus sûre qu'une concentration de gros risques. Le risque terroriste ne peut alors avoir qu'un impact limité, du fait même de la dispersion des installations et de leur nombre.

9. Prévisibilité

Les prix des énergies fossiles - en particulier pétrolières - surdéterminent notre développement. Erratiques, leurs variations chahutent nos économies depuis un demi-siècle. Ils ne sont pas prévisibles. Prévisible en principe, la production d'origine nucléaire peut s'avérer fragile quand survient un incident générique qui oblige de cesser immédiatement la production.

L'évolution des prix des énergies renouvelables est prévisible et orientée à la baisse, à l'abri des aléas géopolitiques. La production est soumise aux variations climatiques - et c'est un inconvénient - mais elle est prédictible d'un jour à l'autre. La multiplication et la dispersion des lieux de production mutualisent les risques ; la combinaison des formes de production renouvelable, la gestion de la demande, les synergies entre réseaux, le tout associé au stockage sous ses différentes formes, permettra de dépasser les inconvénients.

10. Développement

Une grande partie des pays producteurs d'énergie fossile vivent de leur rente de production et ne se développent pas ou peu. C'est le cas des producteurs du Moyen-Orient, du Venezuela, de la Russie ou de l'Algérie. L'existence d'une rente énergétique dissuade généralement d'investir dans le reste de l'économie.

Les énergies renouvelables sont produites de façon dispersée ; elles génèrent des travaux de construction et de maintenance. Fournissant de l'électricité là où l'on ne voyait pas de solution proche, elles permettent l'éducation des enfants, la satisfaction des besoins du quotidien, ainsi que l'émergence d'activités économiques nouvelles.

11. Innovation

Les choix énergétiques surdéterminent souvent l'organisation politique des pays, et réciproquement. Les pays les plus nucléarisés - comme la France - sont souvent les plus centralisés, ce qui handicape l'adaptabilité des initiatives locales et les expérimentations qui ouvrent des voies d'avenir. Les moyens mis en œuvre pour préserver un monde ancien ralentissent l'émergence du monde qui vient.

Les pays fédéraux et décentralisés offrent des espaces de liberté et de création à la société, aux autorités locales et aux citoyens. Les innovations essentielles de ces dernières décennies - renouvelables, adaptation des bâtiments, etc. - viennent de ces pays, notamment d'Allemagne. Il en va de même pour l'éclosion des communautés énergétiques locales.

Les énergies renouvelables n'échappent malheureusement pas à l'appropriation - par des grands groupes ou fonds d'investissement - du profit généré par la production et la vente d'électricité renouvelable. Toutefois, les volumes d'investissement nécessaires à la transition des "énergies de stock" vers les "énergies de flux" seront colossaux. Les avantages qui viennent d'être décrits ne doivent donc pas pâtir d'une appropriation des profits qui serait considérée, à tort ou à raison, comme non-éthique ou non-équitable : quels que soient les modes d'investissement et d'exploitation, les énergies renouvelables conservent leurs vertus intrinsèques. Quelques chiffres permettent de mieux cerner la situation :

- selon l'*Agence Internationale de l'Energie*, les investissements mondiaux dans le solaire et l'éolien dépasseront les trente-deux mille milliards de dollars, d'ici 2040. Les seuls investissements coopératifs ne suffiront donc pas - c'est un euphémisme ! - à faire face dans les délais impartis, mais ils seront invités à prendre leur place ;

- d'ici 2025, une puissance éolienne équivalente à celle de cent vingt réacteurs nucléaires sera installée en Europe. Une grande partie sera installée par des investisseurs et des opérateurs traditionnels mais les citoyens devront y prendre leur part ;

- le désinvestissement des énergies fossiles, de la part des grands fonds d'investissement, au bénéfice des énergies renouvelables est une des conséquences majeures de la COP21. Même si ce changement est encore beaucoup trop lent, il doit être encouragé...

Enfin, une étude - réalisée à la demande de *Greenpeace*, *Friends of the Earth* et RESCOOP - montre que la moitié des Européens pourraient produire, de façon individuelle ou collective, tout ou partie de l'électricité dont ils ont besoin pour atteindre 45% de la demande totale ! La production se rapprochera ainsi des lieux de consommation. Cette réalité est proche. Elle nous appartiendra, si nous le voulons.

Ce qui a du sens au quotidien dictera nos choix énergétiques !

Une partie croissante de la population affiche clairement ses préférences : prendre son destin en mains, construire de nouvelles formes de démocratie, mobiliser des communautés territoriales autour de projets concrets, garantir la traçabilité de ce qui est produit, tirer parti des ressources locales, gagner en autonomie... Or les énergies renouvelables offrent l'opportunité unique d'ouvrir un espace d'action pour des communautés énergétiques.

1. Reprendre son destin en mains

Les moyens de produire de l'électricité renouvelable sont d'une taille appropriable par des citoyens. Alors que le monde énergétique du passé était le fait d'acteurs spécialistes dans leurs domaines, la transition énergétique met chacun en situation d'être acteur. Même ceux qui ne connaissent rien à l'énergie peuvent intervenir, dans les économies d'énergie bien sûr, mais aussi dans la production décentralisée.

2. Démocratie pratique

Les démocraties occidentales sont en crise, contestées parce qu'une démocratie formelle - qui se borne au respect de critères juridiques - perd de vue la démocratie réelle - celle qui compte pour les citoyens. Or être partie prenante d'un projet collectif d'énergies renouvelables, c'est justement entrer dans un processus démocratique de discussion, de conviction, de décision, de confrontation aux contraintes et à la complexité, de construction avec d'autres... En résumé, c'est ce qui permet de "faire communauté" autour d'un projet, avec la certitude de voir le résultat d'une action dont on peut être fier.

3. Traçabilité

Les relations marchandes, dans un monde globalisé, rendent les circuits économiques anonymes et de moins en moins lisibles, ce qui crée du doute, voire de l'angoisse. D'où l'émergence de circuits courts alimentaires, de réparation d'équipements, d'épargne et de monnaies locales. Les circuits courts des énergies renouvelables sont donc une nouvelle étape à franchir, avec des liens directs entre producteurs et consommateurs, avec la possibilité d'investir soi-même dans des installations d'approvisionnement. Eux seuls permettent de rendre traçables les circuits énergétiques...

4. Tirer parti des ressources du territoire

Notre économie s'est largement déterritorialisée, les entreprises sont de plus en plus mobiles, détachées de leurs territoires originels. Mais une partie de l'économie, apte à satisfaire des besoins de la vie quotidienne, peut se relocaliser, avec l'intention de maîtriser à nouveau ce qui est à la portée de nos mains. Si les technologies renouvelables permettent une réappropriation territoriale, la crainte émerge cependant de se la voir confisquer par des fonds d'investissement. Des communautés énergétiques - qui affectent leur épargne à des projets d'énergies renouvelables - se forment donc afin de limiter ce risque.

5. Un meilleur équilibre rural-urbain

La fracture entre l'urbain et le rural s'élargit. Le rural se sent floué par l'urbain et l'urbain est souvent arrogant avec le rural. La faible densité de population rurale compromet la viabilité de services à la population mais lui permet aussi d'accueillir des installations d'énergies renouvelables. C'est alors le rural qui fournit l'urbain et l'urbain qui paie le rural, ce qui est de nature à rééquilibrer un peu les relations, ceci n'excluant évidemment pas que des citoyens, entrepreneurs, et autorités locales du milieu urbain viennent investir dans des projets développés en milieu rural...

6. Autonomie

Le numérique renforce la tendance culturelle à l'autonomie, qui devient un marqueur de nos sociétés. La recherche de l'autonomie énergétique s'inscrit donc dans cette tendance. Si ce mot peut connoter du "repli sur soi", il peut surtout être pensé comme un moyen de se responsabiliser à nouveau, de façon individuelle mais aussi collective, quant à l'approvisionnement énergétique, à l'impact écologique du développement local. Les réseaux toutefois sont synonymes de solidarité, de mutualisation des risques, d'ouverture aux autres, à l'inverse d'une attitude voulue comme autarcique qui ressemblerait à une fermeture vis-à-vis d'autrui. Les échanges d'électricité déterminent aussi la base fiscale qui fournit des services à la population. Si cette base devait se réduire et être remplacée par une autre, encore faudrait-il déterminer laquelle...

En route vers une Europe de l'énergie citoyenne ?

Il est indispensable de donner toute sa place à la dimension culturelle de l'énergie, celle qui forge les représentations de sa réalité. Ce sont elles, en définitive, qui déterminent la plupart de nos choix. Toute transition génère des angoisses car on préfère toujours ce qui est connu à ce qu'il faut encore imaginer. Or l'avenir de notre siècle nous est largement inconnu, sauf sur un point au moins : il sera très différent de celui que nous avons quitté !

Mais si l'on part des réalités quotidiennes, des besoins à satisfaire, des potentiels à exploiter, toutes les villes unanimes. Et pas seulement les villes. Les convergences sont presque totales, et pas seulement entre les villes françaises et les villes allemandes, mais dans l'ensemble de l'Europe et bien au-delà. La prééminence des approches "étatico-industrielles" cependant, qui tentent de préserver le monde ancien, handicapent lourdement la recherche de solutions communes.

La capacité des acteurs de terrain, des citoyens - des gens qui ne se connaissent pas et pourtant aspirent aux mêmes choses - est une grande source d'espoir. Le développement de communautés énergétiques locales, ainsi que le mentionne le *Energy Package* proposé par la Commission européenne, le 30 novembre 2016, et intitulé *Clean Energy for Europeans*, offre une opportunité unique de construire une véritable Europe des citoyens autour d'objectifs énergétiques communs.

Une politique alimentaire, et vite !

Y a-t-il encore un pilote dans l'avion de notre politique alimentaire et agricole ? On ne peut plus le nier : nous assistons à la lente agonie de notre modèle alimentaire... Le citoyen en pâtit, jour après jour, et l'agriculteur aussi ! Chez nos voisins bataves, la tension monte. Et la police tire... Il est grand temps qu'une politique alimentaire ambitieuse soit mise en place. Et, pourquoi pas, un vrai ministère de l'alimentation ?

Par Marc Fichers et Mathilde Roda

A Heerenveen, aux Pays-Bas, le 5 juillet dernier, la police hollandaise a ouvert le feu sur une manifestation d'agriculteurs ! Certes, dira la police, il ne s'agissait là que de coups de semonce et personne n'a été blessé (1)... N'empêche, un tracteur a quand même été touché...

Que voulaient les agriculteurs ? Ils protestaient, depuis un bon mois déjà, contre le projet de réduction drastique des émissions d'azote voulu par leur gouvernement qui aura probablement pour conséquence la fermeture de nombreuses exploitations et une réduction du bétail de 30% au moins (2). Car le secteur agricole néerlandais est aussi polluant qu'il est puissant : quatre millions de bovins, douze millions de porcs, cent millions de poulets... Cinquante-trois mille exploitations dont les deux tiers dépassent les seuils d'azote acceptables !

Or l'excès d'azote pollue énormément, eau, air, sols et écosystèmes. Les faits sont là, incontestables, depuis des décennies. Mais tous les responsables successifs ont mis la tête dans le sable...

Un revirement particulièrement radical

Depuis le 10 juin, la décision gouvernementale néerlandaise secoue le secteur agricole batave qui se sent directement visé. Et pour cause ! Les Pays-Bas - comme la Flandre ou la Bretagne - ont misé sur les élevages intensifs, principalement destinés à la production de viande pour l'exportation. Nos voisins occupent carrément la deuxième place, derrière les Etats-Unis, du classement des exportateurs agricoles, tous produits confondus (3). Leurs animaux sont principalement nourris d'aliments disponibles sur le marché international. On peut donc aisément supposer que tout cela concerne peu le bio... L'azote chimique, servant à produire des céréales et de soja - importés massivement de là où les fait à moindre coût -, se retrouve dans les lisiers et les fumiers qui sont épandus sur les sols déjà sursaturés, aux Pays-Bas et plus que probablement en Belgique... Une telle surcharge occasionne des pollutions ingérables. Et le monde politique, fidèle à sa funeste habitude, cherche alors dans l'urgence à éteindre l'incendie ou - nettement plus dur ! - à faire face aux conséquences d'inondations

catastrophiques. On connaît la chanson ! Anticiper, en gérant des causes qui sont pourtant archi-connues, n'est pas au nombre de ses us et coutumes.

Or la pollution des masses d'eau par l'azote touche aujourd'hui de nombreuses zones agricoles. Même en Wallonie, où le *Programme de Gestion Durable de l'Azote Agricole* (PGDA) (4) a fort peu tenu ses promesses, le nombre des sites de prélèvement, où la norme de potabilité en nitrate est dépassée, diminue très lentement. Le gouvernement néerlandais a donc cent fois raison d'opter pour un plan de réduction drastique des causes de la pollution. C'est le chemin qu'emprunte également le Gouvernement flamand qui semble prévoir, lui aussi, la fermeture d'élevages intensifs. Tout cela vient malheureusement bien tard...

Qui faut-il blâmer ?

Mais oui. C'est bien la question qui se pose à présent. Qui est le vrai responsable de cette pollution dont nous ne sommes pas près de voir le bout ? L'éleveur qui s'engouffre dans un système productiviste dont on lui chante les louanges depuis bien trop longtemps ? Ou le politique qui lui permet encore ces pratiques dont nous ne connaissons que trop bien les effets néfastes et qui lui fait miroiter, à coup de primes scandaleuses, une rentabilité assurée mais totalement indue et insensée ?

Depuis des dizaines d'années, toutes les politiques agricoles ont soutenu le développement des élevages intensifs, sous prétexte de garantir une production bon marché pour l'industrie de transformation et surtout d'exportation. Les enjeux, environnementaux et humains, ne furent jamais été pris en compte, seule entrant en ligne de compte la production de protéines animales à bas prix. Pourtant, on a beau nous servir le plat à toutes les sauces et écrire le menu dans toutes les langues, une chose est certaine : l'intensification de l'agriculture n'est pas faite pour "nourrir le monde", et moins encore pour nourrir convenablement les gens d'ici, mais bien pour fabriquer une denrée commerciale, exportée aux quatre coins du monde, dans le seul but de faire grossir le compte en banque de quelques puissants actionnaires. Dont le monde politique est - qu'il en soit conscient pas - objectivement le larbin.

Le même phénomène peut être observé, depuis bien longtemps, en ce qui concerne la gestion de l'impact des pesticides. L'exemple des néonicotinoïdes est, dans ce domaine, particulièrement édifiant - voir l'article sur notre action en cours devant la *Cours de Justice de l'Union Européenne* (CJUE), paru dans *Valériane* n°156. En Belgique, les ministres successifs de l'agriculture dérogent systématiquement aux interdictions européennes, sans même se soucier des arguments qui sont exigés d'eux pour le faire. Cette question ne les concerne pas. Nourrir les gens ne les concerne plus. Seule compte pour eux la prolongation d'un système à l'agonie dont les pollutions sont amplement démontrées. Un système qui a déjà provoqué des dommages à la biodiversité, d'une manière quasiment irréversible...

De tout urgence, un pilote dans l'avion ! Nous nous *crashons* !

C'est une situation intenable. Le monde agricole est aux abois. La police, elle, ne s'en tiendra pas aux coups de semonce... Nous le répétons souvent, depuis des années déjà : cette

politique de fuite en avant, dans l'utilisation de l'azote et des pesticides, est une politique mortifère. Et, si elle est néfaste pour notre santé et pour l'environnement, elle l'est tout autant pour les agriculteurs car ils sont ainsi maintenus, d'une manière complètement irréaliste, dans l'illusion absurde d'un mode de production sans aucun avenir. Et ceux qui sont responsables d'un tel aveuglement risquent fort d'en payer prochainement le prix fort ! Qu'il y ait un jour des morts sur le champ de bataille - nous ne souhaitons évidemment la mort de personne mais nous savons aussi combien les faits et les gens sont têtus ! - et ce n'est pas aux bio qu'ils auront à rendre des comptes !

Quand un système est à bout de souffle, quand les crises à répétition l'ébranlent au point de mettre les tracteurs dans la rue, quand le climat et le déclin de la biodiversité - dont dépend, faut-il encore le rappeler, la résilience de notre planète ! -, quand tout cela devrait alerter le politique et le faire descendre de sa tour d'ivoire, plus aucune "dérogation" n'est encore acceptable. Mais quand déroger n'est plus possible, quand l'artifice tacticien est balayé par les faits, les premiers impactés sont toujours les agriculteurs ! Bercés par l'illusion que le modèle productiviste actuel survivra à ses innombrables méfaits, ils n'ont jamais été suffisamment sensibilisés à la nécessité d'entamer la transition. Et plus ils tarderont encore, plus elle s'apparentera à un chemin de croix. Peut-être se retrouveront-ils alors, comme leurs confrères hollandais, à devoir affronter, du jour au lendemain, des diminutions de leurs cheptels. Peut-être essuieront-ils alors, dans un combat qu'ils croiront toujours légitime, les tirs de la police ?

Chers agriculteurs, chers collègues, chers amis, ne reproduisons pas les erreurs du monde économique ! Rappelons-nous la crise de la sidérurgie. Au lieu de saisir l'opportunité de changement qui s'offrait à eux, en travaillant à une transition industrielle et à une réorientation professionnelle des "forces vives" vers des métiers d'avenir, les ministres successifs laissèrent la situation pourrir jusqu'à épuisement, à anéantissement total. Cela, sous le vain prétexte de sauvegarder des emplois et donc, pensaient-ils, des électeurs. Cette terrible démagogie mena finalement les travailleurs à une situation bien plus précaire que s'ils avaient été accompagnés, dès le départ, dans la voie du changement inévitable. Or, quand il s'agit de notre alimentation, de notre santé, de notre environnement, une vision plus large devient indispensable, dans le temps et l'espace. Nos agriculteurs font déjà les frais d'un manque de courage politique très grave, d'un défaut de carrures assez larges et de visions assez claires. Qu'advient-il s'ils persistent dans une bataille perdue d'avance ?

Les politiques du passé, obstinément...

Dans le cadre des négociations visant à définir la prochaine *Politique Agricole Commune* européenne (PAC), *Nature & Progrès* se positionna pour obtenir des primes, non plus à la tête de bétail, mais permettant de transiter vers des élevages essentiellement basés sur le pâturage, pour une plus grande liaison au sol, afin que nos animaux consomment des végétaux produits localement. Nous n'avons pas été écoutés ! La prochaine PAC confirmera malheureusement les politiques du passé, en maintenant une production de viande tributaire des importations d'aliments. Or il nous paraît aujourd'hui impensable de pouvoir encore cultiver et élever des animaux sans tenir compte de la gestion des impacts sur l'environnement et sur la santé. Les consommateurs le savent pertinemment puisque, depuis

plus de cinquante ans, ils ne cessent de réclamer de plus en plus de produits issus de l'agriculture biologique.

Pour *Nature & Progrès*, forts de la longue expérience d'un secteur bio qui s'est forgé dans une gestion conjointe par les producteurs et les consommateurs, l'avenir résidera dans le développement, non pas d'une stricte politique agricole, mais bien dans bien d'une réelle politique alimentaire ! Nous l'avions déjà revendiqué, avant la formation du présent gouvernement, en réclamant un grand ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture. Seule cette voie sera de nature à rendre à l'agriculture son rôle premier : celui de nourrir les gens le mieux possible. Et pas de fabriquer des produits commerciaux destinés à l'exportation, pour le seul profit d'intérêts particuliers...

Notes :

(1) Lire notamment : "Manifestations aux Pays-Bas : les raisons d'une colère qui enfle", par Hugues Maillot, dans *Le Figaro*, du 8 juillet 2022 - <https://www.lefigaro.fr/international/manifestations-aux-pays-bas-les-raisons-d-une-colere-qui-enfle-20220708>

(2) www.rtf.be/article/plan-azote-aux-pays-bas-pourquoi-la-colere-des-agriculteurs-neerlandais-persiste-11028389

(3) www.capital.fr/economie-politique/les-10-pays-qui-exportent-le-plus-de-produits-alimentaires-dans-le-monde-185738

(4) <http://etat.environnement.wallonie.be/contents/indicatorsheets/EAU%2013.html>

Détenir un animal est une vraie responsabilité

Toujours plus soucieuse du bien-être animal, la Région Wallonne, sous l'action de la ministre Céline Tellier, rend effectif le "permis de détention d'un animal de compagnie". La mesure, qui semble surtout vouloir mettre des freins à la prolifération des "nouveaux animaux de compagnie" (NAC) et aux achats faits sous le coup de l'émotion, ne doit cependant pas être une barrière au développement du "petit élevage" promu, depuis plusieurs décennies déjà, par *Nature & Progrès*. Explications.

Synthèse d'une réflexion collective

Depuis le 1^{er} juillet - avec une période d'adaptation courant jusqu'au 30 septembre -, la Wallonie impose la présentation d'un extrait du "fichier central de la délinquance environnementale et du bien-être animal" pour acquérir - c'est-à-dire acheter, adopter ou recevoir - un animal de compagnie. Commerces, refuges et élevages sont donc désormais tenus d'exiger ce document avant toute transaction. Faire cadeau d'un animal ne sera, par exemple, plus possible sans la présence du/de la bénéficiaire, un des objectifs de ce "permis de détention" étant notamment de laisser un délai de réflexion aux nouveaux adoptants ou acheteurs afin de limiter les risques ultérieurs de maltraitance. En ce qui concerne les chiens et les chats, un agrément en tant qu'éleveur occasionnel est également obligatoire dès qu'une gestation est en cours et une portée imminente. En tant qu'éleveur agréé, les personnes détenant ces animaux devront donc également solliciter le permis, en cas de vente...

Un document délivré par les communes

L'extrait du fichier central - le "permis de détention" - est délivré par les administrations communales, ou par le *Service Public de Wallonie* pour les personnes non-domiciliées en Wallonie. Ce document - qui n'est toutefois pas requis si l'acquisition de l'animal se fait à des fins économiques, l'acquéreur étant, par exemple, inscrit à la *Banque Carrefour des Entreprises* - établit que l'acquéreur n'est pas sous le coup d'une interdiction de détention, ou déchue de son permis de détenir un animal de compagnie, des peines qui peuvent être prononcées par un juge ou par un fonctionnaire sanctionnateur.

Notons ici que nombre de Wallons déjà condamnés pour avoir persécuté des animaux est très réduit ; il ne doit pas dépasser la septantaine de personnes, qui sont d'ailleurs autant des professionnels - dans des exploitations agricoles en déshérence, par exemple - que de simples amateurs. Vu ce nombre très restreint, une surveillance policière classique sera certainement plus efficace pour leur interdire tout contact avec des animaux, quels qu'ils soient, qu'une législation appelée à manipuler des réalités qui restent encore assez mal définies. De toutes

façons, s'il existe de vrais pervers parmi eux, il sera, hélas, très difficile de les empêcher - sauf à les colloquer et à leur passer la camisole de force - d'arracher les ailes des mouches et les pattes des fourmis...

La sauvegarde des animaux et le bien-être animal semblent donc bien être les principaux objectifs de la mesure. Sont concernés : chiens, chats, chevaux, chèvres, oiseaux, hamsters, souris, poissons, poules, lapins, furets... Mais surtout l'ensemble des NAC, l'acronyme qui définit les "nouveaux animaux de compagnie" : rongeurs, lézards, reptiles, serpents, tortues, amphibiens, insectes... Et nous en passons, des plus bizarres et des plus hostiles... En France, une famille sur vingt en posséderait ! Si la définition de l'"animal de compagnie" dont il faut s'assurer du bien-être reste particulièrement floue, la régulation de la détention de NAC - et leur commerce, par conséquent - semblent être ici en ligne de mire. Et c'est heureux...

L'importance du "petit élevage"

Détenir un animal est défini comme "le fait d'avoir en possession, quel qu'en soit le titre, un animal, et ce, de manière régulière ou provisoire". Sont principalement visés, par la nouvelle obligation wallonne, la catégorie d'animaux voués à "tenir compagnie" et l'achat d'une poule, par un particulier, pour obtenir quelques œufs ne requerra pas d'extrait du fichier central. C'est du moins ce qu'indiquent les réponses aux questions, le FAQ publié sur le portail wallon du bien-être animal dont l'adresse figure ci-dessous. Et c'est une bonne nouvelle ! Redisons tout net que le "petit élevage" occupe une place très importante au sein de l'économie domestique, telle que la conçoit *Nature & Progrès*. La capacité à autoproduire la nourriture fait, pensons-nous, partie des meilleures solutions à la malbouffe. L'autonomie des mangeurs par rapport à l'agro-industrie est ainsi reconnue, chaque jour un peu plus, comme un impératif de santé publique. Les contraintes sanitaires lui ont cependant déjà porté de rudes coups et il eut été dommage que des obligations administratives récurrentes s'ajoutent à ces difficultés. Le "petit élevage" est bien plus qu'une simple activité de loisir car il améliore incontestablement la vie de ceux qui le pratiquent, tant du point de vue économique que de la qualité alimentaire. Relevant le plus souvent d'un savoir-faire traditionnel, il ne s'improvise pas et suppose sensibilisation et apprentissage, échanges nombreux et respect des spécificités propres à l'animal élevé. De nombreux documents furent édités, à ce sujet, par *Nature & Progrès* - et de nombreux articles publiés dans votre revue *Valériane* - afin de bien informer sur les conditions à respecter pour mener à bien ce type d'entreprise chez soi. Les espèces concernées ne semblent pas directement destinées à "tenir compagnie" mais rien ne permet toutefois d'affirmer que les deux objectifs ne puissent pas être remplis en même temps. Est-il encore utile de les présenter ? Quelques gallinacés et quelques gros oiseaux, bien sûr, l'un ou l'autre cochon peut-être, le lapin, quelques poissons de rivière... Les escargots aussi et les abeilles, cela va sans dire, même si on ne les mange pas...

Toutes ces espèces, en règle générale, n'entrent ordinairement pas dans la maison. Le chien non plus, direz-vous, tant qu'il était surtout caractérisé par sa fonction : chien de chasse, chien de berger ou simplement compagnon de "balades natures" qui retourne ensuite à la niche... Quant au chat, tant qu'il ne daigne pas montrer le bout de ses moustaches, il est difficile de dire s'il est vraiment là, ou pas... Nous avons ainsi pratiquement fait le tour du petit monde

animal, tel qu'il exista, autour de nous, jusqu'il y a peu. Quand le "grand partage" entre homme et animal était toujours extrêmement affirmé...

Qu'est-ce qui a changé ?

Très paradoxalement, si l'homme sent qu'il doit absolument retrouver sa place au sein du vivant - et redéfinir un juste rapport avec le monde animal -, la consommation d'animal-bibelot n'a jamais été aussi forte, aussi irresponsable et éhontée. Le *marketing* animalier est le vrai problème. Et c'est bien lui qu'il faut impérativement modérer. On nous a tellement vanté le "petit compagnon" qui allait éduquer nos enfants à notre place - mais une telle charge est souvent trop lourde pour un enfant qui n'a pas un adulte dans son dos -, on nous a tellement vendu le thérapeute placide, le confident discret, le fidèle parmi les fidèles, celui qui est capable de ce qu'on n'oserait attendre d'aucun humain... Se profilait, là-derrrière, le marchand d'animaux esclaves et de *pet-food*, même en bio. Mais que de "petits compagnons" en surpoids ne croise-t-on pas ? N'est-ce pas là une forme aiguë de maltraitance ? Que dire alors des humains ? "*Les armes ne tuent pas, prétend-on, parce qu'elles n'appuient pas elles-mêmes sur la gâchette*"... Et la bouffe ne tue pas tant qu'on n'en gave pas les individus. Mais qu'est-ce que gaver ?

Notre monde moderne ne s'interdit aucune forme de *business*. Aucune forme de morale ne peut être opposée au gogo qui a le désir d'acheter. Ainsi va le monde ! Tant qu'il y aura un amateur, il y aura toujours un fournisseur pour alimenter les fantasmes les plus délirants ! Vous aviez déjà un aquarium rempli d'espèces exotiques ? Offrez-vous maintenant un zoo à domicile ! C'est facile mais un ours ou une girafe, évidemment c'est un peu grand et ça peut faire du dégât. Un lionceau, c'est mignon mais cela grandit trop vite... Alors, il reste les NAC, ou même des races génétiquement créées pour qu'elles plaisent à l'homme, voire carrément des races volontairement handicapées afin qu'il soit plus encore plus flatteur de leur venir en aide...

Les NAC sont une création des années quatre-vingt, époque bénie où on s'est mis à vendre n'importe quoi, à n'importe qui, dans n'importe quelles conditions. Une séquelle, une de plus, de l'argent-roi ! Dans cette euphorie inarrêtable du grand marché mondialisé, personne ne se soucia évidemment des conséquences inéluctables. En termes d'ordre public, cela a plutôt alimenté les pires "légendes urbaines", comme les boas jetés à l'égout qui remontaient dans les toilettes des particuliers ! Passons... On s'inquiéta bien de piqûres ou de morsures très problématiques, puis de transmission de zoonoses - avec la Covid, évidemment, on comprend mieux - et d'interactions malheureuses avec la faune locale et avec l'environnement. Le bien-être animal, c'est encore une tout autre affaire... Si on le définit comme le respect de l'éthologie propre à l'espèce, on ne peut en déduire qu'une chose : l'écrasante majorité d'entre eux n'ont juste rien à faire là ! La reconnaissance croissante de la capacité animale à ressentir douleur, plaisir et émotions occupe toujours plus de place au sein de nos législations. Tout animal mérite ainsi une vie qui le satisfasse et a, par conséquent, droit au respect. De plus, la mise en évidence d'authentiques "cultures animales" suggère l'urgente nécessité de les préserver de toute perturbation à caractère anthropique. S'obstiner à individualiser l'animal dans une stricte fonction d'accompagnement n'en serait-elle, assurément, pas une ?

Alors, que faire ?

L'idée demeure profondément ancrée que la prohibition de l'alcool, aux Etats-Unis dans les années 1920, fut la meilleure façon de donner envie d'en boire. Cette idée - leitmotiv du libéralisme triomphant - est largement fautive. Limiter drastiquement le commerce des NAC sera probablement une nécessité en termes de sauvegarde de la biodiversité et de limitation des risques de pandémie. Le récent film de Marie-Monique Robin - accompagné d'un livre du même nom -, intitulé *La fabrique des pandémies*, ajoute une pierre - de taille ! - à l'édifice... Mais nous n'en sommes pas encore vraiment là. Pour l'heure, on n'interdit rien, on se borne à ajouter une étape qui contrariera - est-ce vraiment tout ce qu'il est permis d'espérer ? - l'achat impulsif, l'achat émotif : la petite boule de poil en guise de doudou ou le monstre velu, et tellement plein de pattes, qui fera de vous un punk authentique... Mais peut-être faudrait-il quand même réfléchir à ne plus vendre en "animaleries" ce qui est culturellement susceptible d'être mangé - les poules essentiellement ? La vente de ces animaux à même d'améliorer l'ordinaire de nos assiettes et de transiter par nos estomacs doit, nous semble-t-il, relever de la seule compétence d'éleveurs agréés.

Peut-être faudrait-il également chercher, un peu plus loin, à rééduquer notre rapport au monde animal et, singulièrement, à cette petite chose qui n'en est justement pas une : l'indéfinissable "animal de compagnie". La présence animale est-elle appropriée à notre espace intime ? Cette place lui convient-elle vraiment ? Que dit-elle de nous ? Répondre catégoriquement à ces questions est difficile. Des animaux accompagnent des personnes dont la santé est défaillante, du purement physique à toute la gamme du psychologique et de la santé mentale. La présence de poules et de lapins domestiqués font beaucoup de bien aux résidents d'établissements pour personnes âgées. C'est sans doute un mieux ? La vigilance reste toutefois de mise car, même là, des formes sournoises de maltraitance peuvent rapidement apparaître...

Au-delà de ces questionnements qui sans doute resteront ouverts longtemps encore, *Nature & Progrès* tient à rappeler avec fermeté que ces nouvelles mesures wallonnes, certainement très positives en ce qui concerne le bien-être animal en général, ne doivent pas s'appliquer au "petit élevage" nourricier. L'autoproduction alimentaire, sous toutes ses formes, doit au contraire être promue avec vigueur auprès de nos concitoyens, tant elle est susceptible d'améliorer leur quotidien.

Portail du bien-être animal en Wallonie :

<http://bienetreanimal.wallonie.be>

Un Terre-Neuve au soleil

Nouvelle

Cet été, dans le Sud de la France, j'ai été témoin d'un événement qui ressemble fortement à celui qui est raconté dans cette nouvelle. Les noms des lieux, les caractères des personnages et l'esprit général de cet événement ont été modifiés, si bien qu'il s'agit d'une pure fiction. Certaines questions qui entourent cette petite histoire, pourtant, demeurent valables dans la réalité comme dans la fiction.

Par Guillaume Lohest

Il est dans les dix-sept heures quand le jeune Noé V., venu passer l'été dans le hameau provençal de sa grand-mère paternelle, tombe nez à nez avec un immense chien allongé de tout son long sur le chemin empierré du plateau de la Tour-Gardinelle. Sa peur est contrôlée ; il n'est plus cet enfant épouvanté par le moindre caniche, mais tout de même, l'animal est de taille. Heureusement, il semble accablé par la chaleur et profondément endormi. Noé procède à un contournement prudent, le chien l'ignore, le voici de l'autre côté. Il entame alors la descente vers le hameau.

Quinze minutes plus tard, il franchit le seuil de la maison. Sa grand-mère est dans la cuisine, au frais. Elle écoute une radio locale un peu démodée qui diffuse des chansons des années quatre-vingt. Apercevant son petit-fils, elle lui lance le petit mot habituel, ce qui donne d'habitude le signal d'un apéritif complice, à l'ombre du figuier, dans le jardin. La dernière fois qu'il est venu, voici trois ans, il était encore un enfant. Maintenant qu'il a seize ans, Mamé lui autorise enfin le panaché.

« *Alors ?* », dit-elle de sa voix rocailleuse.

Noé, qui a passé l'après-midi à jouer aux cartes à la Tour-Gardinelle, n'a pas grand-chose à raconter. Si ! Il y a bien ce vautour qu'il a vu tournoyer à basse altitude, tout proche de lui.

« *Attends, je te montre* » dit-il en se souvenant d'avoir photographié le charognard. Mais sa poche est vide. Son smartphone a dû rester sur la table du café.

— Il faut que je remonte, mamé. On peut reporter l'apéro d'une heure ?

— Va, mon grand. Je sais qu'à ton âge, on ne peut pas se passer de ces petits machins. Et je sais aussi pourquoi tu en as tant besoin. Va donc.

Elle a compris, dès les premières minutes du séjour de Noé, que son petit-fils était amoureux. Son téléphone est donc l'objet le plus précieux du monde, parce qu'il est le canal par lequel lui parviennent les mots de Leila, sa copine restée en Belgique pour un job d'été. La mamé sait. Elle comprend, elle n'en rajoute pas. C'est ça, une mamé. Comme une mère, sans les soucis qui vont avec.

Noé remonte le sentier vers la Tour-Gardinelle. Arrivé au sommet, il lui reste vingt minutes de plateau. C'est encore une vraie fournaise. Des herbes, jaunies par la sécheresse, remonte une chaleur épaisse qui pourrait terrasser un gorille.

En distinguant à nouveau, de loin, la masse informe du gros chien endormi, Noé est gagné par une sensation étrange. À présent tout proche, deux petits mètres, une certitude s'installe en lui. L'énorme animal est exactement dans la même position que tout à l'heure. Il n'a pas bougé d'un millimètre. S'armant d'un brin de courage, Noé pose son pied contre le flanc du chien et pousse légèrement. Aucune réaction. Il appuie plus fort, lui donne carrément un coup de pied. Toujours rien. Cela ne fait aucun doute : le mastodonte est mort.

Malgré la chaleur, Noé poursuit son chemin à toute allure. Il doit prévenir le propriétaire du chien, sans doute quelqu'un de la Tour-Gardinelle. Ses amis pourront certainement l'aider. Il se dirige vers le café qu'il a quitté une heure plus tôt. Arthur et Philémon ne sont plus là, mais Victor est fidèle à sa réputation de pilier de comptoir en devenant. Il est en grande discussion avec la serveuse, une femme dans la cinquantaine dont la peau est tellement cuite par le soleil qu'elle vire au violet.

- Il y a un énorme chien mort sur le plateau ! interrompt Noé à bout de souffle. Victor et quelques clients se tournent vers lui. On l'interroge. À quoi ressemble ce chien ? Où Noé l'a-t-il aperçu ? Est-il certain qu'il n'est pas simplement endormi ?
- Je lui ai shooté dedans ! répond le jeune homme. Il est plus gros qu'un Saint-Bernard, presque un ours. Il a le poil brun et assez long.
- C'est Winston, tranche un client entre deux gorgées de bière.
- Merde, lâche la serveuse cramoisie.
- Qui est Winston ? demande Noé.
- Le chien de tout le monde, ou de personne, explique Victor. Il a été abandonné ici par un couple de Hollandais, il y a deux ans. C'est surtout Antoine qui s'en occupe, mais il est apprécié et soigné par tout le village.
- Il faut dire qu'il ne dérangeait personne, toujours à moitié assommé par la chaleur. Il aboyait à peine.
- C'est un Terre-Neuve, précise l'amateur de bière en vidant son verre d'un trait. Il a dû succomber à cette canicule de malheur. Les jeunes, attendez-moi là, on va monter le charger dans mon pick-up.
- Je préviens Antoine, propose la serveuse.
- Merci, Élise.
- On ne bouge pas d'ici, Georges, répond Victor sans consulter Noé.

Georges, c'est l'ancien maire, qui tire son autorité de son enracinement. Natif de la Tour-Gardinelle, aujourd'hui la soixantaine, il parle peu et bien, avec un accent du Sud délicat qui s'est arrêté juste au seuil de la caricature. Noé le connaît depuis l'enfance et n'oserait pas le contredire. La mamé va s'inquiéter et l'apéritif risque de sauter, mais il ne peut pas se dérober. Ses jambes tremblent encore un peu de sa course sur le plateau et ses mains sont moites. De toute façon, il aurait été incapable de redescendre. Il sent qu'il se passe quelque chose. Cette

histoire n'est pas anecdotique pour les habitants de la Tour. Ce Winston semble être une mascotte un peu spéciale.

Vers dix-neuf heures, Georges, Victor et Noé, aidés par Élise, déposent la vieille couverture contenant le corps imposant de Winston sur la petite place qui borde le café de la Tour-Gardinelle. Le chien a toujours l'air endormi. C'est troublant. Élise le caresse comme s'il vivait encore. Une larme coule lentement le long de son nez. Victor aussi semble affecté par cette mort soudaine. Décidément, cet animal était aimé.

— Où est Antoine ? s'inquiète Georges.

— Pas là, dit Élise. Son fils va arriver.

— On ne doit pas traîner. Avec cette chaleur, le corps va vite commencer à sentir et à pourrir. Il faut l'enterrer avant la tombée de la nuit.

— Peut-être qu'il est préférable d'appeler les pompiers...

— Jamais de la vie, tranche Georges. C'est notre affaire, on s'en occupe. Julien pourra dire un petit mot et les enfants Fournier feront un morceau de musique, ils l'aimaient bien aussi.

— Julien ? Ça ne plaira pas à tout le monde. Il est gentil mais il est diacre. Les gens ont leurs principes, tu sais bien.

— Je m'en fiche. Mais on verra. Le silence et la musique, c'est bien aussi.

Élise se relève.

— Je fais passer le message. Vingt heures trente à l'ancien lavoir.

Petit à petit, l'ombre gagne du terrain sur la placette. Autour du corps affalé de Winston, les habitants forment un petit attroupement. Ils sont bientôt dix, quinze, à distribuer une dernière caresse ou à se remémorer quelque effroi de touriste à la vue de ce géant. Cela ressemble à une veillée funèbre. Autour d'un chien ? Pourquoi pas. Qui a dit que seuls les êtres humains étaient susceptibles d'avoir une âme à accompagner sur l'autre rive ? Quitte à n'être sûr de rien, autant élargir le bénéfice du doute à d'autres vivants.

L'attente dure. On ne trouve pas le fils d'Antoine. De fil en aiguille, la conversation s'étire et dérive.

— C'est le réchauffement climatique qui l'a tué.

— Mh.

— Depuis combien de temps son corps était-il soumis à cette canicule ? Un mois ? On n'avait pas connu ça depuis trente ans. Je vous le dis, Winston est mort du réchauffement climatique.

— On est obligé de parler politique maintenant ?

— Oui, c'est vrai, il est mort. C'est ainsi. Pourquoi chercher la petite bête ?

— Parce que c'est trop facile, autrement. Combien d'autres chiens, d'autres animaux, d'autres cultures vont devoir crever avant qu'on modifie nos façons de vivre ?

- Les gens ne changent pas, ils ne changeront jamais. On vit comme on s'est habitué à vivre, c'est comme ça. Le réchauffement climatique, on ne l'évitera pas, on peut tout juste s'y adapter.
- Je suis d'accord.
- Tiens, Louis a repeint ses châssis, je n'avais pas vu.
- Et les conversions ? Ça existe, non ? Regardez la famille Fournier. Des petits Parisiens qui n'avaient jamais vu un olivier, et qui se retrouvent à la tête de l'élevage de chèvres le plus reconnu de la région.
- C'est l'exception qui confirme la règle. Pour un Fournier qui change de vie, tu en as dix mille qui continuent leurs commandes en ligne sur *Ali Express* et qui se ruent sur les promo barbecue du *Leclerc*.
- Tu nous déprimes. Moi je crois que des petits Fournier, il y en a quand même de plus en plus.
- Il n'y en aurait qu'un seul, ça suffirait déjà à ne pas tout à fait désespérer de l'humanité.
- Wow, c'est la mort de Winston qui vous rend si spirituels ? Ce n'est qu'un chien. Si on ne l'enterre pas tout de suite, il va commencer à puer.
- Merci pour cette belle parole, l'ami. On peut toujours compter sur ton sens des réalités. Noé, embarqué dans cette histoire malgré lui, a fini par appeler sa mamé pour lui expliquer la situation en deux mots. Il a promis de revenir avant qu'il fasse nuit noire. Comme c'est lui qui a découvert le corps, il jouit d'un statut particulier dans la petite assemblée. De temps à autre, on lui demande des détails. Il est le premier des témoins, ce n'est pas rien.
- Et tu dis qu'il était allongé au milieu du chemin ?
- Oui, j'ai dû le contourner, je pensais qu'il dormait.
- Il aura sans doute eu une attaque cardiaque après s'être couché.
- Tiens, des Slovènes.
- Quoi ?
- La Nissan, là-bas, c'est une plaque slovène.
- Mais on s'en fout, des Slovènes, mon vieux. Qu'ils viennent faire tourner nos commerces, ça nous arrange.
- Quelle idée, aussi. Un Terre-Neuve en pleine Provence ! Son destin était écrit. On le voit tous baver et souffler depuis deux ans.
- Et puis ?
- Eh bien... nous sommes tous un peu responsables.
- Ce sont les Hollandais qui l'ont abandonné ici !
- Bien sûr, mais tout de même. On s'est attaché. On l'a gardé par égoïsme. Il aurait été mieux au Danemark ou en Norvège. C'est un chien sauveteur, il aurait dû pouvoir réaliser ce à quoi sa race le destine.
- Voilà que les chiens auraient des vocations, maintenant. Le soleil nous a tous un peu tapé sur la tête, on dirait. Un chien, c'est un chien.
- Justement, parlons-en ! Les humains ont sélectionné les races, pas seulement en matière de chiens d'ailleurs. Les vaches, les moutons, les chevaux, les chats, les plantes, les blés, tout. Au bénéfice de qui ? L'être humain se croit maître et possesseur de la nature, comme disait... qui encore ? Pascal ? Voltaire ?
- Descartes, imbécile.
- En tout cas, c'est ça le problème. Cela n'a rien à voir avec le réchauffement climatique. Les chaleurs normales d'ici, c'était déjà trop pour Winston.
- Tiens, Géraldine a mis des fleurs à son balcon. Elles n'étaient pas là hier.

- On s'en fout, des fleurs de Géraldine.
- C'est joli, quand même.
- Pas faux. Un degré de moins, ça reste caniculaire. Inutile de mêler le réchauffement climatique à ça.
- Mais oui, je vous l'ai déjà dit, vous cherchez de la politique là où il n'y en a pas. Vous êtes pénibles.
- Ah, des Belges. Je les aime bien, moi, les Belges. Ils sont sympas.
- Un point pour toi, Noé.
- Ah oui, juste. Mais tu es venu tellement souvent qu'on te considère comme un gars d'ici.
- En tout cas, c'est une belle mort. Ça me fait penser à la chanson de Jean Ferrat, *Je voudrais mourir debout, dans un champ, au soleil...*
- Tu chantes faux.
- Pauvre Winston.
- Il se couchait toujours en plein milieu de la ruelle qui monte vers l'église. Certains touristes renonçaient même à la visiter.
- Sûrement des Allemands. Ils ont peur de tout, les Allemands.
- Et son odeur, misère ! Elle, au moins, on ne la regrettera pas.
- Moi, je dis que c'est quand même le réchauffement climatique qui l'a tué. C'est trop facile sinon.
- Tu es têtu comme une mule, mais ça ne te donne pas raison.
- Ah, voilà le fils d'Antoine.

Le visage du petit Émile, qui doit avoir onze ans à peine, n'est déjà plus qu'un torrent de larmes tandis qu'il se penche sur Winston. Ses pleurs, impossibles à contenir, font un bruit rauque et déchirant. Ceux qui attendaient là font un pas en arrière. Les pudiques se mettent un peu à l'écart. Les sensibles se laissent gagner par le chagrin d'Émile. Les autres attendent, en silence. Après de longues minutes étranges, le garçon dit :

- Papa nous rejoint à l'ancien lavoir. Il est d'accord pour le diacre et pour la musique des Fournier. Il a juste dit de ne pas tirer en longueur.
- On va faire comme il a dit, conclut Georges.

Vers vingt-et-une heures, les cinquante-six habitants de la Tour-Gardinelle, Noé V. et quelques touristes, habitués du lieu, écoutent un jeune diacre partager du bout du lèvres quelques considérations hésitantes sur la création, les humains, les animaux et les plantes. « *Quelles que soient nos convictions* », prend-il soin de préciser, « *Winston était un ami fidèle et quelque chose en nous comprend qu'il n'est pas insensé de lui rendre ce petit hommage...* ». Arthur, Victor et Georges ont apporté une énorme caisse en bois qui fera office de cercueil improvisé. « *C'est pour éviter que les sangliers ne le déterrent* » a dit Georges. À trois, ils s'occuperont de creuser et de mettre la caisse sous terre, à une cinquantaine de mètres du vieux lavoir.

Tout de même, il fait nuit depuis un quart d'heure quand Noé rejoint sa mamé sous le figuier du jardin. En sirotant leurs panachés, il lui raconte toute l'histoire et les discussions de la placette. Il a bien réfléchi sur le chemin du retour, c'est vrai que ce n'est pas une question de réchauffement climatique. Un Terre-Neuve, c'est une race canadienne, c'est plutôt ça, ce n'est

pas fait pour vivre dans le désert. Après un long sourire tendre, sa mamé mime une petite grimace :

— Et si c'était moi qu'on avait retrouvée morte sur le plateau ? Tu aurais dit cela aussi ?

Noé sort son smartphone de sa poche, l'y remet, se gratte l'arrière du crâne. Les grillons redoublent leur chant. On entend quelques chiens aboyer, plus bas dans le hameau.

"Nourrir notre résilience"

Le groupe local de Namur de *Nature & Progrès* compte parmi les plus anciens. Sa composition a cependant été récemment renouvelée et ses nouveaux membres ont tenu à prendre eux-mêmes la plume afin de dresser l'état des lieux de leur action. Excellente initiative ! Ecoutons donc attentivement tout ce qu'ils ont à nous dire...

Par David Sokol et Michel Berhin

La "locale" namuroise de *Nature & Progrès*, recrée et relancée en 2016, est un doux mélange d'anciens et de nouveaux... Quelques membres le sont depuis quelques années, voire de très longues années - presque quarante ans pour notre doyenne fraîchement pensionnée, trésorière de la locale mais également organisatrice de voyage "bio" en France et d'ateliers sur la lactofermentation et les soins par l'argile - et d'autres ont rejoint le joli groupe, depuis trois ans et demi... Cette particularité est intéressante car elle permet de mixer nos différents profils, nos générations, et nos dynamiques et attentes respectives. Parmi certains des projets mis en place par notre locale, nous citons entre autres, le cycle "*Les dessous du vin : du label au terroir*" et un autre cycle intitulé initialement "*Effondrement ?!..., Exerçons notre pouvoir d'agir ici et maintenant !*"

Mais peut-être avant tout, vous expliquer notre mode de fonctionnement... Dans notre locale, il n'y a ni président, ni secrétaire. Nous travaillons en réflexions collectives et en partage des tâches, encadrés par Valérie, notre animatrice. Il n'y a pas de règles pour la récurrence/fréquence de nos réunions. Ce sont nos projets qui définissent le rythme et la fréquence de nos rencontres. Certes, la "crise" a ralenti - oui, encore... - la concrétisation de certaines activités, abîmé la motivation de certains, laissé émerger les difficultés à traverser l'époque actuelle pour d'autres... Mais nous ne nous sommes pas laissés abattre. Ah non !

Visio ma non troppo

Durant cette période covid, malgré une bonne série de réunions en vidéoconférence dès que cela fut possible, nous nous rassemblions et, depuis un moment nous nous rassemblons, en chair et en os, pour la grande majorité de nos réunions, de nos échanges. Pour notre plus grand plaisir, aussi. En effet, rien ne remplacera jamais des moments partagés ensemble plutôt que des face à face par le truchement des écrans. Bien entendu, les moyens modernes nous permettent souvent de gagner en rapidité et en efficacité, mais il est bon également de rappeler ici qu'ils nous éloignent parfois de l'essence profonde des rapports humains, sociaux.

Au fil du temps, bien que ne nous voyant quasiment qu'autour de projets menés au sein de la locale, une forme d'amitié se développe et cela, avec beaucoup de simplicité et d'authenticité.

La moyenne d'âge de l'équipe de la locale ayant légèrement baissé, ces dernières années, force est tout de même de constater que cela reste un challenge de convier et de convaincre de plus jeunes membres à venir nous rejoindre. Et pourtant, réside bien là l'une des possibilités de dynamique vertueuse et nourrissante d'une locale : mixer les générations qui la constituent. La vie d'un groupe étant très organique, nous sommes persuadés que les projets menés ces dernières années permettront à de jeunes recrues d'approcher et de rejoindre, pour un bout de chemin, l'équipe de notre belle locale de Namur.

Revenons-en aux projets !

- Divine boisson

L'un d'entre eux, fut le cycle intitulé "*Les dessous du vin : du label au terroir*". Ce cycle a été initié en 2019 et réalisé en 2020 par la locale de Bruxelles, avec le support d'un membre de la locale de Namur. Plutôt sympa de voir deux locales collaborer ! Ravie du succès de ce cycle en région Bruxelloise, la locale de Namur se l'est également approprié. Elle l'a réalisé sur son territoire namurois en 2021. Et cela malgré la crise covid, en présentiel, tout en respectant et en jonglant avec les consignes dictées au moment de la réalisation de ces projets. Cela n'aurait pas eu lieu sans l'enthousiasme et le dynamisme de la coordinatrice de ces deux locales. Merci à Valérie d'avoir permis ces échanges, rencontres, collaborations...

Ce cycle offrait, en quatre rencontres, la possibilité au public de mieux s'y retrouver et d'identifier les enjeux interpellant autour de cette question du "bon vin". En effet, le cheminement du cycle nous mène à des réflexions globales et systémiques sur les méthodes culturelles, modes de production et de transformation, les différents labels et types d'appellations, la lecture et la compréhension des étiquettes... Autant d'aspects qui souvent pourraient faire tourner la tête des consommateurs, bien plus - tout autant ? - que l'effet du nectar lui-même ! Entre projections, échanges sur nos représentations, rencontres, discussions et débats avec des acteurs viticoles de cette filière... Il faut avouer que ce cycle permet de faire généreusement tout le tour du sujet "vin". S'il est vrai que l'histoire de la vigne se confond avec celle de l'humanité, force est de constater que ce cycle était bien utile pour éclaircir la vision du public sur ce qu'est le vin, et ce qu'il est devenu aujourd'hui. L'envie de travailler et de réfléchir sur ce sujet fut la lecture "coup de poing", par certain-es de nos bénévoles, du livre de G.-E. Séralini : *Le goût des pesticides dans le vin*.

- Collapse

Le deuxième cycle qui nous a rassemblés était intitulé : "*Effondrement !?... Notre pouvoir d'agir ici et maintenant !*" Cette idée de cycle autour de la *collapsologie* - la théorie de l'effondrement global et systémique de la civilisation thermo-industrielle, considéré comme inéluctable à plus ou moins brève échéance, et des alternatives qui pourraient lui succéder, n'oublions surtout pas cette seconde partie - a émergé lors d'une réunion de la locale, il y a environs trois ans. Il aura fallu ruser pour réussir à concrétiser une partie des activités imaginées pendant la crise sanitaire. La Covid ne nous a, en effet, pas permis d'organiser

l'entièreté des activités en présentiel. Certaines ont donc eu lieu... virtuellement, à distance. Si cette option en ligne ne convient pas nécessairement à tout le monde, force est de constater que nous aurons tout de même réussi le challenge d'accueillir un public d'âges très variés. Car oui, les contraintes qui étaient celles de l'époque nous ont obligé à jongler avec certaines activités parfois obligatoirement en ligne, parfois en présentiel, afin de respecter le plus possible les règles imposées par nos dirigeants du Codeco. Malgré cela, quel bonheur de constater que la bonne humeur et la bienveillance furent toujours au rendez-vous et ce, malgré les sujets potentiellement anxiogènes que représentent les questions soulevées par ce cycle. Oui, on va probablement dans le mur ! Comment, dès lors, atténuer la marche globale, voire sortir du rang pour faire émerger un autre monde...

De l'éco-anxiété à la résilience

Après une série d'activités d'échanges sur le constat de la situation actuelle de notre planète et de ses limites, des différentes formes d'effondrements déjà en cours et en prévision - à venir -, mais aussi sur notre manière de vivre et d'appréhender tout ceci au point de vue émotionnel... Il était ensuite temps de réfléchir à des actions concrètes et des leviers permettant - même modestement - d'agir pour bâtir un avenir le plus désirable possible. Parmi les nombreuses idées à déconstruire, il y a celle des écogestes. En effet, beaucoup d'êtres humains estiment qu'ils sont parfois illusoire et quasiment inutiles, vu leur modestie, face à l'ampleur de la situation et des dégâts que nous avons causés et que nous causons sur notre environnement.

Il fut donc heureux de constater que chaque geste compte, que tout changement d'habitude, aussi insignifiant qu'il puisse paraître à l'origine, peut permettre de réels changements chez nous et dans notre entourage. Le seuil de basculement d'une attitude serait à situer autour des 25%. Nous sommes des expérimentateurs, des passeurs et des éveilleurs... Du comportement individuel passons au collectif...

Besoin de récits mobilisateurs

Bien sûr, la charge émotionnelle et le désarroi que l'on peut ressentir en prenant profondément la mesure de la situation, en prenant conscience de la situation et de la dégradation du vivant - une phase compliquée à vivre... - semblent inévitables. L'anxiété et le malaise qui peuvent s'installer, consciemment ou parfois inconsciemment, ne sont pas à prendre à la légère. Toutes et tous, nous vivons ces moments à notre manière, et à notre rythme. Avec un peu de recul, il nous semble essentiel de pouvoir échanger avec notre entourage autour de ces questions parfois lourdes qui nous remuent parfois violemment à l'intérieur de nous. La part émotionnelle est donc à prendre généreusement en considération.

Ensuite, selon nous et aussi selon certains scientifiques et penseurs dont les écrits et les paroles nourrissent et ont inspiré ce cycle, vient le moment de l'action. L'action oui, mais de préférence pas n'importe comment et pas uniquement de manière individuelle. Car certes, si chaque geste que nous posons personnellement a un impact, il est certain que les solutions

d'avenir résident dans le collectif, dans une autre manière d'être et de "faire ensemble". Se mettre en projet ensemble, échanger sur nos expériences, oser concrétiser des idées novatrices et qui bouleversent les schémas de fonctionnement habituel... Ces différentes expériences vécues permettent de faire émerger des récits positifs, des exemples dont on parle, et qui permettent parfois d'inspirer, de (ré)-émerveiller, de faire appel à notre créativité pour participer à la construction ce "monde d'après", bien plus inspirant qu'un hypothétique et non souhaitable "retour à la normale"...

Résilience alimenterre

Actuellement, toujours encadré-es et soutenu-es activement par Valérie, nous sommes en train de travailler sur une suite à ce projet... "La résilience alimenterre" fera l'objet de nos prochaines réunions et programmation d'activités. Nos méthodes allient réflexions et actions, outils didactiques variés - projection de documentaire, rencontres d'acteurs de terrain sur site, *world café*... Parfois autour d'un bon vin - bio, bien sûr, et avec modération ! -, d'un bon pain au levain et de bons fromages de nos producteurs locaux. Déjà plein d'idées et d'envies en tête...

À la rencontre de l'entreprise citoyenne

Les trois entreprises que nous vous présentons aujourd'hui sont des partenaires de *Nature & Progrès* depuis un bon moment déjà. Elles appuient et inspirent concrètement notre action, et nous les en remercions. Nous avons donc cherché, en conversant avec quelques-uns de leurs dirigeants, à nous forger une image plus juste de leur responsabilité sociétale et environnementale. Au-delà du cliché "entrepreneurial" - qui rime un peu trop fort avec "seigneurial" -, nous avons voulu questionner et observer en quoi ces communautés, plus ou moins étendues, d'individus évoluent par la force des circonstances et se transforment à présent en véritables entreprises citoyennes.

Qu'entendons-nous par-là ? Le fait évident, tout simplement, que l'entreprise, au même titre que chacun d'entre nous, joue un rôle déterminant face aux diverses crises que nous affrontons, qu'elle est un acteur important de la transition écologique. Mais comment cela se traduit-il pour elle, au jour le jour, voilà ce que nous avons tenté d'apercevoir... Plus encore que les séries d'actes, à caractère souvent symbolique, posés au nom de ces différentes "maisons", de ces différentes marques, nous sont apparus de nouveaux modes d'organisation qui, dans un souci primordial de bien-être au travail, régissent aujourd'hui leur obligation d'efficacité. Car le monde de l'entreprise, nul ne peut l'ignorer, est avant tout soumis aux réalités implacables de l'économie.

Pourtant, leur "capital humain" - plus que leur capital tout court - apparaît désormais comme leur meilleur atout pour traverser les tempêtes annoncées. Les "patrons" que nous allons vous présenter le savent mieux qui quiconque et c'est donc sur lui qu'ils investissent aujourd'hui, avec une bienveillance qui pourra surprendre. Plus les nouvelles générations y pénètrent, plus les entreprises sont scrutées quant à la réalité de leurs valeurs et de leurs engagements. Au premier rang desquels figurent évidemment le climat et l'environnement. Mais pas seulement : les questions de gouvernance et les questions de genre sont là également, avec force, au tout premier plan... Le rapport de l'entreprise à sa propre autonomie et à ses propres limites sont également des notions qui semblent de plus en plus incontournables. Alors ? L'entreprise de demain sera-t-elle écologique et citoyenne ? Parions qu'elle le sera...

Par Dominique Parizel et Benoît Lespagnard

Asdaex - www.asdaex.com

Intégrateur de logiciels spécialisé en automatisation, informatique industrielle et hospitalière, ainsi qu'en analytique

"Il n'y a pas de Planète B, affirme d'emblée Francis Martin, un des quatre fondateurs d'*Asdaex*. Nous sommes une société de services, une société de personnes où les employés passent le plus clair de leur temps derrière des ordinateurs. Nous servons principalement le secteur des sciences de la vie - pharmaceutique, biotechnologies, *medtech* et hôpitaux - et nous constatons que la préoccupation environnementale est de plus en plus clairement exprimée chez eux. Très fortement parmi les nouvelles générations, bien sûr, mais la prise de conscience a aussi gagné les générations plus anciennes. Et c'est très bien comme cela... Deux choses doivent évidemment être distinguées, en ce qui nous concerne : nos convictions, d'une part, et l'ensemble des opportunités que nous pouvons saisir pour les rencontrer mais aussi, d'autre part, la dimension strictement égoïste qui concerne la valeur intrinsèque de l'entreprise et celle des gens qui la composent. La problématique environnementale fait, de plus en plus, partie de nos valeurs propres, sous la pression surtout de nos plus jeunes collaborateurs mais aussi d'une prise de conscience généralisée. Fort heureusement, l'action voulue par ceux et celles qui composent *Asdaex* rencontre très bien la nécessité économique. Et la collaboration avec des associations telles que *Nature & Progrès* est une excellente opportunité pour nous, de telles organisations apparaissant, à l'égard des entreprises, comme Jiminy Cricket sur l'épaule de Pinocchio. Elles les rappellent aux dures nécessités environnementales."

Au service de la planète

"Comment les spécificités du métier d'*Asdaex* peuvent-elles être mises au service de la planète ? Pour donner un peu de contexte, explique Francis Martin, prenez l'exemple des cryptomonnaies - comme le *bitcoin* par exemple - qui sont de véritables catastrophes environnementales car la puissance de calcul qu'elles requièrent est toujours plus élevée afin d'empêcher qu'elles puissent être "hackées". Ces monnaies sont donc extrêmement énergivores, le bitcoin nécessitant aujourd'hui, à l'échelon mondial, autant d'électricité qu'un pays comme la Suisse, ainsi que nous le rappelle le mathématicien Jean-Paul Delahaye ! Plus généralement, travailler dans le *cloud* - c'est-à-dire utiliser des serveurs distants - ne doit pas être un prétexte pour négliger les problèmes d'environnement car c'est toujours mobiliser quelque part des centres de calcul très énergivores. Nous avons donc la responsabilité de revisiter régulièrement nos pratiques pour être sûrs de ne pas consommer trop. À cet effet, *Asdaex* réalise un audit avec une société externe afin d'évaluer la bonne utilisation de ses infrastructures informatiques et de les optimiser si c'est possible. Pour chacun de nos projets, par exemple, nous créons un espace digital où est stockée toute l'information utile ; il n'est cependant pas possible de faire cela pour chaque projet, en laissant exister les anciens. Un système d'archivage permet donc de consommer moins.

Asdaex, c'est un autre aspect spécifique de notre métier, conseille également à ses clients des architectures informatiques adaptées à de nouvelles installations, lorsqu'il s'agit de nouvelles usines par exemple. La consommation énergétique doit être inscrite dans la logique même de ces architectures. À sécurité égale, nous conseillons le coût environnemental le plus

acceptable. L'industrie que nous servons jouit de belles marges financières et sa capacité d'investissement permet une réflexion très approfondie en matière de responsabilité sociétale. Ainsi, la prise de conscience, *believe it or not*, est-elle très forte dans le secteur pharmaceutique de notre pays ! Sans doute parce que les gens qu'il emploie sont, en interne, de véritables acteurs de la cause... De manière plus générale, un gain énergétique important peut être fait en revisitant les méthodes de production. Les entreprises pharmaceutiques le font et mettent en place de véritables indicateurs de performance non-financiers qu'elles n'hésitent pas à communiquer et qui sont de nature à acquérir de plus en plus d'importance. C'est donc, de leur part, un engagement véritable, ce qui est rassurant. De manière plus générale encore, pareille démarche demande bien sûr un peu d'investissement. Mais peut-être le choc énergétique que nous vivons actuellement forcera-t-il encore davantage de décideurs à se préoccuper de ces questions ? Quelles que soient finalement leurs motivations, pourvu que cela soit bon pour la planète..."

Les valeurs de l'entreprise

"Nous devons tous lutter contre les coûts environnementaux cachés, s'insurge Francis Martin ! L'impact de la culture de la consommation immédiate de ces trente dernières années doit absolument être rendu visible pour les consommateurs. Regarder une série sur l'une des plateformes disponibles ? Quelle difficulté y aurait-il à patienter quelques jours ou à optimiser le transport des marchandises ? À acheter un support physique plutôt que de regarder "en direct" - avec une qualité d'image parfois médiocre qui est, à mes yeux, un recul de vingt ans... L'ensemble des plateformes de téléchargement, sans parler de contenus "moins recommandables", représentent une portion extrêmement importante de la bande passante, selon l'*Institut Belge du Numérique Responsable* ! Il y a vraiment matière à s'interroger sur cette consommation énergétique aberrante..."

Chez *Asdaex*, sûrs que les petits ruisseaux font les grands fleuves, nous tablons sur de petites initiatives, en sensibilisant, par exemple, nos collaborateurs à travers des commandes de fruits - chacun bénéficiant, par ailleurs, de chèques-repas. Ces fruits bio et locaux - même si nous avons parfois des bananes - sont également de saison, cela va de soi, mais nous prenons soin de bien expliquer la démarche, à tous et à chaque fois... Et c'est pareil s'agissant de l'hôtel à insectes que nous avons installé, en collaboration avec *Nature & Progrès*. Nous en expliquons longuement les tenants et les aboutissants. Nous sommes une société en forte croissance et nous accueillons donc beaucoup de nouveaux collaborateurs qui nous interrogent sur les valeurs de l'entreprise. Notre valeur essentielle est la confiance ! Et au-delà, viennent la transparence, la communication, le respect de la parole donnée... Les questions environnementales, tout comme les questions de genre, sont ainsi régulièrement abordées. Le nombre de femmes engagées - et, par conséquent, la diversité de la réflexion au quotidien - est important pour notre entreprise et nous nous efforçons en permanence d'en recruter davantage, même s'il est plutôt difficile d'en trouver dans les métiers de l'automatisation, de l'informatique industrielle, etc. Je dirais, mais c'est peut-être affaire de perception, qu'elles sont plus sensibles que les hommes aux questions écologiques, ce qui est positif pour nous car cela transforme notre regard sur les choses et nous assure une large diversité d'idées nouvelles...

Nous avons, chaque jeudi, une "*happy hour*" où chacun s'exprime et échange librement ; les idées fusent et circulent. Nous organisons aussi un "événement" collectif, trois fois par an, où je veille à ce qu'ils ne se passe jamais dans un esprit de compétition - jamais de classements, de vainqueurs ni de perdants... - car nous privilégions les comportements coopératifs, et non les comportements compétitifs. Ce sont toujours des moments qui me permettent de discuter, avec l'un et l'autre, de manière informelle. Le choix d'un cadre naturel génère souvent des réflexions originales et des questionnements nouveaux qu'il faut être capable d'entendre... Quelqu'un m'a dit : il faudrait faire un compost pour les déchets organiques de la maison ! J'ai trouvé l'idée excellente et j'ai demandé à cette personne de venir me trouver si elle avait besoin d'un budget - *Asdaex* dispose, à cet effet, d'un budget en relation avec le bien-être au travail... Beaucoup d'idées apparaissent mais il n'y a pas toujours quelqu'un pour les prendre en charge. Certains comportements peuvent être imposés - les gobelets en plastique, par exemple, ont été remplacés par des bouteilles réutilisables - mais c'est encore beaucoup mieux si un projet qui suscite l'adhésion trouve quelqu'un qui a envie de s'y investir pour le bien de tous. J'apprécierais que ce genre de choses - mise en œuvre incluse - reflète vraiment une volonté collective, plutôt que d'être perçue comme un service rendu par l'employeur, au risque de se banaliser rapidement..."

Le vent de tempête qui brise le moulin

"*Asdaex*, conclut Francis Martin, ne sera jamais une société cotée en bourse car nous voulons continuer à maîtriser, nous-mêmes, les orientations importantes. La croissance de l'entreprise n'a jamais été un objectif à nos yeux ; nous visions une vingtaine de collaborateurs, endéans les trois ou quatre ans, afin d'être crédibles économiquement. Nous sommes soixante-quatre ! C'est dû au succès de nos projets chez nos clients, pas à la volonté de croître pour croître. Nous suivons une logique à moyen terme de respect et de confiance. Nous ne recrutons pas de mercenaires... *Asdaex* tient à se prémunir de ce qu'on nomme le *treadmill effect* : le vent entraînant un moulin, lui permettant d'acquérir une certaine vitesse... Mais les actionnaires de sociétés cotées en bourse veulent toujours un peu plus et font tourner le moulin toujours un peu plus vite. Si vite qu'à la fin, il risque de voler en éclats ! L'efficacité opérationnelle a souvent, en contrepartie, un coût humain. Plus l'entreprise est grande, plus ce coût humain est anonymisé par le nombre d'employés : s'il y en a beaucoup, impossible de les connaître tous.

En tant qu'économiste, je connais évidemment tout ce qui est effet d'échelle. Tout n'est évidemment pas compatible avec la petite entreprise. Fabriquer des voitures de série sans grandes entreprises n'est pas envisageable, raison de plus pour que la dimension environnementale et de respect de la planète y soit extrêmement présente. Une dimension qui est cependant beaucoup plus facile à installer dans une petite entreprise, pour peu que les patrons y soient sensibles... Sans doute faut-il aussi conserver une confiance suffisante dans la technologie. Elle rend d'énormes services pourvu qu'on lui pose les bonnes questions. Elle n'est jamais que ce qu'on en fait, n'étant pas intelligente en tant que telle... Ce qui nous ramène inmanquablement à nos valeurs et à nos responsabilités. Ici et maintenant..."

Honesty - www.honesty.be

Une tribu de spécialistes, un autre regard sur l'immobilier

"J'ai personnellement été atteint par la maladie de Crohn, une inflammation du tube digestif, explique Ludovic Guiot, administrateur-délégué d'*Honesty*. Ayant pu constater l'impact sur mon propre corps d'une nourriture mal appropriée, j'ai prêté une meilleure attention à mon alimentation et à mon hygiène de vie. Une réflexion plus globale sur l'environnement a naturellement suivi et est devenue une véritable démarche familiale. Ma conception du plaisir a également évolué et je m'efforce, autant que possible, d'écarter de ma vie tout ce que je n'aime pas. Deux choses ont donc fait que ma maladie est en rémission : qualité de la nourriture et bonheur d'aller vers ce qui me plaît. Beaucoup de gens ne mettraient jamais une essence frelatée dans leur réservoir mais n'hésitent pas à se nourrir de façon déplorable..."

Les lois de l'attraction

"En tant que patron d'entreprise, poursuit Ludovic Guiot, je m'efforce aussi d'amener mes collaborateurs à éviter ce qui ne leur plaît pas dans leur job. Cela peut sembler étrange mais cette réflexion est pourtant fondamentale : si le travail ne convient pas, pourquoi ne pas en changer ? Ouvrir de telles perspectives est une excellente manière d'améliorer le confort des collaborateurs. Les mentalités doivent évoluer : il faut arrêter d'être dans le devoir, dans le paraître, et il faut, pour cela, identifier correctement sa propre envie et savoir où on est bon. C'est d'ailleurs souvent lié ; il est clair que, si on aime, on sera bon dans ce qu'on fait. Et le reste suivra, je crois aux lois de l'attraction. Nous sommes des moteurs pour tout ce qui nous arrive de positif et de négatif mais il n'est pas toujours aisé de le faire comprendre à notre entourage : famille, amis, collègues... Il ne faut donc pas craindre d'amener autrui à de telles réflexions. En tant que patron, je dois le demander à ceux que j'emploie : peut-être n'est-ce plus la fonction ou l'entreprise qui te conviennent ? Je dois aussi ouvrir la possibilité de réfléchir autrement. C'est pourquoi *Honesty* travaille avec une association nommée *Emploi Mode d'Emploi (EME)* - www.eme-conseil.be - qui recherche les modalités de l'épanouissement personnel dans l'entreprise et, par conséquent, une amélioration du travail. Mieux encore : *Honesty* va entamer un grand virage, dès le début de l'année prochaine ! Nous voulons nous réorganiser afin qu'il n'y ait plus un responsable ultime mais que des pôles de compétences soient mis à la disposition de tous et que l'autonomie de chacun soit accrue au point de faire disparaître, à terme, toute forme de structuration hiérarchique. Je vous invite, à ce sujet, à lire *Reinventing Organizations*, de Frédéric Laloux - une version traduite, résumée et illustrée, est disponible aux éditions *Diateino* -, dont l'idée est d'évoluer vers des fonctionnements de ce type. Pour améliorer le travail de chacun, il ne suffit pas de mettre un billard ou un kicker dans la cafétéria - je caricature - mais il faut laisser la liberté d'action la plus étendue possible aux collaborateurs et ne pas laisser planer l'impression que quelqu'un est susceptible, à tout moment, de les contrôler... Nous voyons aujourd'hui, chez *Honesty*, à quel point nos collaborateurs sont jaloux de leur autonomie. Trop de gens ont encore souvent, dans leur tête, l'impression qu'une telle autonomie n'est pas légitime. Il faut absolument réagir, face à de telles peurs, en mutualisant la réflexion, en rendant plus disponibles les

ressources liées à des fonctions ou à des compétences, de sorte que n'importe quel collaborateur n'ait plus jamais besoin du patron pour arriver à la bonne décision."

Priorités et valeurs

"Avant cela, n'importe quelle "boîte" doit évidemment définir ses priorités, ses valeurs. Chez *Honesty*, affirme avec fierté Ludovic Guiot, c'est la bienveillance ! Quelqu'un d'hyper-compétent, mais qui n'est pas bienveillant, n'a pas sa place chez nous. C'est la base. Le métier, ensuite, devient une sorte de la logistique... Je n'avais jamais imaginé qu'*Honesty* serait une entreprise avec onze bureaux et une quarantaine de collaborateurs. Ce sont les opportunités, les rencontres de personnes amenant des projets, qui décident du destin d'une "maison" comme la nôtre. Et pas une stratégie déterminée de longue date. Il me semble donc préférable, dans cet esprit, que les décisions et les évaluations se fassent entre collègues : fixer, par exemple, de nouveaux objectifs à qui est insuffisant ou irrespectueux, ou carrément prier cette personne d'aller voir ailleurs... Nous n'engageons jamais sur base d'un diplôme ou de compétences spéciales mais surtout sur base de la personnalité. Et, par rapport au métier spécifique de l'immobilier, nous formons nous-mêmes ces nouveaux arrivants. Neuf personnes sur dix sont dans cette situation-là, chez nous..."

Il est confortable de rester dans ses habitudes. Faire partie de ceux qui décident de fonctions et de priorités paraît trop ardu à beaucoup de gens qui n'y sont pas prêts. Nous devons donc d'abord déterminer comment bien négocier ce tournant. *Honesty* veut avant tout conserver son humanité, même si la structure grandit. Aux Pays-Bas, la première entreprise de soins de santé à domicile emploie plusieurs milliers de personnes mais tout se fait en autonomie, jusqu'à former la concurrence pour lui expliquer ce qu'il faudra faire demain... La volonté, au lieu d'expédier simplement les gens dans des homes, est d'amener tous ceux qu'elle sert à davantage d'autonomie, en expliquant, par exemple, comment renforcer les liens avec la famille et les voisins. Toutes les questions émanant du terrain peuvent être posées par des groupes d'infirmiers, à des juristes ou à des médecins, sans qu'aucune structure pyramidale n'existe pour diriger tout cela... Le "boss" n'est plus là que pour certaines questions d'ordre très général. Et ceci est possible, même dans des "boîtes" de très grande taille...

Nous axons notre communication sur la "tribu *Honesty*" afin de souligner notre grande solidarité interne, dans un monde de l'immobilier qui est encore très concurrentiel, où les commerciaux, dans certaines entreprises, se bagarrent entre eux pour s'arracher les affaires... Ce n'est pas le cas chez nous ! Toutefois, l'inconvénient de la tribu, c'est que ses membres sont parfois plus durs encore que ne le serait le patron : un nouvel engagé doit prouver, par exemple, qu'il mérite bien de faire partie de la communauté. D'une manière générale, la tribu sanctionne beaucoup plus vite..."

S'adapter au monde qui change

"Aujourd'hui, les gens veulent de la liberté, de l'autonomie, constate Ludovic Guiot, travailler à temps partiel afin de garder du temps pour eux. Pourquoi serait-ce un problème, du moment que le travail est fait ? Aller chez le dentiste avec un enfant ? Chez nous, il ne faut même pas en faire la demande, ni même prendre congé... L'organisation du travail ne doit plus être du

ressort de patron. Et c'est faisable dans toutes les entreprises mais, pour cela, il faut avant tout de la pédagogie, il faut changer la culture de travail. La rentabilité doit évidemment toujours être au rendez-vous mais n'est-ce pas justement cette souplesse, cette légèreté qui rend aujourd'hui le travailleur plus efficace dans son boulot ? Comment ce travail doit-il être évalué ? Chez nous, pas de chiffres, personne n'a d'objectif ! Le rapport humain est toujours prépondérant, ainsi que les rapports avec les clients. Je n'évalue donc personne individuellement mais le *brainstorming* est collectif sur ce qu'il est nécessaire d'améliorer. Quel est le service qu'un agent immobilier peut rendre ? Notre rôle est d'abord de donner les bons conseils par rapport à un patrimoine. Garder ou vendre ? Quel est le prix de vente idéal ? Comment aborder la vente, en scindant, par exemple, le bien pour mieux le valoriser ? Il faut toujours, après réflexion, préférer le bon conseil au conseil intéressé, opter pour la relation à long terme dans l'intérêt du client...

Quand des collaborateurs qui ont de vraies compétences quittent l'entreprise, eh bien, c'est terrible pour l'entreprise ! Mais si ces mêmes collaborateurs s'épanouissent dans l'entreprise et peuvent être partie prenante de son destin, quelles raisons auraient-ils encore de la quitter ? Je pense donc que notre nouvelle organisation sera très attractive pour des gens qui arrivent dans le métier que nous faisons. Or l'enjeu principal aujourd'hui est justement de trouver les bonnes personnes. Et nombreux sont ceux qui acceptent à présent, de renoncer à une partie de leur salaire pour des questions de valeurs... Mieux encore : plusieurs patrons de PME - en électricité, chauffage, peinture - ont postulé, ces derniers mois, chez *Honesty*, alors que leur entreprise tournait bien. Ils peinent à trouver des gens formés ! Et les candidats ne manquent pourtant pas mais ce sont les formateurs, qualifiés et passionnés, qui font aujourd'hui défaut. Il est urgent de réfléchir autrement, en offrant d'autres perspectives au maçon, par exemple, dont on sait très bien que la pénibilité du métier ne lui permettra pas de travailler sur chantier jusqu'à soixante-sept ans. D'autres, à quarante-cinq ans, souhaitent changer de métier mais ne peuvent pas se le permettre financièrement... Pourquoi ne pas leur assurer un revenu ?"

La solidarité fera la différence

"Nous regrettons que le public, d'une manière générale, soit encore insuffisamment sensibilisé à ces questions, conclut Ludovic Guiot. Nous-mêmes devons mieux communiquer à ce sujet car on imagine rarement que l'écologie et l'aspect humain des choses puissent toucher une société immobilière. Mais il faut dire que le milieu de l'immobilier a été considérablement assaini depuis vingt-cinq ans... L'écologie est avant tout une histoire d'humanité. Je me souviens d'une réflexion de Pierre Rabhi qui place le respect de l'humain au centre, tout le reste n'étant que conséquences logiques. J'ai entendu dire qu'aujourd'hui, 70% des Belges font un job qu'ils n'aiment pas. C'est souvent une question d'éducation car on formate, dès l'école, sur base de notes largement arbitraires, on drille à une performance qui est pipée d'avance. Et tout est à l'avenant : vous devez mériter à l'égard des autres ! Certes, il faut du courage mais, quand on aime vraiment ce qu'on fait, est-ce encore bien du courage ? En tant que parent, comme en tant que patron, c'est de voir les individus se "casser la gueule" qui est terriblement dur. Nous pouvons juste nous efforcer qu'un problème ne se répète pas, chercher la pédagogie ou la formation continues adéquates, donner à la personne le moyen de trouver elle-même la solution qui lui convienne..."

Je pense donc que le travail en groupe permet d'oser davantage, induit des processus de correction plus crédibles et plus efficaces... Alors qu'être morigéné par la hiérarchie est toujours absolument contreproductif. Le rôle du patron aujourd'hui est difficile à jouer, à tel point que je me présente souvent comme un simple collègue. "*Un collègue qui décide*", dis-je alors sous forme de boutade... Sûr que c'est toujours la solidarité qui fera la différence !"

Civadis - www.civadis.be

Solutions IT pour les autorités locales

" Depuis quelques années, raconte Marc Breuskin, directeur des projets spéciaux et des partenariats, *Civadis* s'engage dans une action sociale liée aux cadeaux de fin d'année qui sont destinés à remercier notre clientèle. Nous demandons à notre personnel de faire des suggestions d'actions à caractère local et construites autour d'objectifs précis. Nous examinons alors, avec leurs promoteurs, comment y associer *Civadis* et c'est ainsi que nous avons fait le choix de *Nature & Progrès* afin de présenter une démarche en faveur de la biodiversité menée en commun : l'installation d'hôtels à insectes dans le cadre du *Plan Bee*. Une communication spécifique fut réalisée, en complément des cadeaux, et nous développons aussi, avec nos employés, les raisons qui motivent notre choix, un représentant de l'association partenaire étant ainsi convié afin d'en parler, ce qui peut inciter, si elles le souhaitent, les personnes concernées à prolonger la démarche... Soucieux de choisir nos cadeaux dans un cadre d'économie locale, nous optons souvent pour du chocolat, ce qui permet un vrai partage chez nos partenaires plutôt que de concerner exclusivement l'une ou l'autre personne...

Nos clients sont essentiellement des pouvoirs locaux, notre travail consistant à leur fournir des logiciels adaptés à leurs besoins. Ces logiciels sont installés sur leurs propres machines et nous ne pouvons donc qu'être de bon conseil en ce qui concerne les consommations énergétiques, dans le cas d'utilisations éventuelles de *datacenters*, sans que cette problématique concerne directement *Civadis*. Notre maison-mère en possède, quant à elle, et vient d'installer une éolienne afin de viser le bilan le plus neutre possible. Nous faisons nous-mêmes, bien entendu, très attention à nos propres consommations et à tout ce qui concerne l'ajustement, après la pandémie, de notre espace de travail qui est relativement grand. Nous réfléchissons aussi à l'introduction de nouvelles sources d'énergie, telles que les panneaux solaires..."

Adapter la politique de mobilité

"La question du sens, précise Sophie Demoitié, directrice financière et des relations humaines, oriente le choix que fait notre comité de direction pour la thématique associée aux cadeaux de fin d'année. Or les défis écologiques préoccupent toujours plus nos collaborateurs. Il est

donc important qu'une société comme la nôtre mette l'accent sur les problématiques sociétales et environnementales. Cette image positive est destinée bien sûr à notre clientèle mais elle réaffirme aussi, en interne, les valeurs auxquelles *Civadis* est très attaché. Nos plus jeunes collaborateurs sont particulièrement sensibles à ces questions, l'évolution des mentalités est très claire à sujet. Sans aller jusqu'à donner toutes priorités à l'environnement, les candidats à l'engagement chez *Civadis* nous interrogent régulièrement sur le sens que nous donnons aux fonctions proposées. Nous travaillons principalement pour les communes et les CPAS - et donc pour la population dans son ensemble -, nos priorités sont donc naturellement orientées vers le service public et vers le local.

Nous réfléchissons, Marc l'a évoqué, à investir dans le photovoltaïque et à mettre en place des systèmes originaux permettant à nos collègues d'orienter davantage leurs choix de mobilité vers des vélos ou des véhicules électriques. Tous pensent spontanément, par exemple, sur ces questions, à recourir davantage à des véhicules partagés. Le cadre de travail dont *Civadis* est propriétaire, à Rhisnes près de Namur, est très verdoyant et très aéré mais est malheureusement mal desservi par les transports en commun. Afin d'innover dans notre politique de mobilité, nous avons donc adressé un questionnaire à tous les collaborateurs afin de mieux comprendre leurs souhaits et leurs usages réels, les habitudes de mobilité qu'ils seraient prêts à modifier, ou même s'ils seraient éventuellement prêts à déménager pour bénéficier de conditions de travail différentes... Les résultats de cette enquête et l'analyse de l'état de notre flotte actuelle de véhicules nous permettra de proposer une gamme de solutions que chacun pourra combiner en fonction de son cas particulier. Nous évoluerons également, dans notre plan de rémunérations, en ne proposant plus systématiquement le véhicule de société. Nous sommes aussi très attentifs au bien-être des collaborateurs : l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle, par exemple. Nos différentes antennes - Marche, Leuze-en-Hainaut et Herstal - offrent également des solutions aux collaborateurs qui viennent de loin. Nous mettons donc au point une sorte de "plan cafétaria" où la voiture serait davantage comprise comme un outil parmi d'autres. La pertinence du passage à l'électricité de notre flotte de voitures de société reste, pour l'heure, très complexe à évaluer, concernant notamment l'aspect fiscal et vu le coût d'un véhicule électrique, en regard de la valeur de revente de nos véhicules à moteurs thermiques. Chez nous, la voiture reste un véritable outil de travail, beaucoup de collaborateurs se rendant quotidiennement en clientèle, mais à partir de juillet 2023, quoi qu'il en soit, nous passerons à l'électrique. Le rechargement - notamment pour ceux qui habitent en appartements - reste une question complexe, le planning de charges devant être plus structuré que pour les voitures à essence. Pour l'heure, *Civadis* est équipé de deux doubles bornes et le passage général à l'électricité ne pourra se faire qu'avec l'installation d'un réseau plus important, c'est pourquoi nous pensons à construire un carport muni de panneaux photovoltaïques et d'un nombre de bornes nettement plus conséquent."

Des évolutions rapides

"Recharger la voiture sur le réseau, quand on rentre chez soi, est évidemment toujours le mauvais choix, précise Marc Breuskin, car c'est aussi le moment où l'électricité coûte le plus cher. Celui qui dispose de panneaux photovoltaïques a tout intérêt à recharger ses batteries, pendant l'après-midi, quand rien d'autre ne tourne chez lui. Un bon schéma serait peut-être d'équiper les surfaces de parkings en panneaux photovoltaïques - dans les supermarchés, par

exemple -, de manière à recharger des batteries qui y seraient disponibles. Ceci permettrait sans doute de mieux adapter la consommation à la production électrique. Nous sommes encore dans une phase pilote à cet égard et il est certainement un peu tôt pour faire déjà des choix trop catégoriques, dans la mesure où la technologie - et notamment l'autonomie des voitures - évoluent à grand pas. J'ai eu vent, par exemple, d'un projet où un robot de chargement vient se coller aux voitures en stationnement sur un parking...

Le télétravail est un des outils qui a également évolué très vite, et les solutions qu'il offre sont aujourd'hui pleinement exploitées pour nos réunions. Toutes nos salles sont équipées de systèmes performants. *Civadis* offre aussi, à ses collaborateurs, la possibilité de trois jours de télétravail par semaine, ce qui est très apprécié même si de nouvelles questions se posent en matière d'esprit d'équipe et de consolidation des liens sociaux. Les logiciels que nous proposons intègrent aussi, de plus en plus, les outils digitaux, à l'intention des administrations que nous servons afin de gérer leurs propres *process*. Tout ce qui est factures, bons de commandes, etc. est aujourd'hui systématiquement dématérialisé. Tout ce qui peut être récupéré via des messageries permet d'éliminer beaucoup de papier. L'amélioration du dialogue entre citoyen et administration est également au cœur de nos produits, ce qui contribue également à donner du sens au travail qu'offre *Civadis* : il ne s'agit pas uniquement d'outils de base mais d'une modernisation complète du contact avec les institutions, dans l'intérêt de tous nos concitoyens. Travailler pour nous consiste donc à rendre un réel service à la population. Mais, attention, proposer une solution ne la rend pas pour autant exclusive et chacun doit rester libre de ne pas accepter les solutions électroniques ; ceux qui ne sont pas prêts doivent pouvoir continuer à recevoir les différents éléments de manière traditionnelle. Ajoutons enfin que *Civadis* change très régulièrement de matériel informatique qui ne reste, chez nous, qu'entre trois et cinq ans. Nous disposons ainsi d'équipements que nous donnons à des écoles ou à des associations. Ce matériel reste adéquat pour l'usage qui en sera fait, même s'il ne correspond plus à nos standards professionnels de performance... Chacun d'entre nous est acteur d'avenir, conclut Marc Breuskin ! Il ne faut pas attendre spécialement que les politiques ou les entreprises "fassent quelque chose". Chacun doit "faire quelque chose". Un peu d'attention suffit pour ne pas subir le changement."

Nul doute, à présent, que le capital humain soit la ressource essentielle de l'entreprise citoyenne. Ce constat implique donc clairement que le facteur de changement de nos entreprises soit la bienveillance qu'elles témoignent à l'humain, bien plus que la course au profit. Cette course aujourd'hui les épuise, la valorisation de la compétence humaine au contraire les régénère, les fait revivre. Encore un logiciel à modifier d'extrême urgence...

Le bouturage d'arbres comme méthode *low tech* pour reboiser

Facile à mettre en œuvre par tout un chacun, le bouturage peut apporter une solution complémentaire particulièrement appréciable pour permettre au simple citoyen de soutenir l'élan insufflé par l'action du Gouvernement wallon, *Yes We Plant* ! N'attendons pas. Allons-y gaiement...

Par Françoise Hendrickx

Yes We Plant propose, depuis septembre 2019, de planter quatre mille kilomètres de haies : des haies vives, des alignements d'arbres et de taillis, ainsi que des vergers, à concurrence d'un million d'arbres. Cette campagne s'adresse aux citoyen.ne.s, associations, agriculteurs.trices, entreprises, écoles et organismes publics... Des milliers de participants ont déjà choisi de s'engager chez eux, en groupes dans leur quartier, leurs communes, en ville ou à la campagne, pour recréer et densifier notre patrimoine de "trame verte" mis à mal par l'urbanisation et la mécanisation agricole. Planter pour structurer les espaces, diversifier et embellir les paysages, revitaliser la fécondité et la fertilité de nos environnements !

Regagner en biodiversité

Embrayons sur l'excellent article qui précède : les haies fonctionnent comme de véritables réseaux de communication du vivant. C'est un maillage écologique déterminant pour la vie et pour la migration des oiseaux, la vie d'innombrables mammifères, insectes et plantes... Or près d'un tiers de nos espèces indigènes sont en mauvaise santé ! C'est un geste fort que d'agir pour limiter cette dégradation et regagner en biodiversité... En milieu agricole, les rangées d'arbres ou d'arbustes agissent comme des tampons contre les extrêmes climatiques devenus récurrents, elles stabilisent les sols, les berges des rivières, elles limitent l'érosion tout en ramenant l'eau verte - cette humidité optimale des sols qui recharge notamment les nappes phréatiques -, elles captent une part importante du CO₂, elles protègent contre le bruit...

A la différence des clôtures de barbelés, les haies vives abritent les cultures, les prairies et le bétail, du soleil, du vent et des intempéries. Les troupeaux peuvent se nourrir de haies diversifiées et fourragères - aubépine, érable champêtre, charme, frêne, noisetier, saule, ronces... Les bêtes profitent ainsi des bienfaits des plantes comestibles qui les entourent : les tanins des feuilles facilitent leur digestion de la cellulose de l'herbe, ils ont un effet vermifuge, apportent vitamines, sels minéraux et oligo-éléments, et majorent la qualité de leur viande ou de leur lait... Avec un écarteur adéquat, le bétail broute, taille et entretient toute la partie basse des haies. Voilà bien du circuit court et profitable pour tous !

Comme expliqué dans l'article qui précède, différents plants peuvent être choisis pour assurer différents étages : ce qui est, en soi, une véritable haie est une stratification verte et variée. S'ils sont conduits en hautes tiges, certains arbres peuvent rythmer la haie tous les quinze à vingt mètres. A la taille, cela donnera du bois de chauffage et du bois d'œuvre. Et, aux récoltes, le plaisir des ressources nourricières de terroir, de nouvelles sources de revenus, d'abondance et de résilience...

Bouturer, en plus de planter

La Région Wallonne subsidie des plants, en mottes ou à racines nues. Il faut donc creuser des tranchées ou des fosses, ce qui demande un peu d'équipement, de faire appel à des bêcheurs ou à une pelleteuse. Par ailleurs, les pépiniéristes manquent de stock pour répondre à la demande et tout le monde pourrait ne pas être servi. Le bouturage pourrait donc apporter une appréciable solution complémentaire pour soutenir l'élan insufflé par *Yes We Plant* ! Bouturer consiste à enfoncer directement en terre des bouts de branches d'arbres. Des fagots de branches aoûtées - celles qui ont poussé l'année-même -, soigneusement coupées, un bâton ou une tige robuste pour pratiquer les trous d'accueil sur une profondeur de trente à cinquante centimètres. Et hop-là, c'est parti !

Voilà donc un *modus operandi* plus *low-tech*, plus accessible, susceptible de motiver les citoyens dans le cadre d'activités familiales, bénévoles ou de temps de loisirs. Mais il conviendra également d'identifier des demandeurs d'"enfouissements de boutures" - particuliers, propriétaires privés, exploitants agricoles, propriétaires publics, co-propriétaires, etc. - et des lieux - zones, bordures, etc. On pourrait trouver ensuite des intermédiaires qui relayent ces demandes. Imaginer même des Maisons du Tourisme, des marches ADEPS, des clubs de randonnées, des *team building* de ressources humaines, des formations dédiées ou des écoles, ou aller voir du côté des missions des cantonniers pour prendre un rôle actif dans cette synergie...

On pourrait aussi bouturer pour constituer des pépinières préalables. Des initiatives telles que Plantons des arbres et des haies ! - Planteurs d'Avenir ASBL (planteursdavenir.be) sont inspirantes. Il en va de même de collectifs moins formalisés. Puisque le bouturage constitue un clonage d'un plant mère, il ne participe pas à la diversité génétique des plants autant que la germination de graines, noyaux et fruits dont l'ADN est chaque fois unique. On pourrait aussi - pourquoi pas ? - partir des fruits et semer noyaux et graines. Les communes de Mettet, Anhée, Florennes et Onhaye souhaitent créer un parc naturel qui ambitionne notamment la plantation d'arbres et de haies, ainsi que l'accompagnement des agriculteurs vers un autre modèle de métier et de pratiques. Le bouturage pourrait y avoir tout son intérêt pour faire équipe avec le grand public à des moments dédiés.

Les arbres qui se prêtent au bouturage

Mais quels sont les arbres, arbustes et buissons se reproduisent par bouturage ? Suite aux échanges avec différents professionnels et avec des membres actifs de *Nature & Progrès*, chacun s'accorde à dire que "beaucoup d'arbres et arbustes se bouturent aisément, comme le saule..." Mais qui sont-ils exactement ? Après quelques recherches, j'ai pu en trouver quelques autres. La liste n'est, bien sûr, pas exhaustive... Pointons donc :

- les saules, à l'exception notoire du saule marsault pourtant très abondant. Apports pour la vannerie, hormones de bouture, soulagement de douleur - un principe actif est repris dans l'aspirine -, ses chatons sont comestibles...
- les peupliers,
- le sureau noir. Avec des tiges possédant un talon, de préférence en novembre, à l'extérieur. Retirer les feuilles qui se trouvent à la base de la bouture et conserver celles à l'extrémité,
- l'érable negundo qui n'est cependant pas indigène et peut être toxique pour le bétail...
- le noisetier : il requiert une humidité quasi permanente au démarrage,
- la viorne obier : en fin d'été, couper l'extrémité d'une tige herbacée non fleurie d'environ dix à quinze centimètres, retirer toutes les feuilles sur la moitié inférieure et planter la tige dans un châssis rempli de terreau et de sable. Maintenir le sol frais, l'enracinement prend deux mois,
- la bourdaine ou bourgène (*Frangula alnus*) : cet arbuste pousse soit sur des terrains humides et acides, soit sur des terrains secs et calcaires ; son écorce est utilisée comme purgatif. Sa taille peut atteindre cinq mètres,
- l'aulne : c'est le plus simple ! Les boutures de bois sec, à l'automne, sont quasi immanquables. Prélever des tronçons de rameaux de soixante centimètres à un mètre de long. Façonner des fagots et en faire tremper la base dans l'eau. Planter ces plançons au printemps, directement dans le sol. Il est possible aussi de prélever des rejets racinés au pied du tronc,
- le sorbier, le tilleul, le tremble, le frêne... Beaucoup d'espèces peuvent fonctionner en marcottage préalable,
- le figuier, le grenadier, l'actinidia - kiwi -, la vigne...
- le pommier MM 106, le plus utilisé en porte-greffe vu sa robustesse, sa polyvalence et sa mise à fruits rapide et abondante. Le cognassier... Pour les autres pommiers, pruniers, cerisiers et poiriers, le résultat n'est pas garanti. Mais cela ne coûte rien d'essayer...
- les petits fruitiers : cassis, caseilliers, groseillers, mûriers, mûroise - mix de mûrier et de framboisier -, groseillers à maquereau, gojis...

Comment s'y prendre pour bien bouturer ?

Les clés de la réussite :

- enfoncer suffisamment et dans le bon substrat : en sol peu compacté, humide et maintenu humide - en pot, dans un mélange de sable et de terreau,
- choisir le bon moment : en automne, en début ou en sortie d'hiver.
- choisir le bon endroit qui ne sera pas piétiné, fauché ou tondu, qui offrira l'espace suffisant pour le développement des plants et leur entretien,
- avoir un objectif connu et désiré, impliquant un suivi et une gestion adaptée...

Distinguons enfin trois types de bouturages :

1- les boutures de tige ou de tête, idéales pour les herbacées et les arbustes à fleurs. Travailler sur des rameaux non fleuris, enfoncer deux nœuds en terre et laisser dépasser un ou deux nœuds, au-dessus...

2- les boutures en plançons, variante du bouturage de tête. La différence réside dans la grande taille de la bouture qui s'installe directement à son emplacement définitif. Intéressante pour les saules, les frênes et les peupliers.

Tailler en biais à 45°, avec un sécateur propre et bien aiguisé, pour prélever des rameaux de l'année bien aoûtés, sains, droits et vigoureux d'une longueur de deux mètres. Avec une tarière ou une barre à mine, faire des trous d'au moins un mètre de profondeur - soit la moitié de la longueur des branches prélevées qui sera entièrement effeuillée. Agrandir le diamètre du trou, si le sol est trop compacté, et garnir le fond de graviers pour assurer un bon drainage. Introduire toute la partie effeuillée des plançons, refermer avec de la bonne terre ou du terreau, bien tasser. Placer un tuteur pour maintenir la branche droite. Arroser régulièrement pour la bonne formation des racines.

3- Les boutures à crossette ou boutures à talon. Elles s'appliquent à arbustes à feuillages persistants, vigne, figuier.

Prendre dix à vingt centimètres d'une branche aoûtée d'un à un centimètre et demi de diamètre, avec un morceau d'un à deux centimètres de la branche avec l'écorce à laquelle elle était rattachée. Le tout forme un T ; il sera enterré aux quatre cinquièmes.

Tailler en biais à 45°, avec un sécateur propre et bien aiguisé, choisir des rameaux sains, droits et vigoureux. Supprimer les feuilles du bas, s'il en reste, et les pousses latérales, sans abîmer les bourgeons, à la base des feuilles. Garder un petit feuillage terminal... Mettre dans la terre jusqu'au-dessus du T. Rabattre la terre puis tasser. Arroser puis garder le sol humide mais sans excès d'eau. Si la bouture est mise en pot, placer celui-ci dans un endroit mi-ombragé, à l'abri des vents. Replanter au printemps ou à l'automne suivant, selon le développement racinaire. Dans le cadre d'une haie, espacer les boutures de deux mètres. La plantation se pratique en automne. Les boutures commenceront à pousser au bout de quelques semaines... Alors, cet automne, bouturons des arbres pour créer des haies...

Conclusion

L'action du Gouvernement wallon répond à une nécessité si forte que l'élan qu'elle génère dépasse la capacité de production des pépinières... La nécessité écologique dépasse donc de très loin la capacité économique ! Que faire en pareil cas ? Très simple : se souvenir que mère nature est la première qui subvient à nos besoins. Certes, ceci demande une solide dose d'humilité que, très souvent, nous n'avons plus. Ce ne sont pas tant les haies qui nous manquent, ni la production de nos pépiniéristes, c'est surtout notre propre capacité à nous reforester l'âme. Relisons *L'homme qui plantait des arbres*, de Jean Giono. Ensuite seulement, nous commencerons peut-être à comprendre de quoi il retourne vraiment...

La maison-entrepôt - S'affranchir du consumérisme

Il m'est venu l'idée saugrenue de raconter l'histoire de nos objets familiers, des armoires et des pièces de notre quotidien. En quelque sorte, l'histoire consumériste de nos murs et des choses que nous plaçons délibérément dedans. Peut-être apercevrons-nous alors comment le consumérisme nous entraîne vers l'abîme en épuisant, lentement mais sûrement, les ressources de la planète où nous vivons...

Par Alain Maes

Au premier jour de cette histoire, je me suis réveillé dans une maison de ville de douze pièces, plus les caves et un grand jardin, tous amoncelés d'objets en tous genres. Au deuxième jour de cette histoire, je décide de quantifier l'accumulation à laquelle presque personne, et sûrement pas moi-même, ne semble pouvoir échapper. Je désire juste donner une visibilité comptable à ces "collections". Il me faut, pour cela, choisir une pièce dans laquelle je puisse me glisser et inventorier les panoplies sans bousculer les hôtes que je visite. La cuisine s'est offerte comme une évidence.

Inventaires

Au troisième jour, pour dénombrer, j'établis une pyramide des âges de la population belge de vingt à quatre-vingt-quatre ans. Appartenant à la classe moyenne, je recrute préférentiellement dans cette population les cuisines à rencontrer. Afin de donner du corps à cette recherche, j'en choisis trente-sept de tous styles et de toutes les nuances.

Au quatrième jour, pour les affronter, je dessine un bordereau sur lequel tous les objets sont représentés. Au cinquième jour, j'arpente ma première cuisine : une fourchette, une poêle, une boîte de cure-dents, une paille, une pince à glace, un robot multifonctions - avec tous ses accessoires - valent toutes et tous pour un. Je compte tout ce qui permet de cuisiner et tout ce qui permet de manger. Je ne compte pas les aliments ni les produits d'entretien. Mais bien les lavettes, les nappes, les chaises, les caisses en carton pour le rangement des accessoires de la cuisine, pour peu que de près ou de loin ils alimentent nos estomacs, au sens propre comme au figuré... Je ne comptabilise aucune décoration, sauf s'il s'agit d'un objet destiné autrefois à la bouche. Ceci dit, et de manière anecdotique, lorsqu'un mousqueton est rangé dans le tiroir avec les fourchettes, par exemple, je le compte. Je prends des notes sur le bordereau, je comptabilise. Mes "clients" sortent les objets un à un, ils les nomment et je les note. Je fais autant de "barres" qu'il y a d'assiettes, de bols, de gaufriers, d'économies, de tasses, de pinces à escargots, de pics à zakouskis, de cuillères en bois, de presse ail, de

passoires, d'entonnoirs... En moyenne, il me faut d'une heure trente à deux heures pour compter une cuisine "raisonnable".

Je compte, je compte...

Mais attention, je ne compte pas les ustensiles de la cuisine rangés dans les pièces éloignées. Parfois, j'ai transigé pour quelques "brols" entreposés dans la salle à manger toute proche. Mais j'ai évité les garages comme la peste. Bien que cela m'ait été proposé à plusieurs reprises, jamais je ne suis descendu à la cave ni monté au grenier.

Je compte, je compte tant et plus et les objets murmurent, ils parlent ! Ces objets induisent des remarques auprès de mes intervenants. Les objets abondants et surabondants, oubliés, obsolètes, cassés, improbables, redondants ou encombrants, tous ces objets libèrent la parole. Mes hôtes échafaudent des justifications. Devant l'étalage de leurs objets, chacun, chacune se sent obligé obligée de justifier quelques achats, quelques collections, quelques égarements, quelques victoires... Presque toutes et tous commentent, par exemple, l'existence des objets familiaux, leurs raisons d'être essentielles.

"On ne sait même pas pourquoi on les a achetés"

"J'ai acheté ça pour autre chose"

"Aaah ! (horreur)"

"Des bougies Amnesty"

"Une poêle qui ne sert jamais, je vais la benner !"

"Je n'ai jamais utilisé ces trucs-là !"

"Cadeaux de Noël !"

"J'en ai que cinq (déçue) ?"

"Trop de choses affectives"

"Riez mais il y a une explication..."

Paroles des hôtes consternés, ravis et impassibles. Sur ces entrefaites, des hôtes "joueurs" m'ont tenté à compter quelques maisons entières, pour l'expérience, pour savoir. Une idée saugrenue que j'ai saisie à pleines mains. Je révélerai les résultats de cette poursuite d'enquête dans le prochain *Valériane*. Pour l'heure, je garde le cap, je termine la cuisine. Comme un mouvement perpétuel, il y a toujours le petit dernier, l'objet chéri, encore frais, le dernier arrivé qui sera bientôt le prochain retraité, le prochain désamour.

Le jour le plus long est le sixième jour. J'ai des milliers d'entrées, une quantité d'informations considérable. J'ai observé mes barres, j'ai regroupé, comparé, rassemblé, croisé les datas. La liste des objets de la cuisine contemporaine est très longue.

Paramètres

Le septième jour, je sors du bois sans déjeuner. Sur trente-sept cuisines, la variété des façons de vivre est aussi grande, dans une même tranche d'âge, que les accumulations d'objets sont variables. La "grande variable insaisissable" qui nous occupe est le mode de vie de chacun, de chacune. C'est lui et lui seul qui détermine l'amplitude des variations sur le long terme, sur une vie. À peine cinq pour cent des hôtes ont manifesté - dès mon arrivée - une résistance au système consumériste. Mais "résister" est un concept "météorologique", lui aussi variable. Le dire et le faire sont deux "commandes" mentales dont les résultats sont parfois éloignés. La quantité d'objets varie dès lors, parfois du simple au double, jusqu'au quintuple, aussi pour les personnes en résistance. Puis d'autres paramètres, plus factuels, entrent en jeu. Vivre seul ou vivre en couple requiert une cuisinière. Autrement dit, nos objets ne sont pas toujours multipliés par autant de personnes vivant sous un même toit, et pourtant... Le nombre d'enfants dans la maisonnée et leur âge sont un autre paramètre qui influe sur l'achat d'objets spécifiques, comme les biberons, les bavoirs et les chaises hautes qui bientôt seront des encombrants... Il y a aussi les familles recomposées et les gardes alternées des enfants qui consomment des objets spécifiques dans deux habitations. Il y a les "nouveaux" couples qui se voient en alternance chez l'un puis chez l'autre, deux cuisines et deux maisons, et deux entrepôts pour le même prix ! En fin de parcours, il y a aussi les héritages...

Aussi, un paramètre très terre-à-terre ne doit-il pas nous éloigner d'une certaine vérité. À trente ans, le pouvoir d'achat du jeune reste fragile, alors que celui de ses aînés est au plus fort. Dans cette enquête, une chose n'est pas à discuter : plus les femmes et les hommes prennent de la bouteille, plus ils accumulent. Inversement, moins ils sont vieux, moins ils en ont dans les bras.

Relativiser

Parler de moyennes, dès lors, doit passer par tous les filtres que je viens d'évoquer. Combien d'objets de cuisine avons-nous dans les jambes ? Les scores des deux familles les plus éloignées sont distants d'un ratio de quatorze ! La première compile 143 objets pour deux jeunes de moins de trente ans sans enfant, alors que l'autre compile 2.019 objets pour un couple de retraités, avec deux enfants fantômes (1). Notez que, malgré cet écart - vertigineux -, ces deux couples mangent à leur faim tous les jours de l'année et le second n'est pas obèse... La double page illustrée visualise trois réalités différentes parmi les trente-sept étudiés (2). Abandonnons les familles pour quelques moyennes par personne : la tranche d'âge 20/24 ans possède 165 objets, la 30/34 ans en possède 211, la 50/54 ans en possède 280, la 60/64 ans en possède 357 et la 70/74 ans en possède 464. Aux extrémités, les deux scores les plus éloignés sont distants d'un ratio de huit ! Un jeune de vingt-huit ans possède 73 objets, et un autre jeune de trente-huit ans en possède 581.

Le septième jour toujours, digérant le repas dominical, me revient l'idée - pas neuve - qu'un dessin supplémentaire vaut mieux que toutes les colonnes de chiffres du monde. Pour vous permettre de visualiser pleinement nos entassements, je vous propose de distinguer les "objets de cuisine" des "objets de la table". Les premiers servent à cuire le repas. Leur nombre

met en adéquation les casseroles et les becs de cuisson disponibles sur la cuisinière. Les "objets de la table" sont des multiples, leur nombre met en adéquation les services complets - assiettes, couverts, verres - et les places assises autour de la table, le lieu du repas.

Pour la tranche d'âge 35/59 ans, la moyenne représentée dans l'illustration ci-contre, nous montre que nous disposons de trois fois plus de contenants que de place disponible sur la cuisinière. Les terrines du four, elles, sont quatre fois plus nombreuses que le four peut en accueillir. Nous disposons d'autre part, pour les "objets de table", de vingt-trois services complets - en bleu -, plus une belle réserve "au-cas-où" - en noir... Malheureusement, la place disponible autour de la table - en moyenne de 1,55 mètre carré - autorise seulement six personnes, ou huit mais serrées... C'est trois fois trop peu de place. La tranche d'âge des 24/34 ans est plus raisonnable, elle dispose d'à peine plus d'outils que de places disponibles avec, elle aussi, une belle marge d'"au-cas-où"... La tranche d'âge 60/84 ans dispose, de son côté, de quatre fois plus d'"objets de cuisine" mais de cinq fois plus de services complets que sa table peut en recevoir, le tout avec des réserves dignes des plus belles foires d'antiquaires. En veux-tu ? En voilà ! Notre besoin de posséder est le moteur cardinal du consumérisme, faut pas chercher midi à seize heures, goûter oblige...

Le soir du septième jour, je constate - comme vous, je pense - que nous possédons, toutes et tous, bien plus que de raison. Que diviser notre panoplie par deux ou par trois n'entraverait en rien notre "confort", que du contraire peut-être. Car ces objets en abondance convoquent beaucoup d'armoires à remplir qui demandent elles aussi de grandes maisons garnies de pièces à aménager... C'est un cycle sans fin. Nous verrons cela dans le prochain article...

Dernier fait marquant : avec autant d'accessoires de cuisine, aucun hôte ne m'a invité à sa table... Vous me diriez bien pourquoi ?

Conclusion

L'arithmétique est un élément de base de la prise de conscience. Nous adulons tellement les chiffres que nous arrivons trop souvent à ne plus rien leur faire dire du tout... Pourtant, l'arithmétique vient à notre secours si nous arrivons à comprendre que cent c'est plus que dix, et que cent c'est beaucoup trop si nous n'avons besoin que de dix. Pourtant, la folie du profit qui emporte notre monde nous répète sans arrêt que nous avons sûrement besoin de cent, alors même que nous savons très bien qu'il ne nous faut pas plus de dix !

Cette folie s'appelle la croissance, c'est elle qui régit encore nos économies et notre monde. Il faut aujourd'hui tout faire, d'urgence, pour en sortir rapidement. Nous venons de démontrer cette évidence d'une manière on ne peut plus concrète. Et il n'y a strictement rien à ajouter !

Notes :

(1) Les "enfants fantômes" sont les enfants, devenus grands, qui ont quitté la demeure familiale, bien entendu sans prendre avec eux les objets de leur croissance.

(2) L'entièreté de cette recherche a donné lieu à la publication d'un ouvrage, intitulé *Une vie discrète*, dont je réserve les derniers exemplaires encore disponibles aux bibliothèques. Pour votre curiosité, cet ouvrage est néanmoins consultable gratuitement sur le site <https://issuu.com/alainmaes>

Le climatologue était aussi poète

L'histoire que vous allez peut-être lire est bien triste et fort sombre. Mais pensez-y à deux fois avant de conclure qu'il y aurait là un message pessimiste. Les tourments du personnage principal ne sont pas les vôtres. Que lui auriez-vous dit, si vous aviez eu l'occasion de boire un thé avec lui, dans son appartement encombré de livres ?

Une nouvelle de Guillaume Lohest

Le climatologue François Van Ybsen avait été un enfant timide, un adolescent solitaire, un étudiant appliqué, un chercheur fiable, un spécialiste reconnu. Cette remarquable ascension ayant atteint son apogée lors de quelques plateaux TV prestigieux - France 2, France 3, BFM et quelques autres -, il avait considéré, avec lucidité et courage, que son heure était passée. Une polémique, au passage, avait écorné son image - un aller-retour Paris-Montréal pour une conférence de prestige à Trois-Rivières -, ce qui l'avait encouragé dans cette voie. N'étant pas hargneux de nature, il avait préféré battre en retraite et consacrait donc son existence, depuis plusieurs années, à faire son travail avec sérieux au sein de l'Université de Bourgogne. Il acceptait toutes les invitations à intervenir dans les lycées, les associations et les centres culturels de petites villes anonymes, à la condition expresse qu'ils soient situés dans un proche périmètre autour de Dijon et, autant que possible, accessibles en train. Loin des lumières médiatiques et du sentiment d'utilité publique qu'elles lui avaient conféré, il se réconfortait dans la conviction d'être à présent un intellectuel engagé mais humble.

Au fil des années, sa pensée avait changé. Au contact de publics tour à tour sincères, chaleureux, dubitatifs, bouleversés, révoltés, indifférents, ou tout cela à la fois, sa vision du monde s'était assouplie et sa propre parole s'était libérée. Alors que les petites formules journalistiques l'incitaient autrefois à adopter une posture strictement scientifique, le naturel des gens qui le questionnaient aujourd'hui l'avaient rendu, par effet-miroir, plus spontané lui aussi. Il n'était pas seulement climatologue au fond, il était aussi un être humain, sans réponse à tout, incapable de prédire l'avenir. Résultat des courses : on l'aimait bien. Il ne mâchait pourtant pas ses mots. Sa franchise étant toujours doublée de bonhomie, il était considéré comme un joyeux pessimiste. Quand on lui demandait s'il était encore possible de respecter les accords de Paris, il répondait sans détour, non mais peu importe, chaque dixième de degré compte. Il ajoutait parfois que, sans doute, nos efforts ne permettraient d'éviter qu'un petit millier de tornades et de canicules, ce n'était pas grand-chose, mais c'était déjà ça.

Cette petite notoriété régionale ne passait pas inaperçue dans les cénacles politiques. Ainsi, ce qui devait arriver arriva. Un soir de février, une jeune candidate aux élections municipales sonna à la porte de son appartement. Elle avait une proposition à lui soumettre. François Van Ybsen accepta de la faire entrer, il lui sembla quand elle passa la porte qu'elle sortait tout juste de la douche car elle était accompagnée d'une vague d'air tropical aux fragrances exotiques. Un temps désarçonné, il se reprit : je devine la raison de votre visite, je préfère vous avertir que ce sera non car vous savez, je ne comprends pas trop les codes politiques mais je vous en prie mademoiselle, je vous sers quelque chose, un verre de vin, un thé, une orangeade - le climatologue était aussi vieux jeu -, c'était déjà trop tard : deux mois plus tard François Van Ybsen était sur les listes électorales.

Demain Dijon, c'était le nom de cette coalition de centre-gauche qui entendait renverser la majorité en place. *A priori* rien de révolutionnaire, mais une ambition tout de même : imiter les formules gagnantes des quelques métropoles qui étaient passées au vert. Transports publics gratuits, cantines scolaires en bio et soutien aux petites entreprises qui s'inscriraient dans un label d'économie circulaire. D'après une enquête sociologique locale, l'électorat devrait suivre. Le maire sortant avait eu quelques propos maladroits sur les animaux domestiques et la ville s'en était émue. On avait fermé les yeux sur quelques attributions de marché public un peu opaques, on ne lui pardonnerait pas de s'être moqué des caniches. Au sein de Demain Dijon, l'enthousiasme était palpable. On se félicitait déjà des inaugurations de pistes cyclables à venir. Personne ne pouvait soupçonner le drame qui allait frapper la campagne électorale, et certainement pas Van Ybsen qui se découvrait une seconde jeunesse médiatique. Les télévisions locales l'adoraient. Un présentateur, en l'introduisant sur son plateau, avait annoncé : "*voici l'homme qui fait entrer le GIEC dans votre salon*". Et c'était vrai. Quand ils l'écoutaient, les Dijonnais n'avaient pas l'impression d'avoir affaire à un scientifique austère mais à l'oncle le plus sympathique de la famille.

Portée par son climatologue star, la liste "DD", comme l'avait rebaptisée la presse locale, était annoncée gagnante par tous les instituts de sondage. De semaine en semaine, les chiffres s'amélioraient. On allait vers un triomphe. Dans l'enthousiasme de cette excellente dynamique, François Van Ybsen s'aventura à proposer une nouvelle idée lors d'une réunion de tous les candidats. À vrai dire, pas une idée concrète, il était et restait un intellectuel avant tout, mais une intuition qui demandait à être prolongée. Il en avait donc fait part à ses colistiers qui se chargeraient, eux, de transformer l'essai. Une mesure-choc pourrait définitivement propulser Dijon au rang de capitale verte de l'Europe. Rien que ça.

On peut être climatologue et aimer la littérature, n'est-ce pas ? C'était le cas de François Van Ybsen. Comme il était vieux garçon, il avait du temps à revendre. Lors des longues soirées d'hiver et des non moins longues après-midis d'été, il lisait avec boulimie. Tout y passait : romans policiers, classiques français, classiques américains, récits de voyage, bandes dessinées, essais philosophiques... Son péché mignon, toutefois, restait la poésie.

Secrètement, il avait même écrit des vers. Exigeant envers lui-même, il avait cherché à améliorer son inspiration en s'abreuvant de théorie et d'histoire littéraire. Il s'était mis en quête de la meilleure technique d'écriture avec autant de fougue et de minutie qu'il avait étudié, autrefois, les écarts de température entre les crêtes et les vallées du Morvan. Son budget lecture, c'est aujourd'hui assez inconvenant à dire, dépassait de loin celui qu'il consacrait à l'alimentation. Aussi, sur le bureau de chêne qu'il avait hérité de sa grand-mère, ce n'était que piles et colonnes d'ouvrages spécialisés sur les troubadours, les grands romantiques, le surréalisme, la métrique des poètes grecs. C'est au milieu de ces colonnes, doucement illuminées par l'éclat tamisé d'une antique lampe de bureau, qu'il avait été frappé d'une évidence littéraire et philosophique qui ne l'avait plus jamais quitté. Cette révélation avait eu lieu une dizaine d'années avant les élections municipales que Demain Dijon était en passe de remporter, remporterait sûrement si l'on parvenait à traduire en mesure concrète cette idée abstraite, mais parfaite, que le climatologue s'apprêtait à partager aux candidats réunis dans l'arrière-salle d'une brasserie végétarienne assez tendance. Avant d'en venir à cette fameuse idée, François Van Ybsen leur raconta dans quelles circonstances elle l'avait frappé.

Ce jour-là, il avait participé à une rencontre avec des lycéens de Semur-en-Auxois. Il s'était senti gagné par une énergie de travail débordante dans l'autobus de retour vers Dijon, sans doute causée par le sentiment du devoir accompli. Après un repas spartiate, portion de riz blanc accompagnée d'un légume cru, il s'était attablé pour lire et annoter un ouvrage de référence co-écrit par l'un de ses collègues de l'université de Bourgogne, *La versification française de Rutebeuf à Raymond Queneau*. Comme il en avait l'habitude, il avait branché *Radio Classique* afin d'augmenter sa concentration, un bruit de fond à peine perceptible, juste assez pour remarquer qu'il entendait ce soir-là des pièces de Monteverdi. Après deux heures de lecture, il s'était relevé pour nourrir Arrhenius, son chat, et il lui semblait aujourd'hui que c'est en contemplant le félin absorbé par sa pâtée de saumon que les premières traces de sa révélation lui étaient apparues. De retour dans la lecture, il s'était arrêté sur une phrase. Alors ses points de vue sur la vie et sur la liberté avaient éclaté au grand jour.

Les candidats de Demain Dijon n'avaient pas osé l'interrompre mais semblaient soulagés que le climatologue en vienne enfin au fait. Il leur lut la phrase décisive. Un négociant en vins bio, assez reconnu dans la profession, quatrième sur la liste, demanda une seconde lecture pour bien saisir l'idée. Comme on goûte le vin, précisa-t-il, en plusieurs étapes. Van Ybsen répéta donc, en s'arrêtant plusieurs fois aux entournures de cette phrase compliquée contenant tant de promesses pour l'avenir de l'écologie politique dijonnaise.

“Balzac a écrit que la fantaisie du poète devait danser tout en ayant des fers aux pieds, métaphore fulgurante qui signifie, pour tout artisan de langage, que seule la contrainte génère de la création, que c'est grâce aux limites formelles imposées à la démesure de son désir d'invention que peut naître une création artistique, qu'il s'agisse d'un sonnet de Pétrarque

(limite de la forme sonnet), d'un buste de Michel-Ange (limite de la matière et de sa résistance) ou d'un madrigal de Monteverdi (limite des cinq portées musicales)."

Le négociant en vins souriait, il avait l'air égaré dans une rêverie. La jeune candidate qui sentait le gel douche, celle qui avait convaincu Van Ybsen de les rejoindre, fit un geste vague signifiant qu'elle avait besoin d'éclaircissements. Le silence risquait de virer au malaise. Le candidat principal à la mairie, un homme chauve et dynamique portant des lunettes turquoises, débloqua la situation avec un peu d'humour : fais comme si nous étions ces lycéens de Semur, François, explique-nous.

Il expliqua donc.

Cette phrase, voyez-vous, nous parle de la contrainte créatrice. Qu'est-ce que cela veut dire ? Tout simplement que c'est à l'intérieur de certaines limites qu'on peut exercer sa liberté. Cela vaut pour la poésie, bien sûr, mais aussi pour la liberté en général. Les enfants, par exemple. Ceux qui ont une abondance de jouets ne sont-ils pas aussi les moins imaginatifs, donc les moins libres ? Attention, il ne s'agit pas de prôner la pauvreté ou la privation, loin de là, mais seulement de faire naître la créativité par la contrainte. Ce qui est intéressant, c'est qu'il faut une juste dose de contrainte : ni trop, ni trop peu. Nous pourrions transposer cette idée en politique. Au lieu d'accumuler mille et unes petites réglementations vertes qui finissent par ennuyer tout le monde, notre société gagnerait à s'imposer deux ou trois contraintes fortes qui créeraient un cadre de liberté beaucoup plus grand. Deux ou trois interdictions assez puissantes pour faire basculer la société dans une conception de la liberté beaucoup moins superficielle. Car les gens pensent spontanément que la liberté, c'est faire ce qu'on veut, acheter ce qu'on veut, se déplacer comme on veut, où on veut, quand on veut. Les gens ne voient pas qu'il y a toujours des limites à la liberté. Un des rôles de la politique est de mettre ces limites au bon endroit pour qu'elles soient les plus claires et les plus justes possible.

Les candidats de la liste Demain Dijon regardaient leurs pieds. Tous leurs efforts furent insuffisants pour transposer l'idée du climatologue en proposition concrète. François Van Ybsen proposa alors quelques exemples, tout à fait caricaturaux et peu réalistes, affirma-t-il, mais qui pouvaient illustrer l'idée. S'il était interdit de rouler seul en voiture, cette seule loi pourrait porter en elle une foule d'adaptations créatives et originales. Si la propriété privée était limitée à un logement par individu. Si la publicité était purement et simplement supprimée. On l'arrêta. Avec des Si, on mettrait Dijon en pot de moutarde. C'était vraiment, vraiment intéressant comme vision des choses, mais impossible à mettre en pratique. Le climatologue était d'accord, il ne s'agissait que d'une intuition générale, il comptait sur ses colistiers pour trouver quelque chose de réaliste. On parla longtemps. Il fut finalement décidé de créer un groupe de travail sur la question, mais pas avant l'élection. Le mieux serait peut-être de faire une expérience lors de la législature, dans un quartier-témoin par exemple. François Van Ybsen rentra chez lui avec un sentiment mitigé. Il donna sa pâtée à Xénophon -

le chat qui avait succédé à Arrhénius - et lut un roman policier estonien pour se changer les idées.

Le lendemain soir, au journal télévisé local, le négociant en vins bio fut interviewé dans le cadre d'une série qui proposait des "portraits de candidats". Quand on lui demanda s'il avait une proposition innovante à mettre en avant pour la ville, il se lança dans une explication compliquée sur la contrainte créatrice pour limiter les gaz à effet de serre. Il reprit l'exemple de l'interdiction de la voiture avec passager unique, l'agrémenta de la possibilité de refaire des dimanches sans voitures systématiques, comme au temps du choc pétrolier. Bien sûr, il était trop tôt pour ce genre de mesures et il fallait tenir compte de toutes les situations particulières mais l'urgence climatique était telle qu'il faudrait un jour y penser. François Van Ybsen, quand on l'interrogea plus tard pour l'enquête, ne se souvenait plus de la fin de l'interview.

Le surlendemain, c'est-à-dire le lendemain de son interview télévisée, le négociant en vins bio participa à un débat électoral dans un gymnase. Dès l'entame de la discussion, qui porta principalement sur un plan de stationnement pour le centre-ville de Dijon, le modérateur l'interrogea sur ses propos de la veille. Était-il anti-voiture ? Comment ferait-on pour aller visiter sa mère en maison de retraite le dimanche, si les voitures étaient interdites ? Le débat vira au procès, le négociant en vins ne cessant d'affirmer qu'il n'avait rien contre les voitures, qu'il voulait seulement ouvrir la discussion, tandis que le candidat du maire sortant s'érigait en défenseur du Français moyen et de la petite Peugeot qui ne fait pas de mal à une mouche, contrairement aux Chinois qui rouvrent des centrales à charbon. Il y eut des invectives, du brouhaha. En quelques jours, la presse locale avait fait de Demain Dijon le "parti qui voulait interdire la voiture". Un journaliste avait mené l'enquête, était remonté aux sources de cette idée et avait publié un entrefilet intitulé "*Le climatologue était aussi poète*". La courbe des sondages s'inversa, on parla de dictature verte et d'écologie punitive. Le maire sortant fut réélu à une confortable majorité.

Quelques mois plus tard, les élections municipales n'étaient plus qu'un vague souvenir lorsque le négociant en vins bio dut conduire sa vieille Citroën Berlingo au contrôle technique. Dans la file d'attente des véhicules, quelqu'un le reconnut et l'apostropha. On l'insulta. D'autres automobilistes s'en mêlèrent. Le négociant en vins tenta de dédramatiser, il avait le défaut de croire qu'en expliquant bien les choses, tout peut toujours s'arranger. Il s'emmêla les pinceaux, à nouveau, dans la contrainte créatrice. Quand il évoqua les bustes de Michel-Ange et la résistance opposée par le plâtre au sculpteur, le conducteur d'une gigantesque Mitsubishi eut l'impression que le négociant se foutait de sa gueule, il sortit de ses gonds et le frappa au visage. Les employés du contrôle technique tentèrent de s'interposer, une bagarre générale éclata. Les poings, les pieds et les crachats se mêlaient aux invectives. Quand le calme revint enfin, on découvrit que le négociant en vins bio ne respirait plus. Son doux visage rêveur était

posé, tuméfié, contre le pneu Michelin de son utilitaire. Un filet de sang, semblable à la robe d'un Syrah du meilleur terroir, s'écoulait de ses lèvres.

François Van Ybsen était en congé maladie depuis plusieurs semaines lorsque ce dramatique incident parvint jusqu'à ses oreilles. Déprimé, incapable de se lever le matin, il ne trouvait plus de sens à poursuivre ses missions académiques. Il écrivait un peu, en fin de matinée, se traînait le reste de la journée dans son appartement en laissant la radio allumée, suivi par son chat Xénophon qui imitait l'humeur sombre de son maître en miaulant pour un rien. Lorsqu'il apprit la mort de son ancien colistier, le climatologue appela sa sœur qui vivait aux Pays-Bas. Il lui confia qu'il était à plat, qu'il ne croyait plus du tout à la possibilité d'atténuer quoi que ce soit au dérèglement climatique, qu'il était à la fois honteux de lui-même, triste pour le monde et indifférent à tout. Sa sœur, qui n'avait rien d'une fine psychologue, lui dit qu'il avait bien raison, que c'était foutu depuis longtemps, elle lui rappela qu'elle l'avait d'ailleurs dit avant tout le monde, les gens ne changent pas, jamais, ils veulent la télé, des chaussures de marque, les vacances et la loi du moindre effort. Après avoir raccroché, François Van Ybsen considéra sa vie, sa carrière, ses idées, et en conclut qu'elles ne valaient plus rien. Il se pendit dans l'heure après avoir écrit un long texte en alexandrins, qu'il ne signa pas de son nom mais avec la formule dont l'avaient affublé les médias locaux : "L'homme qui faisait entrer le GIEC dans votre salon". On ne sait si cette coquetterie était faite de remords, d'ironie ou d'un reste de fierté.

Son corps fut découvert quelques jours plus tard. Le hasard voulut que cette rencontre macabre échût à un ancien de ses étudiants qui s'était reconverti, par conviction, dans la livraison à domicile de paniers paysans, locaux et de saison...

Ce texte est une fiction. Le choix des noms et des lieux de cette nouvelle est purement aléatoire et ne vise aucune ville française en particulier, ni Dijon ni aucune autre...